

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES BÉDOUINS DE SYRIE  
SOUS LES ÉGYPTIENS DE MEHMED ALI :  
HISTOIRE D'UNE RELATION DE COMPLÉMENTARITÉ UTILITAIRE  
(1831-1840)

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR  
KHALED AL YAHYA

OCTOBRE 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## AVANT-PROPOS ET REMERCIEMENTS

Le sujet de mon mémoire se trouve au carrefour de plusieurs sujets d'intérêts personnels. L'histoire syro-palestinienne, l'Empire ottoman qui régna sur cette région pour une durée de quatre siècles, l'histoire de l'Égypte et de son vice-roi, rebelle et innovateur, ainsi que l'histoire des groupes tribaux autant vilipendés que fascinants. C'est d'ailleurs à l'orientation perspicace du professeur Winter que je dois le fait de m'être dirigé dans ce sens.

Mon sujet porte donc sur les relations qui existaient entre les autorités de Mehmed Ali et les groupes tribaux, essentiellement bédouins, de la Syrie-Palestine durant le court règne égyptien sur ces régions. L'arrière-plan de cette période étant le conflit régional et international provoqué par les actions du vassal qui, de surcroît, mit en péril la survie de l'Empire ottoman.

Mon expérience avec l'institution des Archives de l'Égypte fut ambivalente. D'un côté j'ai été très bien accueilli et assisté par le personnel, dévoué et serviable. De l'autre, j'ai été confronté à la lourdeur de la procédure bureaucratique exigeant une autorisation de la part des services de renseignements égyptiens. Je suis redevable au Pr Muhammad Adnan Al-Bakhit du département d'histoire de l'université de la Jordanie et à Mr Saber Arab, ancien directeur aux Archives nationales de l'Égypte, d'avoir facilité et garanti mon accès. J'ai donc fini par obtenir une autorisation d'accès et de consultation simple, sans toutefois obtenir le droit à la photocopie. Motivée par des restrictions sécuritaires non spécifiées, cette limitation avait le potentiel de grandement limiter mon travail, car mon séjour en Égypte n'était que de quelques semaines, dont une bonne partie s'était déjà écoulée avant même d'obtenir le droit à la consultation simple. Pour pallier cette limitation, j'ai produit des enregistrements audio de mes documents que je lisais intégralement à voix haute, mais discrète. J'espérais ainsi maximiser l'apport de mon séjour aux Archives de l'Égypte en matière de documents

consultés, d'autant plus que j'avais le souci de préserver une trace authentique des documents afin de pouvoir m'y référer ultérieurement.

Je remercie sincèrement mon professeur et directeur de recherche, Stefan Winter, pour son appui, sa patience et ses encouragements. Je veux aussi saisir l'occasion et remercier Mme Micheline Cloutier-Turcotte pour son assistance et sa bienveillance. Aussi, je suis redevable envers ma sœur, Nisrin Al Yahya, et mes amis Chihab Abdel Karim et Sylvain Cornac pour avoir pris le temps de lire et de commenter des sections de ma version préliminaire.

À mes beaux-parents, Robert Dumont et Louise Grignon, merci de tout cœur. Mes parents, Walid Al Yahya et Mona Yehia, ma sœur Nisrin et mon frère Nizar, vous avez été mon inspiration et ma source de motivation, je vous serai toujours reconnaissant. Pour tous leurs sacrifices et leur amour, je tiens à remercier mon épouse, Caroline Dumont, et ma fille, Rose Al Yahya ; vous donnez un sens à tout ce que je fais.



À la mémoire de ceux qui de leur vie, ont payé la vanité des hommes au pouvoir

## TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS ET REMERCIEMENTS .....	ii
RÉSUMÉ .....	viii
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
L'ADMINISTRATION EGYPTIENNE EN SYRIE-PALESTINE : OUTIL DE COOPTATION ET D'ACCULTURATION TRIBALE .....	20
1.1. Introduction .....	20
1.2. Les politiques générales de l'administration égyptienne de l'occupation vis-à-vis des tribus bédouines .....	21
1.2.1. « La carotte et le bâton » ; les instruments du changement des pratiques tribales .....	21
1.2.2. Égyptiens et Bédouins : influence prépondérante du pouvoir politique dans la redéfinition de la structure et des liens tribaux ? .....	28
1.2.3. La sédentarisation : une relecture du rôle égyptien .....	33
1.3. L'administration égyptienne de l'occupation en action : une mission d'intégration ou d'assimilation ? .....	40
1.3.1. Département des Bédouins de l'armée : structure éphémère ou sources manquantes ? .....	40
1.3.2. La promotion du chef tribal comme interlocuteur principal ; une stratégie de cooptation, de hiérarchisation et d'acculturation .....	41
1.3.3. Diverses fonctions administratives et rôles joués .....	42
1.3.4. Gestion des troupes irrégulières : stricte hiérarchisation, grande latitude ou manque d'encadrement ? .....	47
1.4. Conclusion .....	53

CHAPITRE II	
LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE DES RELATIONS UNISSANT LES AUTORITÉS DE L'OCCUPATION ÉGYPTIENNE AUX TRIBUS BÉDOUINES : ENTRE DÉPENDANCE ET CONFLIT ..... 56	
2.1.	Introduction ..... 56
2.2.	Activités économiques bédouines : source de friction ou d'opportunités ? ..... 57
2.2.1.	Le rôle économique tribal dans la littérature : une historiographie lacunaire ? ..... 57
2.2.2.	Agriculture, élevage & pastoralisme : domaines d'association aux bénéfices mutuels ..... 59
2.2.3.	Le transport & la sécurité : le recours aux Bédouins en tant qu'un double avantage pour les autorités ..... 66
2.3.	Le contexte économique des rapports entre l'État égyptien et les Bédouins de la Syrie-Palestine : Entre conflit et dépendance mutuelle ..... 68
2.3.1.	Les relations entre les tribus et les populations sédentaires face à l'ingérence et la politique monopolistique égyptienne ..... 68
2.3.2.	Les manifestations de la dépendance mutuelle ..... 72
2.4.	Conclusion ..... 76

CHAPITRE III	
L'IMPACT SÉCURITAIRE BÉDOUIN LORS DE L'OCCUPATION ÉGYPTIENNE : FACTEUR DE DÉSTABILISATION OU OCCASION POUR LA COOPÉRATION ? .... 79	
3.1	Introduction ..... 79
3.2	Les Bédouins : auxiliaires et associés des Égyptiens ou source d'insécurité et de déstabilisation ? ..... 81
3.2.1.	Les Bédouins en tant qu'alliés sécuritaires de l'autorité de l'occupation ... 82
3.2.2.	La « nature violente » des Bédouins : mythe ou réalité ?..... 89
3.3	L'État et les tribus bédouines : la sécurité au cœur des rapports ? ..... 95
3.3.1.	Enjeux, objectifs et stratégies sécuritaires égyptiennes ..... 97
3.3.2.	La coopération et le compromis comme traits supplémentaires du rapport avec les groupes tribaux ? ..... 109
3.4	Conclusion ..... 112

CHAPITRE IV	
LA CARAVANE DU PÈLERINAGE : TERRAIN DE RENCONTRES, D'INTERACTIONS ET DE CONFRONTATIONS .....	117
4.1. Introduction .....	117
4.2. Conduite de la caravane : les Égyptiens en rupture ou en continuité avec les pratiques ottomanes ? .....	119
4.2.1. Les Égyptiens et les Ottomans dans le cadre du Pèlerinage : une collaboration pratique ou une simple question d'apparences ? .....	121
4.2.2. Le Pèlerinage et les politiques de légitimation ; la neutralisation du danger tribal comme condition nécessaire .....	124
4.2.3. Attitude et impact sécuritaire tribal : les Bédouins incorrigibles indépendamment du régent ? .....	128
4.3. Mouvement de pendule entre hostilité mutuelle et coopération incontournable ....	132
4.3.1. Paiements aux tribus ; atteinte à la souveraineté ou compensations pour services rendus ? .....	132
4.3.2. Le processus de négociation : la haute main bédouine ? .....	136
4.4. Conclusion .....	140
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	143
ANNEXE A	
TRANSCRIPTION ET TRADUCTION DU DOCUMENT	
DWQ, WC, 0006-005347.....	149
GLOSSAIRE.....	152
BIBLIOGRAPHIE.....	155

## RÉSUMÉ

Notre mémoire porte sur les politiques initiées par l'autorité égyptienne envers les tribus et de l'impact des activités tribales sur ladite autorité. De façon plus importante, il est question des relations unissant le régime de l'occupation égyptienne aux tribus principalement bédouines de la Syrie-Palestine. Les positions des historiens sont divergentes sur les raisons poussant Mehmed Ali Pacha à l'annexion des provinces syriennes et de ses visées politiques derrière cette action. Pour certains, il s'agissait d'une étape essentielle sur la voie de l'indépendance égyptienne et la création d'un empire uni sous l'égide du pacha. D'autres ne voient dans cette invasion qu'une rébellion ayant pour but d'assurer un règne héréditaire, sans prétention autre que tactique à l'indépendance de l'Empire ottoman. Aussi, certains auteurs présentent l'occupation comme une sorte de mission civilisatrice apportant la modernité dans son sillage. Ils estiment que les Égyptiens avaient réussi à imposer l'ordre et à sécuriser le territoire principalement en matant par la force brute les hordes bédouines, responsables de la dévastation et de l'insécurité qui prévalait avant l'invasion égyptienne.

À travers notre mémoire, nous avons cherché à déterminer si les Égyptiens se situaient en continuité ou en rupture avec leurs prédécesseurs ottomans. Aussi, nous avons tenté d'évaluer l'impact des activités bédouines sur les autorités égyptiennes tout en cherchant à déterminer si ces dernières pouvaient en retirer un bénéfice quelconque. Concernant les relations unissant les tribus aux autorités, nous avons voulu remettre en question les conceptions qui ne voient dans ces rapports qu'une simple confrontation perpétuelle. Plutôt, nous avons posé comme hypothèse que le recours à la force par le régime égyptien n'était pas systématique ; qu'il ne correspondait qu'à un moyen parmi d'autres visant l'obtention de la collaboration des groupes tribaux. Du côté tribal, nous avons proposé que la présence d'un État fort ne fût pas seulement considérée par les Bédouins comme une menace, mais qu'elle pouvait aussi représenter une opportunité. De fait, cet État leur offrait un cadre vital pour la création d'opportunités économiques nécessaires à leur épanouissement.

Notre recherche nous a donc permis de déterminer que malgré leur hostilité mutuelle, les rapports entre les autorités de l'occupation et les groupes tribaux se caractérisaient par leur variabilité et leur complexité. La dépendance mutuelle des Bédouins et de l'occupant égyptien les contraignait à coopérer dans le cadre de relations de complémentarité utilitaire ou chacune des deux parties cherchait à faire progresser ses propres intérêts.

Les sources de notre recherche correspondent essentiellement à des documents issus des Archives nationales d'Égypte. Il s'agit de documents relatifs à la campagne égyptienne dans les provinces syro-palestiniennes. Nous avons complété ces sources avec des compilations et des résumés de documents d'archives publiés, ainsi qu'avec des récits de contemporains et de voyageurs.

Mots clés : Bédouins, tribus, politique tribale, Syrie, Palestine, Mehmed Ali Pacha, Égypte, Empire ottoman, auxiliaires tribaux, nomades.



## INTRODUCTION

En 1831 commença une intervention militaire égyptienne en Syrie-Palestine<sup>1</sup> qui amena les forces de Mehmed Ali Pacha<sup>2</sup>, le gouverneur de l'Égypte, en confrontation directe avec le gouvernement central impérial ottoman. L'objectif déclaré de cette incursion fut la récupération d'un large nombre de paysans qui avaient fui les conditions difficiles auxquelles ils étaient soumis en Égypte. Les paysans évadés se réfugièrent dans des districts sous l'autorité d'Abdullah Pacha, gouverneur d'Acre, qui refusa de coopérer avec Mehmed Ali pour leur retour<sup>3</sup>.

Cependant, les raisons de cette incursion militaire étaient plus complexes que le prétexte invoqué. D'ailleurs, la multiplicité et la complexité des causes derrière l'intervention égyptienne en sol syrien constituent de rares points qui font l'unanimité parmi les historiens<sup>4</sup>. De longue date, Mehmed Ali convoitait l'inclusion des provinces syriennes à son domaine. Il en fit officiellement la demande auprès du Sultan au moins à deux reprises au cours des vingt années précédant l'occupation du territoire syro-palestinien<sup>5</sup>. En 1831, il se rendit compte que

---

<sup>1</sup> Dans le présent mémoire, nous réfèrons aux provinces syriennes occupées par les Égyptiens comme une seule entité géographique, sans prétention à une unité administrative quelconque. Ainsi, cette région est désignée de différentes façons en fonction du contexte. Ces désignations comprennent la Syrie, la Syrie-Palestine ou encore les territoires syriens ou syro-palestiniens. La région concernée englobe les territoires géographiques de la Syrie, du mont Liban, de la Palestine et la Transjordanie.

<sup>2</sup> Le titre *pacha* est ainsi transcrit. Quand même, dans le cadre de ce mémoire une exception à cette transcription est rencontrée dans les titres d'ouvrages publiés en langue arabe ou anglaise. Dans le premier cas, nous optons pour la transcription *basha* correspondante à la façon dont ce mot est écrit et est prononcé en langue arabe. Pour les titres d'ouvrages en anglais, nous préservons la transcription *pasha*. Celle-ci correspond à la manière dont ce titre est transcrit en langue anglaise.

<sup>3</sup> Khaled Safi, *The Egyptian Rule in Palestine 1831-1840 : a Critical Reassessment*, Berlin, Mensch & Buch Verlag, 2004, p. 38-39 ; Muhammed H. Kutluoğlu, *The Egyptian Question (1831-1841) : The Expansionist Policy of Mehmed Ali Paşa in Syria and Asia Minor and the Reaction of the Sublime Porte*, Istanbul, Eren, 1998, p. 57 ; Donna R. Divine, *Politics and Society in Ottoman Palestine : The Arab Struggle for Survival and Power*, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1994, p. 47 ; Sulayman Abu Izz al-Din, *Ibrahim Pacha fi Suriya*, présenté par Latifa M. Salem, Le Caire, Dar al-Churuq, 2009, 2<sup>e</sup> éd. (1<sup>re</sup> éd., 1929), p. 48-51.

<sup>4</sup> Une des premières études à se pencher sur les raisons de l'invasion tout en s'appuyant sur des documents des archives égyptiennes est celle d'Asad, J. Rustum, *The Royal Archives of Egypt and the Origins of the Egyptian Expedition to Syria (1831-1841)*, Beirut, American Press, 1936, 116 p.

<sup>5</sup> Muhammed H. Kutluoğlu, *op.cit.*, p. 51 et 55 ; Reuven Aharoni, *The Pasha's Bedouin : Tribes and State in the Egypt of Mehmet Ali, 1805-1848*, New York, Routledge, 2007, p. 202.



le Sultan n'avait aucune intention d'accéder à cette demande, chose qui le poussa à agir par la force, là où la ruse, les manœuvres de palais et la diplomatie semblaient insuffisantes<sup>6</sup>.

Certains auteurs attribuèrent l'intervention égyptienne à des visées indépendantistes jumelées à une tentative de consolidation des possessions arabes. Ils affirmèrent que le pacha chercha à renforcer ses défenses face aux Ottomans par l'entremise de la conquête du territoire syro-palestinien avant de pouvoir déclarer l'indépendance de l'Égypte. Ces auteurs font partie d'une pléthore d'historiens égyptiens adhérant à une interprétation nationaliste de l'histoire. Cette tendance ne leur est toutefois pas exclusive, car un bon nombre d'auteurs non égyptiens contribuèrent à la littérature de tendance nationaliste spécifique à l'Égypte. Parmi les auteurs dont les écrits eurent une grande influence sur la production littéraire subséquente dotée d'une connotation nationaliste, nous pouvons citer les Égyptiens Muhammad Sabry et Muhammad Chafiq Ghurbal ainsi que le Britannique Henry Dodwell. Leurs contributions avaient pour point commun la glorification du rôle de Mehmed Ali dans la fondation de l'État égyptien. Ils dépeignirent son action comme étant tributaire d'une vision indépendantiste nationaliste. De ce fait, ils placèrent Mehmed Ali résolument en dehors de son contexte ottoman<sup>7</sup>.

Tout de même, Ghurbal révisa ultérieurement certaines de ses affirmations passées en reconnaissant l'attachement de Mehmed Ali à son identité ottomane<sup>8</sup>. Pourtant, loin de s'étioler, la tendance d'attribuer des visées indépendantistes au vice-roi égyptien se maintient chez une nouvelle génération d'historiens nationalistes égyptiens, notamment durant les années quatre-vingt du vingtième siècle. À ce titre, mentionnons Afaf al-Sayyid Marsot et

<sup>6</sup> Khaled Safi, *op.cit.*, p. 37.

<sup>7</sup> Mohammed Sabry, *L'empire égyptien sous Mohamed Ali et la question d'Orient 1811-1849*, Paris, Paul Geuthner, 1930 ; Muhammad Chafiq Ghurbal, *The beginnings of the Egyptian question and the rise of Mehemet Ali : a study in the diplomacy of the Napoleonic era based on researches in the British and French archives*, London, Routledge, 1928, 318 p ; Henry Dodwell, *The Founder of Modern Egypt : a Study of Muhammad Ali*, Cambridge, Cambridge University press, 1931, 276 p. Parmi les historiens étrangers contribuant à la tendance historiographique nationaliste promonarchique, nous pouvons également rajouter Jean Deny et George Douin qui avaient été nommés par le Roi Fuad en 1925 à la direction du comité des archives. Voir Yoav Di-Capua, *Gatekeepers of the Arab Past : Historians and History Writing in Twentieth-Century Egypt*, Berkeley, University of California Press, 2009, p. 106-111 ; 125-127. Pour un exemple d'ouvrage issu du courant nationaliste populaire opposé à l'historiographie monarchique égyptienne, voir Abd al-Rahman al-Rafi'i, *Asr Muhammad Ali*, Le Caire, Dar al-Ma'arif, 1930, 595 p. Sans s'écarter des thèses situant la fondation de la nation égyptienne moderne dans le sillage de l'expédition française de 1798, al-Rafi'i place le peuple égyptien, et non Mehmed Ali, comme acteur principal de la modernisation. Pour un exposé portant sur l'opposition entre le courant historiographique promonarchique et le courant nationaliste populaire voir Di-Capua, *op.cit.*, p. 134, 141-185.

<sup>8</sup> Ce revirement survint dans l'ouvrage de Muhammad Chafiq Ghurbal, *Muhammad Ali al-Kabir*, Le Caire, Da'irat al-Ma'arif al-Islamiyyah, 1944 : (Yoav Di Capua, *op.cit.*, p. 159)

Latifa M. Salem qui ne dérogeaient pas aux lignes du discours nationaliste égyptien représentant le pacha comme étant le souverain qui pava le chemin pour l'indépendance de l'Égypte et son « entrée dans la modernité »<sup>9</sup>.

D'autres n'y croient pourtant pas. Parmi les plus récentes critiques à ces positions nous pouvons citer Khaled Fahmy et Muhammed Kutluoğlu qui considérèrent que l'intervention égyptienne visa l'augmentation du pouvoir de négociation du régent égyptien, dans sa quête pour se garantir un règne héréditaire à lui et à ses descendants<sup>10</sup>. D'autres encore préférèrent ne pas adopter des positions aussi tranchées, considérant plutôt que les deux options demeuraient possibles. Ainsi, Khaled Safi affirme « [...] *it is clear that Muhammad 'Ali sought to achieve a political position for him and his dynasty either under the Ottoman shadow or independent thereof* »<sup>11</sup>. Cet auteur souligne l'ambiguïté de la position du pacha égyptien et ses propres hésitations excluant ainsi la présence d'un plan clair et prédéterminé<sup>12</sup>.

### Bref survol du contexte historique de l'occupation égyptienne de la Syrie-Palestine

Le 2 novembre 1831, la campagne militaire la plus large du règne du vice-roi égyptien fut mise en branle. Elle partit du Caire vers Gaza sous le commandement d'Ibrahim Pacha. Si des villes côtières, dont Gaza, Jaffa et Haïfa, tombèrent aux mains des envahisseurs sans incident majeur, la ville fortifiée d'Acre dut être encerclée pendant six mois avant d'être prise par les Égyptiens le 27 mai 1832. Séparée du contingent assurant le siège d'Acre, une partie de l'armée continua son avancée vers Damas qui tomba sans résistance le 14 juin 1832. La fameuse bataille de Homs eut lieu le 08 juillet 1832. Ibrahim Pacha y infligea la première d'une longue série de défaites contre les pachas loyaux envers les Ottomans, commandés par Mohammed Rachid Pacha. Une semaine plus tard, ce fut autour de la ville d'Alep de tomber sans résistance<sup>13</sup>.

<sup>9</sup> Latifa M. Salem, *al-Hukm al-Misri fi al-Cham, 1831-1841*, Le Caire, Madbuli, 1990, (1<sup>re</sup> éd. 1983), 332 p ; Afaf Lutfi al-Sayyid Marsot, *Egypt in the Reign of Muhammad Ali*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, 300 p.

<sup>10</sup> Khaled Fahmy, *All the Pasha's Men : Mehmed Ali, his army and the making of modern Egypt*, Cairo, AUCP, 1997, p. 37 ; Muhammed H. Kutluoğlu, *op.cit.*, p. 190.

<sup>11</sup> Khaled Safi, *op.cit.*, p. 45.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 1, 45.

<sup>13</sup> Khaled Safi, *op.cit.*, p. 56-59, 214 ; Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 107.

L'incursion égyptienne ne se limita pas aux provinces syro-palestiniennes. Les forces commandées par Ibrahim Pacha investirent le col de Belen (Belen Geçidi) et se rendirent en Anatolie où les Ottomans allèrent à nouveau subir une défaite, cette fois à Konya. De surcroît, non seulement Husayn Pacha, le remplaçant de Muhammad Rachid Pacha au commandement des armées ottomanes, fut battu, mais aussi capturé par les Égyptiens en date du 21 décembre 1832<sup>14</sup>. Si la survie même de la dynastie ottomane semblait être menacée par l'avancée triomphale d'Ibrahim Pacha, l'escalade que représentait l'invasion de l'Anatolie par les Égyptiens mena à l'internationalisation du conflit et l'intervention de grandes puissances dont l'Empire britannique et la Russie<sup>15</sup>.

Conséquemment, le 4 mai 1833 les hostilités allèrent être temporairement suspendues par la conclusion de la Paix de Kütahya<sup>16</sup>. Deux jours plus tard, le Sultan émit un ordre (*firman*) à l'effet duquel Mehmed Ali fut maintenu en tant que gouverneur de l'Égypte, de la Crète et du Soudan de façon héréditaire. Par contre, en ce qui concerne les provinces syriennes, le pacha allait devoir être annuellement confirmé dans sa position par décret des autorités centrales ottomanes. Du moins hypothétiquement, ce *firman* gardait intact le droit de révocation des titres et des positions de Mehmed Ali aux mains du Sultan ottoman Mahmud II<sup>17</sup>. Ibrahim Pacha pour sa part fut reconduit en tant que gouverneur de Jiddah, située au Hedjaz, avec le titre de Cheikh du sanctuaire de la Mecque (*Cheikh al-haram al-makki*)<sup>18</sup>. Les Égyptiens concédèrent de payer un tribut annuel tout en demeurant sous la souveraineté ottomane, mais ils réalisèrent que la paix de Kütahya n'était que temporaire. Ceci les incita à demeurer en alerte et de poursuivre les préparatifs pour une confrontation éventuelle avec les Ottomans. Dès lors, la préparation pour la guerre continua sans interruption des deux côtés de la frontière séparant les armées égyptienne et ottomane<sup>19</sup>.

<sup>14</sup> Khaled Safi, *op.cit.*, p. 214-215.

<sup>15</sup> Muhammed H. Kutluoğlu, *op.cit.*, p. 22, 192-193 ; Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 140

<sup>16</sup> La paix de Kütahya n'était pas un arrangement permanent ni un traité de paix. Plutôt, elle correspondit à un arrangement verbal sans garantie écrite entre le Sultan ottoman Mahmud II, et son vassal Mehmed Ali Pacha. Son objet était de mettre fin à l'état de guerre qui durait depuis l'invasion égyptienne de la Syrie-Palestine. La seule trace écrite indiquant le sursis correspond à un *firman* octroyant l'Égypte, la Syrie et la Crète à la gouverne de Mehmed Ali. (Khaled Safi, *op.cit.*, p. 223-224 ; Yitzhak Hofman, « The Administration of Syria and Palestine Under Egyptian Rule (1831-1840) », dans *Studies on Palestine During the Ottoman Period*, sous la dir. De Moshe Ma'oz, Jerusalem, Magnes Press. The Hebrew University, 1975, p. 317).

<sup>17</sup> Yitzhak Hoffman, *op.cit.*, p. 317.

<sup>18</sup> Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 147.

<sup>19</sup> Khaled Safi, *op.cit.*, p. 223, 228.



Concernant l'organisation de l'administration du territoire conquis, Yitzhak Hoffman identifie deux périodes distinctes. De courte durée, la première période dura jusqu'en novembre 1832 alors que la seconde débuta par la nomination de Mohammed Sharif Pacha en tant que gouverneur général de la Syrie. Pendant la première période, les Égyptiens n'introduisirent aucun changement notable. Ils maintinrent en place les responsables locaux qui transférèrent leur allégeance à l'autorité égyptienne. La deuxième période alla connaître de multiples restructurations de l'administration visant sa centralisation et le renforcement du contrôle égyptien sur tous ses aspects, mais aussi l'adaptation aux résistances que les changements provoquèrent. Elle dura jusqu'à la fin de l'occupation égyptienne de la Syrie-Palestine. Toutes les régions de la Syrie incluant le territoire de la Palestine et le mont Liban étaient ainsi regroupées en une seule province sous une autorité administrative centralisée et unique, mais Alep alla être séparée de l'autorité centrale de Damas en 1838 tout en demeurant sous contrôle égyptien<sup>20</sup>.

La présence égyptienne était ponctuée de nombreuses révoltes séparées par des périodes d'accalmie relative. Révoltes et accalmies se succédaient jusqu'à la toute fin de l'épisode de l'occupation<sup>21</sup>. Ces révoltes étaient principalement causées par les mesures moins populaires introduites par les Égyptiens vis-à-vis des populations locales, dont le désarmement et la conscription obligatoire. De cette longue série de révoltes, la première fut celle de la Palestine en 1834 suivie par la révolte du mont des Alaouites<sup>22</sup>. Consécutivement, le Nord syrien, le Hauran et le mont Liban connaîtront à leur tour le déclenchement de révoltes plus ou moins sérieuses qui donnèrent beaucoup de fil à retordre aux Égyptiens, sollicités sur de nombreux fronts<sup>23</sup>. Selon Fendi Abu Fakh, la seule révolte visant à mettre fin à la présence

<sup>20</sup> Yitzhak Hofman, *op.cit.*, p. 312- 318 ; Khaled Safi, *op.cit.*, p. 61-62, 68-69.

<sup>21</sup> Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 178. Voir particulièrement le chapitre 12 qui est consacré aux différentes révoltes qui secouèrent la Syrie-Palestine. Pour le déroulement des révoltes, voir Khaled Safi, *op.cit.*, p. 191-202. Pour une interprétation des résultats, voir Khaled Safi, *op.cit.*, p. 202-212.

<sup>22</sup> Pour la révolte de la Palestine, voir Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 180-188 ; Fendi Abu Fakh, *Intifadat al-Cham 'ala Mathalim Muhammad Ali Bacha, 1831-1840*, Damas, Dar al-tali'a al-Jadida, 2006, 2<sup>e</sup> ed, p. 40-53 ; Khaled safi, p. 174-212. Concernant la révolte des Alaouites, voir Stefan Winter, « La révolte alaouite de 1834 contre l'occupation égyptienne : perceptions alaouites et lectures ottomanes », *Oriente Moderno*, n.3, 1999, p. 61-71 ; Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 191-194 ; Fendi Abu Fakh, *op.cit.*, p. 56-61.

<sup>23</sup> Pour la révolte du Hauran, voir Fendi Abu Fakh, *op.cit.*, p. 63-111 ; Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 198-218 ; concernant la révolte qui secoua le mont Liban juste avant l'éviction des Égyptiens, voir Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 246-254.

égyptienne fut celle du mont Liban en 1840 alors que les autres visaient principalement l'obtention de l'annulation de mesures impopulaires qui les provoquèrent en premier lieu<sup>24</sup>.

À peine cette dernière révolte réprimée, les Égyptiens firent face au défi le plus sérieux à leur présence en Syrie-Palestine. En effet, l'Angleterre, l'Autriche, la Russie et la Prusse s'entendirent pour prendre tous les moyens, incluant la force, afin que la Syrie retourne sous la domination ottomane. Après l'avoir incité à refuser les conditions des alliés, les Français abandonnèrent quand même Mehmed Ali qui se retrouva seul face à une coalition visant son éviction de la Syrie. Le 11 septembre 1840, les alliés appuyés par des forces ottomanes commencèrent leurs attaques contre les positions égyptiennes, alors que les rebelles locaux harcelaient sans relâche les forces égyptiennes battant en retraite. Ce dernier affrontement apporta donc le coup de grâce à la présence égyptienne dont les forces finirent par quitter Gaza, leur dernière position en territoire Syrien, en date du 19 février 1841<sup>25</sup>.

### **Choix du sujet et périodisation : l'occupation égyptienne, un terrain fertile**

La période antérieure à l'occupation des provinces syriennes par les Égyptiens de Mehmed Ali Pacha est décrite par Dick Douwes comme étant principalement dominée par « le factionnalisme provinciale ». Selon cet auteur, cette situation fut le lot des provinces syriennes du fait de la politique ottomane qui favorisa l'alternance de membres issus de factions rivales aux postes de gouverneurs des différentes provinces syriennes<sup>26</sup>. Ces rivaux se partageaient donc le territoire syrien et instrumentalisaient les tribus dans leurs luttes pour pérenniser leur règne sur leurs provinces respectives, se prémunir contre l'ingérence des autres compétiteurs et avancer leurs ambitions politiques et économiques. De plus, cette instrumentalisation ne fut pas l'apanage des hautes sphères du pouvoir régional. En effet, Beshara Doumani note plusieurs exemples relatifs à l'instrumentalisation de tribus bédouines dans le cadre de divers conflits opposant des factions locales de Naplouse, Jérusalem, Gaza et autres régions de la Palestine<sup>27</sup>.

<sup>24</sup> Fendi Abu Fakhr, *op.cit.*, p. 31.

<sup>25</sup> Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 257, 261-285 ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 51-52.

<sup>26</sup> Dick Douwes, *The Ottomans in Syria : a History of Justice and Oppression*, London, I.B. Tauris, 2000, p. 57.

<sup>27</sup> Beshara Doumani, *Rediscovering Palestine : Merchants and Peasants in Jabal Nablus, 1700-1900*, California, University of California Press, 1995, p. 202.

La période de l'occupation égyptienne de la Syrie-Palestine offre un contraste saisissant avec la situation politique prévalant auparavant. Doumani décrit ce contexte comme suit : « *For the first time in memory, Greater Syria was brought under a single administration backed by a powerful army* »<sup>28</sup>. Du fait, les Égyptiens sont crédités de l'intensification, la systématisation et l'élargissement de l'élan réformateur, très récemment amorcé par les autorités ottomanes<sup>29</sup>. Cette période présente donc l'avantage de correspondre à un moment historique particulier pour l'étude des rapports unissant l'État aux tribus bédouines, car ces dernières se trouvèrent exceptionnellement sous la férule d'un seul pôle d'autorité. De plus, l'interaction de l'État et des tribus, avec pour arrière-plan une période de réformes intenses, fournit un terrain propice pour l'observation et l'étude de la mise en action de techniques de « contrôle social » (*Social engineering*) visant à remodeler la société et accroître le contrôle de l'État sur ces sujets<sup>30</sup>.

Notre mémoire porte donc sur la politique tribale poursuivie par les Égyptiens en Syrie-Palestine lors de l'occupation. Plus précisément, nous chercherons à étudier les différentes manifestations des rapports ayant existé entre les tribus syro-palestiniennes et l'autorité d'occupation égyptienne.

### **Le processus de modernisation en Syrie-Palestine : l'impact du règne égyptien entre rupture et continuité**

Le 19<sup>e</sup> siècle connaît des changements majeurs avec la mise en branle d'un processus de modernisation en Europe, mais aussi en Égypte et autres régions de l'Empire ottoman. Or ce processus n'est pas simplement imposé par des forces étrangères à la région, car il obéit également à une dynamique intérieure, émanant entre autres des politiques du vice-roi de l'Égypte et de l'initiative du gouvernement central ottoman.

---

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 45.

<sup>29</sup> Dick Douwes, *op.cit.*, p. 61.

<sup>30</sup> Khaled Fahmy, *op.cit.*, p. 110-111. Dans le cadre de la discussion de l'auteur sur la création et l'évolution de l'armée moderne du pacha, Fahmy offre une description très intéressante sur les techniques de contrôle et de gouvernance adoptées par les Égyptiens. Le titre de son troisième chapitre est d'ailleurs « *from peasants to soldiers : discipline and training* ». Ce titre est d'ailleurs évocateur de l'ouvrage d'Eugen Weber sur lequel nous reviendrons sous peu.



Quant à l'épisode de l'occupation égyptienne de la Syrie-Palestine, celle-ci fait l'objet d'une interprétation multiple et divergente. Certains la présentent comme une étape salvatrice dans l'histoire du Proche-Orient apportant la modernité dans sa foulée. Pour ces auteurs, les Égyptiens mirent fin à la stagnation et le recul causés par l'affaiblissement d'un pouvoir ottoman en état de déliquescence. Les mots de Moshe Ma'oz sont très évocateurs de ce courant de pensée : « *The Egyptian occupation, which lasted from 1831 to 1840, put an end to a long period of confusion and backwardness, and opened a new era in Syrian history* »<sup>31</sup>. Cet auteur est rejoint par Shimon Shamir qui pose le règne égyptien en Syrie-Palestine comme le marqueur du début de l'introduction de la région à l'ère moderne. Pour les auteurs adhérant à ce courant de pensée, plusieurs marqueurs témoignent de l'introduction de l'action de modernisation par les Égyptiens. Parmi ceux-ci, citons la centralisation du gouvernement provincial, l'adoption d'un nouveau système administratif, la mise en place d'assemblées consultatives, l'amélioration des conditions de minorités religieuses, dont les juifs et les chrétiens, le remaniement du système juridique et l'imposition d'un nouveau système militaire basée sur la conscription<sup>32</sup>.

D'autre part, ces auteurs souscrivent à une séparation étanche entre période moderne et période traditionnelle. Ainsi, Latifa Salem considère que la période du règne égyptien correspondait à une rupture complète avec la période passée. Pour elle, les Égyptiens, animés par une véritable « mission civilisatrice » introduisirent la région à l'ère moderne. Ses prises de position s'inscrivent d'ailleurs dans la même lignée que des contributions plus précoces, dont celles d'auteurs tels que Mohammed Sabry et Jean Sauvaget<sup>33</sup>.

Cette perception de la campagne égyptienne est loin de faire l'unanimité. Muhammed Kutluoğlu considère que l'occupation égyptienne était principalement une campagne visant à assurer les ressources dont avaient besoin les Égyptiens. Ces ressources comprennent les ressources naturelles et les effectifs humains nécessaires pour l'armée et pour les besoins de l'agriculture. L'objectif défensif est également avancé par Kutluoğlu. Dans ce sens, la Syrie

<sup>31</sup> Moshe Ma'oz, *Ottoman Reform in Syria and Palestine, 1840-1861*, London, Oxford University Press, 1968, p. 12.

<sup>32</sup> Shimon Shamir, « Egyptian Rule (1832-1840) and the beginning of the modern Period in the History of Palestine », dans *Egypt and Palestine a Millennium of association 868-1948*, sous la dir. de Amnon Cohen et Gabriel Baer, Jerusalem, 1984, p. 214-231 ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 65-96 ; Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 286-294.

<sup>33</sup> Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 7, 216 ; Mohammed Sabry, *op.cit.* ; Jean Sauvaget, *Alep, essai sur le développement d'une grande ville, des origines au milieu du XIXe siècle*, Paris, 1941, 2 vol.

représentait une barrière et une zone tampon entre l'Égypte et les territoires sous contrôle impérial ottoman. Il est rejoint dans cette ligne de pensée par des auteurs tels que Dick Douwes et Donna Robinson Divine. Eux aussi considèrent que la principale quête des Égyptiens était celle d'accroître leurs entrées financières, augmenter les effectifs humains à leur disposition pour conclure des travaux, cultiver la terre et surtout fournir des soldats à l'armée égyptienne moderne basée sur la conscription obligatoire<sup>34</sup>.

Pour ce qui est de l'introduction de la modernité par l'intermédiaire de l'action « civilisatrice » égyptienne, celle-ci est également contestée. Beshara Doumani attribue ce courant de pensée à ce qu'il désigne comme étant « la théorie de modernisation » en vertu de laquelle une séparation étanche est posée entre la période dite traditionnelle et la période moderne. Son principal reproche aux tenants de cette théorie est le fait d'ignorer la contribution de la société locale aux processus qui l'affectaient. Plutôt, il affirme que la progression vers ce qu'il considère être une « présupposée modernité » est également tributaire d'une dynamique d'évolution propre à des facteurs locaux. En s'appuyant sur son étude portant sur la ville de Naplouse et ses environs, l'auteur démontre l'existence, dans la région même, de traits et de fonctions couramment associés à la modernité avant que celle-ci ne soit supposément introduite par les Égyptiens. Parmi ces traits il cite les cultures agricoles à vocation commerciale, une économie basée sur l'argent en milieu rural (*money economy*), la différenciation parmi les paysans, la marchandisation de la propriété foncière et les liens tissés avec le marché international<sup>35</sup>.

Doumani rejette donc l'hypothèse du lancement du processus de modernisation par le biais de l'invasion égyptienne. Plutôt que d'amorcer les tendances observées sur le territoire, l'occupation les accéléra : « *[the occupation] accelerated ongoing socioeconomic trends and restructured the local and regional configurations of political power* »<sup>36</sup>.

Khaled Safi abonde dans le même sens que Doumani. Il soutient également que les Égyptiens participaient au processus de modernisation déjà enclenché en Palestine dès la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle, mais ils n'étaient pas ses initiateurs. Il critique les conceptions d'une

<sup>34</sup> Muhammed H. Kutluoğlu, *op.cit.*, p. 51-52 ; Donna R. Divine, *op.cit.*, p. 47 ; Dick Douwes, *op.cit.*, p. 188.

<sup>35</sup> Beshara Doumani, *op.cit.*, p. 4, 8, 235-236.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 34.

progression linéaire de la tradition vers la modernité, conceptions provenant selon lui de tendances « eurocentriques », un terme qu'il emprunte d'ailleurs de Peter Gran. Safi considère que cette conception doit être remise en question, notamment par la prise en considération de facteurs indigènes et de leur rôle dans les processus qui les affectaient<sup>37</sup>.

Deux écrits, en apparence opposés, peuvent inspirer notre propre effort de mieux comprendre les développements prenant place sur le territoire syro-palestinien durant l'occupation égyptienne. D'un côté, il y a l'ouvrage d'Eugen Weber *Peasants into Frenchmen* portant sur l'effort de construction de l'État moderne et la transformation des paysans en sujets français<sup>38</sup>. De l'autre, nous avons l'article de Jack Goldstone intitulé *The Problem of the "Early Modern" World*. Dans cet article, l'auteur met en garde contre le fait de tomber dans le piège de « l'Eurocentrisme ». Ceci peut se produire en surimposant des concepts et des processus de changements à des régions en dehors de l'Europe n'obéissant pas nécessairement aux modèles européens de changement et de développement<sup>39</sup>.

L'ouvrage d'Eugene Weber stimule donc l'exploration des politiques de Mehmed Ali qui visaient à transformer la population syrienne, dont les Bédouins, en « sujets » de son État, élargi vers la Syrie. De son côté, l'article de Goldstone rappelle la nécessité de baliser cette exploration de manière à éviter les parallèles à outrance entre deux expériences différentes et de garder à l'esprit les spécificités et les apports de la population et de la région étudiées. À son tour, le débat portant sur les différentes interprétations concernant l'introduction ou l'accélération du processus de modernisation soulève des questions d'un autre ordre. Ces questionnements concernent la présence d'une continuité ou sinon d'une rupture en ce qui a trait aux politiques poursuivies par les Égyptiens comparativement à celles poursuivies sous leurs prédécesseurs ottomans, notamment en ce qui concerne les tribus du territoire syro-palestinien.

---

<sup>37</sup> Khaled Safi, *op.cit.*, p. 6-8 ; l'eurocentrisme correspond à une tendance selon laquelle le progrès vers la modernisation est invariablement enclenché et dirigé par une influence occidentale : Peter Gran, *Beyond Eurocentrism : a new view of Modern World History*, New York, Syracuse University Press, 1996, 440 p.

<sup>38</sup> Eugen Weber, *Peasants into Frenchmen : The Modernization of Rural France, 1870-1914*, California, Stanford University Press, 1976, 615 p.

<sup>39</sup> Jack A. Goldstone, « The Problem of the 'Early Modern' World », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, vol. 41, n° 3, 1998, p. 249-284.

### Les tribus : facteurs de déstabilisation et de dévastation endigués grâce à l'intervention égyptienne ?

Les groupes tribaux bédouins sont relativement laissés pour compte dans les études historiques portant sur la période de l'occupation égyptienne. Démonisés par certains et ignorés par d'autres, ils font donc partie de groupes marginalisés souvent traités de façon indirecte, mais rarement posés en objet principal d'études historiques. Leur rôle, en plus d'être souvent occulté, est fréquemment réduit à une nuisance ou une menace devant être adressée fermement par l'État souverain. Tout comme les paysans et les femmes, ces groupes sont généralement relégués aux marges des études, pour se concentrer davantage sur les hautes sphères du pouvoir et les hauts échelons de la société.

Certains auteurs évoquent les tribus bédouines pratiquant le nomadisme et la transhumance dans le cadre de thèses qui les associent au dépeuplement et à la dévastation présumés de certaines parties du territoire syro-palestinien. Or, ces thèses semblent découler d'une lecture sélective et incomplète des sources. Un représentant de ce courant de pensée est Moshe Ma'oz. Il estime que les Bédouins correspondaient à un obstacle à la modernité et au développement ainsi qu'un facteur de dévastation du territoire :

[Bedouins] indeed not only took part in the bloody peasant warfare, but in fact were themselves the chief cause of the destruction of the countryside and the subsequent ruin of agriculture and commerce. These powerful nomads infested the Syrian provinces, pillaged caravans and travelers along the roads, ravaged large pieces of cultivated land, and even dared to raid villages that were situated on the outskirts of big towns<sup>40</sup>.

Moshe Sharon attribue également aux tribus bédouines la responsabilité du dépeuplement du territoire par le climat d'insécurité qu'ils causaient et l'incapacité présumée des autorités ottomanes de les restreindre. « *The complete impotence of the Ottomans to suppress this*

---

<sup>40</sup> Moshe Ma'oz, *op.cit.*, p. 9.



*lawlessness in western Palestine turned this region into one of the most desolate areas in Syria* »<sup>41</sup>.

Latifa Salem va au-delà de la critique des actions tribales pour évoquer que ce groupe était affligé de « mauvaises habitudes enracinées » et de « traditions barbares ». Elle estime que le territoire syro-palestinien était à la merci de hordes de Bédouins encouragées par la faiblesse d'un pouvoir ottoman en « déliquescence ». Salem considère donc qu'une des plus grandes réalisations du règne égyptien en Syrie-Palestine était la réussite à endiguer les Bédouins. Selon elle, cette démarche d'endiguement était essentiellement réussie par le recours à la force extrême et aussi par le biais de la sédentarisation. Elle oppose ainsi à ce qu'elle considère être la passivité et le retard des Bédouins, une action égyptienne civilisatrice qui dompta les Bédouins tout en sécurisant le territoire<sup>42</sup>.

Il est important de préciser que la lecture de Latifa Salem s'inscrit résolument dans une tendance historiographique réductrice et péjorative envers les groupes tribaux bédouins. Même si nous jugeons cette tendance non fondée, nous estimons plus dommageable de la passer sous silence ou de l'ignorer. Plutôt, nous considérons comme une tâche essentielle la remise en question des fondements essentialisant et méprisant de cette tendance envers les Bédouins.

Reuven Aharoni amène une lecture plus sobre et nuancée dans une des rares études posant les tribus au centre de l'analyse. Son ouvrage est consacré aux rapports dialectiques, de nature politique, entre les tribus égyptiennes et l'État durant le règne de Mehmed Ali Pacha (1805-1848). L'auteur démontre principalement l'importance et l'intensité des relations de dépendances mutuelles engagées entre les tribus et les autorités égyptiennes dans le contexte de l'Égypte. Par ailleurs, l'auteur rejette l'influence prépondérante des initiatives étatiques égyptiennes sur le cours d'évolution des groupes nomades. Plutôt, il démontre la présence chez ces derniers d'une évolution propre vers l'établissement, permanent ou semi-permanent. Cette évolution était essentiellement dictée par l'attrait de l'agriculture offrant un mode de

---

<sup>41</sup> Moshe Sharon, « The Political role of the Bedouins in Palestine in the Sixteenth and Seventeenth Centuries », dans *Studies on Palestine During the Ottoman Period*, sous la dir. de Moshe Ma'oz, Jerusalem, Magnes Press. The Hebrew University, 1975, p. 22.

<sup>42</sup> Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 13, 216-222.

subsistance plus rentable que le pâturage<sup>43</sup>. En étant appuyé par une force militaire substantielle et en usant d'outils légaux et administratifs novateurs, Mehmed Ali réussit à pousser plus loin les tendances déjà amorcées : « *Mehmet Ali only speeded up the processes of economic, social and geographic change among the Bedouin which had begun before his time* »<sup>44</sup>. Tout de même, l'étude d'Aharoni porte essentiellement sur le contexte spécifique à l'Égypte ; sa couverture de la période de l'occupation étant principalement restreinte aux facettes sécuritaires de la relation entre l'occupant égyptien et les tribus syriennes.

Les thèses de dépeuplement par une soi-disant action dévastatrice tribale sont remises en question par Beshara Doumani. Selon lui, cette vision est tributaire de l'attention déséquilibrée accordée par les historiens, notamment les partisans de ces thèses, aux régions côtières et aux centres urbains comme Jaffa, Haïfa et Jérusalem, aux dépens de régions montagneuses intérieures où vivait pourtant la majorité de la population jusqu'aux alentours de la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Il affirme que les villages de montagnes offraient une protection double des dangers physiques et politiques et c'est pour cette raison que cette zone intérieure était celle où se trouvait le plus grand nombre de villages, avec le niveau de densité de population le plus stable historiquement dans la Palestine. Selon Doumani, cela est particulièrement vrai dans le cas de la ville de Naplouse et ses environs, ville qu'il pose comme étant la plus importante de l'intérieur palestinien en matière de peuplement continu, de densité de population et d'activité économique<sup>45</sup>.

L'argument posant les activités bédouines comme essentiellement nuisibles est également remis en cause par Doumani qui affirme que la relation entre Bédouins et sédentaires ne devrait pas être construite comme principalement antagoniste. Plutôt, elle doit être envisagée sous l'angle de la complémentarité, des liens et de zones d'ambiguïtés. Également, elle doit être considérée dans le contexte plus large du système socioéconomique prévalant régionalement. À nouveau, l'auteur s'appuie sur le cas de Naplouse pour défendre sa position et démontrer le niveau d'intégration et de complémentarité entre les Bédouins et la

---

<sup>43</sup> Reuven Aharoni, *op.cit.*, p. 80-82.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>45</sup> Beshara Doumani *op.cit.*, p. 7-8. Pour de plus amples détails sur la remise en question des arguments concernant le dépeuplement allégué de la côte palestinienne, consulter Beshara Doumani, *op.cit.*, p. 32.



population sédentaire dans cette région particulière<sup>46</sup>. Il n'en demeure pas moins que les interactions entre les populations bédouines et les autorités durant la période de l'occupation égyptienne ne sont abordées par Doumani que marginalement, d'autant plus que l'étude de l'auteur est restreinte à la région de Naplouse.

Finalement, en ce qui concerne l'argument de l'arrivée de la sécurité avec les Égyptiens, plusieurs auteurs, dont Thomas Philipp, soulignent des périodes de longue durée où la sécurité et la stabilité étaient présentes sur les routes, permettant un déplacement relativement aisé et sécuritaire, et ce antérieurement à la présence égyptienne. Pour Philipp, les périodes de déstabilisation et d'insécurité ne sont pas des caractéristiques constantes, mais plutôt dépendantes de la situation politique générale qui peut connaître des hauts et des bas. Il remet ainsi en question le postulat de l'arrivée de la sécurité et l'accessibilité pour les voyageurs uniquement avec les Égyptiens<sup>47</sup>.

#### **Problématique : Les Égyptiens et les Bédouins : rapport hégémonique ou relations basées sur les intérêts mutuels**

Comme nous l'avons déjà souligné, trop souvent la littérature présentait les Bédouins comme des entités belligérantes dont la nature même imposait une politique coercitive de la part de l'État. Des auteurs, dont Latifa Salem, Moshe Ma'oz ou encore Moshe Shalom postulaient que l'État égyptien parvint à maîtriser les tribus par la force, à sécuriser le territoire syro-palestinien et à inaugurer l'ère moderne dans cette région. Ces auteurs s'entendent aussi pour voir dans les Bédouins une menace perpétuelle. De ce fait, ces derniers sont souvent posés comme vivants à la marge et décrits comme une source de danger perpétuel, à la fois pour le régime en place et les populations sédentaires. Or, ce qui est contradictoire dans ce genre de scénario c'est qu'il exigerait, pour être cohérent, que les tribus soient séparées de façon étanche des autres composantes socioéconomiques. Pourtant, à des degrés différents, la plupart des auteurs, incluant Latifa Salem, soulignent des instances de coopération et

---

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 201-205.

<sup>47</sup> Thomas Philipp, *Acre : The Rise and Fall of a Palestinian City, 1730-1831*, New York, Columbia University Press, 2001, p. 15.

reconnaissent, du moins implicitement, l'existence de liens autant entre l'État et les tribus qu'entre celles-ci et les autres groupes de la population.

Notre problématique s'axe autour de trois questions majeures. Les deux premières contextualisent et influencent la troisième, la plus fondamentale. Un premier questionnement vise à déterminer si, lors de leur occupation de la Syrie-Palestine, les Égyptiens s'inscrivaient en continuité ou en rupture avec les pratiques ottomanes visant les groupes tribaux bédouins. Entre autres, les procédures administratives, dont celles spécifiquement liées à la conduite de la caravane du Pèlerinage syrien, nous serviront de toile de fond pour élucider ce point.

En deuxième lieu, il sera question de déterminer si les rôles sécuritaires et socioéconomiques joués par les tribus avaient une incidence sur les relations qu'elles nouaient avec les autorités de l'occupation égyptienne. Dans ce sens, nous chercherons à montrer que, dans les domaines de la sécurité et de l'économie, les activités tribales étaient suffisamment importantes aux yeux de l'autorité de l'occupation de façon à affecter les rapports engagés entre ces deux parties.

Le troisième volet de la problématique concerne notre question fondamentale de ce mémoire. Celle-ci portera sur la nature des rapports unissant l'État égyptien aux tribus bédouines présentes sur le territoire syro-palestinien. Plus précisément, nous cherchons à déterminer s'il s'agissait de rapports de domination par le recours de l'État à la force ou plutôt de relations de complémentarité, basées sur la coopération et les intérêts mutuels.

À travers ce mémoire, nous chercherons à démontrer que la réalité des rapports et des interactions entre l'État égyptien et les groupes tribaux bédouins, du moins dans la Syrie ottomane, était beaucoup plus complexe qu'une simple confrontation perpétuelle. Nous posons donc comme hypothèse principale de notre travail que le rapport était de nature changeante, mais que la coopération, tempérée par de l'hostilité mutuelle, correspondait à sa caractéristique principale et souvent incontournable. Dans cette relation, chacune des deux parties essayait de tirer le plus d'avantages possible de son interaction avec l'autre, alors que c'est l'intérêt qui gouvernait l'association.

Nous rejetons donc les thèses voulant que l'approche essentielle de l'autorité d'occupation égyptienne, dans le cadre de son rapport avec les tribus, fût celle d'une domestication par la force. Plutôt, la coercition n'était qu'une facette de l'approche de l'État égyptien. Nous affirmons donc que Mehmed Ali choisit l'apaisement des tribus dans sa lutte pour pacifier la région et y rentabiliser sa présence. De plus, les Égyptiens ne disposaient pas de moyens suffisants pour forcer la main de toutes les tribus présentes sur le territoire syrien, compte tenu de tous les défis que l'occupation imposait à leur autorité.

Du côté tribal, nous arguerons que les Bédouins avaient besoin de la présence d'un État fort, mais non excessivement contraignant. Représenté par l'autorité de l'occupation égyptienne, cet État pouvait leur offrir le cadre et les débouchés économiques nécessaires à leur épanouissement. Par conséquent, autant les tribus que les Égyptiens se trouvaient dans l'obligation de faire des compromis et d'envisager la collaboration d'utilité réciproque comme alternative à la confrontation.

### Présentation des sources

Les sources principales pour notre étude sont issues des Archives nationales d'Égypte (*Dar al-Watha'iq al-Qawmiyyah*). Il s'agit de documents relatifs à l'époque du règne de Mehmed Ali Pacha. Plus spécifiquement, nous avons cherché à retracer des documents pertinents parmi le corpus portant sur la campagne en Syrie-Palestine (*Barr al-Cham*)<sup>48</sup>. Les documents qui nous intéressent proviennent de deux unités archivistiques. La première est dénommée (*Bahr Barra*). Elle comporte des documents touchant à la politique étrangère égyptienne<sup>49</sup>. La seconde s'intitule *Watha'iq al-Cham*. Elle renferme le plus de documents spécifiques à la campagne syrienne. De ce fait, la vaste majorité de nos documents y appartiennent.

<sup>48</sup> Autant dans les sources égyptiennes d'époque que dans la littérature secondaire, *Barr al-Cham* est la désignation que nous avons rencontrée le plus couramment pour référer à toute la région comprenant la Syrie-Palestine. Toutefois celle-ci ne semble porter qu'une connotation géographique, car aucune structure administrative n'y correspondait. Il faut donc se garder d'attribuer à cette appellation une signification *post-factum* allant dans le sens de la présence d'une unité politique ou administrative quelconque. Après tout, il ne s'agissait que d'une désignation géographique d'un territoire, utilisée autant par les Égyptiens que par les Ottomans dans leurs communications officielles pour y référer.

<sup>49</sup> Unité archivistique qui fut assemblée durant l'ère du Roi Fuad. Elle contient des documents portant sur la politique étrangère égyptienne lors du 19<sup>e</sup> siècle. Ses documents correspondent à de la correspondance entre Mehmed Ali et ses subordonnés dans les provinces qui furent annexées en dehors de l'Égypte propre. Ils couvrent également des questions relatives aux relations entre l'Égypte et le gouvernement central de l'Empire ottoman.



La langue utilisée pour la rédaction des documents originaux est majoritairement le turc ottoman, mais plusieurs documents ont été rédigés en arabe, notamment les rapports périodiques des activités du gouvernement local et des assemblées consultatives. Quand même, un nombre non négligeable de documents est traduit vers l'arabe.

Ces sources officielles proviennent essentiellement de l'État central égyptien et de ses officiers. Or, le fait qu'elles reflètent le point de vue de l'autorité égyptienne des événements correspond à une limitation inhérente à la nature même de la provenance de ces sources. Ces dernières comprennent la correspondance entre les autorités d'occupation en Syrie et les autorités égyptiennes centrales. Elles portent sur diverses consignes administratives, socioéconomiques et militaires.

En plus des archives officielles, nous avons eu recours à des compilations de sources, dont les cinq volumes de documents compilés et publiés par Asad Rustum entre 1940 et 1952. Il s'agit de documents issus de l'administration égyptienne qui se rapportent aux affaires des provinces syriennes, mais surtout l'épisode de l'occupation de la Syrie par l'Égypte<sup>50</sup>.

Des chroniques ont également alimenté notre recherche. Celles-ci regroupent des récits provenant de voyageurs et d'auteurs indigènes. Parmi ces sources, notons le récit remarquable de 'Abdul-Rahman al-Jabarti, historien contemporain de l'époque du règne de Mehmed Ali<sup>51</sup>. Par ailleurs, nous nous sommes servis d'une série de récits provenant vraisemblablement de différents employés des administrations ottomanes et égyptiennes, mais dont l'identité est demeurée inconnue. Parmi ces ouvrages, celui intitulé (*Mudhakarat Tarikhiyyah*) fut consacré aux événements survenant lors de la période de l'occupation égyptienne. Ce récit fut édité initialement par un prêtre dénommé Qostantin al-Bacha avant d'être réédité et publié par l'avocat syrien Ghassan Sbano<sup>52</sup>. Un autre ouvrage attribué à un personnage fictif désigné sous le pseudonyme de Mikhayil al-Dimachqi a attiré notre attention. Cet ouvrage fut consacré aux événements prenant place entre 1782 et 1841 en Syrie

<sup>50</sup> Asad Jibrail Rustum, *al-Mahfudhat al-Malaktyah al-Misriyah : Bayan bi-Watha'iq al-Cham wa-ma Yusa'idu 'ala Fahmiha wa-Yurwaddihu Maqasid Muhammad 'Ali al-Kabir*, Beirut, American Press, 1940-1952, 5 vol.

<sup>51</sup> Thomas Philipp et Guido Schwald, *'Abd al-Rahman Al-Jabarti's History of Egypt : 'Aja'ib al-Athar fi al-Tarajem wa al-Akhbar*, Stuttgart, Franz Steiner, 1994, Guide & 5 vol.

<sup>52</sup> Auteur inconnu, *Mudhakarat tarikhiyyah 'an hamlat Ibrahim Pacha 'ala Suriya*, présenté par Ahmad Ghassan Sbano, Damas, s.d., 159 p.

et au mont Liban<sup>53</sup>. Aussi, une autre source intéressante correspond au récit de Ferdinand Perrier qui se présenta comme étant un aide de camp de Suleyman Pacha (Joseph Anthelme Sève) entre 1838 et 1840<sup>54</sup>. Finalement, nous nous sommes servis de récits de voyage, dont, principalement, celui de Burckhardt<sup>55</sup>.

### Structure du mémoire

Notre mémoire est divisé en quatre chapitres destinés à l'évaluation des relations entre l'occupant égyptien et les Bédouins syro-palestiniens. Nos chapitres visent aussi à discuter de l'impact de différentes activités et fonctions remplies par les tribus bédouines sur la qualité des rapports qu'elles engageaient avec les autorités de l'occupation égyptienne.

Notre premier chapitre porte sur la mobilisation de l'appareil administratif de l'occupation par l'autorité égyptienne dans son effort d'obtenir l'intégration et la cooptation des tribus. Au sein de ce chapitre, nous nous attarderons aux politiques interventionnistes égyptiennes visant le contrôle et la régulation de certaines pratiques tribales. Aussi, nous y arguerons que la force n'était qu'un moyen déployé parmi d'autres afin de maîtriser l'élément tribal. Nous discuterons également de l'impact des stratégies administratives égyptiennes sur la qualité du rapport entre les tribus et l'administration de l'occupation.

Le deuxième chapitre sera consacré à l'activité économique tribale et son incidence sur les rapports que les tribus entretenaient avec les autorités, mais aussi sur les politiques économiques que les Égyptiens avaient entreprises dans le territoire syro-palestinien. Dans la première partie du chapitre, notre investigation portera sur le bénéfice escompté pour les autorités égyptiennes de certaines fonctions économiques remplies par les tribus. Quant à elle, la seconde partie s'attarde à l'examen du rapport économique entretenu par les autorités et les Bédouins, avec pour but de déterminer si c'est le conflit ou encore la dépendance

<sup>53</sup> L'inconnu Mikhayil al-Dimachqi, *Tarikh Hawadith al-Cham wa-Lubnan (1192-1257) (1782-1841)*, présenté par Ahmad Ghassan Sbano, Damas, 1982. 176 p.

<sup>54</sup> Ferdinand Perrier, *La Syrie sous le gouvernement de Méhémet-Ali jusqu'en 1840*, Paris, 1842, 423 p. Suleyman Pacha fut un conseiller et officier de haut rang de l'armée de Mehmed Ali. D'origine française, il atteignit subséquemment le rang de commandant en second et fut ainsi classé immédiatement après Ibrahim Pacha. (Khaled Fahmy, *op.cit.*, p. 80.)

<sup>55</sup> John Lewis Burckhardt, *Notes on the Bedouins and Wahabys : collected during his travels in the East*, London, Henry Colburn and Richard Bentley, 1830, 439 p.

mutuelle qui conditionnaient ces rapports. Nous chercherons également à rendre compte des interactions économiques entre les tribus et les populations sédentaires, et de l'impact desdites interactions sur les politiques économiques initiées par l'autorité de l'occupation.

Dans notre troisième chapitre, nous identifierons dans un premier temps l'impact sécuritaire tribal. Pour ce faire, nous étudierons à la fois les fonctions sécuritaires des tribus au profit de l'autorité, ainsi que leur impact prétendument négatif sur la sécurité générale et la stabilité du régime de l'occupation. Ensuite, il sera question d'identifier la place occupée par les enjeux de nature sécuritaire dans les rapports liant les Bédouins aux autorités de l'occupation égyptienne.

Le dernier chapitre servira à approfondir notre analyse concernant les aspects de continuité ou de rupture caractérisant les pratiques égyptiennes relativement à celles de leurs prédécesseurs ottomans dans le contexte particulier de la conduite de la caravane du Pèlerinage. Cette dernière servira également de toile de fond pour l'évaluation des relations engagées par les Égyptiens avec les groupes tribaux sur la route du Pèlerinage.

Finalement, il est à noter qu'un glossaire est inclus en annexe. Le lecteur est invité à s'y référer pour davantage d'explications sur certains termes et expressions.



## CHAPITRE I

### L'ADMINISTRATION ÉGYPTIENNE EN SYRIE-PALESTINE : OUTIL DE COOPTATION ET D'ACCULTURATION TRIBALE

#### 1.1 Introduction

Durant l'occupation, les Égyptiens apportèrent des changements à l'administration du territoire syro-palestinien. Tout en maintenant les liens avec l'administration centrale en Égypte, Mehmed Ali tenta de reproduire sa politique de modernisation administrative égyptienne en territoire Syrien. La tentative initiale d'établissement d'un gouvernement central unifié fut avortée par l'ampleur des différences régionales rencontrées localement. Les Égyptiens procédèrent alors en introduisant de nouvelles divisions administratives successives ainsi qu'à la nomination de Mohammed Sharif Pacha en tant que gouverneur général civil (*hükümdar*) de la Syrie-Palestine<sup>56</sup>. Cette nomination servit principalement à permettre à Ibrahim Pacha, le commandant en chef des forces égyptiennes (*ser asker*), de consacrer son attention à la gestion des affaires militaires. Tout de même, Mehmed Ali lui avait accordé l'autorité suprême autant dans les domaines administratifs et militaires. De ce fait, Sharif Pacha fonctionna sous l'autorité d'Ibrahim Pacha. Durant la seconde moitié de 1833, les réformes de Sharif Pacha commençaient à être imposées, et leurs effets ressentis, grâce notamment à la forte présence militaire égyptienne dans la région<sup>57</sup>.

Dans ce chapitre, nous visons à déterminer si l'appareil administratif de l'occupation était suffisamment mobilisé dans l'effort d'endiguer le danger que pouvaient représenter les Bédouins sur le territoire syro-palestinien. Nous allons donc commencer par examiner les politiques d'ordres générales entreprises à l'échelle de l'administration égyptienne de l'occupation. En effet, nous posons comme hypothèse que ces politiques visaient le contrôle, la régulation et le changement de certaines pratiques tribales contraires aux intérêts égyptiens.

---

<sup>56</sup> Khaled Safi, *op.cit.*, p. 61-62 ; Yitzhak Hofman, *op.cit.*, p. 312-315 ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 72-73.

<sup>57</sup> Yitzhak Hofman, *op.cit.*, p. 315-318 ; Khaled Safi, *op.cit.*, p. 69.

Également, nous chercherons à établir s'il est possible que d'autres moyens que la force aient été déployés dans le but de gérer le risque posé par les tribus. Ici, nous essaierons de démontrer que les Égyptiens se sont servis de l'administration comme outil de cooptation et d'intégration des tribus au système qu'ils désiraient mettre en place dans le territoire syro-palestinien conquis. Pour y parvenir, nous consacrerons la deuxième partie du chapitre à l'étude d'aspects d'ordres pratiques de la gestion des tribus bédouines de la Syrie-Palestine. Une attention particulière sera accordée aux structures administratives et leur impact sur les rapports de l'administration avec les groupes tribaux.

## 1.2 Les politiques générales de l'administration égyptienne de l'occupation vis-à-vis des tribus bédouines

### 1.2.1 « La carotte et le bâton » ; les instruments du changement des pratiques tribales

Plusieurs indicateurs portent à croire que la présence des Égyptiens en Syrie-Palestine amena un changement de certaines pratiques tribales qui pouvaient être tolérées sous leurs prédécesseurs. En effet, dans un effort d'uniformiser la taxation, mais aussi d'affirmer leur souveraineté absolue sur le territoire syrien, les Égyptiens interdirent des comportements considérés par les Bédouins comme des droits acquis sur leur territoire. Cette interdiction toucha notamment l'exigence de l'argent de protection, ou droit de passage (*khuwwa*)<sup>58</sup>, qui correspondait à une forme de taxation imposée par les cheikhs de tribus fortes aux villages voisins de leur territoire tribal, mais aussi aux tribus de moindres envergures. Sa signification littérale est « fraternité », où celui qui perçoit l'argent devient comme un frère de celui qui paie et est dans l'obligation de le protéger, ou du moins de lui restituer les biens ou l'argent qui lui serait volé lors de son passage dans un territoire sous l'autorité de son protecteur<sup>59</sup>.

Ainsi, l'interdiction de l'imposition des frais de protections était une des premières mesures préconisées par les Égyptiens. En effet, à peine deux semaines suivant leur incursion terrestre dans le territoire palestinien, les Égyptiens tentèrent d'imposer cette nouvelle mesure aux

<sup>58</sup> Latifa M. Salem, *op. cit.*, p. 219.

<sup>59</sup> Jibra'il Sulayman Jabbur, *al-Badu wa al-Badiyah : Suwar min hayat al-Badu fi Badiyah al-Cham*, Beirut, Dar al-'ilm lil-Malayin, 1988, p. 281-282.

Bédouins de Gaza. L'occasion pour affirmer cette nouvelle attitude se présenta suite à une agression perpétrée à l'encontre de vendeurs ambulants qui commerçaient avec l'armée égyptienne dans la région de Gaza. Une intervention fut donc menée par des autorités locales loyales envers les Égyptiens. Elle visait la récupération des chameaux et des moutons que des Bédouins confisquèrent aux vendeurs susmentionnés. Salih Agha, le *mütesellim*<sup>60</sup> de cette région reçut des instructions où il fut informé que les 'Arabes' (lire Bédouins) qui s'en prenaient aux passants devaient être informés par des missives (*awamer*) écrites de s'abstenir de leurs « nuisances » au risque de « se faire détruire » (*tadmiruhum*) s'ils ne renonçaient pas à commettre ce genre de méfaits. « [...] Ce qu'ils ont accaparé, en termes de moutons et de chameaux, est en accord avec les anciens règlements, mais est contraire aux règlements égyptiens [lois égyptiennes] »<sup>61</sup>. Or, cela illustre bien qu'il s'agissait d'un comportement qui était toléré par le passé, mais que les Égyptiens jugèrent contraire à leurs intérêts, ce qui les poussa à vouloir le modifier. Dans cet exemple, la menace semble être l'outil privilégié. Ce document nous permet d'ailleurs de souligner le fait que la ligne de démarcation était très mince entre la taxation (droit exigé par un État ou par des entités pseudo-étatiques), et ce qui pouvait être construit comme de l'extorsion outrancière et illégale.

Dans un autre de nos documents portant sur ce même événement (vol de 600 moutons et de dix chameaux), une demande était faite par les autorités au *mütesellim* de Gaza afin de rédiger une missive destinée aux présumés coupables dans le but « de leur conseiller de s'abstenir de s'attaquer à la population ». Cette demande montre que le recours à la dissuasion par des méthodes non violentes était parfois préféré, du moins en première instance, par les autorités<sup>62</sup>. Par ailleurs, une autre lettre contenue dans ce même document expose le résultat de cette politique de dissuasion non violente. Nous y trouvons la réaction des autorités à une demande de soumission et de protection faite par deux cheikhs, Riah al-Wahidi et Ibrahim al-Wahidi. Mis à part le nom des cheikhs et le fait qu'ils avaient par le passé transgressé les limites égyptiennes en proférant des « insultes » et en commettant des « offenses », nous ne savons rien de leur clan. On apprend du document que suite à la requête

<sup>60</sup> Le *mütesellim* est le responsable d'une subdivision administrative au sein d'une province. Il y est chargé, entre autres, de collecter l'impôt. Ses fonctions correspondaient à celles du gouverneur civil d'une ville ou plus rarement d'une région. Sous l'autorité d'occupation égyptienne, cette fonction était de l'apanage de locaux syriens (Yitzhak Hofman, *op.cit.*, p. 325).

<sup>61</sup> DWQ, WC, 0006-000524, 17 Jumada al-Akhir 1247 / 22 novembre 1831. (Document original en langue arabe).

<sup>62</sup> DWQ, WC, 0006-000554, 07 Rajab 1247 / 11 décembre 1831. Le document est un rapport de gestion administrative.

de ces cheikhs, les autorités suggérèrent à l'officier local de demander aux Bédouins 300 chameaux en guise de « sujétion » (*'ubudiya*) et de réparation pour leurs transgressions passées. Tout de même les autorités insistèrent auprès de leur sous-officier pour s'assurer que « si l'obtention des 300 chameaux est une chose faisable, qu'il le demande. Par contre, s'il croit autrement, qu'il s'abstienne de le faire »<sup>63</sup>. Cet exemple illustre donc une facette de l'attitude des autorités égyptiennes lorsqu'elles optaient pour l'apaisement par l'entremise de l'incitation à se ranger sous leur férule.

Il est intéressant de noter que les sources administratives égyptiennes ne fournissent que peu de données sur la pratique de l'imposition des frais de protection (*khawwa*). Par contre, nous avons rencontré plusieurs attestations de tentatives répétées de son interdiction. Ainsi dans une lettre datant de la fin 1834, Mehmed Ali rappela au *mütesellim* de al-'Arich la nécessité de faire respecter l'interdiction d'imposer les frais de protection à la population (*taghrim al-ahali*). Mehmed Ali insista pour rappeler que cette pratique « est contraire aux normes du système égyptien ». Il est digne de mention que al-'Arich est située dans la région frontalière avec celle de la région de Gaza, en Palestine, où les groupes tribaux insubordonnés aux Égyptiens étaient particulièrement actifs<sup>64</sup>.

Environ un an plus tard, durant le mois d'octobre 1835, une lettre fut envoyée par le *hükümdar* Mohammed Sharif Pacha au régent égyptien. Dans cette lettre, il était question de rappeler que Jabr Abu Ghoch, membre de l'influent clan des Abu Ghoch et détenteur de la position de *Mütesellim* de Jérusalem, imposait des frais (*atawa*) sur les monastères de Jérusalem. Mohammed Sharif Pacha nota également le fait que ledit *mütesellim* chargeait des droits de passage aux pèlerins chrétiens traversant le village d'Abu Ghoch. Afin de le ramener en ligne avec l'interdiction imposée par les Égyptiens contre de telles pratiques, Sharif Pacha proposa de lui octroyer une compensation financière équivalente à la moitié de son salaire à titre de *mütesellim* de la région. Ce salaire additionnel visait bien évidemment à le compenser de la perte de revenu que l'interdiction lui occasionnait<sup>65</sup>.

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 3832, 27 Rajab 1250 / 29 novembre 1834, p. 482.

<sup>65</sup> *Ibid.*, vol. 03, doc. 4289, 01 Rajab 1251/23 octobre 1835, p. 58.



Ces quelques exemples fournissent donc des indications que la volonté d'interdiction de la pratique d'imposer des frais de protection semble avoir eu un succès mitigé. Par contre, les attestations de plusieurs auteurs quant à la pacification du territoire et la liberté accrue de mouvement sont des indications que cette pratique ne posait pas un problème d'envergure durant la présence égyptienne sur le territoire syrien<sup>66</sup>.

Également, à la lumière de ce qui précède, nous estimons que certains historiens ont malheureusement tendance à prendre littéralement les menaces qui accompagnaient les « conseils » ou recommandations faites par les autorités aux tribus qu'elles considéraient en transgression. En effet, nous avons remarqué que certains auteurs, notamment Latifa Salem, avaient tendance à interpréter les menaces proférées comme étant la politique activement poursuivie par les Égyptiens sur le terrain, exagérant ainsi l'ampleur du phénomène de recours réel à la force contre les tribus. Or, les quelques cas que nous venons de discuter indiquent la présence d'une volonté chez l'autorité égyptienne d'amener un changement à certaines pratiques qu'elle jugeait contraire à ses propres intérêts. Dans ces quelques situations, le moyen préconisé pour atteindre le changement était une combinaison de menaces et d'incitations à la coopération. Cela reflète donc une facette de la manière avec laquelle procédaient les Égyptiens dans leurs interactions avec les tribus. Ici, les menaces précédaient les offres d'apaisement fournies sur un ton conciliatoire. Il s'agit donc d'une sorte de « politique de la carotte et du bâton »<sup>67</sup>, où ce bâton servait d'une menace de dernier recours. Cela suggère par ailleurs que les Égyptiens étaient conscients des limites du recours à la violence contre les tribus, recours pouvant s'avérer à la fois onéreux et contre-productif.

#### 1.2.1.1 Stratégie de compromis ou stratégie de coercition ?

Dick Douwes postule que l'occupation égyptienne amena un régime de gouvernance à la fois direct et fortement coercitif. Si cet auteur partage les conclusions d'autres historiens concernant l'accroissement des revenus de taxes et de la superficie du territoire cultivé sous les Égyptiens, il rejette par contre les positions de Salem (et autres auteurs sympathisants de

<sup>66</sup> Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 222. ; Donna R. Divine, *op.cit.*, p. 70 ; Dick Douwes, *op.cit.*, p. 193, 206.

<sup>67</sup> Reuven Aharoni, *op.cit.*, p. 87.

Mehmed Ali) qui voient dans le régime d'occupation une sorte de « mission civilisatrice » bienveillante<sup>68</sup>. Il considère plutôt que la coercition introduite par eux en Syrie fut davantage étendue et systématique, donc inévitablement plus couteuse que celle employée de manière plus arbitraire par le régime traditionnel ottoman<sup>69</sup>.

Dans cette section nous étudierons un cas où le recours à la coercition était plutôt d'un niveau intermédiaire entre ces deux positions. Ce cas implique à la fois les autorités égyptiennes, la communauté druze et des clans tribaux bédouins. Son étude autorise par ailleurs un rare aperçu de la vision stratégique égyptienne relative aux interactions avec les tribus et leurs alliés potentiels des communautés locales. Toutefois, avant de passer à l'étude de ce cas nous survolerons les développements qui affectaient les rapports entre les autorités égyptiennes et la communauté druze, développements qui avaient une influence indéniable sur la suite des choses, notamment dans le contexte du cas qui nous concerne.

Les événements des deux documents que nous allons exposer sont enracinés dans la révolte des Druzes du Hauran qui eut lieu entre les mois de novembre 1837 et août 1838. Cette révolte était provoquée par deux développements majeurs qui eurent le rôle de catalyseur à l'insurrection druze. Le premier développement correspondit à la tentative de désarmement des Druzes, menée avec le soutien actif des forces chrétiennes de l'émir Bachir<sup>70</sup>. Le second développement est relatif à l'élargissement de la politique de conscription obligatoire aux populations druzes. Ces dernières avaient été jusqu'alors exemptées de ces deux mesures fortement impopulaires. D'ailleurs, ces mesures étaient justement parmi les causes les plus importantes de la plupart des révoltes menées contre la présence égyptienne en Syrie-Palestine<sup>71</sup>.

Notre premier document comporte plusieurs lettres, dont celle qui nous intéresse. Il s'agit d'une lettre envoyée par Sharif Pacha à l'intention de Mehmed Ali. La lettre concerna des développements prenant place quelques mois après la fin des hostilités majeures découlant de

<sup>68</sup> Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 7.

<sup>69</sup> Dick Douwes, *op.cit.*, p. 210.

<sup>70</sup> L'Émir Bachir était un allié important de Mehmed Ali. Il fut maintenu à sa position en tant que *mutesellim* du mont Liban pour la totalité de la période d'occupation. À la différence des autres *mutesellim* qui, pour la plupart, régnaient sur une ville seulement, les fonctions de l'émir s'étendaient à toute une région (Yitzhak Hofman, *op.cit.*, p. 325). Voir aussi Donna R. Divine, *op.cit.*, p. 53-54.

<sup>71</sup> Fendi Abu Fakhr, *op.cit.*, chapitre 3 ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 300-303.

la révolte druze. Elle avait principalement pour objet des tribus bédouines insubordonnées dans les environs du Hauran. Nous y apprenons que Sharif Pacha nourrit des suspicions qu'une sédition plus générale se profila à nouveau à l'horizon. Il résuma la situation qui prévalait au Hauran en mentionnant l'existence d'une alliance de protection mutuelle entre des Bédouins de Bani Sakhr, les Druzes, le clan des Salut<sup>72</sup> ainsi qu'avec un groupe qu'il se contenta de désigner sous l'appellation de « Arabes de montagnes » (*'Arab al-Jibal*)<sup>73</sup>. Sharif Pacha spécifia qu'en contrepartie d'une protection, les Salut chargeaient une *khuwwa* aux locaux du Hauran. Également, les Bani Sakhr sous le commandement d'un certain Hamidi adoptaient une attitude belligérante allant dans le même sens. « Le groupe de Hamidi, issu des *'urban* de Bani Sakhr, imposa sa tyrannie dans les environs du Hauran et soumit les villages de cette région ». Sharif Pacha se plaignit que les gens du Hauran ne payaient plus leur dû au gouvernement (*miri*) et qu'ils ne fournissaient plus le produit agricole qu'ils étaient supposés assurer pour les besoins de l'autorité. Il justifia l'absence d'action de la part des autorités sous son commandement par l'attente de l'autorisation de Mehmed Ali Pacha, mais aussi par la nécessité de la présence d'un nombre suffisant de cavaliers bédouins Hanadi<sup>74</sup> pour la conduite d'une attaque éventuelle<sup>75</sup>.

L'intérêt principal du précédent document est le fait qu'il souligne l'alliance entre les Druzes et les tribus bédouines avec lesquelles ils partageaient le territoire du Hauran. Ceci va nous permettre en retour de mieux contextualiser l'attitude égyptienne vis-à-vis de cette alliance qui, entre autres, fait l'objet du cas suivant.

Les événements relatés dans ce nouveau document surviennent dans le cadre des incidents que connut le mont Liban entre les mois de mai et août 1840. Les autorités égyptiennes s'affairaient alors à gérer la situation à *al-Lijah*, localité du Hauran qui occasionnait beaucoup de problèmes aux Égyptiens<sup>76</sup>. En effet, l'accès pour les troupes égyptiennes à ce territoire à prédominance druze était particulièrement difficile, avec des risques d'embuscades meurtrières très élevés. Les Égyptiens avaient justement connu beaucoup de

<sup>72</sup> Il s'agit d'un groupe de Bédouins locaux du Hauran qui étaient domiciliés de façon permanente à *al-Lijah* durant la période qui nous concerne : (Fendi Abu Fakhr, *op.cit.*, p. 66-68, 107)

<sup>73</sup> Cette désignation réfère paradoxalement à des clans d'origines kurdes.

<sup>74</sup> Groupe tribal loyal envers les Égyptiens duquel ils recrutèrent des forces d'auxiliaires tribaux. Ce groupe était présent à la fois en Égypte et dans les régions sud de la Palestine.

<sup>75</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 04, doc. 5915, 28 Rabi' al-Akhar 1255 / 11 juillet 1839, p. 142.

<sup>76</sup> Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 248.

pertes humaines et matérielles dans ce territoire deux années auparavant lors de la révolte susmentionnée des Druzes. L'objet du document présent était l'installation non avalisée par les Égyptiens d'un groupement de Bédouins dans *al-Lijah*, chose qui provoqua en retour une réaction immédiate des Égyptiens. Ibrahim Pacha chargea Sharif Pacha de l'éviction de ces Bédouins. Le souci principal des autorités était de prévenir qu'il s'amasse un trop grand nombre desdits Bédouins et de leurs cavaliers (*sekban*). Par ailleurs, Ibrahim Pacha insista pour rappeler, quoique de manière courtoise, à Sharif Pacha que le contrôle du nombre et des déplacements des Bédouins fait partie de ses responsabilités (*ikhṭisas*) dénotant ainsi un aspect important du rôle du principal administrateur de l'autorité égyptienne. Ibrahim Pacha poursuit en suggérant à son correspondant différentes méthodes afin d'obtenir le déplacement des tribus. Ainsi il proposa qu'on use de menaces, de « la guerre de nerfs », mais aussi de la courtoisie (*mujamalat*) et de la manière douce (*mulayana*), mais il insista surtout sur le recours à l'incitative monétaire. Tout de même, Ibrahim Pacha accorda à Sharif Pacha une bonne marge de manœuvre en lui laissant le choix d'avoir recours à n'importe quelle autre manière afin de gagner l'appui de cheikhs et autres hommes influents parmi les Druzes d'*al-Lijah* dans le but d'évincer les Bédouins de cette région. De plus, Ibrahim Pacha précisa que la réussite du *hükümdar* Sharif Pacha allait permettre, le cas échéant, de récupérer et de placer au service de l'armée égyptienne un grand nombre des Bédouins et de leurs cavaliers, sinon retrancher à *al-Lijah*. Un autre objectif considéré fut celui de se prémunir contre les difficultés pouvant être occasionnées dans l'éventualité où les Égyptiens auraient eu besoin de livrer bataille dans cette région. Rappelons que le *ser asker* Ibrahim Pacha mentionna à deux reprises le recours à la compensation financière comme moyen efficace pouvant permettre l'obtention de la coopération des cheikhs druzes influents parmi les Druzes d'*al-Lijah*. Cette insistance nous porte à supposer qu'il s'agit de la méthode de persuasion considérée par les Égyptiens comme étant la plus efficace<sup>77</sup>.

En somme, nous estimons qu'il s'agissait d'un effort de la part de l'autorité égyptienne visant à saper l'alliance entre Bédouins et Druzes en s'attirant les faveurs des chefs de ces derniers. L'objectif égyptien était vraisemblablement de pouvoir mieux assurer le contrôle de la région

<sup>77</sup> DWQ, WC, 0006-009223, 10 Jumada al-Akhir 1256 / 9 août 1840 ; Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 04, doc. 6421, p. 428. Rustum offre un bref résumé dont l'intérêt principal est de clarifier la provenance des lettres contenues dans le document que nous avons consulté aux archives égyptiennes.



et de se prémunir contre le danger potentiel de la présence d'éléments tribaux dans ce lieu. De là, l'éviction des Bédouins avec l'appui et la coopération des notables druzes semble donc avoir représenté une priorité absolue pour l'autorité d'occupation égyptienne. La stratégie adoptée par les Égyptiens visait l'obtention d'un double avantage, avec d'un côté la volonté de mitigation du risque associé à la concentration d'éléments tribaux dans des régions possiblement problématiques et difficiles d'accès, alors que de l'autre côté on cherchait à recruter les éléments tribaux, potentiellement subversifs, auprès de l'armée égyptienne.

Dans cette situation, il est clair que nous sommes loin des schémas traditionnels présentant l'usage de la force brute comme étant la manière principale de dissuasion et de soumission des éléments tribaux et de leurs alliés. Cet exemple montre plutôt que le recours à la diplomatie et à l'incitative financière pouvait par moment être préféré à une intervention par la force brute, trop contraignante pour les Égyptiens étant donné qu'ils étaient interpellés sur plusieurs fronts. Par ailleurs, comme nous le verrons sous peu, la récurrence de situations où les Égyptiens cherchaient à interdire aux Bédouins de séjourner dans cette région semble témoigner d'une efficacité limitée des mesures égyptiennes visant à empêcher l'accès au territoire problématique de *al-Lijah*.

#### 1.2.2 Égyptiens et Bédouins : influence prépondérante du pouvoir politique dans la redéfinition de la structure et des liens tribaux ?

Dans cette sous-section nous allons explorer des situations offrant des perspectives intéressantes sur l'intervention de l'autorité d'occupation égyptienne de la Syrie-Palestine dans le remodelage des structures tribales et l'influence qu'elle pouvait espérer avoir sur leur composition. Commençons donc avec une situation qui fait l'objet d'un document comportant plusieurs lettres échangées entre Ibrahim Pacha et le *hükümdar* Sharif Pacha. Il s'agit d'une situation conflictuelle opposant les autorités égyptiennes aux Bédouins Salut de la région de *al-Lijah*. Ce conflit survint immédiatement suite à la période turbulente de la révolte druze de 1838 que nous avons déjà mentionnée. Les Salut s'étaient réfugiés dans *al-Lijah* une fois qu'ils prirent connaissance de l'intention des autorités de les déporter vers Qunaytra, dans le Golan. Les Salut envoyèrent des lettres aux autorités où ils essayèrent de

justifier les raisons derrière leur insubordination récente. Ils se dissocièrent de toute volonté rebelle indue et affirmèrent leur loyauté aux Égyptiens. La seule condition qu'ils apposèrent était de ne pas être déplacés vers Qunaytra où ils prétendirent qu'il n'y aurait pas assez de pâturage et d'eau pour leurs bêtes<sup>78</sup>.

La suite des choses est fournie dans un second document où on apprend que Mohammed Sharif Pacha recommanda l'acceptation de leur demande de ne pas être déplacé à Qunaytra. Il proposa aussi que cette acceptation soit couplée à l'exigence que cette tribu s'intègre à la confédération de 'Anazah en se soumettant au commandement d'un cheikh du clan de Wild Ali, sous-groupe tribal appartenant à l'alliance de 'Anazah. Deux jours plus tard, Sharif Pacha fit parvenir une nouvelle lettre où il mentionna l'arrivée de plusieurs cheikhs de différents clans réunis sous la bannière des Salut et que ces derniers acceptèrent son offre, mais demandèrent en retour des lettres de protection destinées aux cheikhs de Wild Ali et ceux du clan Rawla, étant donné l'ancienne animosité opposant ces clans aux Salut. Sharif se montra disposé à accepter<sup>79</sup>.

Ce qui précède illustre un exemple d'intervention des autorités égyptiennes dans la recomposition de groupes tribaux existants. Ici, les Égyptiens cherchèrent à obliger des tribus problématiques de moindre envergure à se soumettre à l'autorité de groupes loyaux envers les autorités, même si une animosité existait entre les deux. Dans ce cas précis, nous sommes loin du schéma d'organisation tribale sur la base de la filiation aux ancêtres communs et des liens de sang. Nous observons plutôt l'influence prépondérante du pouvoir politique dans la redéfinition de la structure et des liens tribaux. De plus, cette situation autorise un aperçu du type de rapport engagé par les autorités et leur niveau de disposition à l'accommodation des tribus.

En dernier lieu, Ibrahim Pacha opposa son refus à cette entente. Par contre, ce refus ne doit pas être conçu comme une objection au principe même de la réorganisation de la structure tribale. Il est plutôt motivé par la suspicion qu'il nourrit envers la volonté réelle de ce clan spécifique de se soumettre aux conditions imposées par l'autorité de l'occupation. Afin de

<sup>78</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 03, doc. 5507, Jumada al-Akhir 1254 / septembre 1838, p. 423-432.

<sup>79</sup> *Ibid.*, vol. 03, doc. 5520, Jumada al-Akhir 1254 / septembre 1838, p. 439-441.

justifier son attitude belliqueuse, Ibrahim Pacha rappela les nombreuses fois où ces derniers avaient renié leurs engagements tout en tentant de tromper les autorités. Ainsi, il recommanda plutôt l'emprisonnement de leurs cheikhs à Damas, le transfert des membres de ce clan vers Qunaytra et l'exécution du seul cheikh qui s'était abstenu de se présenter à la rencontre convenue avec Sharif Pacha<sup>80</sup>. Cette situation est par ailleurs une attestation du durcissement de l'attitude égyptienne dans les dernières années de l'occupation, suite aux nombreux conflits et révoltes auxquels ils durent faire face<sup>81</sup>.

L'État égyptien s'impliquait aussi dans l'organisation et la conduite des affaires internes au sein même des tribus. Il disposait donc d'un rôle actif dans le processus de nomination des cheikhs de groupes tribaux qui lui étaient alliés. Ainsi, au décès du leader des Hanadi à Gaza, une réunion eut lieu entre un haut responsable de l'administration égyptienne et les autres leaders du clan afin de discuter de la nomination d'un successeur. Une fois le choix arrêté, le nom fut proposé à Mehmed Ali qui signifia en retour son approbation à Sharif Pacha<sup>82</sup>.

Par ailleurs, d'autres exemples peuvent aussi illustrer la fluidité des liens unissant les clans tribaux membres de groupements plus larges. Dans certains cas, l'État était approché afin d'avaliser des associations ou encore des ruptures. Le pouvoir étatique pouvait alors offrir sa protection aux sous-groupes désireux de changements. Cela s'illustre notamment dans le cas d'un cheikh du clan Sardia qui annonça aux autorités que lui, ses personnes à charge et ses enfants se séparèrent du groupement tribal de Bani Sakhr afin de se soumettre à l'autorité égyptienne<sup>83</sup>.

L'influence exercée par l'État égyptien sur la structure des groupements bédouins est abordée par Reuven Aharoni. Cet auteur s'attarde aux rapports des tribus bédouines principalement égyptiennes avec l'État de Mehmed Ali. Il essaye, entre autres, de prouver l'impact de l'administration égyptienne sur la création et le remodelage des tribus. Pour le faire, il se base sur des travaux issus des recherches anthropologiques et sociales concevant la tribu comme pouvant être, soit une unité administrative, une organisation territoriale, ou encore une

<sup>80</sup> *Ibid.*, vol. 03, doc. 5534, 4 Rajab 1254 / 23 septembre 1838, p. 439-441.

<sup>81</sup> Cette idée sera développée avec plus de détails et de preuves dans le 3<sup>e</sup> chapitre.

<sup>82</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 03, doc. 5008 & 5027, Rabi' al-Akhir 1253 / juillet 1837, p. 241, 247.

<sup>83</sup> *Ibid.*, vol. 02, doc. 1923, 04 Jumada al-Awal 1248 / 29 septembre 1832, p. 125.

composante d'une confédération tribale plus large d'une région en particulier. L'auteur affirme : « *It seems that the authorities used the tribal framework for administrative purposes, and thereby 'created' a new type of 'tribe'* »<sup>84</sup>.

En effet, dans le contexte de l'Égypte, Aharoni démontre que l'administration égyptienne décidait des frontières du territoire dans lequel elle permettait le développement de structures tribales et s'arrogeait le droit de délivrer des permis de pâturage, tout en réussissant à réduire les leaders tribaux les plus influents à la dépendance envers le régime égyptien. Or, la politique tribale de l'État égyptien lui permettait ainsi d'augmenter sa marge de manœuvre en renforçant son contrôle sur les tribus présentes sur le territoire égyptien. Nos documents cités préalablement contiennent donc des indicateurs permettant d'entrevoir que les Égyptiens étendirent ce genre d'intervention vers les territoires syriens et leurs groupes tribaux.

En somme, nos documents montrent que dans le contexte syro-palestinien les Égyptiens pouvaient intervenir politiquement afin de restructurer les tribus en fonction de leurs propres intérêts. Cette intervention pouvait avoir pour objectif le transfert de tribus bédouines, la recomposition de groupes tribaux existants ou encore l'intégration des tribus problématiques au sein de groupements loyaux plus larges. Aussi, l'État égyptien se montrait ouvert à accueillir les clans syriens qui se dissociaient de groupes moins disposés à la coopération. Tout ce qui précède nous conduit donc à confirmer la présence d'un certain niveau d'influence de l'autorité d'occupation sur les structures et les liens tribaux. Cette influence doit donc être prise en considération lors de l'examen des liens entre les tribus et les différentes communautés locales, mais aussi pour mieux saisir l'attitude que peuvent adopter les tribus vis-à-vis de l'ingérence étatique.

#### 1.2.2.1 Attitudes et prédispositions tribales vis-à-vis des luttes entre les puissances régionales

Les tribus pouvaient être prises en étau entre les forces régionales opposées, notamment les Ottomans et les Égyptiens. Une telle éventualité s'illustre bien dans le cadre d'un de nos documents portant sur le cas de membres du clan kurde de Rachwan. Ce clan fut durement

---

<sup>84</sup> Reuven Aharoni, *op.cit.*, p. 2, 7.



réprimé par les forces ottomanes sous le commandement de Mohammed Rachid Pacha. Ancien Grand Vizir ottoman capturé par Ibrahim Pacha lors de la bataille de Konya, ce dernier fut nommé suite à sa libération au commandement de l'armée ottomane. Une partie importante des effectifs de celle-ci était positionnée dans la région frontalière avec les territoires sous contrôle égyptien<sup>85</sup>. Tombés en disgrâce du côté sous tutelle ottomane, les rescapés du clan Rachwan se réfugièrent donc du côté égyptien. Ils y tentèrent d'obtenir la protection en échange de promesses d'allégeances et de loyautés. Un bon nombre des membres de ce clan, dont environ 500 cavaliers, s'installèrent à 12 heures de 'Aintab (Antep) dans une localité occupée par des Bédouins situés dans la région de Rumkale (Qal'at al-Rum)<sup>86</sup>. Par la suite, un groupe de leurs notables (*kubara'*) s'adressèrent au *mütesellim* de ladite région qu'ils implorèrent en affirmant « nous avons fui et nous nous sommes rendus dans les terres d'Ibrahim Pacha. Nous vous prions, au nom de Dieu, de nous accorder votre protection »<sup>87</sup>.

La possibilité pour les groupes tribaux de changer d'allégeance était donc immédiatement liée aux tensions existantes entre les Ottomans et les Égyptiens. Les tribus semblent donc avoir été conscientes de la possibilité de tirer profit du conflit les opposant. Ainsi, ce clivage politique pouvait par moments s'avérer salutaire pour les groupes en mesure de l'exploiter à leur avantage. Le document suivant permet justement d'évaluer le degré auquel les Égyptiens étaient au courant de la volatilité de l'allégeance des tribus envers leur autorité.

En 1836, lors de la 5<sup>e</sup> année de l'occupation égyptienne de la Syrie-Palestine, un haut gradé égyptien dénommé Ismail Bek, détenant le rang de *liwa* (chef de brigade) estima dans une lettre adressée à Mehmed Ali Pacha que « l'allégeance et la loyauté des tribus arabes [bédouines] de *Barr al-Cham* ne pouvaient pas être garanties »<sup>88</sup>. Cette évaluation de la situation était offerte dans le cadre de sa mise en garde contre les risques potentiels du déclenchement d'hostilités avec les forces ottomanes. Il s'appuya sur des informations relayées par le consul britannique concernant la disposition de la Sublime Porte (gouvernement ottoman) à déclencher une guerre avec l'approbation et l'appui russe. Or, les

<sup>85</sup> Muhammed H. Kutluoğlu, *op.cit.*, p. 77, 112.

<sup>86</sup> Rumkale est située sur la rive ouest de l'Euphrate à environ 50 km au nord-est de Antep ('Aintab), aujourd'hui Gaziantep, en Turquie.

<sup>87</sup> DWQ, WC, 0006-005678, 03 Rabi' al-Akhir 1250 / 09 aout 1834.

<sup>88</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 01, doc. 4408, Ramadan 1251 / janvier 1836, p. 82.

Britanniques nourrissaient de sérieux doutes quant à la capacité ottomane d'infliger une défaite aux Égyptiens. De ce fait, et contrairement aux Russes, les Anglais s'étaient montrés opposés à tout déclenchement des hostilités par les forces ottomanes<sup>89</sup>. Dans ce contexte turbulent, les Égyptiens voulaient évaluer les risques associés au comportement potentiel des Bédouins du fait qu'ils nourrissaient des doutes à leur égard. Or, l'évaluation faite par le *liwa* Ismail fut loin d'être rassurante : « (Les Bédouins) ne se sont pas complètement soumis à notre autorité. Conséquemment, dans l'éventualité du déclenchement d'un conflit armé, nul ne serait en mesure de déterminer la voie qu'ils décideront d'emprunter »<sup>90</sup>. Cela montre donc que les autorités égyptiennes n'étaient pas dupes du fait que les tribus s'alignaient en fonction de leurs propres intérêts ; qu'elles pouvaient se tourner d'un bord comme de l'autre. De là, les Égyptiens considéraient que les tribus bédouines demeuraient incertaines dans l'éventualité d'une confrontation avec les Ottomans.

### 1.2.3 La sédentarisation : une relecture du rôle égyptien

La sédentarisation des tribus bédouines syriennes correspond à un phénomène dont la nature demeure controversée parmi les historiens qui l'ont étudiée. Certains auteurs, dont Latifa Salem, le posent comme une politique activement poursuivie par les Égyptiens lors de leur occupation de la Syrie. D'autres affirment plutôt que ce phénomène avait tendance à se produire spontanément. Ils considèrent qu'il était conditionné par des facteurs d'évolution socioéconomique intrinsèque propres aux tribus bédouines. Dans cette section, nous chercherons à vérifier ces deux positions dans le contexte particulier de l'occupation de la Syrie-Palestine par les Égyptiens de Mehmed Ali.

#### 1.2.3.1 Contrôle de mouvements, régulation du nombre

Certains auteurs, notamment Donna Divine et Dick Douwes, spéculent que les mouvements migratoires rajoutaient de nouvelles populations nomades à celles déjà établies de longue date sur le territoire syro-palestinien. De plus, les nomades déjà présents sur ce territoire

<sup>89</sup> Muhammed H. Kutluoğlu, *op.cit.*, p. 121.

<sup>90</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 01, doc. 4408, Ramadan 1251 / janvier 1836, p. 82.

pouvaient contribuer aux mouvements migratoires à travers la transhumance. Plusieurs auteurs considèrent que le contrôle de l'activité migratoire et des mouvements de ces tribus était un enjeu important pour les régents des provinces syriennes. Par contre, le succès de ces derniers dans cette entreprise fut plutôt mitigé et variable dans le temps.

Karl K. Barbir avance que la période correspondante à la fin du 17<sup>e</sup> et le début du 18<sup>e</sup> siècle connaissait des changements en matière de peuplement et des schémas migratoires tribaux causant de la pression sur des régions peuplées et augmentant la nécessité pour l'État d'intervenir et de trouver de nouveaux moyens de gérer la situation. Un type d'intervention était la tentative d'interdiction des schémas migratoires à partir d'Alep vers le sud ou encore l'inclusion de tribus de la région comprise entre Damas et Médine dans le service à la caravane du Pèlerinage, sous la direction du chef des Bédouins syriens (*şam urbanı şeyhi*)<sup>91</sup>.

Latifa Salem offre une attestation d'un contrôle plus direct du nombre de Bédouins présent à certains endroits durant la période de l'occupation égyptienne de la Syrie. Elle mentionne des efforts consentis par l'autorité égyptienne contre les Bédouins dans le but de sécuriser la route du commerce entre la Syrie et Bagdad. Salem s'appuie sur une correspondance, issue du *Foreign Office* britannique, entre le colonel Patrick Campbell et J. W. Farren, le consul général britannique à Damas. Sur la foi de cette correspondance, elle mentionne que les Égyptiens prirent le contrôle d'un centre de rassemblement de Bédouins situé dans une région dénommée al-Deir se trouvant sur la route commerciale reliant Bagdad, l'Iran et Damas. En contrepartie, cette prise de contrôle permit aux Égyptiens la sécurisation du commerce transitant par cette région<sup>92</sup>.

Pour notre part, nous avons rencontré quelques exemples de situations où la présence non autorisée de clans nomades dans un territoire donné n'était pas tolérée par les autorités. Nous avons préalablement discuté de la volonté égyptienne d'interdire les Bédouins, notamment les Salūt, de résider à *al-Lijah*. Cette volonté de contrôle se manifeste à nouveau dans une lettre de Mohammed Sharif Pacha destinée à Mehmed Ali. L'objet de cette lettre était de tenir le pacha égyptien au courant des efforts consentis en réponse à une situation où un clan du

<sup>91</sup> Karl K. Barbir, *Ottoman Rule in Damascus, 1708-1758*, New Jersey, Princeton University Press, 1980, p. 105. La fonction du chef des Bédouins syriens fera l'objet d'une discussion plus détaillée dans la sous-section (1.3.3.2).

<sup>92</sup> Latifa M. Salem. *Op.cit.*, p. 191 ; se base sur : (*Foreign Office*) FO. 78/283, Farren à Campbell, entre juin et juillet 1836.

groupement tribal de Bani Sakhr s'était installé, sans autorisation préalable des instances égyptiennes, au voisinage d'une tribu dénommée Kulayb. Les Égyptiens virent leurs efforts d'appréhender les membres de la tribu en fautes frustrés à cause des intempéries. Aussi, les membres de la tribu en question ayant eu vent des intentions égyptiennes s'étaient enfuis avec la majeure partie de leurs possessions. Cette situation nous permet donc de souligner les limites potentielles que pouvait rencontrer l'intervention égyptienne dans le domaine du contrôle. Entre autres, ces limites avaient pour cause la mobilité de l'élément tribal et l'étendue de leur territoire de transhumance<sup>93</sup>.

Néanmoins, nous avons un exemple d'une façon d'agir que les Égyptiens adoptaient lorsqu'ils réussissaient à appréhender un groupe tribal qu'ils désiraient déplacer. Dans ce cas, ils procédaient en les rassemblant puis en les reconduisant à l'endroit choisi par les autorités. Mais avant de procéder au transfert de la tribu, les autorités confisquaient les armes de ses membres ainsi qu'un nombre indéterminé de leurs chevaux. Le responsable des troupes égyptiennes demanda par la suite l'autorisation de ses supérieurs afin de procéder à la revente des armes confisquées, qui ne semblaient pas appropriées à l'usage de l'armée<sup>94</sup>. D'ailleurs, ce dernier point sert d'une illustration du retour relativement constant des officiers égyptiens à leurs supérieurs afin d'obtenir leur approbation pour la moindre action.

Si l'installation et les mouvements des tribus correspondaient à des activités que les autorités égyptiennes tentaient activement de contrôler et de soumettre à leur approbation, les Égyptiens étaient néanmoins limités dans leur capacité d'imposer pleinement ce contrôle. Cette volonté de contrôle amenait toutefois les autorités dans une position conflictuelle avec les tribus visées. Celles qui étaient appréhendées par les autorités subissaient les conséquences de leur résistance. Une fois ces tribus désarmées et privées d'une partie de leurs montures, les autorités avaient alors les mains libres pour les transférer.

<sup>93</sup> DWQ, WC, 0006-003968, 19 Chawwal 1248 / 11 mars 1833.

<sup>94</sup> DWQ, WC, 0006-004061, 11 Dhul Qi'da 1248 / 1 avril 1833.



### 1.2.3.2 Les politiques et instances de sédentarisation

La volonté d'entreprendre une politique délibérée de sédentarisation tribale n'est pas une initiative propre aux autorités égyptiennes. Les autorités ottomanes avaient déjà entrepris une politique allant dans ce sens, avec plus ou moins de succès. En effet, Stefan Winter discute amplement du cas de la province de Raqqa qu'il pose en dernière frontière d'expansion ottomane. Voisine immédiate de la province de Damas, la particularité de cette région est liée au fait que les Ottomans en faisaient un axe de contrôle tribal auquel leurs officiers vouaient un intérêt accru. Cette région se trouvait d'ailleurs au centre de la politique ottomane de sédentarisation tribale entre les années 1683 et 1746<sup>95</sup>.

Reuven Aharoni démontre qu'une nouvelle relation entre les Bédouins et les autorités égyptiennes se profilait sur le sol égyptien, où les mesures incitatives étatiques redéfinissaient les rapports entre l'État et les nomades sur le territoire égyptien. Ainsi, l'accent était moins mis sur une politique de nature coercitive. Également, l'auteur soutient que la politique d'étatisation de tout le territoire, combinée aux tentatives de maximisation de la surface agricole, conduisait à la création d'une nouvelle classe de grands propriétaires fonciers auxquels on distribuait des terres. L'auteur postule que cette politique rendait progressivement l'agriculture plus rentable que le pâturage traditionnel pour l'élite tribale bédouine conduisant ainsi à la sédentarisation de cette dernière, de son entourage et de ceux qui travaillaient pour son compte, en milieu rural, mais sur des terres principalement situées dans des zones non cultivées. Dans la même veine, Aharoni démontre que la politique égyptienne dans le domaine de la sédentarisation s'appuyait essentiellement sur la cooptation de l'élite tribale, sans chercher indument à imposer la sédentarisation à la masse des membres tribaux. Or, ces politiques conduisaient en retour à une dépendance accrue de ces élites et de leur entourage envers l'État et une réduction de l'attrait de la vie nomade. Le nomadisme se trouvait d'ailleurs davantage compliqué par les politiques territoriales du pacha, dont la limitation du territoire de transhumance et l'obligation de détenir des permis de pâturage. Ces politiques avaient donc pour conséquence une restriction sur le mouvement et l'établissement sur le territoire égyptien. En ce qui nous concerne, la question qui se pose est de déterminer à

---

<sup>95</sup> Stefan Winter, « The Province of Raqqa under Ottoman Rule, 1535-1800 : A Preliminary Study », *The Journal of Near Eastern Studies*, vol. 68, 2009, p. 253-254.

quel point les Égyptiens avaient maintenu ce genre de politiques dans le domaine de la sédentarisation lors de leur présence en Syrie Palestine.

Parmi les documents que nous avons consultés, quelques-uns renferment certaines mentions ou allusions au phénomène de sédentarisation. Deux tendances s'y illustrent et nous présenterons ici un exemple de chacune. La première tendance correspond à un désir spontanément manifesté par certains clans qui s'adressaient aux autorités afin d'obtenir leur collaboration et leur appui dans cette entreprise. Les autorités essayaient par la suite d'accommoder ces demandes en fonction de leurs propres besoins (c'est-à-dire ceux de l'État). Citons un exemple issu d'un document relativement court et assez sommaire datant du printemps 1833. Il s'agit du cas du clan Tajirli, établi aux environs d'une localité dénommée Pazar. Les membres de ce clan adressèrent une requête à Musadaq Bek le *mütesellim* de Payas (Banias) qui est une ville située sur la côte est méditerranéenne dans le nord-ouest de la Syrie. L'objet de la requête était de demander l'autorisation de pratiquer la culture du riz dans le territoire où le clan était installé, culture que le clan prétendait avoir pratiquée depuis longtemps. En retour, les Tajirli s'engageaient à garder la paix et obéir au pacha. Si les autorités n'avaient pas d'opposition de principe face à une telle requête, elles semblaient toutefois favoriser l'installation à certains endroits plus que d'autres. Dans ce cas précis, l'autorité démontra un souci de respecter la nature même du terrain, et sa compatibilité avec le type de culture envisagé par les individus désireux d'établissement<sup>96</sup>.

Cette tendance était aussi représentée par le cas d'un cheikh des Hanadi faisant l'objet d'un échange entre Ibrahim Pacha et son père Mehmed Ali. Le cheikh en question eut l'autorisation de ramener sa parenté de l'Égypte afin de les établir à Gaza. L'intérêt pour les autorités d'acquiescer à sa requête résidait dans le fait que les Hanadi allaient s'opposer aux Bédouins ('urban) de Gaza, tout en libérant la cavalerie de l'armée de sa fonction d'assurer la paix dans cette région particulièrement turbulente<sup>97</sup>.

Ce qui précède dénote donc une complémentarité entre le désir d'établissement manifesté par certains clans, et les besoins de l'État. En effet, les Égyptiens cherchaient à peupler et

<sup>96</sup> DWQ, WC, 0006-004095, 18 Dhul Qi'da 1248 / 07 avril 1833 ; Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 2, doc. 7852, p. 295.

<sup>97</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 01, doc. 783, 20 Dhul Qi'da 1247 / 21 avril 1832, p. 273.

défendre le territoire ; aussi, ils voulaient stabiliser la population et fructifier les terres agricoles afin d'accroître l'assiette fiscale.

Quant à elle, la deuxième tendance représente une attitude plus délibérée de la part de l'administration égyptienne. Celle-ci peut être déduite d'une communication destinée à Ibrahim Pacha portant sur le cas du clan Baqqara ou Beggara<sup>98</sup>. Ce clan bédouin était établi aux environs du Khabur qui est une rivière affluente à l'Euphrate dont la source s'origine en Anatolie. Ce clan venait de subir une attaque aux mains des cavaliers d'Abdul Karim Pacha, le gouverneur ottoman de Mardin<sup>99</sup>, appuyés par des membres du clan kurde dénommé Kiki. La source de ces informations est un certain Taymur bek occupant la fonction de « chef du logement » (*rais iskan*)<sup>100</sup> du clan kurde de Millo (Milli). L'attaque survint vers la fin de l'été 1840, période particulièrement trouble pour les Égyptiens. En effet, ces derniers devaient agir contre les révoltes déclenchées au mont Liban en plus de devoir faire face à la pression grandissante exercée par la Grande-Bretagne contre leur présence en Syrie<sup>101</sup>. En ce qui nous concerne immédiatement, il est clairement mentionné dans le document que la localité où furent installés les Baqqara « était affectée à l'agriculture et annexée au gouvernement »<sup>102</sup>. Cela montre donc que les Égyptiens pouvaient procéder en désignant des fonctions particulières à certaines localités et leurs résidents.

En conclusion, nos propres documents permettent de cerner deux tendances générales. La première correspond à un besoin mutuellement partagé entre les tribus désireuses d'établissement et l'autorité d'occupation qui pour sa part fut désireuse d'accroître la surface

<sup>98</sup> Stefan Winter décrit les « Baqqāra » comme étant un groupe de tribus locales de la région de Raqqa : Stefan Winter, *loc.cit.*, p. 255 ; de son côté, Myriam Ababsa al-Husseini les nomme « Beggāra ». Elle les présente comme une tribu arabe moutonnaire qahtanite dont les origines prétendues remontent au sud de la péninsule arabique. Myriam Ababsa al-Husseini, « *Mise en Valeur Agricole et Contrôle Politique de la vallée de l'Euphrate (1865-1946)* », *Bulletin d'Études Orientales*, tomes LIII-LIV, 2001-2002, IFÉAD, Damas, p. 460. Norman Lewis décrit les Baqqara comme étant semi-nomades. Il attribue leur sédentarisation aux Égyptiens lors de l'occupation. D'après lui, ils retournèrent au nomadisme à la suite du départ des Égyptiens. Norman N. Lewis, *Nomads and Settlers in Syria and Jordan, 1800-1980*, New York, Cambridge University Press, 1987, p. 38, 41.

<sup>99</sup> Ville anatolienne située au nord-est de Raqqa et à l'ouest du fleuve Khabur. Cette ville fut reprise par les Ottomans durant le printemps 1835 : voir Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 2, doc. 3979, 09 Dhul Hija 1250 / 08 avril 1835, p. 512. Durant cette période, les Égyptiens s'affairaient à évacuer leurs positions à l'est de l'Euphrate. Cette évacuation semble avoir été précipitée par les sérieuses craintes que les Égyptiens nourrissaient à l'égard de l'expédition britannique de l'Euphrate. En effet, nous avons une preuve que Mehmed Ali liait directement sa volonté d'évacuer Rumkale et Birecek à cette expédition : Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 2, doc. 3982, 14 Dhul Hija 1250 / 13 avril 1835, p. 513. Pour plus de renseignements sur cette expédition consulter : John S. Guest, *The Euphrates Expedition*, London, Kegan Paul International, 1992, 182 p.

<sup>100</sup> Nous reviendrons au personnage de Taymur Bek, ainsi que les particularités de la fonction qu'il occupe, lors de notre discussion portant sur les fonctions administratives, au point 1.3.3.3.

<sup>101</sup> Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 248.

<sup>102</sup> DWQ, WC, 0006-009223, 10 Jumada al-Akhir 1256 / 09 août 1840.

agricole et par conséquent ses entrées fiscales. La deuxième tendance est relative à une action délibérée de l'État égyptien. Ce dernier procéda par l'assignation de la fonction agricole à une localité qui fut par la suite annexée à l'administration. Ainsi, il nous semble logique de projeter certaines des conclusions d'Aharoni, discutées préalablement, à propos des politiques de sédentarisation adoptées sur le sol égyptien vers la Syrie où cette sédentarisation était également encouragée par des incitatives à l'installation. Aussi, cette sédentarisation fut indirectement promue par le biais de politiques délibérées de désignation de localités et de ses résidants à des fonctions agricoles.

Cette première section du chapitre nous a permis de déterminer que dans la politique poursuivie envers les tribus, les Égyptiens combinaient la menace à l'incitation. Ils privilégiaient tout de même le recours aux mesures incitatives financières et la cooptation. Loin d'être passives, certaines tribus cherchaient à se servir des clivages politiques entre les Ottomans et les Égyptiens afin d'avantager leurs propres intérêts. De leur côté, les Égyptiens étaient conscients que certaines tribus demeuraient réfractaires et n'étaient pas acquises à leur cause, constituant ainsi une menace dans l'éventualité du déclenchement d'actions hostiles ou de mouvements subversifs. Les Égyptiens cherchaient à maintenir un certain niveau de contrôle sur les tribus en s'arrogeant le droit d'intervenir au niveau de la structure tribale même. Ils imposaient un certain niveau de contrôle sur la mobilité et les lieux d'établissement tribaux. De plus, ils obligeaient certains clans problématiques à se ranger sous la bannière de groupements tribaux plus larges et loyaux envers les Égyptiens. Ces derniers apposaient leur sceau d'approbation dans le processus de nomination de cheikhs tribaux tout en avalisant des restructurations volontaires en matière d'alliances tribales. Également, nous venons d'étudier quelques cas qui montrent un intérêt égyptien pour la sédentarisation des tribus lors de leur occupation de la Syrie-Palestine. Tout de même, la volonté d'établissement permanent était également manifestée et entreprise par certains clans tribaux désireux d'établissement permanent et de poursuite d'activité agricole.



### 1.3 L'administration égyptienne de l'occupation en action : une mission d'intégration ou d'assimilation ?

Dans cette section, nous porterons un regard sur les structures et les rôles administratifs destinés aux relations avec les groupes tribaux. Aussi, nous étudierons quelques manifestations de la stratégie poursuivie par les Égyptiens en sol syrien afin d'intégrer les élites de ces groupes. Finalement, nous porterons un regard sur les rôles destinés aux membres de tribus bédouines affectés au service de l'autorité administrative égyptienne. En effet, tous ces éléments se trouvent au cœur des modalités de fonctionnement de l'appareil administratif égyptien, dans ses interactions avec les tribus. De ce fait, bien les saisir nous autorisera en retour d'évaluer plus précisément les relations nouées entre l'administration égyptienne et les tribus bédouines durant la période de l'occupation de la Syrie-Palestine.

#### 1.3.1 Département des Bédouins de l'armée : structure éphémère ou sources manquantes ?

Les autorités égyptiennes avaient recours à des structures administratives plus ou moins complexes dans le cadre de leur rapport avec les Bédouins. Une indication allant dans ce sens provient d'un document où il paraît que les Égyptiens constituèrent, ou du moins avaient l'intention de le faire, un département qu'ils appelèrent « le département des Bédouins de l'armée » (*maslahat 'urban al-orta*). Dans une communication à son père, Ibrahim Pacha rappela que : « le département des Bédouins (*maslahat 'urban al-orta*) qu'on compte établir sera constitué facilement, à l'arrivée des cavaliers arabes équipés comme nous l'avons appris de votre *firman* émis en date du « 28 mai 1831 » (16 Dhul Hija 1246) »<sup>103</sup>. Cela montre donc que la constitution de ce département était une idée déjà avancée avant même le début de l'invasion égyptienne du territoire syro-palestinien. Rappelons que cette invasion était initialement prévue pour le mois de juin, avant d'être repoussée à la fin de l'automne de 1831 à cause du déclenchement d'une épidémie de choléra et les ravages qu'elle causa à la population égyptienne<sup>104</sup>.

<sup>103</sup> DWQ, WC, 0006-000542, 29 Jumada al-Akhir 1247 / 05 décembre 1831.

<sup>104</sup> Muhammed H. Kutluoğlu, *op.cit.*, p. 59.

Le dernier document montre donc que ledit département devait comprendre une force de cavalerie bédouine issue vraisemblablement de l'extérieur de la Syrie. En effet, les Égyptiens recrutèrent des Bédouins égyptiens pour les besoins de la campagne militaire égyptienne en territoire syro-palestinien. De plus, les Égyptiens cherchaient activement à fournir des chameaux pour les besoins de ce département. Malheureusement, le document est avare en renseignements sur la nature de ce département, des missions qu'il était supposé remplir, du nombre et de l'origine exacte de ses recrues.

### 1.3.2 La promotion du chef tribal comme interlocuteur principal ; une stratégie de cooptation, de hiérarchisation et d'acculturation

La cooptation de l'élite tribale, représentée par les cheikhs ou chefs de clans et de regroupements tribaux bédouins, correspondait à un mécanisme par lequel l'autorité égyptienne cherchait à intégrer et neutraliser les tribus. Dans leurs interactions avec les tribus bédouines égyptiennes, les autorités de Mehmed Ali Pacha choisissaient un chef tribal comme interlocuteur principal d'un clan donné. Ils le cooptaient en le plaçant en position de prééminence par rapport aux autres, tout en lui octroyant des dons matériels et en lui accordant des titres honorifiques. Ils s'assuraient de son allégeance, et par extension celle du clan qu'il représentait, en le rendant de plus en plus dépendant de l'État et de ses institutions. L'objectif de l'État égyptien visait apparemment l'intégration de l'élite plutôt que l'assimilation de la masse tribale. Le chef tribal devait à son tour assumer un rôle de leadership à l'intérieur de son clan tout en agissant en tant que liaison avec les autorités égyptiennes<sup>105</sup>.

Un décret émis à l'intention des cheikhs les plus éminents du clan de al-'Aqil nous offre une indication que les Égyptiens optèrent d'agir de la même façon dans leur rapport avec les tribus syriennes, en les soumettant à l'autorité d'un chef unique. Ainsi, ils enjoignirent les autres membres distingués de ces tribus à être (avec ce dernier cheikh) :

---

<sup>105</sup> Reuven Aharoni, *op.cit.*, p. 57, 87.

[...] unies comme une seule main. Ainsi, tout ce qu'il fait, vous devez le faire avec lui et le suivre là où il se rend avec tout votre clan. Si nous observons de votre part l'obéissance et la diligence, vous gagnerez alors notre approbation et ce qui vous satisfera en termes de dons, de cadeaux généreux et d'habits somptueux. Ceci vous conférera la respectabilité et un plus haut rang parmi vos pairs. Ce qui est demandé de votre part c'est de faire vos efforts pour que vous soyez avec al-Sayed Suhayl une main unique et un seul cœur<sup>106</sup>.

Vraisemblablement, les Égyptiens visaient la reproduction de la politique ayant déjà fait ses preuves en Égypte, en favorisant le développement d'un contrôle politique centralisé au sein même de la tribu qu'ils espéraient rendre plus dépendante de l'autorité administrative égyptienne. De plus, ils tentaient de favoriser la hiérarchisation au sein même de la tribu et la création d'une élite cliente de l'État égyptien qui soit, tout autant que leur chef, dépendante et intimement reliée à l'administration égyptienne. Une fois intégrés à l'appareillage administratif, les membres de l'élite tribale étaient alors affectés à diverses fonctions.

### 1.3.3 Diverses fonctions administratives et rôles joués

Le rôle joué par les tribus est fréquemment sous-estimé par les historiens qui avaient étudié la période de l'occupation. À titre d'exemple, Latifa Salem nous offre un aperçu minimal des rôles auxquels étaient affectés les membres de tribus. Ce qui transparait de son analyse est le fait que les Bédouins occupaient un rôle marginal comme guides, ou encore en tant qu'auxiliaires affectés à une fonction martiale quasi mercenaire de force de frappe contre les ennemis du régime égyptien. Essayons donc d'explorer quelques fonctions occupées par les membres tribaux qui permettent de nuancer ce qui précède.

#### 1.3.3.1 Les tribus et le renseignement

Nous avons déjà mentionné la grande importance accordée par les Égyptiens au suivi des mouvements tribaux. En effet, les autorités égyptiennes étaient particulièrement soucieuses de se prémunir contre les risques engendrés par la mobilité des tribus. Quelques situations

<sup>106</sup> DWQ, WC, 0006-009934, 26 Rabi' al-Akhir 1248 / 22 septembre 1832.

indiquent que les Bédouins semblent avoir eu un rôle d'une certaine importance dans le domaine du renseignement, plus particulièrement pour déterminer les tendances de mouvements tribaux. Ainsi, des Bédouins loyaux envers les Égyptiens étaient affectés à la tâche de récolter des informations auprès des tribus en mouvement. Justement, les Égyptiens adoptèrent cette stratégie lorsqu'ils voulurent assurer une meilleure supervision des mouvements des clans de Fad'an et al-Jarbah prenant place dans la région située entre Homs et Hama<sup>107</sup>. Le printemps 1839, durant lequel ces événements prenaient place, correspondit à une période de tensions croissantes entre les forces ottomanes et égyptiennes positionnées des deux côtés de la frontière séparant leur territoire respectif. Une lettre provenant de Mehmed Ali présente sa propre lecture de la situation politique qui prévalait à ce moment ainsi que son opinion de l'attitude adoptée par les Ottomans. Il estima que les mouvements de troupes ennemies n'étaient destinés qu'à provoquer les Égyptiens afin qu'ils soient tenus responsables du déclenchement d'une éventuelle confrontation armée. Mehmed Ali chercha à désamorcer la situation en émettant ses instructions dans ce sens à son fils. Il affirma donc qu'il est dans l'intérêt des Égyptiens d'éviter d'être les instigateurs des hostilités<sup>108</sup>.

Les mouvements desdits clans inquiétaient particulièrement les autorités égyptiennes du fait que ces Bédouins se dirigèrent vers al-Raha<sup>109</sup>, ville située à proximité de la frontière nordique du territoire sous contrôle égyptien. Les Bédouins au service des Égyptiens reçurent donc des « *tarbouchs* » afin qu'ils soient assimilés à des soldats de l'armée régulière lors de leur conduite de patrouilles autour des endroits où les clans précités étaient installés. Les Égyptiens cherchaient par ce moyen à déguiser l'origine tribale des individus affectés à la mission de glaner de l'information sur les mouvements d'autres tribus<sup>110</sup>.

### 1.3.3.2 Le chef des Bédouins syriens, une institution à l'épreuve du temps ?

Dans une lettre datée du mois de mars 1836, Mehmed Ali Pacha insista sur la « nécessité de renvoyer le hadj Omar, le chef des Bédouins syriens (*rais 'urban barr al-Cham*), vers

<sup>107</sup> DWQ, WC, 0006-008210, 21 Safar 1255/ 6 mai 1839.

<sup>108</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 04, doc. 5775, 18 Safar 1255/ 3 mai 1839, p. 46.

<sup>109</sup> Le nom de la ville s'écrit également comme Ruha. Elle est aussi connue sous le nom Urfa : Stefan Winter, *loc.cit.*, p. 256-257.

<sup>110</sup> DWQ, WC, 0006-008210, 21 Safar 1255/ 6 mai 1839 ; Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 04, doc. 5781, p. 50.



l'Égypte et de nommer son fils, le cheikh Mahmoud, à sa place »<sup>111</sup>. Même, s'il s'agit là de l'unique mention spécifique de la position du chef des Bédouins syriens que nous avons réussie à retracer parmi les documents relatifs à l'occupation égyptienne, il n'en demeure pas moins que cette fonction, loin d'être anodine, correspondait à une institution dotée d'une longue histoire bien antérieure aux Égyptiens.

En effet, cette fonction peut être assimilée à la fonction de « *imarat al-'arab* » présente dans la structure administrative des États islamiques antérieurs à l'établissement de l'État ottoman<sup>112</sup>. Karl Barbir de son côté précise que la fonction du chef des Bédouins de la Syrie (*şam urbani şeyhi*) se trouve mieux organisée sous les Ottomans avec un rôle plus important et plus étendu<sup>113</sup>. Pour sa part, Stefan Winter rajoute un maillon intermédiaire à la chaîne en mentionnant l'institution du *çöl beglik* ou principauté du désert. Toutes ces désignations correspondaient donc à la même institution à laquelle on avait référé différemment au fil du temps, mais qui avait été néanmoins maintenue par les États islamiques successifs ayant régné sur le désert syrien<sup>114</sup>.

Barbir affirme que le titulaire du poste de chef des tribus bédouines de *al-Cham* (*şam urbani şeyhi*) était un fonctionnaire opérant dans le désert syrien. Il était nommé par un ordre impérial ottoman (*firman*) pour cette position. Cela faisait en sorte de l'intégrer, du moment de sa nomination, à la structure de l'administration provinciale syrienne. Aussi, Winter mentionne que cette position était détenue par des familles tribales influentes et correspondait à une institution fondamentale. Initialement cette position était de l'apanage des Abu Rish avant qu'ils ne soient supplantés par la famille al-Abbas vers la fin du 17<sup>e</sup> siècle, dans le cadre d'un changement du leadership au sein des tribus arabes du nord de la Syrie qui a vu ces derniers assumer une position de prééminence comme chefs tribaux suprêmes de la confédération de al-Mawali<sup>115</sup>.

<sup>111</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 03, doc. 4492, 10 Dhul hijja 1251 / 28 mars 1836, p. 101.

<sup>112</sup> Mustafa A. Hiyari, « the origins and development of the Amirate of the Arabs during the Seventh/Thirteenth and Eighth/Fourteenth Centuries », *Bulletin of the School of Oriental and African Studies*, University of London, Vol. 38, No. 3 (1975), p. 509-524

<sup>113</sup> Karl K. Barbir, *op.cit.*, p. 09, 105.

<sup>114</sup> Stefan Winter, *loc.cit.*, p. 260.

<sup>115</sup> *Ibid.*

Les leaders de la confédération des Mawali étaient initialement dotés, par l'entremise de leur poste de chef des Bédouins syriens, d'une responsabilité envers les autres tribus bédouines de la région. Avec le temps, leur responsabilité s'était limitée uniquement aux clans sous la bannière des Mawali. C'était notamment le cas sous les Égyptiens, alors que le chef des Mawali, Muhammad Bek, n'occupait plus la position distincte de *rais 'urban barr al-Cham*<sup>116</sup>. Comme nous l'avons déjà mentionné, ce poste était détenu par le hadj Omar auquel alla succéder son propre fils.

En ce qui concerne la position proprement dite, le poste de chef des Bédouins syriens servait de liaison entre l'État ottoman et les groupes tribaux<sup>117</sup>. En retour d'une rémunération pour lui et ses partisans, le cheikh des Bédouins accomplissait de nombreuses tâches. Parmi celles-ci, il devait assurer la protection des zones de peuplement le long de la route du Pèlerinage. Par ailleurs, ce cheikh était affecté à la gestion de l'approvisionnement par les tribus recrutées au service de cette route. Ces provisions étaient destinées au réseau de forteresses se trouvant sur la route du Pèlerinage pour les besoins de la caravane et de ses pèlerins. Le chef des tribus bédouines était sous l'autorité du gouverneur de Damas auquel il devait répondre relativement à toutes les affaires du Pèlerinage. Les Ottomans pouvaient déposer ce chef et le remplacer à leur guise, mais cela pouvait conduire à des représailles de la part des tribus lésées<sup>118</sup>.

Cette fonction témoigne donc que les tentatives d'intégration des tribus au système administratif étaient pratiquées sur le territoire syrien bien avant que les Égyptiens ne le fassent. Conséquemment, une continuité existait entre la pratique administrative égyptienne et celle des Ottomans, mais aussi avec les États islamiques antérieurs. De ce fait, nous estimons inexactes les affirmations présentant les politiques administratives égyptiennes, relatives aux tribus, comme étant innovatrices et en rupture totale avec celles qui étaient pratiquées auparavant.

<sup>116</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 1790, 16 Rabi' al-Akhir 1248 / 12 septembre 1832, p. 105-106.

<sup>117</sup> Laurens-Hassan Soussi, *Qafilat al-Hadj al-Chami wa Atharuha al-Iqtisadiyah wa al-Ijtima'yah fi Bilad al-Cham, 1805 à 1909EC / 1220 à 1327H*, Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Damas, 2007, p. 119.

<sup>118</sup> Karl K. Barbir, *op.cit.*, p. 143, 169-170.

### 1.3.3.3 Le chef de la localisation : la fonction administrative comme moyen de cooptation

Une autre fonction administrative qui était réservée au leadership tribal est celle du chef de l'établissement et la sédentarisation (*rais iskan*). Nous avons pris note de cette fonction en marge d'un document portant sur la présence non autorisée du clan Safuq dans la région du Khabur. Justement, dans ce cas l'informateur des Égyptiens occupait la fonction de *rais iskan*. Il s'agit de Taymur (Timûr) Bek, descendant d'une lignée qui avait occupé cette fonction depuis quelques générations. Les Ottomans avaient accordé à son grand-père le titre d'*iskan başı* de la province de Raqqa. Son autorité en matière de sédentarisation dépassait la célèbre confédération kurde de Millo pour couvrir toute la sédentarisation tribale de Raqqa<sup>119</sup>.

Dans notre document, Teymour Bek demanda « l'autorisation du *ser asker* Ibrahim Pacha afin qu'une frappe soit portée contre le clan Safuq ou, sinon, qu'une attaque soit menée à l'encontre du clan Kiki »<sup>120</sup>. Indirectement, cela dénote que le détenteur de la fonction de *rais iskan* (*iskan başı*) n'était pas un simple fonctionnaire. Plutôt, il paraît que le titre administratif de *rais iskan* ne correspondait pas à l'étendue de ses fonctions et prérogatives. En effet, le droit de taxer ses propres partisans était accordé au *iskan başı*, ainsi que le droit de contrôler les autres tribus de la région sous sa juridiction<sup>121</sup>. Il est donc fort probable que cette institution, tout comme celle de *rais 'urban barr al-Cham*, avait pour fonction essentielle la cooptation et l'intégration du leadership tribal.

Au-delà de l'apport spécifique en termes de connaissances sur les fonctions administratives relatives aux tribus, cette section nous a offert un témoignage portant sur la tentative des autorités, qu'elles soient ottomanes ou égyptiennes, de rationaliser leur rapport avec les tribus par le biais de la création de structures administratives propres à celles-ci. Il s'agit aussi d'un indicateur de l'importance relative que ces groupes avaient aux yeux de l'autorité égyptienne au point de mériter la désignation de postes administratifs pour gérer leurs affaires.

<sup>119</sup> Stefan Winter, *loc.cit.*, p. 267 ; pour plus de renseignements en rapport avec la famille de Taymur ainsi que de leur rôle comme titulaire de la fonction d'*Iskan Basi*, mais aussi celle de chef des clans de Raqqa, se référer à l'article de Stefan Winter, « The Other *Nahdah* : The Bedirxans, the Millis, and the Tribal Roots of Kurdish Nationalism in Syria », *Oriente Moderno*, vol. 86, 2006, p. 468-471.

<sup>120</sup> DWQ, WC, 0006-009223, 10 Jumada al-Akhir 1256 / 9 août 1840.

<sup>121</sup> Stefan Winter, *The other Nahda*, 2006, p. 468.

#### 1.3.4 Gestion des troupes irrégulières : stricte hiérarchisation, grande latitude ou manque d'encadrement ?

Un des objectifs égyptiens était d'étendre la conscription obligatoire introduite en Égypte vers la Syrie-Palestine. L'idée d'enrôler de force les paysans égyptiens à l'armée de Mehmed Ali data de 1822, alors que les plans du pacha égyptien de recruter des esclaves soudanais pour son armée lui causaient de lourdes pertes financières et humaines. Cet état de choses poussa Mehmed Ali à vouloir créer une armée moderne basée sur la conscription<sup>122</sup>. Cette conscription fut introduite à grande échelle en Syrie-Palestine dès le printemps 1834. Elle toucha essentiellement les villes et localités palestiniennes, mais aussi Damas et Alep. Elle suscita beaucoup de résistance dans la population locale culminant dans la première sérieuse révolte contre la présence égyptienne<sup>123</sup>.

Si les tribus bédouines de la Syrie étaient moins touchées par cette mesure, Salem attribue le peu de conscriptions de ces Bédouins au manque de confiance envers leur fiabilité ainsi que par peur de leur caractère « déviant »<sup>124</sup>. Toutefois, il est judicieux de rappeler que les autorités égyptiennes transigeaient avec les tribus en tant que groupe plutôt qu'individuellement. De ce fait, leur recrutement pour les besoins de l'armée se faisait en bloc ; en tant que groupe de cavalerie ou d'infanterie d'auxiliaires tribaux, avec des tâches spécifiques adaptées à leurs compétences particulières<sup>125</sup>.

L'examen de la manière avec laquelle étaient gérés les groupes d'auxiliaires tribaux peut offrir des indicateurs sur le type de relation engagée entre l'administration égyptienne et les tribus. Un aspect particulier qui mérite l'attention est relatif aux prérogatives accordées aux officiers égyptiens dans leurs rapports avec celles-ci et leurs recrues.

<sup>122</sup> Khaled Fahmy, *op.cit.*, p. 9, 89.

<sup>123</sup> Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 174, 180-188 ; Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 3432, 3433, Muharram 1250 / mai 1834, p. 397.

<sup>124</sup> Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, Voir le préambule par Latifa Salem.

<sup>125</sup> Khaled Fahmy, *op.cit.*, p. 122-123, 202. 'Auxiliaires tribaux' est un terme désignant des forces d'origine tribale, recrutées par l'autorité égyptienne afin d'agir à titre d'unités irrégulières ou force d'appui à l'armée égyptienne. Nous reviendrons plus amplement sur ces considérations dans notre chapitre portant sur les questions relatives à la sécurité lors de l'occupation égyptienne.



Commençons par un document qui sort du cadre immédiat de l'occupation syrienne, mais qui a le mérite de fournir un rare aperçu de la façon de gérer les troupes irrégulières. Il s'agit d'une lettre non datée, mais qui était fort probablement envoyé lors de la première campagne vers le Hedjaz lancée en 1811 contre l'insurrection des Wahhabites. Destinée à Mehmed Ali, cette lettre provint de Tusun, le fils aîné du vice-roi égyptien. Tusun demanda des renseignements spécifiques portant sur la manière qu'il devait suivre afin d'organiser ses troupes d'auxiliaires tribaux. Aussi, il demanda à son père des précisions concernant les modalités de leur paie et la durée de temps qu'elle fut censée couvrir<sup>126</sup>. Or, le type de questionnement que nous avons rencontré dans ce document sous-entend que cette dimension de la gestion des troupes, recrutées parmi les nomades, n'était pas encadrée par des mesures spécifiques préétablies, chose qui peut en retour suggérer qu'une marge de manœuvre était probablement laissée aux dirigeants sur le terrain<sup>127</sup>.

Pourtant, un autre exemple suggère plutôt qu'une stricte hiérarchisation était la marque de l'administration de l'occupation égyptienne. Dans ce cas, la marge de manœuvre accordée aux sous-officiers semble plutôt restreinte. Cet exemple est fourni dans le cadre d'un document que nous avons déjà mentionné. Il s'agit du document portant sur le clan Rachwan qui fuit vers le côté égyptien afin de chercher à se prévaloir de la protection d'Ibrahim Pacha<sup>128</sup>. Or, le *mütesellim* de Rumkale, où ces gens choisirent de se réfugier, n'était pas habilité à statuer sur la possibilité d'accéder à leur requête. Plutôt, il dut s'adresser à ses supérieurs afin d'obtenir leur aval. Toutefois, le supérieur auquel il s'adressa, le *amiralay*<sup>129</sup> Ibrahim Bek, dut à son tour s'en remettre au *ser asker* Ibrahim Pacha<sup>130</sup>.

Ce document nous permet donc de constater que le processus d'admission et d'accord de protection aux clans tribaux était caractérisé par sa complexité. De plus, il met en valeur, du moins dans ce contexte spécifique, la stricte hiérarchisation du système introduit par les

<sup>126</sup> Henry Dodwell, *op.cit.*, p. 43-46. Tusun, le fils aîné de Mehmed Ali, fut nommé à la tête de la campagne destinée à combattre les Wahhabites lors de la première campagne égyptienne contre ces derniers au Hedjaz. Selon Dodwell il était militairement incompetent. Tusun mourut pour des raisons non identifiées vers la fin du mois de septembre 1816. Ensuite, il fut remplacé comme commandant en chef des forces expéditionnaires égyptiennes par le second fils de Mehmed Ali, Ibrahim Pacha.

<sup>127</sup> DWQ, BB, 5011-002194, s.d.

<sup>128</sup> DWQ, WC, 0006-005678, 03 Rabi' al-Akhir 1250 / 9 août 1834.

<sup>129</sup> Équivalent d'un colonel ou chef d'un contingent de l'armée égyptienne.

<sup>130</sup> DWQ, WC, 0006-005678, 03 Rabi' al-Akhir 1250 / 9 août 1834.

Égyptiens. Aussi, il porte à croire que la marge de manœuvre des sous-officiers était soit restreinte ou sinon que ces derniers hésitaient avant de s'en prévaloir.

Un exemple de la volatilité des mesures gouvernant le rapport avec les auxiliaires tribaux, recrutés au service de l'armée, est obtenu quand on compare deux types de pratiques relatives à l'approvisionnement desdits auxiliaires. Dans un premier document datant de juin 1832 pendant l'avancée des troupes égyptiennes dans le territoire syrien, les autorités semblent prendre en charge l'approvisionnement en vivres de leurs auxiliaires tribaux. Très bref, ce document nous apprend toutefois que l'administration égyptienne se chargeait de fournir aux auxiliaires tribaux la farine, l'orge ainsi que le pâturage de leurs bêtes<sup>131</sup>.

Par contre, une autre situation fournit une indication que cette prise en charge de l'approvisionnement ne semble pas avoir été assurée par les autorités au-delà d'une certaine période initiale. Cet état des choses est exposé dans un document datant de la fin de 1833, alors que les Égyptiens semblent être solidement en place dans les territoires syriens conquis. Dans ce cas spécifique, les autorités chargèrent le *mütesellim* d'Hama de fournir aux cavaliers bédouins, au service des Égyptiens, une quantité de vivres pour eux et du pâturage pour leurs montures qui suffiront pour vingt jours. D'origine égyptienne, ces Bédouins étaient chargés de soumettre des tribus syriennes réfractaires aux Égyptiens et appartenant au groupement tribal de 'Anazah. Toutefois, le document ne spécifie pas l'endroit exact où leur mission devait avoir lieu. Pourtant, le fait que l'approvisionnement des Bédouins soit à la charge du *mütesellim* d'Hama porte quand même à déduire que c'est dans les environs de cette ville que leurs opérations devaient avoir lieu. Concernant leurs ordres, voici un extrait du document :

Les chameaux et les moutons que ces tribus réussissent à accaparer seront achetés par le gouvernement (*miri*). Les ordres sont de les contraindre à continuer leur avancée et de ne pas revenir sur leur pas. De plus, ces Bédouins (*a'rab*) doivent livrer au plus proche *mütesellim* tous les prisonniers, hommes, femmes ou enfants, qu'ils réduisent à la captivité. Par la suite, ils doivent continuer sans relâche à faire la guerre contre les rebelles<sup>132</sup>.

<sup>131</sup> DWQ, WC, 0006-001235, 30 Muharram 1248 / 29 juin 1832.

<sup>132</sup> DWQ, BB, 5011-002348, 01 Cha'ban 1249 / 14 décembre 1833.

Les autorités ordonnèrent aussi que soient distribuées aux cavaliers auxiliaires tribaux quatre douzaines de balles pour leurs fusils, une gourde d'eau ainsi qu'une monture pour les cavaliers qui en sont dépourvus. Ils nommèrent un certain Omar al-Chafi'i comme chef de ce groupe de chevaliers. Aussi, les autorités s'enquirent de la quantité disponible de produits agricoles (*al-mazru'at*), en termes de blé et de maïs, dans les régions visées par les attaques de leurs auxiliaires tribaux. Cela nous indique qu'au-delà de la période de vingt jours d'approvisionnement assuré par les autorités égyptiennes, les auxiliaires devaient être en mesure de vivre du produit agricole de la localité conquise<sup>133</sup>.

Ce dernier document soulève la question à savoir s'il existait des normes spécifiques concernant cet aspect particulier de la logistique d'approvisionnement propre aux auxiliaires tribaux, mais de façon plus large, s'il y avait une certaine direction ou constance dans le mode de gestion de ces auxiliaires. En effet, dans les deux cas que nous avons présentés les autorités assuraient un approvisionnement initial des troupes auxiliaires. Elles semblent toutefois ouvertes à la possibilité de permettre aux auxiliaires de vivre du produit agricole des localités conquises, ce qui est pourtant contraire à la philosophie égyptienne quant à l'approvisionnement des troupes de l'armée régulière<sup>134</sup>.

En somme, la stricte hiérarchisation caractérisant le système introduit par les Égyptiens milite contre la présence d'une marge de manœuvre discrétionnaire accordée aux officiers sur le terrain. Ce qui semble se dégager nettement des cas que nous avons consultés, c'est l'absence de normes spécifiques et de règles précises ou constantes à suivre. Plutôt, nous avons noté qu'il y a l'apparence de la présence d'une certaine mesure d'arbitraire dans la gestion des troupes auxiliaires. En revanche, ceci peut être le reflet de la fluidité et la variabilité des procédures égyptiennes devant être adaptées en fonction des besoins spécifiques des différentes situations où ces unités d'auxiliaires furent déployées.

<sup>133</sup> *Ibid.*

<sup>134</sup> Khaled Fahmy, « al-Jaych ; Da'amat Machru' Muhammad Ali », dans *Muhammad Ali wa 'Asruh*, sous la dir. de Muhammad Saber Arab, Le Caire, Dar al-Kutub wa al-Watha'iq al-Qawmiyyah, 2006, p. 109-149. Une différence existait entre les modalités de l'approvisionnement des auxiliaires tribaux et celles de l'armée régulière. Khaled Fahmy explique que la politique centralisée d'approvisionnement et de financement de l'armée permettait aux forces égyptiennes d'assurer leur indépendance des ressources de régions conquises. La logique derrière cette politique était d'éviter l'aliénation des habitants de ces régions. Aussi, les Égyptiens cherchaient à prévenir les rébellions de troupes non payées. En effet, ces rébellions correspondaient à un problème endémique sous les prédécesseurs de Mehmed Ali Pacha.

#### 1.3.4.1 Extraction bédouine en tant que condition pour le recrutement

Dans une lettre datant du 15 juin 1832, au lendemain de la chute de Damas, Ibrahim Pacha exprima sa frustration quant au manque de vérification préalable de l'extraction des individus recrutés à titre de cavaliers. Sans ambiguïté, il signifia à son père qu'il nourrit un sérieux doute sur les origines des personnes recrutées. « Nous avons de sérieuses raisons de croire qu'il s'agit de personnes recrutées de n'importe où. Parmi les mille individus recrutés, il n'y a que quatre cents qui sont valides pour l'accomplissement des tâches auxquels ils sont destinés ». Ibrahim enjoignit à son père d'ordonner le commissaire (*ma'mur*) responsable du recrutement de s'assurer à l'avenir de l'extraction bédouine des cavaliers recrutés et de « s'abstenir d'envoyer un mélange d'individus de diverses extractions »<sup>135</sup>.

Toutefois, cette lettre ne semble pas avoir été suffisante afin d'enrayer le problème. Deux ans plus tard, soit le 3 septembre 1834, Ibrahim Pacha fut dans l'obligation de refaire la même demande. Le *ser asker* était alors engagé dans une campagne qui le mena vers le Karak, en Transjordanie, en poursuite de rebelles bédouins en fuite vers ces régions. Durant cette campagne, Ibrahim constata que de nombreux éléments supposément issus des Hanadi n'étaient en réalité que « des paysans (*fallahin*) et autres démunis de l'Égypte et de 'ses marabouts' (*Murabituha*) »<sup>136</sup>. Ibrahim rappela donc que ce dont il a réellement besoin est de 500 cavaliers d'extraction bédouine afin que l'argent dépensé dans le recrutement de ces auxiliaires le soit « de façon pertinente et sans gâchis ». Par ailleurs, un point intéressant à mentionner est en rapport à l'usage de la désignation « *'arab* » communément utilisée, entre autres par les Égyptiens, mais dans le sens strict de Bédouins. Ainsi, les *fallahin* étaient exclus de cette désignation, comme cela est clair dans le présent document<sup>137</sup>.

À nouveau, cela montre à quel point Ibrahim Pacha attachait de l'importance au fait que les éléments recrutés à titre d'auxiliaires tribaux soient d'origine bédouine, plutôt que des *fallahin*, c'est à dire des agriculteurs ou paysans. L'insistance sur l'extraction bédouine démontre que cet élément spécifique de la société était prisé par les autorités égyptiennes.

<sup>135</sup> DWQ, BB, 0006-001150, 17 Muharram 1248 / 15 juin 1832.

<sup>136</sup> Ce terme est fort possiblement utilisé dans le sens de marabout étant donné que le terme équivalent de *darwich* fut aussi attribué à ce groupe d'individus préalablement dans le même document.

<sup>137</sup> DWQ, WC, 0006-005731, daté du 28 Rabi' al-Akhir 1250 / 3 septembre 1834.



Celles-ci étaient conscientes de son apport particulier et de son caractère irremplaçable dans certains contextes, comme c'était le cas avec les forces de cavaliers auxiliaires.

En somme, notre survol d'aspects concrets de la gestion administrative égyptienne touchant aux affaires tribales bédouines montre que la stratégie égyptienne visait le contrôle des tribus bédouines par le biais de l'intégration de leurs élites à l'administration. Les autorités espéraient rendre cette élite dépendante et loyale, chose qui en retour allait favoriser la pacification des tribus qui lui sont associées.

Si nos connaissances concernant le département des Bédouins de l'armée (*maslahat 'urban al-orta*) demeurent lacunaires, le fait qu'Ibrahim Pacha considéra sa mise en place indique clairement que la création d'institutions spécifiques, destinées à gérer les affaires bédouines, était une pratique envisageable des autorités d'occupation égyptienne.

Par ailleurs, les Égyptiens consacraient certaines fonctions administratives spécifiques à la gestion des affaires tribales. En plus d'employer des membres issus de la masse tribale à titre de guides, d'espions, etc., les autorités affectaient des membres de l'élite bédouine à des fonctions plus établies au sein même de l'administration égyptienne. Un des exemples les plus importants de fonction administrative spécifique aux tribus est celui du chef des Bédouins de la Syrie (*şam urbanı şeyhi*), poste qui était en continuité avec les institutions préalables destinées à la même fonction, dont *imarat al-'arab* et le *çöl beglik*. Le maintien de cette fonction sous les Égyptiens témoigne à la fois de l'importance de l'élément tribale pour les autorités égyptiennes, mais aussi de la continuité entre les pratiques administratives égyptiennes et ottomanes, du moins envers les tribus et leurs représentants.

En ce qui concerne la gestion des auxiliaires tribaux recrutés au service de l'armée égyptienne, nous n'avons pas été en mesure de détecter la présence de mesures spécifiques destinées à encadrer la gestion de cette force irrégulière. Plutôt, nous avons constaté l'absence de normes rigoureuses ou uniformes. Ainsi, la manière de gérer ces auxiliaires, notamment en matière d'approvisionnement, pouvait varier d'une situation à l'autre. Cela peut indiquer la présence d'une marge de manœuvre accordée par les autorités à leurs officiers sur le terrain. Tout de même, le retour constant de ces officiers à leurs supérieurs et

la stricte hiérarchisation du système introduit par les Égyptiens militent contre la présence de cette marge de manœuvre. Plutôt, cela laisse entrevoir la présence d'un certain niveau de volatilité plus ou moins grande dans la manière de conduire les affaires relatives à la gestion pratique des auxiliaires tribaux.

Finalement, l'importance accordée à l'extraction bédouine dans le recrutement des troupes d'auxiliaires tribaux est un reflet significatif de l'importance, du particularisme et de l'indispensabilité de l'élément tribal pour les autorités égyptiennes.

#### 1.4 Conclusion

Dans leur interaction avec les tribus, la façon de procéder des Égyptiens laisse entrevoir que ces derniers étaient conscients des limites du recours à la violence contre celles-ci. Nous estimons donc qu'il y a une exagération par certains historiens de la part du recours à la violence dans la politique égyptienne visant le changement des pratiques et le contrôle de ces tribus durant l'épisode de l'occupation syrienne. Cette exagération découle possiblement de la tendance de certains auteurs de confondre les menaces proférées par les Égyptiens avec des actions concrètes. Plutôt, les menaces servaient principalement à obtenir la coopération des groupes tribaux par la dissuasion, dans le cadre d'une sorte de politique « de la carotte et du bâton ». C'est donc le compromis et le recours aux mesures incitatives, surtout financières, plutôt que le recours à la force brute, qui semblent correspondre à la stratégie favorisée par l'autorité de l'occupation égyptienne.

L'intervention égyptienne ne se limitait toutefois pas à influencer les pratiques tribales, mais visait aussi une intervention au niveau de la structure tribale et des rapports existant entre les différents acteurs tribaux. Un autre niveau d'intervention correspond aux politiques égyptiennes en rapport avec la mobilité tribale et la sédentarisation de certaines tribus bédouines. Toutefois, les Égyptiens étaient limités dans leur volonté de contrôle par le fait même de la mobilité de l'élément tribale et l'étendue de leur territoire de transhumance. Quand même, lorsque les autorités réussissaient à appréhender des tribus en faute, ils

pouvaient agir en procédant au désarmement des membres de la tribu, à la confiscation de leurs montures et finalement à leur déplacement.

Deux tendances caractérisaient les instances de sédentarisation dans la Syrie-Palestine durant l'occupation égyptienne. La première tendance correspond à une localisation initiée volontairement par des membres de tribus désireux de s'établir de façon permanente, mais qui cherchent l'appui de l'autorité égyptienne dans cette entreprise. Cette tendance dénote une complémentarité entre le besoin d'établissement de certains groupes tribaux et les besoins étatiques dans la matière de la sédentarisation de populations nomades contribuant au triple avantage de l'élargissement de la surface agricole, la sécurisation du territoire et l'accroissement de l'assiette fiscale. Quant à elle, la deuxième tendance identifiée correspond à une action délibérée entreprise par les Égyptiens qui assignaient un type de fonction, comme l'agriculture, à une localité et ses résidents.

La volonté égyptienne de mettre en place un département pour les Bédouins affectés au service de l'armée témoigne d'une intention égyptienne de rationaliser les rapports avec les tribus par le biais de structures administratives spécifiques. Toutefois, c'est essentiellement à travers la cooptation et l'accroissement de la dépendance des membres de l'élite envers l'administration égyptienne que l'action des autorités se fait le plus sentir. Aussi, les Égyptiens optaient pour la centralisation du leadership au sein de certaines tribus syriennes qu'ils s'alliaient.

Concernant les rôles spécifiques joués par les Bédouins, les fonctions administratives réservées à leur leadership témoignent de l'importance de l'élément tribal aux yeux de l'administration de l'occupation. Les Égyptiens maintinrent la position du chef des Bédouins de la Syrie qu'ils reprirent de la structure organisationnelle ottomane. Quand même, il n'en demeure pas moins que cette institution semble en perte de vitesse, avec une seule mention que nous avons réussi à retracer dans la documentation. Tout de même, le maintien de cette fonction permet de souligner la continuité entre les règnes égyptien et ottoman en termes de procédures et fonctions administratives adoptées vis-à-vis des Bédouins du territoire syro-palestinien. Finalement, une autre fonction témoignant de la continuité des pratiques administratives vis-à-vis des tribus correspond à celle de chef de logement (*rais iskan*). Elle

permet également de souligner l'effort de cooptation et d'intégration du leadership tribal, par le biais de l'appareil administratif égyptien.

En dernier lieu, la volatilité des mesures gouvernant l'organisation, la paie et l'approvisionnement des troupes d'auxiliaires tribaux, soulève la question à savoir si la gestion de ces troupes obéissait ou non à une certaine constance. Les quelques cas que nous avons consultés montrent que la variabilité des conditions sur le terrain conduisait au besoin d'adapter les procédures en fonction des situations changeantes. Or, la stricte hiérarchisation du système égyptien, fortement centralisé, menait à un retour constant des officiers sur le terrain à leurs supérieurs pour les moindres décisions touchant à la gestion des unités d'auxiliaires tribaux. En somme, la variabilité des conditions sur le terrain combinée à l'absence de normes précises ou stables conduit donc à la présence d'un niveau de volatilité plus ou moins grande quant à la gestion des troupes d'auxiliaires tribaux.

Nous avons donc déterminé que la dissuasion, le compromis, la cooptation par le biais de l'appareil administratif et l'octroi de fonctions au sein de celle-ci, l'intervention au niveau des structures et le contrôle du mouvement et de localisation des groupes tribaux se trouvent au cœur de la stratégie égyptienne. Ils correspondent ainsi aux mots d'ordre de la politique administrative égyptienne visant la rationalisation des rapports de l'autorité avec les tribus du territoire syro-palestinien.



## CHAPITRE II

### LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE DES RELATIONS UNISSANT LES AUTORITÉS DE L'OCCUPATION ÉGYPTIENNE AUX TRIBUS BÉDOUINES : ENTRE DÉPENDANCE ET CONFLIT

#### 2.1 Introduction

Les Égyptiens instaurèrent leurs premières mesures d'ordre économique bien avant qu'ils n'aient complété leur conquête de tout le territoire Syrien. Très tôt, les ressources locales devaient être mises à contribution afin de combler les besoins de l'armée égyptienne<sup>138</sup>. Durant cette même période, une des premières mesures économiques égyptiennes était de tenter d'étendre la politique monopolistique déjà déployée en Égypte et qui touchait toutes les sphères de la production et du commerce. En plus de la soie, cette politique monopolistique visait bien d'autres commodités produites localement. Un monopole qui toucha particulièrement les tribus bédouines est celui imposé sur l'alcali (*qilw*)<sup>139</sup>. L'objectif des Égyptiens était de contrôler la production du savon. En vertu de ce monopole, les Égyptiens forcèrent plusieurs tribus, dont principalement les Bani Sakhr, de ramener tout leur alcali à Gaza, où le gouvernement l'acheta, l'entreposa avant de le revendre aux producteurs au prix fixé par l'administration de l'occupation. Les monopoles correspondaient ainsi à une des politiques économiques égyptiennes qui avait rencontré le plus d'opposition, autant de la part des acteurs économiques locaux qu'internationaux<sup>140</sup>.

---

<sup>138</sup> Ceci est particulièrement vrai avec le bois, indispensable pour l'industrie militaire navale. L'ouvrage de Rustum contient un très grand nombre de documents relatifs à ce sujet. Ces documents datent de l'année 1832 pendant laquelle avait eu lieu l'invasion égyptienne du territoire Syro-palestinien et l'incursion subséquente dans le territoire anatolien. Voir en particulier les documents qui réfèrent à l'effort de collecte de bois (Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 1081, juin 1832, p. 6 ; vol. 02, doc. 1157, juin 1832, p. 18 ; vol. 02, doc. 1286, juin 1832, p. 35 ; vol. 02, doc. 1302, juillet 1832, p. 37.) Son usage pour la construction de navires (vol. 02, doc. 1257, juin 1832, p. 31-32 ; vol. 02, doc. 1273, juin 1832, p. 33.) L'importance accordée par les autorités égyptiennes à cette activité (vol. 02, doc. 1317, juillet 1832, p. 39 ; vol. 02, doc. 1372, juillet 1832, p. 46.)

<sup>139</sup> L'alcali est une substance indispensable dans le processus de fabrication de savon.

<sup>140</sup> Sur le monopole touchant à l'alcali voir Beshara Doumani, *op.cit.*, p. 300, note 76 ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 178. En ce qui concerne la politique monopolistique égyptienne consulter Khaled Safi, *op.cit.*, p. 139-143 ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 178-180 ; Donna Divine, *op.cit.*, p. 63 ; Reuven Aharoni, *op.cit.*, p. 152.

Dans le domaine de la production agricole, plusieurs auteurs s'accordent pour dire que les Égyptiens engageaient des méthodes visant l'accroissement de la surface cultivée. Par contre, cet effort était partiellement contré par des mesures égyptiennes allant dans un sens contraire à cette volonté. Parmi ces mesures se trouve le détournement de la main-d'œuvre agricole vers des travaux forcés, la confiscation des bêtes des paysans et l'établissement de monopoles. Mais la mesure la plus préjudiciable était la conscription obligatoire qui força de nombreux cultivateurs à quitter leur terre pour s'enrôler dans l'armée de Mehmed Ali Pacha<sup>141</sup>. Tout de même, les relations des Égyptiens avec les populations locales n'étaient pas forcément basées sur l'opposition et la confrontation. Plutôt, les Égyptiens engageaient des relations de nature variable avec les acteurs économiques locaux. Ici, nous porterons un regard particulier sur celles engagées avec les tribus bédouines.

En premier lieu, il sera question de déterminer si l'activité économique tribale revêtait une importance particulière pour l'autorité de l'occupation. Ici, nous tenterons d'arguer que cette activité répondait effectivement à des besoins primordiaux des Égyptiens, de façon à rendre les groupes tribaux des associés incontournables dans les domaines où ils étaient dotés d'une expertise plus ou moins importante.

Dans un deuxième temps, nous chercherons à déterminer l'incidence des activités économiques bédouines sur les rapports que les Bédouins entretenaient avec les autorités de l'occupation égyptienne. En effet, nous estimons qu'une meilleure conception de ces activités et de leurs impacts sont les précurseurs d'une meilleure compréhension et d'une réévaluation critique de la nature même des rapports entretenus entre ces deux parties.

## 2.2 Activités économiques bédouines : source de friction ou d'opportunités ?

### 2.2.1 Le rôle économique tribal dans la littérature : une historiographie lacunaire ?

Dans la littérature, l'image projetée des tribus bédouines ne rend pas justice à la dimension économique de leurs interactions avec les autres composantes de la société. Cette dimension est passablement négligée par la recherche historique au profit de considérations sécuritaires

<sup>141</sup> Norman N. Lewis, *op.cit.*, p. 40 ; Khaled Safi, *op.cit.*, p. 125-130 ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 154-158, 175.

posant les tribus essentiellement comme une menace à l'ordre public. Pourtant, de nombreux indicateurs montrent que les activités bédouines n'étaient pas uniquement confinées au strict domaine sécuritaire. De fait, les auteurs parsèment leurs travaux d'informations sporadiques portant sur l'activité économique liée aux communautés bédouines, mais rares sont les contributions offrant de l'information directe et spécifique. Une exception notable est offerte par Beshara Doumani qui consacre son ouvrage à l'étude de la région de Naplouse, région où un bon nombre de clans retraçaient leurs origines aux tribus bédouines de l'est du Jourdain, tribus avec lesquelles elles continuaient à maintenir des liens. Le livre de Doumani présente donc l'avantage de s'intéresser aux rapports des différents acteurs socioéconomiques de la ville de Naplouse, dont les Bédouins et leurs associés locaux. De plus, il offre un aperçu fort intéressant de l'étendue de l'activité économique bédouine<sup>142</sup>. Toutefois, son ouvrage se limite de façon prédominante à l'étude d'une seule ville palestinienne et de ses environs.

Pour sa part, Reuven Aharoni apporte un regard intéressant sur la dimension économique du rapport unissant les tribus à l'autorité égyptienne, notamment en ce qui concerne les activités agricoles et commerciales. Par contre, sa couverture est restreinte au contexte égyptien propre et, de ce fait, ne couvre pas les considérations économiques dans le contexte de l'occupation du territoire syro-palestinien.

Mustafa Hiyari, amène un argument fort intéressant concernant les tribus et leur activité économique. Dans son article, il fait allusion au fait que les tribus de l'Égypte étaient négligées par l'État Mamelouk<sup>143</sup>, malgré le fait qu'elles étaient plus riches et plus peuplées que celles de la Syrie. L'auteur impute cela au fait que ces tribus égyptiennes étaient établies, engagées dans l'agriculture et ne pratiquaient plus le nomadisme en ayant opté pour un mode de vie sédentaire<sup>144</sup>. Or, l'importance de ce qui précède réside dans le fait qu'il permet de remettre en question l'idée que les tribus étaient tributaires de l'effet régulateur de l'État, indispensable afin qu'elles optent pour une vie sédentaire et qu'elles s'engagent dans des activités commerciales ou agricoles dépassant les limites de la vie pastorale. Du reste, l'enseignement le plus direct de ce qu'avance Hiyari est lié au fait que des groupes initialement nomades, culturellement et socialement tribaux, étaient sédentarisés

<sup>142</sup> Beshara Doumani, *op.cit.*, p. 30, 203.

<sup>143</sup> Prédécesseur des Ottomans dans les provinces arabes.

<sup>144</sup> Mustafa A. Hiyari, *loc.cit.*, p. 524.

et pratiquaient l'agriculture de très longue date. Cela représente une preuve additionnelle que ce phénomène n'est pas lié au réformisme ottoman, ni le résultat d'une politique de sédentarisation supposément forcée qu'auraient entamée les Égyptiens de Mehmed Ali.

### 2.2.2 Agriculture, élevage & pastoralisme: domaines d'association aux bénéfices mutuels

Khaled Safi considère que la présence marquée de l'armée égyptienne conduit à l'accroissement du niveau de sécurité. Cela permet en retour aux Égyptiens d'encourager la culture de terres abandonnées. L'auteur estime que cette mesure, combinée à l'exemption de taxes, encouragea certaines tribus bédouines à l'installation et la culture de terres<sup>145</sup>. De notre côté, nos recherches montrent que les autorités égyptiennes allouaient des terres à des groupements fraîchement sédentarisés en espérant pérenniser cette sédentarisation. Ce fut notamment le cas des membres tribaux appartenant aux Hanadi accompagnant l'armée égyptienne vers la Syrie. En effet, les Égyptiens encourageaient leur établissement dans la région de Gaza. De plus, ils autorisaient d'autres membres de ce groupement à quitter l'Égypte pour venir se joindre à leur parenté, avec l'espoir que la présence de ces derniers alla encourager ceux des Hanadi qui étaient déjà présents, à rester et s'abstenir de renvoyer leurs enfants vers l'Égypte. Dans une lettre envoyée à Sami Bek, le secrétaire principal (*bach mu'awin*) de Mehmed Ali, Ibrahim Pacha affirma que l'établissement des Bédouins Hanadi pourrait avoir des répercussions positives pour l'autorité égyptienne :

Les Bédouins établis dans les régions est de Gaza ne cessaient de commettre des méfaits. La présence des puissants Hanadi parmi eux les contraindra à se calmer. D'un autre côté, les Hanadi qui sont déjà à notre emploi à *Barr al-Cham* se sentiront soulagés par l'arrivée de ces nouveaux membres de leurs tribus. Cela les amènera donc à s'abstenir de renvoyer leurs enfants et leurs familles [vers l'Égypte]<sup>146</sup>.

De là, le *ser asker* Ibrahim Pacha recommanda l'acceptation de la requête des chefs des Hanadi qui demandaient l'autorisation de migrer de l'Égypte vers Gaza. Ibrahim Pacha émis

<sup>145</sup> Khaled Safi, *op.cit.*, p. 125

<sup>146</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 03, doc. 4738, 27 Jumada al-Akhir 1252 / 08 octobre 1836, p. 158.



des instructions afin que Hussein Abdel Hadi effendi, le *mudir*<sup>147</sup> d'Acre, procède à l'établissement de ces Bédouins à Gaza et ses environs où ils étaient censés se livrer à la plantation des terres qui leurs étaient réservées.

Ce document montre donc que la sédentarisation des tribus loyales servait un double objectif pour les Égyptiens. D'un côté, la présence de ces groupes loyaux envers les Égyptiens visait à offrir un contrepoids aux Bédouins de l'est de Gaza qui opposaient beaucoup de résistance aux autorités. De l'autre, ces dernières cherchaient à accroître la surface de terres cultivées tout en pérennisant l'établissement des Bédouins loyaux en attirant des membres de leurs propres tribus à se joindre à eux dans la région de Gaza. Dans ce contexte, l'activité agricole semble donc correspondre au mode de subsistance conféré par les Égyptiens aux tribus alliées désireuses d'établissement.

Si l'agriculture, en tant qu'activité tribale, semble ici répondre indirectement aux besoins stratégiques égyptiens, l'élevage correspondait à un domaine d'activité tribale doté d'un intérêt direct, immédiat et incontournable pour les autorités de l'occupation. L'abondance de la documentation couvrant les aspects relatifs à l'élevage démontre d'ailleurs qu'il correspondait au domaine économique où les Bédouins étaient les plus actifs. D'ailleurs, le fait que l'État égyptien était apparemment un des plus grands clients des tribus dans ce domaine contribue directement à cette richesse documentaire. Comme nous allons le montrer sous peu, plusieurs documents administratifs couvrent les mesures prises et les commandes faites par l'État pour combler ses besoins.

Ainsi, l'armée égyptienne avait besoin d'être approvisionnée en produits animaliers variés, dont, essentiellement, la viande offerte pour la consommation des soldats. De ce fait, cette demande provoquait à l'occasion des pénuries plus ou moins graves. Une communication provenant de l'assemblée consultative de Damas (*Majlis al-choura*) porta sur une pénurie de bovins destinés à la consommation des soldats de l'armée du *Cham*. Cette pénurie fut enregistrée aux premiers mois de l'occupation, quelque temps avant la bataille décisive de

---

<sup>147</sup> Sous les Égyptiens, le poste de *mudir* correspond à celui du gouverneur d'une région. C'est également l'équivalent du poste de *qa'immaqam*. Il est doté de fonctions à la fois militaires et civiles. Voir Yitzhak Hofman, *op.cit.*, p. 325. Par contre, si l'auteur affirme que ce poste était réservé aux personnels militaires égyptiens, le fait qu'un Abdel Hadi (famille importante de la région de Naplouse) détenait ce poste remet en question l'idée que cette position était détenue exclusivement par les officiers égyptiens.

Konya en décembre 1832. Afin de faire face à cette pénurie sévère, les autorités égyptiennes décidèrent d'interdire l'abattage de bêtes dans les villages de Damas. Dans ce cas particulier, les autorités donnèrent un ordre afin que toutes les bêtes destinées à l'abattage soient livrées et vendues à Damas même, au prix fixé par l'État<sup>148</sup>.

Une autre attestation concernant l'achat de moutons pour la consommation chez des fournisseurs tribaux nous est fournie dans un document portant sur l'octroi d'une somme d'argent par les autorités à des bouchers. L'objectif de cette transaction fut de répondre aux besoins de la localité de Mardin<sup>149</sup>.

Si ce qui précède permet de souligner l'importance que revêtait le rôle de fournisseurs de viande et de produits animaliers joué par les Bédouins, les besoins de l'autorité égyptienne liés à l'activité d'élevage dépassaient pourtant le cadre strict de la consommation. En effet, les Bédouins fournissaient leurs bêtes de somme aux autorités dans le cadre d'activités variées de transport, autant militaire que commercial. Ces activités couvraient le transport de provisions, de marchandises et aussi de matériaux de construction<sup>150</sup>.

La prise en charge du bétail est un autre domaine où les Bédouins semblent avoir joué un rôle d'une certaine importance. Examinons un document offrant un aperçu direct du rôle confié aux Bédouins dans le cadre de cette prise en charge. Il s'agit d'un décret émis par Ibrahim Pacha, le *ser asker*, destiné au *khawaja* Yuhanna Bahri<sup>151</sup> portant sur des chameaux arrivant en provenance d'un clan des Bani Sakhr. Ce décret fut émis vers la fin du mois de septembre 1832 alors que l'armée égyptienne avait complété l'occupation de toute la Syrie et s'était engagé sur le territoire anatolien, suite à l'investissement du col de Belen le 29 juillet 1832<sup>152</sup>. Le *ser asker* ordonna Bahri de trier les bêtes malades et celles considérées non utiles pour le portage afin de les remplacer par des chameaux en bonne santé. Aussi, il lui

<sup>148</sup> DWQ, WC, 0006-009963, 20 Rajab 1248 / 12 décembre 1832. (Document original en langue arabe).

<sup>149</sup> DWQ, WC, 0006-009223, 10 Jumada al-Akhir 1256 / 09 août 1840.

<sup>150</sup> Dick Douwes, *op.cit.*, p. 21 (transport de marchandises) ; Reuven Aharoni, *op.cit.*, p. 108 (fourniture de chameaux) ; Donna Divine, *op.cit.*, p. 22 (transport et protection de caravanes) ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 216, 220 (transport de provision de l'armée) ; Khaled Fahmy, *All the Pasha's Men*, 1997, p. 144 (chameaux /transport pour l'armée).

<sup>151</sup> Khawaja correspondait à un titre honorifique, mais pas à un rang officiel. Lors de l'occupation, Yuhanna Bahri était basé à Damas où Mehmed Ali lui confia la responsabilité des finances de l'administration de l'occupation. Aussi, il était responsable de l'assemblée consultative de Damas ainsi que de toutes les autres assemblées consultatives établies dans les villes syriennes. Ses rôles lui permettaient ainsi de superviser de près l'administration de toute la Syrie-Palestine. Il répondait à Ibrahim Pacha ainsi qu'à Sharif Pacha. (Yitzhak Hofman, *op.cit.*, p. 318 ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 81 ; Khaled Safi, *op.cit.*, p. 104-105).

<sup>152</sup> Muhammed H. Kutluoglu, *op.cit.*, p. 73-76.

demanda de faire livrer immédiatement le restant des bêtes aux Bédouins ('urban) présents à Sidon pour qu'ils en prennent charge jusqu'à ce qu'elles soient demandées<sup>153</sup>.

Nous pouvons déduire de ce qui précède que différents clans bédouins pouvaient être impliqués, soit en amont dans l'élevage et la fourniture de chameaux, ou encore en aval pour la prise en charge et la manutention de ces bêtes en dehors de leurs périodes de service. Ces fonctions étaient donc assurées par différents groupes dont le point commun fut qu'ils étaient tous tribaux.

Toujours d'après le même document, Ibrahim Pacha rappela Yuhanna Bahri que : « hors de tout doute, durant l'année prochaine, nous aurons besoin d'au moins 6000 Chameaux »<sup>154</sup>. On lui demanda de relayer cette information aux Bédouins responsables de l'hébergement des chameaux. Or, nous nous demandons s'il s'agissait d'une mise en garde indirecte afin d'éviter que les Bédouins ne s'approprient les chameaux. Indépendamment de ce questionnement, ce qui est certain c'est que ce document nous permet d'apprécier l'ampleur des besoins en termes de chameaux qu'avait l'administration égyptienne et, conséquemment, le rôle crucial, incontournable et déterminant que jouaient les Bédouins dans ce cadre. D'ailleurs, le besoin en chameaux ne concernait pas uniquement le transport de provisions ou de marchandise, mais aussi de matériels militaires dont les canons. Effectivement, dans ce même document on mentionna que « pour chaque batterie de canons, 120 chameaux doivent être consacrés [...] alors que pour chaque bloc doit être consacré un chameau »<sup>155</sup>.

Afin de montrer que dans le domaine de la fourniture de chameaux destinés à combler les besoins des Égyptiens, les éléments tribaux bédouins pouvaient être une des sources principales, citons un autre document datant du mois de juin 1832. Ce document fut envoyé juste après la chute de Damas et avant l'avancée égyptienne vers Homs, où alla avoir lieu la première confrontation avec les forces ottomanes. Nous apprenons ici que des cheikhs de Bani Sakhr livrèrent 1250 chameaux. Aussi, deux autres cheikhs dénommés Ahmad et Mutlak, dont l'affiliation clanique n'est pas spécifiée, se chargèrent de livrer un nombre équivalent de chameaux. Ces chameaux étaient achetés par les Égyptiens afin d'assurer le

<sup>153</sup> DWQ, WC, 0006-009934, 26 Rabi' al-Akhir 1248 / 22 septembre 1832.

<sup>154</sup> *Ibid.*

<sup>155</sup> *Ibid.*

transport de vivres dont le riz, la farine, l'orge et des fèves, mais aussi de munitions diverses pour le compte des troupes de l'armée égyptienne<sup>156</sup>.

Pareillement, dans une autre lettre destinée à Sami Bek en provenance de Yuhanna Bahri, ce dernier mentionna l'engagement d'un dénommé Dokhi al-Simayir de livrer mille chameaux. Cette lettre date de l'été 1832 alors que les forces armées égyptiennes étaient en pleine progression à l'intérieur du territoire syrien. Bahri affirma :

Comme nous avons mentionné précédemment (al-Simayir) s'est engagé à livrer 1000 chameaux de Damas vers Homs au prix de location de 45 piastres (*qirch*) par chameaux. Il a encaissé la moitié du montant de location avant de partir. Or, jusqu'à présent nous n'avons pas eu de ses nouvelles<sup>157</sup>.

Au-delà de l'incertitude quant à la conclusion de cette transaction, cet exemple et ceux qui le précèdent illustrent l'ampleur des besoins égyptiens en matière de chameaux. Loin d'être des situations uniques, il existe une multitude de documents où des nombres variables de ces bêtes étaient exigés afin de répondre à différents besoins de la logistique égyptienne. En effet, la collection de Rustum contient de nombreuses autres mentions concernant des chameaux devant être livrés à l'armée pour combler ses besoins<sup>158</sup>. En guise de preuve de leur allégeance, les autorités égyptiennes pouvaient exiger des chameaux à des cheikhs de tribus bédouines. C'était notamment le cas de Rabah et Ibrahim al-Wahidi de la tribu Jabarat qui présentèrent leur allégeance aux Égyptiens peu de temps après le début de l'invasion du territoire de la Syrie-Palestine. Les autorités se montrèrent ouvertes à leur requête, mais elles exigèrent de ces deux cheikhs un nombre indéterminé de chameaux pour les besoins de l'armée<sup>159</sup>. Cette façon de procéder est également rencontrée lorsqu'un autre cheikh bédouin essaya de réintégrer le service des Égyptiens. La livraison de chameaux, plutôt que la paie d'un montant en argent, était l'exigence émise par les autorités afin de se montrer disposée à pardonner les transgressions passées dudit cheikh<sup>160</sup>.

<sup>156</sup> DWQ, WC, 0006-001166, daté du 20 Muharram 1248 / 18 juin 1832.

<sup>157</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc 1421, Safar 1248/ juillet 1832, p. 52-53

<sup>158</sup> Plusieurs courts résumés de documents illustrent ce genre de demandes. En voici quelques exemples : Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 1232, Muharram 1248/ juin 1832, p. 28-29 ; vol. 02, doc. 1530, Rabi' al-Awal 1248/ aout 1832, p. 68 ; vol. 02, doc. 1535, Rabi' al-Awal 1248/ aout 1832, p. 68-69 ; vol. 02, doc. 2995, Dhul Hija 1248/ mai 1833, p. 321.

<sup>159</sup> DWQ, WC, 0006-000563, 08 Rajab 1247 / 13 décembre 1831. Le document est un rapport de gestion administrative.

<sup>160</sup> DWQ, WC, 0006-009955, 16 Rajab 1248/ 08 décembre 1832.



Il est important de prendre en considération le fait que la plupart des documents susmentionnés proviennent de la période initiale de l'occupation durant laquelle les Égyptiens complétèrent leur invasion du territoire syrien et poussèrent leur progression vers le nord en direction de l'Anatolie, région qu'ils investirent vers la fin de 1832<sup>161</sup>. Cela peut donc expliquer l'ampleur de leur besoin en chameaux afin d'assurer le transport de matériels, munitions et vivres nécessaires pour leurs troupes. Or, combler les besoins en chameaux pouvait poser problème comme en témoigne une communication envoyée de l'administration de Mehmed Ali (*Diwan al-Khidevi*) au directeur de l'armée égyptienne en Syrie (*nadhir al-jihadiyyah*). Cette lettre, envoyée en juin 1832, souligna la difficulté d'assembler les chameaux devant être envoyés vers *Barr al-Cham* à cause de « l'éparpillement des Bédouins à différents endroits »<sup>162</sup>.

Ce qui précède permet donc de souligner deux problèmes qui semblent revenir constamment, du moins lors de la période initiale de l'occupation. Le premier est relatif aux délais souvent dépassés de livraison de ces bêtes alors que le deuxième concerne un déséquilibre entre l'offre et la demande. Les besoins des autorités semblaient dépasser l'offre disponible. C'est pourquoi les Bédouins impliqués dans l'élevage, la prise en charge et la fourniture de chameaux étaient fortement sollicités lors de cette période de la présence égyptienne sur le territoire syrien. Conséquemment, l'occupation égyptienne de la Syrie leur assurait un marché des plus lucratifs. Nous sommes décidément loin des schémas où l'autorité n'est perçue que comme une menace oppressante pour la soi-disant autonomie et autosuffisance bédouine. Également, cela permet de rendre compte de la dépendance des autorités envers les fournisseurs bédouins afin de combler ses besoins en matière de bêtes de somme.

Aussi, il est intéressant de souligner l'ampleur de la tâche de mobiliser et d'approvisionner l'armée. Il s'agit d'ailleurs d'un thème soulevé par Rhoads Murphey dans le cadre de son exposé portant sur la logistique des opérations reliées à l'effort militaire ottoman entre 1500 et 1700. L'auteur attache une importance singulière à la problématique du transport qu'il estime être le maillon le plus faible du système militaire ottoman. Murphey ne considère pas

<sup>161</sup> Muhammed H. Kutluoglu, *op.cit.*, p. 73-81.

<sup>162</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 1247, Muharram 1248/juin 1832, p. 30.

cela comme étant une tare particulière à l'organisation militaire ottomane, mais plutôt une problématique partagée par toutes les armées prémodernes devant recourir aux méthodes de transport primitives impliquant de façon prédominante les bêtes de somme, comme c'était le cas avec l'armée égyptienne lors de l'occupation de la Syrie<sup>163</sup>.

Concernant les pratiques propres à la manière avec laquelle pouvaient traiter les autorités et les tribus dans le cadre de transactions impliquant le bétail et les bêtes de somme, prenons rapidement l'exemple d'une lettre qui nous offre une perspective intéressante. Celle-ci était destinée au *mütesellim* d'Ajlun ainsi que son homologue de la région du Hauran. Les autorités leur reprochaient un manquement concernant les chameaux devant être livrés. Ils exigèrent donc d'eux d'assurer l'achat des chameaux sans aucun retard additionnel et de faire livrer les chameaux en compagnie de leurs propriétaires afin que ces derniers puissent être payés. Entre autres, la commande de l'État égyptien porta sur la livraison de 100 chameaux en provenance des tribus de Bani Jahma et Bani 'Ubayd, localisées dans la région d'Ajlun et d'Irbid<sup>164</sup>.

Il est intéressant de noter que les fournisseurs devaient se déplacer avec leurs bêtes afin de recevoir leur paie. S'agit-il d'une manière pour les autorités de s'assurer que les chameaux en question puissent se rendre à destination ? Ou est-ce plutôt possible que les autorités n'aient pas eu confiance d'envoyer un responsable avec le montant d'argent nécessaire pour conclure la transaction dans le territoire tribal ? S'il faut reconnaître que nous ne sommes pas en mesure de trancher sur la foi de nos documents, ce qui est tout de même fortement probable c'est que la prise en charge des bêtes et de leurs besoins sur la route était fréquemment assurée par les Bédouins. Effectivement, ces derniers étaient les mieux placés pour assurer la livraison et, dans ce cas précis, les faire déplacer avec leurs animaux permit d'éviter aux autorités le double risque de perdre l'argent sur la route ou encore de ne pas avoir une prise en charge adéquate des chameaux le long du voyage. Par ailleurs, dans cette lettre, les autorités se plaignirent à nouveau du retard de livraison. Elles ordonnèrent aux officiers locaux d'y remédier en faisant livrer les chameaux avec leurs propriétaires sans aucun délai

<sup>163</sup> Rhoads Murphey, *Ottoman Warfare, 1500-1700*, New Brunswick, N.J., Rutgers University Press, 1999, p. 73.

<sup>164</sup> DWQ, WC, 0006-009965, 21 Rajab 1248 / 14 décembre 1832. (Document original en langue arabe).

supplémentaire. Dans ce cas, les autorités semblaient penser que la cause du retard fut la négligence des officiers locaux<sup>165</sup>.

En somme, les Égyptiens encourageaient l'implication tribale dans les travaux agricoles notamment par l'octroi d'incitations à l'établissement. Cela pouvait en retour servir leurs objectifs stratégiques, dont l'accroissement de la surface cultivée ainsi que la pérennisation de l'établissement de tribus loyales afin d'offrir un contrepoids aux tribus locales belligérantes. Or, le domaine d'activité économique tribale le plus directement utile pour les autorités correspondait à l'élevage. Afin de souligner la grande importance que cette activité revêtait pour les autorités, nous avons cherché à mettre en exergue l'ampleur des besoins égyptiens à cet égard. Également, nous avons noté le fait que les autorités égyptiennes favorisaient une prise en charge de leurs bêtes par les Bédouins. Cette prise en charge pouvait être assurée autant en amont, dans l'élevage et la fourniture des bêtes, qu'en aval après qu'elles soient détenues par les autorités.

### 2.2.3 Le transport & la sécurité : le recours aux Bédouins en tant qu'un double avantage pour les autorités

Les autorités égyptiennes avaient besoin d'assurer des livraisons de provisions entre différentes localités syriennes. Elles devaient aussi garantir la sécurité des caravanes de transport de ces provisions. Les Égyptiens avaient recours aux Bédouins offrant leurs services de sécurité et de protection couplés avec leur implication directe dans le transport, qu'il soit de marchandise ou encore de provisions et de l'équipement pour l'armée<sup>166</sup>. Une série de lettres comprise dans un même document porte essentiellement sur l'organisation d'escortes de cavaliers pour des convois de chameaux en partance de diverses localités adjacente au Golan et située essentiellement au nord-est de la Palestine. Datant de la fin de la première année de l'occupation, ces lettres permettent d'apprécier le double rôle joué par les Bédouins dans le cadre du transport et de la sécurisation de ses caravanes. Une première lettre s'adressa à un dénommé 'Awn Allah al-Alfa, un chef des tribus Hawwarah. Ce dernier était

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> Dick Douwes, *op.cit.*, p. 21 (transport de marchandises) ; Reuven Aharoni, *op.cit.*, p. 108 (fourniture de chameaux) ; Donna Divine, *op.cit.*, p. 22 (transport et protection de caravanes) ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 216, 220 (transport de provision de l'armée) ; Khaled Fahmy, *op.cit.*, p. 144 (chameaux /transport pour l'armée).

responsable de la région de Jisr Banat Ya'qub, localité à l'est de Safed au nord de la Palestine. On l'informa qu'un convoi de 27 chameaux chargés de riz était en route vers sa région. L'autorité égyptienne l'enjoignit « d'immédiatement envoyer des cavaliers suffisants afin d'assurer la protection du convoi jusqu'à Damas »<sup>167</sup>. Une seconde lettre visa à blâmer le *mütesellim* d'une localité dénommée Tibnin et Hunin, située dans les régions sud du mont Liban. Les autorités lui reprochèrent son manque de diligence dans la tâche de rassemblement de chameaux nécessaires :

[...] votre négligence est donc la cause du délai de livraison de provisions. Vous êtes appelés à vous réveiller de votre torpeur (*ghaflatikum*) afin d'assembler les chameaux demandés pour qu'ils soient envoyés à Saida afin d'y transporter les lentilles. Vous êtes mis en garde contre tout délai subséquent. De plus, nous vous rappelons votre obligation d'envoyer les figues que vous devez livrer au *mütesellim* de Sidon qui à son tour devra les faire suivre vers Beyrouth<sup>168</sup>.

Il est intéressant de prendre note que la plupart des autres lettres contenues dans ce même document portent sur l'organisation de ce même transport. Celui-ci devait être coordonné à travers différentes localités et impliquait plusieurs *mütesellim* et autres responsables des diverses localités traversées.

Le rôle joué par les tribus dans la sécurisation des caravanes était doublement avantageux pour l'État. En effet, le risque posé par ces mêmes tribus le long de la route du transport représentait une source d'inquiétude permanente pour les autorités. De ce fait, l'affectation des éléments tribaux à la sécurité contribuait à écarter leur danger, mais possiblement, aussi, celui provenant d'autres tribus étant donné que les Égyptiens optaient pour l'association avec les tribus les plus fortes<sup>169</sup>.

En somme, nous estimons que l'élevage de bêtes de somme, le transport et la garantie de sécurité représentaient un triangle d'activités bédouines fortement intégrées et interdépendantes. Étant intimement entrelacés, ces trois domaines offraient aux autorités une solution économique indéniablement avantageuse représentée par le recrutement des

<sup>167</sup> DWQ, WC, 0006-009967, 21 Rajab 1248, 14 décembre 1832. (Document original en langue arabe).

<sup>168</sup> *Ibid.*

<sup>169</sup> Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 220.



Bédouins offrant leur expertise dans lesdits domaines. Couplée avec une connaissance intime du territoire syrien, cette expertise les rendait extrêmement utiles pour les autorités égyptiennes. Celles-ci se voyaient ainsi épargner les coûts associés à la prise en charge de telles responsabilités. Grâce à leur association avec les Bédouins, les Égyptiens avaient donc recours à une forme de sous-traitance minimisant les coûts et les risques associés à des entreprises d'une telle envergure dans un territoire qui leur était étranger et, par moment, hostile.

### 2.3 Le contexte économique des rapports entre l'État égyptien et les Bédouins de la Syrie-Palestine : Entre conflit et dépendance mutuelle

Afin de rendre une image plus nuancée que celle prévalant dans la littérature, nous chercherons à évaluer les instances où la friction conditionnait les rapports entre les tribus et les autorités, mais aussi les situations où c'était plutôt la coopération qui influençait leurs relations. Néanmoins, avant de passer à l'évaluation du niveau de la dépendance, s'il y a lieu, entre ces deux parties, il est utile de souligner l'impact des relations nouées entre les clans tribaux et les autres populations du territoire. En effet, ces rapports semblent avoir une incidence sur la politique économique entreprise par l'État égyptien, d'où l'importance de les prendre en considération pour les besoins de notre exposé.

#### 2.3.1 Les relations entre les tribus et les populations sédentaires face à l'ingérence et la politique monopolistique égyptienne

Dans cette section, nous allons nous pencher brièvement sur ce que la littérature nous permet d'apprendre sur la nature du rapport entre les tribus et les autres groupes de la population. En effet, l'ingérence égyptienne et les tentatives d'imposition des monopoles avaient un impact vis-à-vis des commerçants, producteurs et Bédouins que nous tentons de clarifier. Doumani s'attarde aux rapports tissés entre Bédouins et citadins dans le contexte spécifique de Naplouse qui est qualifiée par l'auteur comme étant la capitale de l'intérieur palestinien. L'auteur estime que l'interdépendance et la coopération étaient les caractéristiques prédominantes du rapport unissant les tribus bédouines et les communautés sédentarisées de

Naplouse et ses environs. Il considère que le caractère spectaculaire des raids et les autres perturbations occasionnelles de la sécurité provoquées par les Bédouins ne doivent pas remettre en cause la prévalence de la coopération et de la dépendance mutuelle comme caractéristiques principales du rapport entre la population sédentaire de Naplouse et les tribus bédouines. Il ajoute que la solidité des rapports tissés entre les Bédouins et les populations sédentarisées était renforcée par la médiation de marchands qui établissaient des réseaux importants entre les diverses localités impliquées dans différents processus économiques. Ainsi, la région située à l'est du Jourdain, où vivaient la majorité de ces tribus, était la source d'huile d'olive, de bétail, de beurre clarifié et surtout de l'alcali. Aussi, cette région correspondait à un marché important pour divers produits vendus par les marchands de Naplouse<sup>170</sup>.

De son côté, Gudrun Krämer estime que la complémentarité économique et la dépendance mutuelle conduisaient à l'occasion à des alliances entre paysans, citadins et Bédouins contre les autorités ottomanes, mais aussi contre des forces ennemies externes. Tout de même, ces alliances n'éliminaient pas complètement les conflits existants et le mépris mutuel entre marchands citadins, paysans et bédouins<sup>171</sup>.

Dès le début de leur occupation du territoire syro-palestinien, Les Égyptiens tentèrent d'y étendre leurs politiques monopolistiques ayant déjà fait leurs preuves en Égypte<sup>172</sup>. Or, ces politiques allaient rencontrer une opposition intense autant locale qu'internationale<sup>173</sup>.

Les clans tribaux touchés par des restrictions égyptiennes en rapport avec la politique monopolistique étaient initialement fort indisposés par les entraves affectant leurs activités d'achat et de vente de biens visés par le monopole. En effet, ces restrictions obligeaient les tribus à transiger uniquement avec les autorités égyptiennes. D'ailleurs, un domaine où les Bédouins étaient particulièrement touchés est celui de la production du savon, domaine où

<sup>170</sup> Beshara Doumani, *op.cit.*, p. 203.

<sup>171</sup> Gudrun Kramer, *A History of Palestine : From the Ottoman Conquest to the Founding of the State of Israel*, Princeton University Press, 2008, p. 52. L'auteure n'offre pas plus de précisions concernant ce qu'elle qualifie d'être des "forces ennemies externes".

<sup>172</sup> Reuven Aharoni, *op.cit.*, p. 152 ; Ali Barakat, «Muhammad Ali wa Bina' al-Dawlah al-Hadithah », dans *Muhammad Ali wa 'Asruh*, sous la dir. Muhammad Saber Arab, le Caire, Dar al-Kutub wa al-Watha'iq al-Qawmiyyah, 2006, p. 73.

<sup>173</sup> Khaled Safi et Donna Divine insistent sur le rôle de l'opposition locale dans l'échec des monopoles. Par contre, Latifa Salem attribue au rôle international, principalement britannique, la part du lion dans le démantèlement du système de monopole entrepris par les Égyptiens en Syrie Palestine, mais aussi en Égypte même. Khaled Safi, *op.cit.*, p. 141 ; Donna R. Divine, *op.cit.*, p. 63 ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 178-180.

l'activité bédouine était qualifiée par de nombreux historiens comme étant indispensable<sup>174</sup>. Ici, les Égyptiens tentèrent d'imposer un monopole sur le commerce de l'alcali. Les Bédouins se virent ainsi être contraints de livrer leur production de cette substance aux autorités égyptiennes plutôt que de la transporter et la vendre directement aux producteurs de savon. Par la suite, les Égyptiens cherchaient à revendre l'alcali à des prix plus élevés qu'auparavant. Cela n'arrangeait évidemment ni les Bédouins, forcés à livrer la marchandise à Gaza où l'alcali fut entreposé par l'État égyptien, ni les producteurs de savon de Naplouse et de Jérusalem. Conséquemment, la baisse du revenu de taxes engendrée par la réduction du niveau de production força les autorités à reconsidérer cette politique. De courte durée, ce monopole fut conséquemment aboli après n'avoir duré qu'une seule année (1833-1834). À nouveau, les Bédouins étaient libres de livrer l'alcali directement aux producteurs de Jérusalem et de Naplouse<sup>175</sup>.

Pour Doumani, le facteur qui influença la décision égyptienne d'abandonner ce monopole était essentiellement en rapport avec l'effet économique négatif de celui-ci, même s'il prend en considération la présence d'une forte opposition autant chez les producteurs que chez les Bédouins. De son côté, Safi estime que c'est la solidité des liens traditionnels liant les producteurs de savon et les nombreux intermédiaires commerciaux, dont les distributeurs et les fournisseurs bédouins, comme la raison principale de l'échec de ce monopole<sup>176</sup>. En effet, notre recherche montre qu'il existe au moins un précédent où les autorités avaient justifié l'abandon de monopoles par la crainte de l'impact sur les acteurs locaux. Ainsi, dans une missive envoyée par Yuhanna Bahri à l'intention de Sami Bek, nous apprenons que des pourparlers eurent lieu avec l'Émir Bachir al-Chihabi. Durant celles-ci, les deux parties décidèrent conjointement qu'il était dans leur intérêt d'abandonner le monopole de la soie par crainte d'incommoder les commerçants et les paysans. Également, ils décidèrent que le prix d'achat de la quantité de soie nécessaire pour les besoins des manufactures gouvernementales soit établi en concertation avec les commerçants et autres responsables locaux de Tripoli et Beyrouth. Cela nous permet de constater que des considérations liées aux acteurs locaux

<sup>174</sup> Gudrun Kramer, *op.cit.*, p. 50 ; Thomas Philipp, *Acre*, 2001, p. 12. Pour une couverture détaillée du rôle des Bédouins de l'est du Jourdain dans l'industrie du savon et de l'importance des relations qu'ils nouaient avec les manufacturiers de Naplouse, voir Beshara Doumani, *op.cit.*, p. 122, 187 et 193.

<sup>175</sup> Beshara Doumani, *op.cit.*, p. 300, note 76 ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 178.

<sup>176</sup> Khaled Safi, *op.cit.*, p. 140-141.

pouvaient avoir un impact sur la politique monopolistique égyptienne. Cette dernière n'était donc pas uniquement influencée par la pression internationale visant son abolition. De plus, il est intéressant de noter que la missive dont nous venons de discuter est antérieure au *firman* ottoman stipulant l'annulation de tout monopole sur la soie. En effet, ledit *firman* n'avait été promulgué qu'au tout début de 1836 alors que notre document datait du mois de mai de l'année précédente<sup>177</sup>. Ce *firman* était obtenu suite aux pressions britanniques visant l'abolition des monopoles, d'où l'invocation par certains auteurs, notamment Salem, de la pression internationale comme raison derrière l'abandon des monopoles égyptiens<sup>178</sup>.

De retour à la couverture du monopole touchant l'industrie du savon, il est important de prendre note du fait que, dans leur étude de l'épisode de l'imposition du monopole sur le commerce de l'alcali, les trois auteurs susmentionnés (Doumani, Safi et Salem) se sont basés sur la même référence<sup>179</sup>. Nos efforts visant à obtenir de l'information additionnelle sont demeurés vains, nos sources étant silencieuses concernant cet épisode particulier.

En somme, les tentatives d'ingérence économique par le biais de l'instauration de monopoles causèrent des frictions entre l'autorité égyptienne de l'occupation et les différents groupes socioéconomiques du territoire syro-palestinien touchés, dont les Bédouins. Les Égyptiens heurtèrent ainsi des relations et des pratiques socioéconomiques bien établies entre les Bédouins et leurs partenaires économiques locaux. Ils se virent ainsi contraints à réviser en tout ou en partie certaines considérations relatives à leur politique monopolistique. Cependant, il est utile de ne pas négliger le rôle joué par la pression internationale ou encore l'incidence économique défavorable, sur l'abandon desdits monopoles. En outre, la friction ne semble pas avoir été la seule marque du rapport entre les autorités et les Bédouins. Ainsi, dans la section suivante nous nous proposons l'examen d'instances où c'était plutôt la coopération qui conditionna la relation entre ces deux partis.

<sup>177</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 3449, 19 Muharram 1250 / 28 mai 1834, p. 401.

<sup>178</sup> Khaled Safi, *op.cit.*, p. 142.

<sup>179</sup> Khaled Safi, *op.cit.*, p. 141 ; Beshara Doumani, *op.cit.*, p. 300 ; Latifa M.Salem, *op.cit.*, p. 178. La source sur laquelle ces trois auteurs s'appuient est celle de Asad J.Rustum, *Al-Usul al-'Arabiyyah li Tarikh Suriya fi Ahd Muhammad Ali Bacha*, Beirut, al-Matba'a al-Amrikaniyah, 1930-1934, vol. 02, p. 133-134.



### 2.3.2 Les manifestations de la dépendance mutuelle

Dans un rapport datant de l'automne de 1832 et qui fut établi par l'assemblée consultative de Damas, il est question d'argent devant être collecté de la part du clan Bani Jahma<sup>180</sup>. Le résumé sommaire du contenu de ce rapport mentionne que ce clan avait reçu des produits agricoles (*ghilal*) sans avoir acquitté leur prix. Le peu d'informations disponibles à travers ce document sous-entend un rôle de fournisseur de produits agricoles à l'État égyptien dans son rapport avec ledit clan. Si le paiement de ce qui fut avancé était différé, il est possible que le fait de reporter le paiement fasse partie d'une politique délibérée de l'État visant à renforcer la dépendance tribale par le biais de l'endettement<sup>181</sup>.

D'autre part, une lettre envoyée par le *hükümdar* Sharif Pacha aborda la politique employée vis-à-vis de tribus des environs de Hauran et du mont des Druzes. Dans le cadre de cette politique, les Égyptiens offraient la semence et accordaient des exemptions d'impôts. Étrangement, le *hükümdar* demanda à deux cheikhs des clans concernés la restitution de la semence distribuée auparavant. Voilà ce qu'il avait à dire en rapport avec leur réponse :

[Les cheikhs] s'excusèrent auprès de nous en affirmant que les graines furent plantées dans une terre non fertile (*bur*) qui n'a rien produit. Or, nous n'avons pas exigé préalablement de l'argent ou de l'aide de ces clans. Nous voulons donc nous enquerir si nous devons évaluer la surface qu'ils plantèrent afin de leur exiger de l'argent<sup>182</sup>.

Sharif Pacha poursuivit en mentionnant que la population de la région concernée avait connu une forte décroissance depuis l'an passé. De là, il se demanda s'il devait plutôt évaluer le nombre de personnes restantes afin de leur distribuer une aide. Toutefois, il ne précisa pas si cette aide devait être sous forme d'un emprunt ou d'un simple don. La réponse fut fort sommaire et est inscrite au verso de la lettre originale de Sharif Pacha : « tais-toi maintenant et termine la construction des tours et nous verrons après »<sup>183</sup>. De ce document, nous pouvons estimer qu'une pratique des autorités était l'accord d'exemptions d'impôts couplées à une

<sup>180</sup> Clan localisé dans les environs d'Ajlun, sur la rive est du Jourdain.

<sup>181</sup> DWQ, WC, 0006-002081, 24 Rabi' al-Akhir 1248 / 19 septembre 1832.

<sup>182</sup> Asad J. Rustum, *al-Mahfudhat*, 1940-1952, vol. 04, doc. 6028, 25 Jumada al-Akhir 1255 / 5 septembre 1839, p. 222-223.

<sup>183</sup> *Ibid.* Les tours auxquelles référèrent les autorités correspondaient à des structures défensives destinées à fournir un certain niveau de contrôle sur les territoires problématiques.

aide sous forme de semence afin de fructifier des terres non utilisées. Les autorités cherchaient à rentabiliser leur investissement, par contre notre exemple ne permet pas de clarifier si les Égyptiens étaient prêts à assumer conjointement le risque avec les tribus réceptrices de l'aide. D'un autre côté, il semble que les clans désireux d'établissement et de pratique de l'activité agricole devaient dépendre des exemptions d'impôts et de l'aide accordée par les autorités afin de pouvoir entreprendre ce genre d'entreprise au succès incertain.

Par ailleurs, la dépendance des clans tribaux envers les autorités égyptiennes pouvait s'exprimer d'une manière indirecte. En effet, les Bédouins jouaient un rôle dans la vie économique de la ville de Damas, surtout durant la période où les pèlerins s'assemblaient en cette ville pour prendre part à la caravane du Pèlerinage annuel vers les villes saintes de l'islam<sup>184</sup>. L'accès des Bédouins aux différentes villes et leur capacité d'y conduire des opérations commerciales dépendaient du bon vouloir des autorités gouvernantes<sup>185</sup>. Cela était notamment le cas pendant l'occupation égyptienne durant laquelle les autorités accordaient des permissions à leurs alliés parmi les Bédouins afin d'avoir le droit de transiter à travers les villes et d'y conclure des transactions d'achats et de ventes<sup>186</sup>.

D'autre part, la volonté d'accroître la dépendance des tribus et de leurs élites est manifeste dans la politique de cooptation par le biais de l'attribution de terres agricoles aux leaders tribaux. Burckhardt souligne le fait que les transactions conclues par les cheikhs avec « les pachas » leur étaient de loin plus profitables que le pillage. Elles leur conféraient un ascendant et une marge de manœuvre au sein même de leur tribu<sup>187</sup>. Par contre, cette association rendait les cheikhs ainsi cooptés de plus en plus dépendants de l'autorité de l'État afin de maintenir la position et les privilèges qu'ils dérivait de leur alliance avec les Égyptiens.

En somme, certaines mesures économiques délibérées entreprises par les autorités permettaient à celles-ci d'instaurer et de renforcer un certain niveau de dépendance des clans

<sup>184</sup> Laurens-Hassan Soussi, *op.cit.*, p. 122.

<sup>185</sup> Karl K. Barbir, *op.cit.*, p. 106.

<sup>186</sup> Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 221. Barbir souligne qu'une des mesures ottomanes visant l'accroissement de la dépendance tribal était d'accorder la permission aux Bédouins de conduire des affaires avec les marchés urbains. Karl K. Barbir, *op.cit.*, p. 106.

<sup>187</sup> John Lewis Burckhardt, *op.cit.*, p. 68.

tribaux envers les autorités égyptiennes de l'occupation. Parmi ces mesures, nous avons noté la distribution de produits agricoles et le report des paiements conduisant à l'endettement de certains clans tribaux. Aussi, nous avons cité l'offre de semence combinée à l'exemption de l'impôt. Finalement, la cooptation des élites tribales, notamment par l'octroi de terres à vocation agricole, visait à rendre cette composante de la population tribale de plus en plus dépendante envers les autorités égyptiennes.

Tout de même, cette dépendance n'était pas unilatérale, car l'État dépendait aussi des tribus présentes sur le territoire. Cette dépendance s'observe essentiellement par l'ampleur des besoins des Égyptiens en matière de transport, de fourniture de bêtes de somme et de leur prise en charge. Il s'agit de domaines où l'expertise tribale était incontournable. En effet, notre recherche montre que la gestion de l'approvisionnement et de la prise en charge du bétail revêtait une grande importance pour les autorités. Cela est évident par le nombre de missives, lettres et ordres portant sur des sujets variés tels que l'organisation du bétail, l'assemblage de troupeaux, les transactions d'achat ou de vente, les pénuries ou encore les divers problèmes affectant la santé du bétail et les moyens d'y remédier. À titre d'exemple, citons une lettre datant de l'hiver 1833 et provenant du directeur de la poste (*nadhir al-barid*) concernant le service postal à partir de deux villages dénommés Ulu Kichla et Chuja' al-Din. Ce directeur écrivit à Ibrahim Pacha afin de se plaindre de l'incapacité des chevaux à sa disposition de soutenir de longs trajets à cause de l'intensité de l'hiver et l'insuffisance des montures disponibles. Il demanda donc aux autorités égyptiennes de lui fournir des mules robustes ainsi qu'un plus grand nombre de chevaux afin de remédier à la situation<sup>188</sup>.

Un autre exemple porte cette fois sur l'importance accordée au suivi de l'état de santé du bétail. Il s'agit d'un document très sommaire concernant la maladie affectant un grand nombre de chèvres et de moutons délaissés par les forces ottomanes suite à leur évacuation de la ville d'Antioche. L'officier voulut tenir ses supérieurs au courant de la situation et chercha à s'enquérir des mesures qu'ils devaient prendre pour faire face à la situation<sup>189</sup>.

<sup>188</sup> DWQ, WC, 0006-003732, 17 Ramadan 1248 / 07 février 1833 ; Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 2621, p. 248.

<sup>189</sup> DWQ, WC, 0006-004051, 8 Dhul Qi'da 1248 / 29 mars 1833.

Également, nous avons l'exemple d'une lettre montrant que les autorités semblent avoir attaché une grande importance à la détermination des causes entourant le décès des bêtes à la disposition des autorités. Dans cette communication, Mohammed Sharif Pacha exigea qu'une enquête soit menée afin de déterminer les causes du décès d'un nombre indéterminé de chameaux. Cette lettre est mentionnée sommairement au sein du résumé d'un rapport général portant sur divers sujets. Or, ce résumé ne fournit aucune information supplémentaire quant à l'endroit ou encore les conditions entourant cet événement<sup>190</sup>.

Par ailleurs, la gestion des transports de troupeaux fait l'objet d'une missive envoyée par un certain Sulayman Bek pendant l'hiver 1833 durant lequel les troupes égyptiennes s'étaient installées en Anatolie. Ce transport visait à combler les besoins d'une région par la production de l'autre. Le bek en question informa les autorités égyptiennes des préparatifs visant l'organisation de l'envoi de 1500 moutons de la localité d'Aydin, dans le sud-ouest de l'Anatolie (écrit *sancak* Idin dans le document original), vers la ville de Kütahya. Par contre, Sulayman Bek informa ses supérieurs de l'impossibilité de l'envoi de produits agricoles vers la même destination du fait de la mauvaise récolte causée par le manque de pluie<sup>191</sup>.

Ce qui précède souligne donc les besoins de l'autorité égyptienne dans des domaines tels que la fourniture, le transport et la prise en charge adéquate du bétail. Du reste, c'est particulièrement intéressant de noter que tous ces domaines impliquaient systématiquement le recours à l'expertise tribale. Cela met en exergue l'importance majeure et incontournable des groupes bédouins afin d'apporter des solutions efficaces et au moindre coût pour les autorités égyptiennes. De plus, cet état des choses souligne la dépendance des Égyptiens envers ces mêmes groupes. Cette dépendance est d'ailleurs exprimée indirectement dans une lettre du pacha égyptien à Yuhanna Bahri datant de la fin du printemps 1832. Dans cette lettre, Mehmed Ali Pacha souligna le fait que les « Arabes » de 'Anazah possédaient beaucoup de chameaux. Il ordonna Bahri de se montrer généreux envers eux et de les compenser pour le recours à ces bêtes afin qu'ils restent bien disposés à les fournir aux autorités au besoin<sup>192</sup>.

<sup>190</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 2817, Dhul Qi'da 1248 / mars 1833, p. 289.

<sup>191</sup> DWQ, WC, 0006-003866, 1 Chawwal 1248 / 21 février 1833.

<sup>192</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 01, doc. 838, 02 Dhul Hija 1247 / le 03 mai 1832, p. 287-288.



En somme, nous estimons que le rapport unissant l'État aux tribus bédouines engendrait des bénéfices mutuels pour les deux parties, dans le cadre d'une relation symétrique de complémentarité où l'utilité réciproque gouvernait l'association. Toutefois, cette relation était marquée par la friction et la compétition entre ces deux parties, mais leur dépendance réciproque les obligeait à concéder et à modérer leur hostilité partagée. Par ailleurs, nous avons déterminé que les rapports entre les tribus et les populations sédentaires avaient une incidence sur les politiques économiques de l'autorité d'occupation égyptienne. Ainsi, dans les domaines où les relations socioéconomiques entre les Bédouins et les communautés sédentaires étaient solidement ancrées, l'État égyptien avait du mal à imposer ses propres politiques économiques, principalement les monopoles sur l'achat et la vente de certains produits.

## 2.4 Conclusion

Dans l'historiographie de l'épisode de l'occupation égyptienne, des lacunes existent relativement à l'activité économique tribale. C'est également le cas pour les rapports établis entre les Bédouins et les autorités de l'occupation dans un contexte économique. Pourtant, il existe des indications qui montrent un rôle économique diversifié et riche des tribus. Dans le présent chapitre, nous avons cherché à établir l'importance de ce rôle pour les autorités et son incidence sur les rapports qu'ils entretenaient avec les tribus bédouines, économiquement actives.

Les activités économiques tribales dans les domaines de l'agriculture et l'élevage semblent avoir eu une incidence importante sur leurs relations avec les autorités étatiques. L'activité agricole semble avoir servi indirectement les objectifs stratégiques de l'État comme la sédentarisation de tribus alliées et l'accroissement de la surface cultivée.

Les besoins marqués des autorités égyptiennes notamment en matière de bêtes de somme et de viande de consommation nécessitaient le recours aux groupes tribaux qui semblent avoir été les principaux fournisseurs. L'ampleur desdits besoins combinée aux pénuries fréquentes en matière de viande, mais aussi en chameaux destinés au transport nous a permis de rendre

compte de l'importance et l'indispensabilité du rôle bédouin dans ces domaines. L'apport économique des Bédouins peut également être apprécié par le fait que les autorités de l'occupation semblent avoir favorisé le fait que la prise en charge du bétail détenu par le gouvernement soit assurée par eux.

Nous avons déterminé que la période initiale de l'occupation correspondait à une période où la demande des autorités pour des bêtes de somme était particulièrement prononcée. De ce fait, les tribus bédouines étaient fortement sollicitées. Or, l'intensité de la demande égyptienne était à l'origine d'un problème fréquent de déséquilibre, où l'offre était souvent inférieure à la demande. En revanche, cette situation créait des opportunités lucratives pour les tribus. De ce fait, il est fort possible que les Bédouins ne voyaient pas uniquement la présence de l'autorité égyptienne comme une source de danger et de déstabilisation, mais aussi comme une opportunité potentielle de conduire des affaires lucratives.

Nos sources indiquent que l'élevage, le transport, ainsi que la garantie de la sécurité formaient un ensemble interdépendant d'activités bédouines ayant une incidence économique certaine, autant pour les Bédouins que pour l'autorité de l'occupation. En effet, le fait d'être capable de s'acquitter de toutes ces tâches les rendait particulièrement utiles pour les autorités. Ainsi, il était doublement avantageux pour les Égyptiens de s'en remettre aux Bédouins pour accomplir les missions de transport. Ces derniers avaient à la fois les bêtes et l'expertise du territoire nécessaires pour la bonne conduite de ce genre de tâches. D'ailleurs, en plus d'être une solution économique, le recours aux Bédouins permettait aux autorités d'atténuer le risque posé par ces mêmes groupes le long de la route du transport.

Concernant les rapports entretenus par l'autorité de l'occupation et les tribus bédouines, nous avons souligné le fait que l'ingérence économique égyptienne causait de la friction avec les locaux, dont les Bédouins. Entre autres, cette ingérence s'exprimait par le biais de l'imposition de monopoles affectant les relations économiques établies entre ces Bédouins et leurs partenaires locaux. Or, les liens tissés entre les populations sédentaires et les clans tribaux sont invoqués comme une des raisons potentielles de l'échec de la politique monopolistique que les Égyptiens tentèrent d'instaurer sur le territoire syrien. De notre côté, nous avons noté que les Égyptiens abandonnèrent certains monopoles en réaction à

l'opposition locale. Cela montre donc que l'opposition internationale ne doit pas être considérée comme étant la cause unique derrière l'échec de la politique de monopole intentée par les Égyptiens en Syrie-Palestine.

S'il est donc vrai que des instances de frictions existaient entre les autorités égyptiennes et les Bédouins, ceux-là n'excluaient pas la présence de situations où c'était la dépendance et l'utilité des uns envers les autres qui conditionnaient les rapports. En effet, nous avons noté certains cas où les Égyptiens cherchaient activement à nourrir la dépendance des tribus envers leur administration. Ainsi, ils se chargeaient de distribuer des produits agricoles à certains clans bédouins tout en différant les paiements dus. Fort probablement, il s'agissait là de mesures qui avaient pour but de renforcer la dépendance tribale par le biais de l'endettement. De plus, en guise d'incitation à l'établissement, les Égyptiens pouvaient offrir la semence et des exemptions d'impôt à certains clans. Par contre, les Égyptiens semblent s'être réservé le droit d'exiger de l'argent aux clans ainsi exemptés, indépendamment de la fructification de l'investissement et du succès de leur entreprise agricole. En revanche, les clans désireux d'établissement devaient dépendre de ces exemptions d'impôt et de l'appui de l'État afin de s'établir et pratiquer l'agriculture dans des conditions incertaines quant à la réalisation fructueuse de leur projet.

Toutefois, la dépendance tribale envers les autorités n'était pas unilatérale, car d'autres exemples nous ont montré que les Égyptiens dépendaient des groupes tribaux bédouins, notamment pour la fourniture, le transport et la prise en charge du bétail et des bêtes de somme. Étant donné que tous ces domaines impliquaient directement ou indirectement un certain niveau de l'expertise tribale, cela souligne la dépendance des autorités envers les tribus bédouines afin de répondre à leurs besoins dans ces domaines spécifiques.

En somme, nous pouvons affirmer que les deux parties, Bédouins et autorités de l'occupation, étaient plus ou moins dépendantes l'une de l'autre. Cette dépendance mutuelle influençait donc leur rapport et les obligeait à modérer leur hostilité dans le cadre d'une relation de complémentarité qui n'était tout de même pas dépourvue de son lot de frictions.

## CHAPITRE III

### L'IMPACT SÉCURITAIRE BÉDOUIN LORS DE L'OCCUPATION ÉGYPTIENNE : FACTEUR DE DÉSTABILISATION OU OCCASION POUR LA COOPÉRATION ?

#### 3.1 Introduction

Pour plusieurs auteurs, la période précédant l'arrivée des Égyptiens en Syrie-Palestine correspondait à une période où les Bédouins constituaient une menace franche pour la sécurité et l'économie régionales. Tout en affirmant que les Bédouins représentaient une menace pour la population, Donna Divine estime que les gouverneurs des provinces syriennes utilisaient cette menace afin de saper le pouvoir des notables locaux. Ces derniers étaient contraints à choisir entre engager des sommes importantes afin de pourvoir à la sécurité contre ladite menace tribale, ou encore renoncer à une bonne part de leur autorité et de leurs ressources au profit des gouverneurs provinciaux. Aussi, Latifa Salem estime que les conditions prévalant en Syrie-Palestine avant l'entrée sur le terrain des Égyptiens, se caractérisaient essentiellement par la faiblesse des représentants provinciaux de l'autorité ottomane et leur mauvaise gestion. Ceci conduit, selon elle, à laisser le champ libre aux Bédouins afin d'asseoir des droits acquis. Elle poursuit en affirmant que c'est les Égyptiens qui finirent par instaurer un climat de sécurité novateur, où les peuplades nomades « foncièrement subversives » étaient pacifiées, essentiellement par la force, mais aussi, dans une moindre mesure, par un effort de cooptation<sup>193</sup>.

Donna Divine reconnaît que, lors de l'occupation, les Bédouins étaient de grande valeur pour les Égyptiens dans leur rôle d'alliés et de gardes frontaliers, surtout aux moments où la présence égyptienne en Syrie était menacée par les Ottomans et leurs propres auxiliaires tribaux. L'auteure rajoute tout de même que l'apport bédouin occasionnait des contrecoups

---

<sup>193</sup> Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 147, 216-222 ; Donna R. Divine, *op.cit.*, p. 16, 50.



financiers élevés dus aux fortes sommes qu'ils exigeaient en contrepartie de leur contribution militaire<sup>194</sup>.

Douwes rejoint les conclusions de Divine et Salem indiquant que le niveau de sécurité en Syrie-Palestine s'était clairement amélioré sous le règne des Égyptiens. Par ailleurs, il considère que le règne direct égyptien était fortement coercitif imposant un niveau de sécurité publique sans précédent<sup>195</sup>. Douwes estime que ce haut degré de sécurité était principalement obtenu à travers l'endiguement par la force des tribus 'Anazah. Par conséquent, il dépendait d'un déploiement massif, continu et couteux de troupes régulières. L'auteur conclut sa couverture de l'épisode égyptienne en soulignant le retour des Bédouins à leurs pratiques hostiles, dont le vol et la collecte de la *khawwa*, suite au départ égyptien<sup>196</sup>.

Dans ce chapitre, nous commencerons par évaluer s'il est plus juste de considérer les tribus bédouines, dans leur impact sécuritaire, comme des alliés ou sinon une menace pour l'autorité d'occupation égyptienne. Cela nous permettra de vérifier, dans un premier temps, si les auteurs ont tendance à sous-estimer l'apport et de surestimer l'aspect négatif de l'impact sécuritaire tribal.

Pour répondre à cette question, nous explorerons différents rôles sécuritaires joués par les Bédouins au profit de l'autorité de l'occupation. Aussi, nous chercherons à déterminer si le fait de considérer les tribus bédouines syro-palestiniennes comme étant 'intrinsèquement violentes' correspond à une lecture cohérente dans le contexte de l'occupation, ou sinon qu'elle mérite d'être requalifiée.

La seconde section majeure du chapitre portera sur les rapports proprement dits engagés entre les tribus, principalement bédouines, de la Syrie-Palestine et les autorités de l'occupation égyptienne. Ici, nous chercherons à interroger les lectures portant sur la position égyptienne à l'égard des tribus bédouines. Aussi, nous tenterons de réévaluer la place occupée par la force

<sup>194</sup> Donna R. Divine, *op.cit.*, p. 70.

<sup>195</sup> Dick Douwes, *op.cit.*, p. 7, 193, 206. Il est intéressant de souligner que les travaux de Thomas Philipp et Amnon Cohen montrent quand même que le niveau de sécurité sur le territoire syro-palestinien fût nettement amélioré durant la période précédant l'occupation égyptienne lors des règnes respectifs de Zahir al-Omar et de Ahmad Pacha al-Jazzar. Voir Thomas Philipp, *op.cit.*, p. 133 ; Amnon Cohen, *Palestine in the 18<sup>th</sup> Century : Patterns of government and Administration*, Jerusalem, Magnes Press - the Hebrew University, 1973, p. 109.

<sup>196</sup> Dick Douwes, *op.cit.*, p. 42-43.

dans le cadre de diverses stratégies égyptiennes déployées à l'égard des tribus bédouines. Conséquemment, cela nous permettra de nous positionner relativement aux caractéristiques principales des rapports engagés entre les protagonistes susmentionnés.

Afin d'amener des éléments de réponses aux questions soulevées par cette seconde section, nous procéderons dans un premier temps à un examen de la façon dont les autorités égyptiennes se servaient des tribus, dans le cadre de leurs conflits avec les Ottomans. Cela nous fournira une toile de fond pour discuter de l'attitude égyptienne envers les tribus.

Par la suite, nous allons examiner un aspect particulier de la stratégie égyptienne envers les tribus, à savoir ce que nous considérons être une stratégie de l'image. En effet, celle-ci suggère la présence de recours autres que la violence afin d'obtenir la collaboration tribale. Cet examen permettra à son tour de déterminer s'il est possible de nuancer les affirmations voulant que la pacification des tribus ait été obtenue par le biais d'une domination égyptienne réalisée de façon prédominante par la force brute.

Cela étant dit, le recours à la force par les autorités égyptiennes était d'une fréquence et d'une ampleur loin d'être négligeable, nous nous pencherons donc sur l'étude de certaines situations pratiques où la violence était la solution choisie par les autorités afin d'atteindre ses objectifs. Cet examen vise quand même à remettre en question l'idée que la violence était systématiquement employée envers les tribus. Pour ce faire, nous chercherons à déterminer, le cas échéant, l'existence de conditions, facteurs et contextes spécifiques qui modulaient l'emploi de cette option.

### 3.2 Les Bédouins : auxiliaires et associés des Égyptiens ou source d'insécurité et de déstabilisation ?

Le rôle joué par les tribus dans des aspects touchant à la sécurité est celui qui est de loin le mieux documenté par l'autorité étatique et c'est probablement pour cette raison qu'il s'agit du rôle le plus étudié. Nombreux auteurs et historiens conçoivent les groupes tribaux comme dotés d'un modèle d'organisation qui les assimile à des unités militaires, facilement et immédiatement mobilisables. Cet état des choses les rendait la cible de l'accusation d'être

une source perpétuelle de menace à la sécurité publique. En revanche, cette conception permet de mettre l'accent sur l'implication, qu'elle soit d'ordre positif ou négatif, dans des enjeux sécuritaires<sup>197</sup>.

En effet, des éléments tribaux étaient affectés à la fonction d'auxiliaire de l'armée régulière égyptienne. Aussi, certaines tribus bédouines étaient chargées du maintien de la paix sur le réseau routier syrien. Paradoxalement, les Bédouins pouvaient également agir de manière à représenter une menace à la sécurité publique. Dans cette section, nous nous arrêterons aux différentes manifestations de l'impact tribal sur la situation sécuritaire en Syrie-Palestine lors de l'épisode de l'occupation égyptienne. Dans un premier temps, nous examinerons l'engagement tribal dans des rôles sécuritaires joués au profit de l'autorité de l'occupation égyptienne. Par la suite, nous évaluerons les instances où les tribus pouvaient constituer une menace sécuritaire, réelle ou supposée, aux intérêts égyptiens. Notre objectif est de tenter de déterminer si nous pouvons considérer les tribus comme des alliés ou plutôt comme une menace aux intérêts de l'occupant égyptien.

### 3.2.1 Les Bédouins en tant qu'alliés sécuritaires de l'autorité de l'occupation

#### 3.2.1.1 Auxiliaires tribaux : un rôle prolifique et essentiel

Le contingent d'auxiliaires tribaux figure de manière proéminente parmi les forces martiales égyptiennes comme le montrent les chiffres avancés par Muhammed H. Kutluoglu. Celui-ci estime à 15 000 individus le nombre des recrues des forces irrégulières soutenant l'armée égyptienne régulière, composée à son tour de 30 000 individus. De ce fait, les effectifs d'irréguliers, incluant les auxiliaires tribaux, représentaient approximativement le tiers de la

<sup>197</sup> Selim Deringil, « "They Live in a State of Nomadism and Savagery" : The Late Ottoman Empire and the Post-Colonial Debate », *Comparative Studies in Society and History*, Cambridge University Press, vol.45, n°. 2, avril 2003, p. 311. La conception des nomades comme armés et militairement compétents est citée par l'auteur, en marge de sa discussion portant sur le projet de modernisation animant les dirigeants de l'Empire ottoman durant la période tardive de son existence. Pour une discussion portant sur le rôle militaire des nomades et les relations de pouvoirs qu'ils engageaient avec les populations sédentaires, voir l'article de Talal Asad, « The Bedouin as a Military Force : Notes on Some Aspects of Power Relations Between Nomads and Sedentaries in Historical Perspective », dans *The Desert and the Sown : Nomads in a Wider Society*, sous la dir. de Cynthia Nelson, California, Berkley, 1974, p. 61-73. Aussi, consulter Jibra'il Sulayman Jabbur, *op.cit.*, p. 277-284. Dans cette section de son ouvrage, Jabbur développe sur l'importance des raids et leur signification, de l'organisation quasi militaire et des qualités martiales chez les Bédouins du Proche Orient.

force de frappe égyptienne totale en Syrie, du moins durant l'été de 1832. Ces forces irrégulières étaient composées d'éléments tribaux d'origines variables, dont des Bédouins. Elle comportait aussi des Druzes ainsi que des recrues issues des régions de Naplouse et de Jérusalem<sup>198</sup>.

Les chiffres avancés par Izz al-Din montrent une proportion relativement plus faible des effectifs irréguliers par rapport aux réguliers. Il s'appuie sur les données de Clot-Bey<sup>199</sup> concernant la composition des armées égyptiennes lors de la période suivant la Paix de Kütahta de mai 1833. Ces données montrent que les effectifs totaux de l'armée égyptienne étaient de 85 000 individus, dont 11 119 éléments irréguliers. Quand même, le nombre total d'irréguliers demeure sensiblement proche des chiffres de Kutluoğlu qui, rappelons-le, les estima à 15 000 individus<sup>200</sup>.

Essayons de déterminer l'intérêt du recrutement du contingent auxiliaire tribal et de voir à quels rôles pratiques il était affecté. Commençons donc avec un décret émis par Ibrahim Pacha durant le mois de septembre 1832 alors que la majeure partie des forces égyptiennes étaient engagées sur le territoire anatolien. Ce décret comportait un ordre direct à l'intention du *mütesellim* d'Hama l'informant que : « la présence de soldats à Antioche (*Antakya*) est impérative pour la collecte de l'argent dû au gouvernement (*miri*). À la réception de cet ordre, vous êtes tenus d'envoyer rapidement cinquante cavaliers arabes maghrébins afin qu'ils soient chargés d'accompagner et de protéger nos agents affectés à la tâche »<sup>201</sup>.

Ce document montre qu'en plus des Bédouins locaux, des unités de cavaliers maghrébins, occupaient un rôle dans le cadre de la collecte de taxes, en argent ou en biens matériels, dues aux autorités. Les unités de cavaliers maghrébins disposaient d'une organisation et de fonctions comparables aux auxiliaires tribaux recrutés, pour leur part, parmi les tribus de l'Égypte et de la Syrie. Autant les auxiliaires que les cavaliers maghrébins étaient appelés de temps à autre à assurer la protection d'agents affectés à la charge de collecte de taxes. De

<sup>198</sup> Muhammed H. Kutluoğlu, *op.cit.*, p. 75. La source des chiffres présentés par l'auteur correspond à une communication entre Barker et Palmerston, respectivement le consul et le premier ministre britanniques. Il s'agit un document du *Foreign Office* : F.O. 78/214, *Barker to Palmerston*, 21 July 1832.

<sup>199</sup> Antoine Barthélémy Clot était un officier égyptien d'origine française. Il était chargé de l'organisation des affaires médicales de l'armée égyptienne. Les données avancées par Izz al-Din sont issues du livre de Clot-Bey intitulé : *Aperçu général sur l'Égypte*, Paris, 1840, TII.

<sup>200</sup> Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 149-150.

<sup>201</sup> DWQ, WC, 0006-009934, 26 Rabi' al-Akhir 1248 / 22 septembre 1832.



plus, ils représentaient un moyen de dissuasion vis-à-vis des habitants qui chercheraient à se dérober de s'acquitter des montants exigés<sup>202</sup>.

Khaled Fahmy attribue aux unités irrégulières de Bédouins le rôle traditionnel d'une force de cavaliers. De plus, il postule que leur disposition à l'arrière de l'armée trahit un rôle de contrôle sur les unités régulières. Ils étaient ainsi affectés à la tâche de récupération de soldats qui tentaient de fuir lors de batailles. En effet, étant donné que l'armée était constituée d'un grand contingent issu de la conscription obligatoire, la loyauté de ces soldats aux autorités était relativement douteuse, alors que leur propension à la désertion était grande. Aharoni reprend et confirme les idées de Fahmy et les deux nous présentent des forces bédouines jouant un rôle que nous assimilons à une sorte de police militaire<sup>203</sup>.

Durant l'été 1832, suite à la capture de Damas, les forces égyptiennes continuèrent leur avancée dans le territoire syrien. Une lettre datant des jours précédant la fameuse bataille de Homs attribue aux recrues de la cavalerie bédouine un rôle de force de frappe vis-à-vis de l'ennemi. Cette lettre provenait de Mehmed Ali Pacha qui recommanda explicitement l'utilisation des cavaliers bédouins contre les soldats de l'armée ottomane, positionnée dans les environs de la ville d'Hama, afin de les harceler et de les affaiblir avant qu'ils n'affrontent l'armée régulière égyptienne. Le vice-roi égyptien conclut avec ces termes : « [nous espérons] que ces mesures, et bien d'autres, permettront de conquérir Alep et de dégager la route jusqu'au cœur du territoire anatolien »<sup>204</sup>.

Par ailleurs, un autre type de rôle assigné aux auxiliaires est illustré dans un document datant du mois de mars 1833. Durant cette période, les Égyptiens étaient fermement en place en Syrie et s'efforçaient d'asseoir leur autorité vis-à-vis de groupes tribaux qui étaient demeurés récalcitrants. Ce document concerne une action punitive visant deux cheikhs rebelles du groupement tribal bédouin de 'Anazah, dénommés Hamad al-Mihanna et Dokhi al-Simayir ainsi que leurs partisans. Pour les besoins de cette action punitive, Mehmed Ali Pacha signifia son approbation du recrutement de 900 cavaliers bédouins. Les crimes dont étaient

<sup>202</sup> Thomas Philipp, *op.cit.*, p. 33, 137-138. Philipp fournit une illustration de l'usage des forces mercenaires maghrébines ainsi que de leurs similitudes et leurs différences avec les forces tribales recrutées localement.

<sup>203</sup> Khaled Fahmy, *op.cit.*, p. 202.

<sup>204</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 1304, 05 Safar 1248/ 04 juillet 1832, p. 37.

accusés les cheikhs correspondaient à diverses agressions et vols perpétrés à l'encontre de voyageurs et autres passants<sup>205</sup>. Ce document nous montre donc que le recrutement d'unité de cavalerie bédouine pouvait servir à mater d'autres tribus, ou sous-groupes tribaux, opposés aux Égyptiens.

Quelques mois avant que les autorités se décident à lancer une attaque punitive à son encontre, le cheikh al-Simayir était chargé par les Égyptiens de livrer des chameaux de Damas vers Homs, une tâche qu'il échoua vraisemblablement à accomplir<sup>206</sup>. Une semaine plus tard, al-Simayir fut l'objet d'une autre communication issue de Mehmed Ali à l'intention du *mütesellim* de Damas. Le pacha y insista : « [il faut] convoquer Dokhi Al-Simayir, le cheikh des Bédouins de 'Anazah, afin de lui souligner l'importance de l'accomplissement des obligations auxquelles ils s'étaient engagés, dont la livraison des provisions et la non-violation de la population pacifique »<sup>207</sup>.

Par ailleurs, les éléments tribaux n'attendaient pas toujours l'appel du gouvernement égyptien. Certains étaient spontanément attirés par les opportunités de recrutement au service de l'armée. En effet, un de nos documents d'archives montre que les membres d'un groupe bédouin présentèrent volontairement leurs services. En plus de leur paie, ils demandèrent d'être approvisionnés en vivres. Dans ce cas, un Hawwari<sup>208</sup> Pacha dénommé Abu Zayd Agha demanda d'être recruté, avec d'autres officiers Hawwarah et environ 600 à 700 cavaliers. Ils demandèrent comme exigence partielle de leur engagement d'être fournis en pain. En retour, les Égyptiens acceptèrent de les recruter. Par contre, hormis le fait qu'elle devait être selon les mêmes lignes de ce qui se fait avec les Hawwarah de l'Égypte, le document est silencieux en ce qui concerne les conditions précises de cette acceptation<sup>209</sup>.

Aux yeux de la plupart des auteurs d'ouvrages que nous avons consultés, le recrutement des auxiliaires tribaux par les autorités n'était pas sans difficulté. Reuven Aharoni souligne les aspects les plus problématiques de cette dépendance envers les Bédouins. Pour lui, ces unités étaient trop exigeantes envers les autorités. Il estime que leurs demandes étaient incessantes

<sup>205</sup> DWQ, WC, 0006-004035, 05 Dhul Qi'da 1248 / 26 mars 1833.

<sup>206</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 1421, 23 juillet 1832, p. 53.

<sup>207</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 1452, 29 juillet 1832, p. 57.

<sup>208</sup> Possiblement relatif au Hawwarah qui est un regroupement tribal présent à la fois en Égypte, en Palestine et en Syrie.

<sup>209</sup> DWQ, WC, 0006-000520, 14 et 15 Jumada al-Akhir 1247 / 19 et 20 novembre 1831.

et parfois exagérées. Aussi, il affirme que les membres de ces unités manquaient de rigueur en plus d'être portés à l'insubordination et, de ce fait, étaient enclins à la désertion. Aharoni fait ainsi écho aux conclusions de Fahmy selon lesquelles les autorités se rendirent compte de l'inefficacité et des limitations de l'emploi des Bédouins, notamment en tant que patrouilleurs destinés à empêcher la désertion des recrues de l'armée. De son côté, Divine s'attarde sur le coût élevé qu'ils représentaient pour le trésor égyptien, point sur lequel s'entendent d'ailleurs tous nos auteurs<sup>210</sup>.

Quand même, cette lecture doit être nuancée sur la foi d'arguments avancés par ces mêmes auteurs. En effet, ces derniers montrent paradoxalement que le recours aux unités tribales pouvait par moment s'avérer indispensable, car ils remplissaient des tâches pour lesquelles l'armée régulière était moins adaptée. D'autant plus que ces auxiliaires tribaux épargnaient aux forces régulières leur surutilisation et permettaient aux Égyptiens de réduire un tant soit peu le recours, par ailleurs fortement impopulaire, à la conscription obligatoire.

Nos propres documents montrent également que le recrutement des auxiliaires tribaux était plus prolifique et plus essentiel qu'une simple fonction d'apaisement d'un groupe de nomades potentiellement turbulent. En effet, la politique égyptienne permettait de se servir d'éléments tribaux pour harceler les forces ennemies, protéger les officiers administratifs affectés aux tâches fiscales ainsi que de contrer d'autres tribus rebelles.

### 3.2.1.2 Informateurs et espions : arme à double tranchant

En plus d'être engagés militairement aux côtés de l'armée régulière, des éléments tribaux pouvaient agir dans des rôles servant à recueillir de l'information. Dans le premier chapitre de ce mémoire, nous avons déjà discuté du cas des membres issus du clan Rachwan qui prirent la fuite vers le territoire sous contrôle égyptien durant l'été 1834<sup>211</sup>. Un autre document, émanant de la même période et portant sur le même événement, nous offre un aperçu de la pratique de cueillette des informations. En effet, les Égyptiens semblaient attacher une certaine importance à se renseigner discrètement sur les raisons qui poussèrent

<sup>210</sup> Reuven Aharoni, *op.cit.*, p. 205-206 ; Donna R. Divine, *op.cit.*, p. 70 ; Khaled Fahmy, *op.cit.*, p. 123-126.

<sup>211</sup> Se référer au point 1.2.2.1 *Attitudes et prédispositions tribales*.

les membres de ce clan à prendre la fuite. Un officier égyptien dénommé Ibrahim Bek, doté du rang de chef de contingent d'infanterie (*amiralay al-bayada al-thani*), avisa ses supérieurs qu'il fit envoyer un « spécialiste de la cueillette d'informations et de nouvelles » vers un village bédouin où s'étaient réfugiés les fugitifs. La mission du spécialiste consistait à retransmettre aux autorités ce qu'il parvenait à apprendre des discussions qu'il engageait ou épiait en ce qui concerne le groupe de Kurdes en fuite<sup>212</sup>.

Le rôle des informateurs tribaux n'était toutefois pas restreint à la collecte d'information à l'intérieur de leurs clans ou ceux d'autres tribus. Les espions qui résidaient sur le territoire sous contrôle rival, ou qui y avaient accès, pouvaient agir comme informateurs infiltrant les lignes ennemies, en l'occurrence sous contrôle ottoman. À nouveau, nous avons un exemple impliquant le clan Rachwan que les Égyptiens décrivirent comme un « clan des territoires de l'ennemi ». Par contre, cet exemple concerne le clan même et non un simple groupe de fugitifs ayant rejoint le territoire égyptien. Quatre ans après l'événement précité, ce clan semblait toujours susciter de l'intérêt. Cela est vraisemblablement dû au fait qu'il s'agit d'un clan de la zone frontalière séparant les forces égyptiennes de l'armée ottomane. Nous apprenons donc qu'un de ses chefs était recruté par les Égyptiens en tant qu'informateur. L'information relayée par ce cheikh portait justement sur la nature des mouvements militaires, la composition des unités de l'armée ennemie. De plus, cet individu fut chargé de tenter de se rapprocher de différents chefs et responsables de l'armée ottomane afin d'essayer de sonder leurs intentions<sup>213</sup>.

Lesdits événements survinrent dans la foulée de la révolte druze de 1838 qui contraignit les Égyptiens à une forte mobilisation visant l'endiguement de la rébellion. Durant cette période, Ibrahim Pacha nourrit de fortes inquiétudes quant aux mouvements de l'armée ottomane à sa frontière nord et était particulièrement soucieux de se tenir informé des intentions ottomanes potentiellement belligérantes. L'administration égyptienne était également soucieuse des intentions hostiles britanniques et russes<sup>214</sup>.

<sup>212</sup> DWQ, WC, 0006-005677, 3 Rabi' al-Akhir 1250 / 09 août 1834.

<sup>213</sup> DWQ, WC, 0006-007991, 12 Jumada al-Awal 1254 / 05 août 1838.

<sup>214</sup> Fendi Abu Fakhir, *op.cit.*, p. 76, 80, 106.



Cependant, les Égyptiens n'étaient pas les seuls à infiltrer leurs ennemis, mais subissaient à leur tour ce genre d'actions subversives. Une lettre provenant de Salim Pacha, le *hükümdar* d'Adana, visa à tenir Ibrahim Pacha au courant d'un raid nocturne entrepris par « une bande de malfaiteurs » issue du clan Awlad Chello, mené par un dénommé Ali Bakr Oghlu, contre des cavaliers positionnés au pont Burnas, situé dans les environs de Payas. Les tentatives de traquer ce groupe n'aboutirent pas. Salim Pacha se plaignit d'ailleurs de la présence d'espions opérant pour le compte de ladite bande qui se mélangeaient aux troupes égyptiennes. Il affirma donc : « Les malfaiteurs s'infiltrèrent furtivement parmi nos soldats afin de sonder nos intentions. Par la suite ils s'en retournent munis d'informations critiques »<sup>215</sup>. La période durant laquelle cet événement survint coïncida avec l'accalmie dans les hostilités entre Égyptiens et Druzes, suite à la révolte de ces derniers durant l'été 1838. Il n'est pas clair si ces événements étaient reliés, d'autant plus que l'identité du clan ou encore ses affiliations nous sont inconnues. Tout de même, pour les besoins de notre exposé, l'intérêt de ce document est qu'il nous permet de souligner le fait que l'espionnage était une arme déployée autant par les Égyptiens que contre leurs propres intérêts. Aussi, que des éléments tribaux pouvaient être les agents de cette activité de renseignement.

### 3.2.1.3 Organisation et escorte de convois de transport

Dans le cadre de sa description de l'activité commerciale prenant place en Palestine durant le premier tiers du 19<sup>e</sup> siècle, Divine mentionne que des marchands concluaient des ententes avec des cheikhs bédouins non seulement pour le transport de marchandise et de produits agricoles, mais aussi pour assurer la protection de caravanes de transport<sup>216</sup>. De notre côté, nous avons exposé dans le chapitre précédent un document regroupant une série de lettres qui permettaient de souligner le lien entre l'implication tribale dans le transport et la garantie de sécurité pour celui-ci durant la période de l'occupation égyptienne<sup>217</sup>. Rappelons que l'objet de ces missives était d'assurer l'étroite coordination administrative de l'action entre les *mütesellim* de chaque territoire traversé par des convois de transport. Ces différents *mütesellim* étaient appelés à fournir des forces de cavalerie afin d'assurer la sécurité de la

<sup>215</sup> DWQ, WC, 0006-008022, 10 Jumada al-Akhir 1254 / 31 août 1838.

<sup>216</sup> Donna R. Divine, *op.cit.*, p. 22

<sup>217</sup> Consulter le point 2.2.3 *Le transport et la sécurité*.

caravane de transport lors de son passage à travers le territoire sous leur juridiction. Entre autres, ce document montre que des Bédouins étaient engagés dans la protection, provision des bêtes nécessaires et la conduite même du transport<sup>218</sup>.

Ainsi, en recrutant des Bédouins pour assurer à la fois le transport et la sécurité pour celui-ci, les autorités égyptiennes espéraient retirer un double avantage. En plus de fournir une solution pour la tâche de transport même, ce recrutement réduisait le risque posé par ces mêmes tribus, pouvant mal réagir lorsqu'elles se sentaient exclues de l'activité prenant place sur leur territoire. Également, ce recours permettait de fournir une protection efficace par des unités d'auxiliaires cavaliers autonomes, déjà constituées et équipées. Les éléments tribaux recrutés pouvaient ainsi être chargés du transport même, de protéger les convois, ou encore de s'acquitter des deux tâches combinées, c'est-à-dire le transport et sa protection.

### 3.2.2 La « nature violente » des Bédouins : mythe ou réalité ?

Douwes décrit les Bédouins nomades de la Syrie-Palestine comme étant armés, très mobiles et représentant une force avec laquelle les autorités devaient composer. De son côté, Latifa Salem, considère que les Bédouins correspondaient essentiellement à des facteurs d'instabilité en raison de leur « nature et penchants violents » ainsi que de leurs « traditions barbares ». Pour sa part, Khaled Safi affirme que l'accroissement du niveau de sécurité était obtenu grâce au fait que les Égyptiens réussirent à briser ce qu'il considère être « la puissance » nomade. Également, dans la présentation faite par Reuven Aharoni portant sur la période d'occupation égyptienne de la Syrie-Palestine, celui-ci rappelle que les régions de Gaza et du Néguev (*Naqab*) étaient particulièrement turbulentes lors des révoltes de 1834. Durant cette période, les tribus des Wuhidat et Jabarat profitèrent de la faiblesse des troupes égyptiennes stationnées dans la région. Elles harcelaient donc continuellement la route connectant l'Égypte et la Palestine mettant en danger la route d'approvisionnement de l'armée<sup>219</sup>.

<sup>218</sup> DWQ, WC, 0006-009967, 21 Rajab 1248 / 14 décembre 1832. (Document original en langue arabe).

<sup>219</sup> Dick Douwes, *op.cit.*, p. 21 ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 147, 220 ; Khaled Safi, *op.cit.*, p. 125 ; Reuven Aharoni, *op.cit.*, p. 204.

Si ce bref survol de la littérature représente un exemple de sujet de prédilection concernant l'impact tribal, Reuven Aharoni a néanmoins le mérite de ne pas s'attarder uniquement à cet aspect de la couverture des questions relatives aux tribus bédouines. Plutôt, il réussit à intégrer cet aspect à la multitude de rôles joués et aux différentes caractéristiques de ces groupes, mais il le fait surtout dans le contexte égyptien qui est le théâtre principal de sa recherche.

Par ailleurs, si des auteurs reprochent aux voyageurs et observateurs européens d'avoir contribué à la perception fortement négative des groupes tribaux, il est important de nuancer ce propos. En effet, parmi lesdits observateurs, certains étaient conscients de l'existence de différences entre les tribus, notamment en ce qui a trait à l'activité du pillage. À titre d'exemple, Burckhardt souligne les différences marquées de perceptions parmi les Bédouins concernant la pratique de cette activité, de ses applications et de ses incidences. Sa présentation permet de remettre en question l'image uniforme et négative généralisée à outrance à l'ensemble des tribus bédouines. Tout de même, cela ne doit pas écarter du fait que Burckhardt émet des conclusions générales préjudiciables et stéréotypées par moment<sup>220</sup>.

Nous avons examiné quelques cas portant sur des actions violentes et attitudes belliqueuses adoptées par des groupements tribaux, dont des attaques perpétrées à l'encontre de stations de courrier et du personnel qui y est affecté. Un de ces cas fit l'objet d'un rapport doté de plusieurs sections et envoyé par Muhammad Munib, *amiralay* d'une section de l'infanterie égyptienne. Les événements qui y sont décrits survinrent durant le mois de novembre 1840 alors que les Égyptiens étaient en pleine confrontation avec les forces britanniques, résolues à les évincer de la Syrie-Palestine. Également, cette période avait connu plusieurs mouvements subversifs par différents groupes de populations locales opposés à la présence égyptienne<sup>221</sup>.

Le rapport est relatif à des transgressions commises par des Bédouins. Sa première section contient une liste avec le nom de Bédouins et de leurs acolytes qui étaient accusés de vols à l'encontre de la poste. Une autre section comprend un récit rédigé par Munib où il informe les autorités de l'attaque perpétrée par les Bédouins contre la station de poste d'une région

<sup>220</sup> John Lewis Burckhardt, *op.cit.*, p. 90, 184-185.

<sup>221</sup> Muhammed H. Kutluoğlu, *op.cit.*, p. 173-175 ; Fendi Abu Fakhr, *op.cit.*, p. 131-135.

dénommée Abu Jilban. Cette région est située dans les environs de al-'Arich dans la zone frontalière entre le territoire de l'Égypte et la Palestine, à la hauteur de Gaza. Muhammad Munib recueillit le témoignage d'un soldat maghrébin blessé lors de l'attaque. Le rescapé affirma qu'un grand contingent de cavaliers bédouins lança un raid contre la position où il était affecté. L'affrontement se solda par la défaite de l'unité à laquelle il appartenait, le meurtre de tous les soldats et l'assassinat du directeur de la poste (*nadhir al-barid*). Seul survivant de l'attaque, le soldat poursuivit en mentionnant que : « Les Bédouins accaparèrent toutes les provisions disponibles et avaient pour intention de s'attaquer à toutes les autres stations de poste. [...] Aussi, ils proférèrent à l'encontre de Son Altesse le *ser asker* des paroles délirantes et mensongères<sup>222</sup> ». Muhammad Munib poursuit son récit en déplorant le fait que la défense des stations de poste soit confiée à de petits groupes de 5 à 10 cavaliers bédouins mal équipés et ne disposant que d'une très faible quantité de munitions. Il poursuivit en demandant des renforts et en rappelant que la région sous attaque, où les cavaliers loyaux envers les Égyptiens sont positionnés, était entièrement peuplée de Bédouins « non dignes de confiance »<sup>223</sup>.

Citons brièvement quelques autres attestations portant sur d'autres attaques subies par le service postal. Dans une missive très sommaire envoyée à Sami Bek en mai 1838, le *ser asker* Ibrahim Pacha informa son correspondant que des rebelles insoumis accaparèrent le courrier envoyé par la voie du désert. Malheureusement, en dehors du fait que l'attaque prit place dans une région désertique, l'endroit précis où le vol eut lieu et l'identité des présumés coupables ne sont pas fournis dans le document<sup>224</sup>.

Il est important de souligner que nous avons constaté que les attaques visant la poste n'étaient pas propres à la période tardive de l'occupation, période à laquelle appartiennent nos deux documents précédents. À titre d'exemple, il existe une attestation d'une attaque qui prit place lors du mois de février 1832. Durant cet événement le service de poste était la cible de Bédouins, mais cette fois sur la route reliant Gaza à Jaffa<sup>225</sup>. Aussi, dans un événement séparé, les Bédouins s'attaquèrent à un courrier transportant la correspondance destinée à

<sup>222</sup> DWQ, WC, 0006-009452, 18 Ramadan 1256 / 13 novembre 1840.

<sup>223</sup> *Ibid.*

<sup>224</sup> DWQ, WC, 0006-007943, 17 Safar 1254 / 12 mai 1838.

<sup>225</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 2753, Chawwal 1248/ février 1832, p. 276.



Mehmed Ali Pacha. Dans ce cas, l'attaque survint durant le mois de juillet 1834 alors que la Palestine était secouée par la première révolte majeure contre la présence égyptienne<sup>226</sup>.

En somme, plutôt que d'être des actes isolés, les problèmes auxquels faisaient face les stations de la poste semblent correspondre à un phénomène récurrent. Ces problèmes impliquaient d'ailleurs des Bédouins apparemment réfractaires à l'autorité égyptienne. Aussi, plutôt que d'être spécifiques à une période donnée, les agressions contre ce service étaient commises à des moments différents au cours de la présence égyptienne en Syrie-Palestine. De plus, ces attaques prenaient place à différents endroits sur la route du courrier transigeant à travers le territoire syro-palestinien.

Toutefois, les attaques contre le courrier ne représentent qu'une partie des actes ou attitudes considérées comme hostiles à l'encontre des intérêts égyptiens. En effet, des attitudes de différents types étaient adoptées par des groupes tribaux jaloux de préserver leur autonomie face à l'autorité de l'occupation égyptienne. C'était notamment le cas avec les tribus de la région de la mer Morte qui refusèrent de se soumettre au pacha en déclarant que si elle ne l'avait pas faite pour le gouvernement ottoman, « elles se soumettraient bien moins encore au pacha d'Égypte son vassal, dont elles déniaient d'ailleurs hautement l'autorité »<sup>227</sup>. D'ailleurs, cette déclaration d'insubordination était concomitante de la prise de conscience tribale des intentions égyptiennes quant au désarmement généralisé qui allait toucher, entre autres lesdites tribus. De fait, Vingtrinier considéra que ce sont ces tribus, ainsi que celles qui habitaient « le long du cours du Jourdain », qui étaient à l'origine des premières perturbations qui allaient culminer avec le déclenchement du soulèvement de 1834 contre l'autorité égyptienne et sa politique prévue de désarmement et de conscription obligatoire<sup>228</sup>.

Le vol et les raids contre les populations sédentarisées, ou les voyageurs, font partie des accusations les plus communément adressées aux groupes tribaux. Pourtant, l'activité de pillage correspondait à une forme de désobéissance pratiquée non seulement par les Bédouins, mais aussi par d'autres groupes, surtout dans le contexte des révoltes contre la présence égyptienne. Par exemple, les Druzes y recoururent lors de leur révolte de 1838 avec

<sup>226</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 3553, 07 Rabi' al-Awal 1250/ 14 juillet 1834, p. 424.

<sup>227</sup> Aimé Vingtrinier, *Soliman Pacha, Colonel Sève : Généralissime des armées égyptiennes*, Paris, Didot, 1886, p. 232.

<sup>228</sup> *Ibid.*

comme objectif de mettre de la pression sur les autorités afin qu'elles acquiescent à leurs demandes<sup>229</sup>.

Aussi, durant la révolte de 1834 que connut la Palestine, l'attaque sur la station de poste d'Ashdod fut conduite par des paysans (*fallahin*). Cette attaque provoqua la fuite vers Gaza de tous les soldats qui étaient positionnés à ladite station. Cela nous révèle deux points importants, à savoir que d'autres groupes de la population pouvaient prendre pour cible les stations de poste. Aussi, que des soldats étaient affectés par les Égyptiens à la protection de ces stations en prévision de telles éventualités<sup>230</sup>.

Ce qui est encore plus révélateur c'est de noter que l'activité de pillage était pratiquée par les autorités elles-mêmes dans leurs confrontations avec les tribus. Ainsi, nombreux sont les documents qui contiennent des mentions relatives au recel de biens appartenant aux tribus vaincues par les autorités égyptiennes. D'ailleurs, ce comportement ne visait pas spécifiquement les tribus syriennes, car les Égyptiens l'adoptaient également à l'encontre de tribus égyptiennes accusées de faciliter la fuite de *fallahin* vers la Palestine préalablement à l'occupation de son territoire par les Égyptiens<sup>231</sup>. Aussi, ce comportement était adopté durant les premiers mois de l'occupation alors que les Égyptiens s'étaient engagés dans une campagne visant à infliger une rétribution à l'encontre de Bédouins appartenant à des clans de Bani Sakhr. C'est alors que les autorités de l'occupation confisquèrent le bétail desdits Bédouins, avant de procéder en direction de Karak où ces rebelles s'étaient enfuis<sup>232</sup>.

Ce qui précède montre donc que, loin d'être particuliers aux tribus bédouines, le pillage et les raids étaient également pratiqués par les autorités. Pourtant, le stigmate associé à ce genre d'activités semble être réservé aux groupes tribaux qui y étaient associés. L'implication étatique dans ce genre d'activité suggère qu'il s'agit probablement d'un moyen de confirmer sa suprématie et d'asseoir son autorité dans une région donnée, tout en affaiblissant, intimidant et dissuadant l'ennemi. De la sorte, l'objectif pouvait dépasser le simple acte de vol. Cela

<sup>229</sup> Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 208.

<sup>230</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 3467, 1 Safar 1250 / 09 juin 1834, p. 404.

<sup>231</sup> *Ibid.*, vol. 01, doc. 296, 14 Jumada al-Awal 1246 / 31 octobre 1830, p. 119.

<sup>232</sup> *Ibid.*, vol. 02, doc. 1928, 05 Jumada al-Awal 1248 / 30 septembre 1832, p. 126. Pour d'autres attestations portant sur la confiscation du bétail ainsi que d'autres biens appartenant à des tribus vaincues, consulter Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 04, doc. 6088, Cha'ban 1255 / octobre 1839, p. 255 ; Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 01, doc. 923, 16 Dhul Hija 1247 / 17 mai 1832, p. 300.

nous amène à conclure qu'en plus d'être méprisante, l'idée d'un « penchant naturel » pour la violence et le banditisme est simpliste, car elle ne fait pas l'effort de mieux comprendre et contextualiser les instances de recours à la violence et leurs motivations réelles, les réduisant plutôt à une sorte de défaut originel et intrinsèque aux tribus mêmes. Il n'y a donc pas de preuves suffisantes pour conclure à une volonté intrinsèque et fortuite à adopter une attitude hostile envers l'État et ses représentants.

Dans cette section du chapitre, nous avons présenté un éventail de rôles occupés par des groupes tribaux pour le compte de l'autorité de l'occupation égyptienne. Ainsi, les Bédouins agissaient en tant qu'auxiliaires des forces régulières de l'armée ainsi que comme agents de protection de convois de transport. Également ils remplissaient des fonctions d'espionnage autant sur le territoire contrôlé par les Égyptiens que dans le territoire ennemi. Ces différentes activités exercées par les Bédouins démontrent donc l'importance qu'ils avaient pour l'État et leur indispensabilité pour la conduite de certaines tâches d'ordre sécuritaire.

Avec pour intention de remettre en question les thèses associant les tribus à la violence sur la base d'une propension naturelle ou traditionnelle, nous avons ensuite examiné différentes instances de recours à la violence par les tribus. Parmi celles-ci, nous nous sommes particulièrement attardés aux attaques bédouines menées contre les stations de courrier qui semblaient revêtir un caractère délibéré et concerté. Toutefois, les causes précises de ces attaques, en dehors des moments où elles étaient concomitantes des mouvements de révoltes plus générales, nous sont demeurées inconnues. Par la suite, nous avons pris note du fait que certains actes d'insubordination bédouine pouvaient survenir dans le cadre de révoltes et de perturbations plus généralisées qui secouaient périodiquement le territoire syro-palestinien tout en impliquant divers autres groupes de la population sédentarisée non tribale. Finalement, nous avons souligné le fait que les pillages et les raids étaient des activités pratiquées non seulement par les Bédouins, mais aussi par d'autres groupes de la population et de façon plus révélatrice, par l'autorité de l'occupation même, dans le cadre de ses confrontations avec des groupes de la population qui lui sont opposés.

### 3.3 L'État et les tribus bédouines : la sécurité au cœur des rapports ?

Parmi les auteurs, certains adhèrent à des thèses décrivant la présence égyptienne comme celle d'un État conquérant matant par la force les tribus en même temps qu'il neutralisa leurs soi-disant « penchants naturels au banditisme » et aux « activités nuisibles »<sup>233</sup>. Des contributions précoces, dont celle d'Aimé Vingtrinier, un auteur du 19<sup>e</sup> siècle, estiment que les Égyptiens réussirent à pacifier le territoire grâce notamment au fait qu'ils mirent fin aux prétendues déprédations bédouines. « Sous l'organisation puissante de l'Égypte, les routes étaient devenues sûres [...] Les Arabes pillards, les brigands disséminés dans les cols et les passages, avaient payé de leur tête leurs déprédations ou avaient porté ailleurs leur fatale industrie »<sup>234</sup>.

Plus récemment, Dick Douwes a estimé que c'est suite à un déploiement massif et couteux de troupes régulières que les tribus de 'Anazah furent endiguées par la force. De son côté, Salem considère le maintien de l'ordre et l'amélioration de la sécurité comme étant les enjeux primordiaux du régime égyptien lors de l'occupation du territoire syrien. Selon elle, les tribus représentaient l'obstacle principal à dépasser. De ce fait, elle affirme de manière péjorative que les Égyptiens s'efforçaient d'apporter un changement au mode de vie nomade afin de débarrasser les Bédouins de « leurs habitudes agressives et leurs traditions rigides ('*adatihim al-'udwaniyyah wa taqalidihim al-salba*) »<sup>235</sup>. Afin de démontrer que les autorités prenaient au sérieux le danger constant posé par les tribus bédouines, Salem note que lors de la nomination de *mütesellim* à des villes entretenant des liens avec les Bédouins, une des premières recommandations faites aux nouveaux responsables portait sur la nécessité absolue d'assurer la protection de la population et des routes du danger des Bédouins et de leurs méfaits. Cependant, plutôt que de s'appuyer principalement sur les actions concrètes, l'analyse de Salem semble prendre au pied de la lettre la rhétorique égyptienne destinée à impressionner autant leurs ennemis que leurs alliés potentiels<sup>236</sup>.

<sup>233</sup> Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 218-220.

<sup>234</sup> Aimé Vingtrinier, *op.cit.*, p. 232.

<sup>235</sup> Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 216.

<sup>236</sup> Dick Douwes, *op.cit.*, p. 42-43 ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 216-223 ; Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 292.



Salem n'est quand même pas la seule à noter que les Égyptiens nourrissaient des suspicions et des doutes envers la fiabilité des groupes tribaux. Ce genre d'appréhension transparait également à travers un cas cité par Aharoni. Ce dernier relate un événement où Ibrahim Pacha chercha à cacher le fait qu'Acre fut tombée, de crainte que des éléments tribaux ne se mettent au pillage contre les forces armées égyptiennes sur leur route de retraite vers les bases égyptiennes. Le *ser asker* s'empressa donc de les charger avec la mission de transporter du grain entre les villes de Gaza et de al-'Arich, dans l'objectif implicite de les éloigner de la région avant que les forces égyptiennes ne commencent leur retraite et qu'elles ne soient ainsi vulnérables. Ce qui précède met donc en exergue la crainte que pouvait nourrir Ibrahim Pacha, même envers des groupes tribaux qui sont supposés être ses alliés<sup>237</sup>.

Dans cette section, nous allons chercher à répondre à trois questions majeures. Ces questionnements portent sur l'attitude adoptée par les Égyptiens envers les tribus, les moyens déployés pour obtenir leur collaboration et les caractéristiques potentielles du rapport engagé avec lesdites tribus dans un contexte principalement sécuritaire. Dans un premier temps, nous chercherons à déterminer si l'attitude égyptienne envers les enjeux sécuritaires impliquant les tribus était essentiellement imprégnée d'hostilité et de méfiance. Plutôt, ne serait-il pas possible d'affirmer que dans le cadre de leur gestion des enjeux d'ordre sécuritaire, sans être dupes, les Égyptiens gardaient une ouverture pragmatique envers la possibilité d'une collaboration potentiellement fructueuse avec des groupes tribaux favorables ?

Par la suite, nous chercherons à examiner les stratégies égyptiennes visant l'obtention de la collaboration et la soumission des groupes tribaux. Plus spécifiquement, il sera question de déterminer si ces stratégies étaient basées de manière prédominante sur la violence et la force, ou plutôt si le déploiement de la force était conditionné par des circonstances et des facteurs particuliers. Pour clore cette section, nous allons tenter de déterminer si la domination était la caractéristique principale du rapport ou, sinon si celui-ci se déclinait autrement. En effet, n'est-il pas plus juste de considérer que les Égyptiens réalisaient que la conciliation et le compromis avec les groupes tribaux localisés dans les régions sous leur autorité étaient plus à même de servir leurs intérêts ?

---

<sup>237</sup> Reuven Aharoni, *op.cit.*, p. 206.

### 3.3.1 Enjeux, objectifs et stratégies sécuritaires égyptiennes

Dans cette sous-section, nous allons tenter de répondre à nos deux premières questions portant sur l'attitude égyptienne et la place de la force dans la stratégie égyptienne visant à répondre aux enjeux sécuritaires auxquels l'autorité était contrainte de faire face. Pour y parvenir, nous nous proposons l'examen de l'instrumentalisation des tribus comme toile de fond pour notre évaluation de l'attitude égyptienne, que nous estimons variable, envers les groupes tribaux essentiellement bédouins. Par la suite, nous examinerons ce que nous qualifions d'être une « stratégie de l'image » poursuivie par les Égyptiens. Finalement, nous étudierons des manifestations de la répression afin de déterminer si cette dernière était systématique ou plutôt si des circonstances particulières la conditionnaient.

#### 3.3.1.1 Instrumentalisation des tribus

L'instrumentalisation du danger potentiel posé par les tribus semble avoir été une pratique antérieure à la présence égyptienne. En effet, la menace posée par les Bédouins était instrumentalisée par les gouverneurs des provinces syriennes afin de retirer le pouvoir aux notables locaux. Ces derniers étaient contraints de choisir entre avoir recours à leurs propres moyens pour affronter les Bédouins, tâche aussi onéreuse qu'aux résultats incertains, ou renoncer à une part de leur autonomie et de leur revenu au profit de ces gouverneurs provinciaux. En plus d'opérer dans le cadre des luttes entre gouverneurs, l'instrumentalisation du danger tribal permettait donc aux gouverneurs de mieux maîtriser les autorités locales qui leur sont subordonnées<sup>238</sup>.

La forme d'instrumentalisation décrite ci-haut est de nature passive, car elle fut fondée sur la crainte de la menace tribale qu'elle soit hypothétique ou réelle. De notre côté, nous avons rencontré des attestations démontrant une utilisation plus directe de groupes tribaux dans le cadre de conflits régionaux. Ainsi, nous avons noté l'usage des Bédouins en vue de harceler l'ennemi. Au tout début de la conquête syrienne et plusieurs mois avant la célèbre bataille de Homs, Ibrahim Pacha envisagea le recours à cette option afin d'affaiblir les pachas qui étaient

---

<sup>238</sup> Donna R. Divine, *op.cit.*, p. 50.

demeurés loyaux envers le pouvoir ottoman. Dans une communication avec Mehmed Ali, il se demanda d'ailleurs :

[...] il faudra prendre un peu de recul et réfléchir à notre mission. Est-il convenable de repousser les pachas présents à Homs, ou se contenter de les déranger et les affaiblir en les accablant, par l'incitation des cavaliers bédouins à les attaquer avec des raids contre leur armée<sup>239</sup> ?

Or, cette stratégie ne se limitait pas aux tribus d'origine bédouine. Plutôt, les Égyptiens cherchaient à l'employer en ayant recours à des tribus kurdes. Environ une semaine après la chute de Damas, à quelques semaines de la bataille de Homs, premier affrontement majeur avec les forces ottomanes, Mehmed Ali écrivit à son fils Ibrahim Pacha afin de lui suggérer le recours à Miho Bek<sup>240</sup> dans le but d'inciter les tribus kurdes contre les autorités ottomanes. Pourtant, si le document à notre disposition n'offre pas des informations quant aux clans spécifiques visés, nous pouvons estimer qu'ils devaient être de clans des régions d'Urfa et de la Raqqa étant donné qu'il s'agit de la région où Miho Bek était actif pour le compte des Égyptiens<sup>241</sup>. Quoi qu'il en soit, cette proposition est renouvelée à peine deux semaines plus tard, mais cette fois Mehmed Ali y rajoute des suggestions portant sur les incitatives qui pourraient amener les Kurdes à se ranger sous la férule égyptienne. Ainsi, il suggère qu'on leur promette une exemption de la conscription et du paiement de tribut (*jizyah*) en contrepartie de leur obéissance et leur subordination<sup>242</sup>.

Pourtant, comme le montrent nos deux prochains documents, cette pratique d'instrumentalisation et d'incitation tribale n'était clairement pas une exclusivité égyptienne. Une première attestation brève est rencontrée dans une missive envoyée par Ibrahim Pacha à Sami Bek. Nous y apprenons que les Égyptiens prirent note du fait que des notables ottomans envoyèrent des missives destinées à des clans (*'acha'ir*) non spécifiés afin de les inciter à

<sup>239</sup> DWQ, WC, 0006-000542, 29 Jumada al-Akhir 1247 / 05 décembre 1831.

<sup>240</sup> Cet individu est à l'origine de plusieurs communications citées dans l'ouvrage de Rustum (au moins 36 documents portent directement ou indirectement sur lui). Il était l'intermédiaire des Égyptiens auprès des tribus et clans kurdes. Aussi, il fait l'objet de plusieurs mentions en rapport avec ses conflits avec Ayoub Bek le chef du clan Mello. Apparemment, Miho Bek était l'homme des Égyptiens dans la province de Raqqa et Urfa où il avait été nommé pour une courte période en tant que gouverneur. Vraisemblablement, cette nomination survint suite à une intervention des Égyptiens auxquels il exprima justement sa gratitude suite à sa désignation (Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 3414, p. 393).

<sup>241</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 1213, 22 Muharram 1248 / 21 juin 1832, p. 26.

<sup>242</sup> *Ibid.*, vol. 02, doc. 1310, 6 Safar 1248/ 05 juillet 1832, p. 38.

l'insubordination et à la révolte contre les Égyptiens<sup>243</sup>. Cet événement survint durant le printemps 1836 alors que les Ottomans, ayant réussi à réprimer l'insurrection albanaise, entretenaient des volontés hostiles à l'égard des Égyptiens présents en Syrie-Palestine<sup>244</sup>.

À nouveau, dans une lettre datant du 17 mai 1839, les Ottomans procédèrent à l'incitation de tribus afin d'assener une frappe contre les Égyptiens. Cette date correspondit au jour même que les armées ottomanes dirigées par Hafez Pacha traversèrent l'Euphrate et allèrent par la suite camper dans les environs de Nizip. Durant cette même période, et comme prélude aux mouvements préalables à la bataille de Nizip, Sulayman Pacha, le gouverneur ottoman de Mar'ach, incita avec succès le clan Tajirli à s'attaquer à un fort égyptien situé dans les environs de Payas (Banias). L'attaque subséquente conduite par ce clan fit plusieurs victimes parmi les soldats égyptiens. Cela n'était tout de même pas suffisant pour défaire les Égyptiens qui, le 24 juin 1839, réussirent à infliger une défaite cuisante aux forces ottomanes réunies à Nizip<sup>245</sup>.

Ce qui précède montre à nouveau que les attaques bédouines n'avaient pas nécessairement une motivation intrinsèque, car elles pouvaient également être provoquées par l'action incitative des forces concurrentes visant le contrôle et la domination du territoire syrien. De plus, cela remet en question le lien de causalité que certains auteurs, notamment Salem, font entre ce genre d'attaques et la soi-disant « nature foncièrement violente » des tribus<sup>246</sup>.

Du côté de l'autorité d'occupation, l'attitude adoptée envers les groupes tribaux semblait dépendre du camp, ottoman ou égyptien, que ceux-ci choisissaient d'appuyer. Vraisemblablement, différents clans appuyaient différents camps, mais aussi un même clan pouvait se ranger d'un côté à un moment donné avant de changer d'allégeance. C'était notamment le cas du clan Tajirli. En effet, nous avons déjà montré dans le cadre du premier chapitre que ce clan adressa des demandes en 1833 aux autorités égyptiennes afin d'obtenir leur aval et leur appui pour cultiver du riz. Ici, nous venons de voir que les Ottomans

<sup>243</sup> *Ibid.*, vol. 03, doc. 4557, 13 muharram 1252/ 30 avril 1836, p. 116.

<sup>244</sup> Muhammed H. Kutluoglu, *op.cit.*, p. 121.

<sup>245</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 04, doc. 5820, 3 Rabi' al-Awal 1255/ 17 mai 1839, p. 70 ; Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 227-237.

<sup>246</sup> Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 147.



réussirent à les recruter afin qu'ils conduisent une attaque meurtrière contre une position égyptienne<sup>247</sup>.

### 3.3.1.2 Une stratégie de l'image

Très tôt dans leur occupation, les Égyptiens cherchaient à asseoir leur légitimité sur le territoire syro-palestinien conquis notamment envers les groupes tribaux qui pouvaient constituer une menace à la stabilité de leur présence. Ici, nous chercherons à montrer une facette de la stratégie adoptée par les autorités de l'occupation afin de réaliser cet objectif qui ne s'appuyait pas nécessairement sur l'application active ou directe de la force.

Commençons avec un document relatif à des clans récalcitrants de la région de la Balqa, située à l'est du Jourdain. Durant le mois de décembre 1832, ces clans furent accusés par les Égyptiens de refuser de payer leur dû aux autorités. Ces dernières les menacèrent qu'à la réception de la missive dont l'objet était le paiement de leurs taxes « ils seront dans l'obligation de tout livrer sans aucun retard. Si n'importe lequel de leurs clans refuse de payer, il fera l'objet d'une rétribution écrasante de la part de Muhammad Agha Bozo et de ses soldats ». On rappela aussi que les soldats égyptiens étaient nombreux et bien armés et « qu'ils effaceront toute trace des clans défaillants tout en faisant d'eux un exemple pour ceux qui considéreraient suivre la voie de l'insubordination »<sup>248</sup>.

Si par ce qui précède l'État égyptien cherchait vraisemblablement à projeter une image de fermeté, c'est dans la partie subséquente du document que l'autre pendant de la représentation que désirent projeter les Égyptiens peut être détecté. En effet, dans cette seconde partie, les autorités cherchaient à se présenter en protectrice des tribus. Ainsi, lorsque les mêmes clans visés par la réprimande précitée cherchaient à se faire restituer des chevaux et du bétail qui leur étaient extirpés par un de leurs chefs dénommé cheikh Dhiab al-'Adwan, les autorités égyptiennes s'empressèrent de demander qu'une missive soit rédigée au cheikh supposément fautif. Dans cette missive, on exprima :

<sup>247</sup> Consulter le point 1.2.3.2 *Les politiques et instances de sédentarisations*.

<sup>248</sup> DWQ, WC, 0006-009963, 20 Rajab 1248 / 12 décembre 1832. (Document original en langue arabe).

[...] L'étonnement du fait qu'il ose ainsi traiter les sujets issus des clans, qui sont sous la protection du Khédive suprême (*Khedivi a'tham*<sup>249</sup>) et [on se] demande comment il n'a pas pris en considération les conséquences de tels gestes qui sont à l'encontre de la volonté [de Mehmed Ali Pacha]<sup>250</sup>.

Il est quand même mentionné que les autorités essayaient de vérifier la véracité des plaintes en chargeant leurs officiers d'enquêter sur leur bien-fondé. Si les plaintes étaient corroborées, les autorités promettaient que le cheikh en question serait dans l'obligation de restituer des chevaux et d'autres biens qui étaient extirpés aux clans de manière outrancière, sans y avoir droit. Il est donc possible qu'ici, l'autorité de l'occupation chercha à projeter une image caractérisée par sa dualité en vue d'obtenir la collaboration des clans tribaux problématiques. Cette image oscillait entre une projection de magnanimité et celle de fermeté. D'un côté, les Égyptiens se présentaient en protecteurs des clans tribaux et de leurs membres, mais de l'autre ils brandissaient le spectre du recours à la violence face à l'insubordination ou au refus de paiement de taxes et d'autres montants exigés<sup>251</sup>.

Pourtant, la stratégie de projeter une image de force dans le but d'obtenir la coopération ne semble pas avoir visé uniquement les tribus. Elle s'appliquait également aux populations sédentaires comme nous pouvons le déduire d'un document portant sur l'attitude adoptée à Jérusalem au début de l'occupation égyptienne. Il s'agit d'une lettre adressée par Ibrahim Pacha à son père, Mehmed Ali, où il est question de l'entrée des troupes égyptiennes à Jérusalem, suite à son occupation, avec deux unités de soldats de 300 individus chacune. La première unité comptait cinq blocs alors que la seconde correspondait à l'unité des « infirmes » (*kishan*)<sup>252</sup>. Ibrahim Pacha déclara que son intention fut l'introduction du cheikh Qasim al-Ahmad, loyal envers les Égyptiens, en compagnie des unités susmentionnées dans le but « d'intimider (*arhabna*) la population et de leur remplir les yeux [dans le sens de les impressionner], ce qui fera en sorte de freiner toute volonté potentielle de révolte »<sup>253</sup>.

<sup>249</sup> La reconnaissance ottomane officielle du titre de Khédive n'a lieu qu'en 1867 durant l'air d'Ismail Pacha. Pourtant, l'usage antérieur du titre Khédive était une pratique attestée dans les communications de l'époque pour désigner ses prédécesseurs depuis Mehmed Ali. Quand même, Jean Deny met en garde contre le fait d'exagérer la signification de l'usage précoce du titre en lui accordant une reconnaissance officielle prématurée par les Ottomans. (Jean Deny, *Sommaire des archives turques du Caire*, Imprimerie de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, 1930, p. 71).

<sup>250</sup> *Ibid.*

<sup>251</sup> *Ibid.*

<sup>252</sup> Il s'agit d'une unité de l'armée égyptienne composée de soldats avec des infirmités physiques.

<sup>253</sup> DWQ, WC, 0006-000542, daté du 29 Jumada al-Akhir 1247 / 05 décembre 1831.

Ainsi, la projection de l'image d'un conquérant fort semble être l'outil de première instance utilisé par les Égyptiens afin d'asseoir leur légitimité sur le territoire nouvellement acquis. Leur intention probable était d'intimider et d'impressionner la population locale tout en freinant une quelconque volonté de rébellion ou d'insubordination. Aux fins de notre étude, l'intérêt de la présentation du dernier document est de montrer que les autorités égyptiennes pouvaient adopter les mêmes stratégies visant l'intimidation autant envers les Bédouins qu'envers des populations sédentaires urbaines.

En somme, dans les deux situations couvertes ci-haut, les Égyptiens ne semblent pas avoir privilégié un mode d'action, à savoir la violence, aux autres recours qui leur étaient disponibles. En effet, les autorités égyptiennes étaient disposées à s'attirer les bonnes grâces de clans tribaux de la manière douce, mais elles faisaient miroiter le spectre de la violence comme réponse à l'insubordination.

### 3.3.1.3 Les manifestations de la répression : causes et conséquences

Le fait que l'administration égyptienne usait de la menace de violence afin de contraindre les tribus à adopter une attitude favorable à sa présence ne veut pas dire pour autant qu'elle n'était pas disposée à concrétiser ses menaces. Certains documents que nous avons consultés portent sur des interventions de l'autorité égyptienne, ou de ses représentants locaux, en réponse à des agressions perpétrées par les Bédouins. Afin de mieux contextualiser le recours des autorités à la force, nous allons examiner quelques-unes de ces situations en cherchant à comprendre les raisons et les circonstances particulières de ces événements. Nous cherchons à mieux situer le recours à la violence parmi la multitude de recours et d'instruments à la disposition de l'autorité, et dont nous avons préalablement présenté quelques exemples. Notre intention est d'essayer de déterminer s'il s'agit du mode d'opération principal ou plutôt un outil parmi d'autres.

Une première facette de la répression pratiquée par les autorités à l'encontre de groupes tribaux insubordonnés correspondait à la pratique de confiscation de bétail qui était une source de subsistance vitale pour les tribus bédouines. De ce fait, sa confiscation représentait

une forme de coercition fortement efficace, vu l'effet indéniablement dévastateur que celle-ci avait sur les clans touchés. Il n'était donc pas rare que les autorités procèdent, en guise de punitions infligées aux clans ennemis, à la confiscation puis, par moment, la mise en vente du bétail de ces clans. C'est en effet la rétribution qui fut infligée à l'encontre du clan bédouin de Ma'adha accusé par les Égyptiens de faciliter la fuite de paysans égyptiens vers la Palestine avant son occupation par les forces de Mehmed Ali. Dans ce cas, les autorités confisquèrent des moutons, des ânes et des chameaux et les mirent à la disposition des directeurs du bétail et de l'abattoir (*nadhir al-mawachi* et *nadhir al-madhbah*)<sup>254</sup>. Rappelons que la fuite de paysans vers la Syrie-Palestine était une des excuses invoquées par les autorités égyptiennes afin de justifier leur incursion dans le territoire syro-palestinien.

Cette pratique de confiscation avait été étendue vers les territoires conquis comme le montre le cas des Bédouins de la Balqa qui se virent infliger cette punition au début de 1833, en rétribution au fait que leur territoire fut considéré par l'autorité égyptienne comme une source de raids et de nuisances. Ainsi, ces Bédouins furent privés de 34 juments et chevaux, ainsi que 5500 moutons et chèvres<sup>255</sup>.

Un autre cas impliquait la confiscation du bétail, mais cette fois en guise de gage afin d'obtenir une modification de comportement. Ici, les autorités procédèrent en saisissant le bétail d'un clan accusé du vol de chameaux et de moutons dans la région de Gaza. Les Égyptiens ordonnèrent à Salih Agha, le *mütesellim* de Gaza, de ne restituer ce qui fut confisqué qu'après avoir récupéré les objets volés. La seconde recommandation émise audit responsable concernait les suspects du vol. Le *mütesellim* en question détint une dizaine d'individus soupçonnés d'être à l'origine du vol et fut chargé de déterminer s'ils étaient réellement coupables des méfaits perpétrés et, le cas échéant, les maintenir emprisonnés. Aussi, dans le cas où leur culpabilité était prouvée, les autorités lui demandaient de : « les harceler (*yudayiq*) jusqu'à la restitution des objets volés. Par la suite, s'ils sont jeunes et en santé qu'ils soient envoyés à l'armée, sinon qu'ils soient libérés »<sup>256</sup>. Même si un certain niveau de coercition fut déployé, le fait que les Égyptiens autorisèrent la libération des

<sup>254</sup> Asad J. Rustum, *op. cit.*, vol. 01, doc. 296, 14 Jumada al-Awal 1246 / 31 octobre 1830, p. 119.

<sup>255</sup> DWQ, WC, 0006-003393, daté du 30 Cha'ban 1248 / 22 janvier 1833.

<sup>256</sup> DWQ, WC, 0006-000554, 07 Rajab 1247 / 11 décembre 1831. Le document est un rapport de gestion administrative.



coupables après la restitution des objets volés montre que dans certaines circonstances la modération était de mise.

Ce dernier événement est particulièrement intéressant, car il montre que le recours à des méthodes répressives ne correspondait pas automatiquement à un recours à la force brute. Dans ce cas précis, nous pouvons qualifier l'action égyptienne de mesurée, étant donné qu'elle visait la restitution de biens volés sans chercher à s'en prendre de manière permanente aux possessions du clan ou à exercer une rétribution en masse contre ses membres, hormis ceux que les Égyptiens soupçonnaient d'être à l'origine des méfaits. Aussi, ce qui précède dévoile un autre aspect de la façon de procéder des Égyptiens. Ces derniers tentaient de faire un usage maximal des effectifs humains à leur disposition, par le biais d'un recrutement dans l'armée, même s'il s'agissait d'individus d'extractions bédouines. Vraisemblablement, ces derniers n'étaient pas tout à fait à l'abri de la conscription qui touchait plusieurs autres communautés syro-palestiniennes, même si, selon la plupart des historiens, les Bédouins n'étaient qu'occasionnellement recrutés individuellement dans l'armée égyptienne régulière.

Cela étant dit, des exemples de situations existent où la rétribution était beaucoup plus sévère que la confiscation de bétail ou encore la conscription d'individus tenus coupables de méfaits. Justement, un résumé fort sommaire d'un document datant de juillet 1832 nous montre quand même que les Égyptiens étaient disposés à avoir recours à la force afin de maîtriser les clans récalcitrants lorsqu'ils refusaient de se soumettre autrement. C'était notamment le cas durant la première année de l'occupation vis-à-vis de tribus insoumises de la région de Gaza. Si les troubles furent éventuellement maîtrisés, cela ne se fit pas sans avoir causé au préalable des pertes parmi les soldats de l'armée égyptienne (*al-jihadiyyah*)<sup>257</sup>.

Aussi, il arrivait que les autorités attaquent des tribus dont l'animosité était implacable. Des exécutions pouvaient alors s'en suivre, touchant des membres tribaux tombés dans la captivité. Justement, c'était le cas d'un groupe de cheikhs rebelles capturés avant d'être mis à mort dans la foulée des événements entourant la révolte de 1834 qui secoua différentes régions du territoire palestinien. Parmi ce groupe, un des cheikhs était issu de la région de Karak alors que les trois autres étaient de la région d'Ajlun. Malheureusement, la partie du

---

<sup>257</sup> DWQ, WC, 0006-001281, 05 Safar 1248 / 04 juillet 1832.

document traitant de la question est très sommaire et ne fournit aucune indication sur leur identité ou encore les crimes dont ils étaient accusés. La seule information que nous possédons est relative audit cheikh du Karak qui est simplement décrit comme étant « fortement corrompu » (*mufsid al-mufsidin*). Tout de même, cet événement indique que dans le contexte d'une révolte, les rebelles courraient des risques sérieux en refusant de se soumettre aux exigences des Égyptiens<sup>258</sup>.

Toujours dans le contexte de la révolte de 1834, les menaces de châtiments sévères portèrent leurs fruits lorsque les cheikhs de tribus faisant partie de l'alliance de 'Anazah, chez lesquels s'étaient réfugiés Qasim al-Ahmad et d'autres leaders de la révolte de 1834, se virent contraints de les remettre aux Égyptiens qui les exécutèrent par la suite<sup>259</sup>.

Ce qui précède souligne le fait que les Égyptiens étaient particulièrement disposés à réagir violemment lors de révoltes et d'affrontements qui avaient pour but de déstabiliser leur présence sur le territoire syrien. D'ailleurs, cela était également le cas vers la fin de l'occupation lorsque les Égyptiens subissaient les attaques britanniques combinées au déclenchement de nombreuses révoltes de populations locales. Une communication enregistrée durant cette période offre une bonne illustration de ce qui précède. Elle provient d'Ismail Bek, le *hükümdar* d'Alep retranché à la ville de Gaza. Celui-ci mentionna :

Les Bédouins de Gaza ainsi que les populations de Jérusalem et de al-Khalil [Hébron] se sont rebellés et s'en prennent aux passants, mais aussi à la population. De plus, ils ont l'intention de s'attaquer à Gaza même, et à notre armée qui y est présente. Ils ont libéré le malfaiteur dénommé Muhammad Said al-'Ayntabi de la prison (*liman*) d'Acre [...] et l'ont nommé *mütesellim* de Gaza<sup>260</sup>.

Ismail Bek affirma que les informations qu'il obtint lui indiquèrent que les malfaiteurs avaient pour intention de s'emparer de Gaza afin de couper le chemin entre l'Égypte et *Barr al-Cham* tout en repoussant vers le désert les forces armées égyptiennes positionnées à Gaza. Il poursuivit en mentionnant qu'il envoya contre les rebelles une force composée de quatre unités de cavaliers bédouins (*sawarî*), deux canons et un certain nombre de soldats

<sup>258</sup> DWQ, WC, 0006-005762, 08 Jumada al-Awal 1250 / 11 septembre 1834.

<sup>259</sup> Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 187.

<sup>260</sup> DWQ, WC, 0006-009454, 27 Ramadan 1256 / 22 novembre 1840.

irréguliers. L'objectif de cette force était de s'attaquer aux rebelles et mettre fin au danger qu'ils représentaient. Or, ces derniers eurent vent du mouvement des troupes loyales envers les Égyptiens et se dispersèrent par conséquent. Tout de même, Ismail Bek indiqua qu'il avait besoin de renforts supplémentaires afin d'être en position de mettre en échec les plans des rebelles. Par ailleurs, ce dernier informa les autorités égyptiennes de l'interruption de la poste entre al-Salihyah et al-'Arich. Tout de même, il précisa qu'il ne pouvait accorder au gouverneur de al-'Arich les soldats qu'il demanda pour la protection de la poste. Il justifia sa décision par le nombre insuffisant des effectifs à sa disposition, mais aussi par le fait même de la situation sécuritaire instable à Gaza<sup>261</sup>.

Nos recherches nous ont permis de trouver un autre document relatant des événements faisant suite à ce qui précède. Il s'agit d'une communication entre un chef de brigade (*mir liwa*) et Sami bek qui permet de rendre compte que certains des problèmes précités furent réglés. Le *mir liwa* Muhammad Salim al-Hidjazi informa son interlocuteur que le parcours de la poste jusqu'à al-'Arich fut sécurisé alors que la région située entre al-Salihyah et al-'Arich fut « nettoyée » des malfaiteurs. De ce fait, une partie du service postal entre Gaza et al-'Arich fut rétablie. al-Hidjazi continua en précisant :

Une partie des malfaiteurs bédouins qui perpétrèrent des attaques à l'encontre de la poste de la région du Cheikh Zuwayd<sup>262</sup> ont été tués [...] Nous allons donc continuer à sévir contre les Bédouins qui commettent des méfaits à des endroits situés entre al-'Arich et Gaza<sup>263</sup>.

La suite du document porte sur les intentions de l'officier et de sa mission. L'objectif déclaré de l'officier égyptien correspondait à sécuriser les envois postaux et la route qu'ils empruntaient. Aussi, il exprima sa volonté de pacifier les différentes localités qui peuvent potentiellement l'être dans la région où il était positionné avec ses troupes. Quand même, cela nous permet de déduire que les Bédouins opposés aux Égyptiens demeuraient actifs et continuaient à poser un danger aux forces de Mehmed Ali et de leurs alliés<sup>264</sup>.

<sup>261</sup> *Ibid.*

<sup>262</sup> Région située entre al-'Arich et Gaza.

<sup>263</sup> DWQ, WC, 0006-009460, 09 Chawwal 1256 / 04 décembre 1840.

<sup>264</sup> *Ibid.*

En plus du contexte, la période durant laquelle survenaient les transgressions attribuées aux groupes tribaux semble affecter la nature de la réaction égyptienne et son intensité. Un exemple allant dans ce sens est attesté à la suite d'une requête, faite en 1839, pour obtenir l'avis de Mehmed Ali concernant la conduite d'une attaque punitive à l'encontre de tribus qui s'attaquaient à d'autres clans tribaux. La réponse affirmative était particulièrement sommaire. Elle est signifiée au verso de la lettre initiale en deux simples mots : « va et frappe » (*Idhhab wa Idrib*)<sup>265</sup>.

Cette réaction ne paraît pas isolée comme le montrent plusieurs lettres issues d'un même document. Cette série de lettres porte sur des incidents prenant place en 1839, huitième et avant dernière année de l'occupation. Le principal point en commun de ces missives est qu'elles portent sur des instances de confrontations avec divers groupes tribaux où la rétribution par la force semble être la réaction préconisée par les Égyptiens. Commençons donc par une lettre rédigée par Ismail 'Asim Bek en date du 30 août 1839. Ce dernier informa ses supérieurs qu'il atteignit la région d'Ajlun où il combattit un groupe de rebelles et les força à se disperser et prendre la fuite. Ce même groupe avait auparavant demandé la protection (*al-'aman*) d'Ismail 'Asim Bek en contrepartie de la restitution des armes et chevaux qu'ils accaparèrent. Ils refusèrent tout de même de renoncer à leurs propres armes. Implicitement, nous comprenons que cette requête était considérée inacceptable par l'officier égyptien qui mentionna simplement qu'il décida d'avancer avec ses troupes vers la position des rebelles avec le résultat que nous avons déjà mentionné<sup>266</sup>.

Toujours à partir du même document, deux lettres datant du 9 septembre 1839 proviennent d'un dénommé Muhammad Bek Ma'jun Aghasi. Il y signifia son intention de s'attaquer aux Bédouins du clan Safuq qui fuirent après avoir dispersé leur bétail parmi des clans résidant dans les environs du fleuve Khabur. Dans la seconde lettre, Ma'jun Aghasi déclara avoir frappé les Bédouins du clan des Afadila. Il leur confisqua par la suite 3000 moutons et chèvres ainsi qu'un montant de 60 sacs (équivalent de 30 000 piastres)<sup>267</sup>.

<sup>265</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 04, doc. 5950, Jumada al-Awal 1255 / juillet-août 1839, p. 177.

<sup>266</sup> *Ibid.*, vol. 04, doc. 6028, 19 Jumada al-Akhir 1255 / 30 août 1839, p. 223. Un compte rendu de ce document est inclus. Le document même comprend une série de 22 lettres portant sur divers événements dans quelques-unes qui nous intéressent particulièrement. Il est à noter que ces lettres sont plus ou moins sommairement résumées.

<sup>267</sup> *Ibid.*, p. 224.



Aussi, soulignons une très brève mention d'un ordre émis durant cette même période et provenant du *ser asker* Ibrahim Pacha concernant la nécessité de « conduire des raids punitifs contre les Bédouins d'al-Rawlah, Sarhan et Bani Sakhr et de leur extorquer leur argent »<sup>268</sup>.

Finalement, une autre lettre d'Ibrahim Pacha comportait un ordre concernant les Mawali et d'autres clans de moindre importance d'Alep accusés de collaboration avec les autorités ottomanes. Cet ordre stipulait que les officiers égyptiens sur le terrain étaient tenus d'infliger une sévère sanction auxdits clans du fait de leur sédition. Cela indique donc une disposition égyptienne à sanctionner sévèrement les tribus accusées de collaborer avec l'ennemi ottoman<sup>269</sup>.

Ce qui précède montre qu'un durcissement de l'attitude égyptienne avait pris place vers la fin de l'occupation. Durant cette période, la volonté de conciliation semble s'être effritée, ou du moins elle se faisait plus discrète. Soit cette attitude correspond à un signe d'épuisement ou elle témoigne que les alliances étaient faites et, de ce fait, que les Égyptiens cherchaient dorénavant à asseoir leur autorité par la force contre les tribus demeurées opposées à leur domination. Quoi qu'il en soit, ce qui est à retenir c'est que les Égyptiens étaient moins disposés à faire des compromis avec les membres de tribus qui agissaient à l'encontre de leurs intérêts durant cette période finale. Aussi, les Égyptiens firent preuve d'intransigeance vis-à-vis des tribus bédouines accusées de s'être alliées aux Ottomans.

En somme, la violence et la force ne représentaient qu'une facette des techniques de répression déployées par les Égyptiens afin de contraindre les groupes tribaux bédouins à adopter une attitude conforme à leurs intérêts. Plutôt que d'être des reflets d'une attitude générale, elles semblent donc correspondre à la réaction adoptée dans des circonstances spécifiques. En effet, dans les cas que nous avons notés, la violence sévère survenait essentiellement dans des contextes particuliers à savoir les révoltes ou encore la collaboration avec les Ottomans. De plus, le temps paraît avoir exercé son poids sur les Égyptiens qui, vers la fin de leur occupation, semblaient de moins en moins disposés au compromis avec les tribus contrevenantes. Par ailleurs, la répression pouvait avoir une expression indirecte soit

---

<sup>268</sup> *Ibid.*, p. 225.

<sup>269</sup> *Ibid.*

par la menace ou par des punitions qui ne reposaient pas sur la force brute, mais plutôt par des moyens tels que la confiscation du bétail. Cette dernière option représentait une forme de punition de nature économique particulièrement dévastatrice.

### 3.3.2 La coopération et le compromis comme traits supplémentaires du rapport avec les groupes tribaux ?

Dans une communication, datant du mois de septembre 1832, entre l'autorité égyptienne et un cheikh dénommé Muhammad al-Jad'an des Bédouins du clan 'Aqil, ce dernier chercha à se prévaloir d'une contribution militaire égyptienne afin de pouvoir procéder à l'arrestation d'un rebelle non spécifiquement identifié. Voici ce que les autorités avaient à lui dire :

Nous avons reçu votre missive où vous nous saisissez de la nouvelle de votre arrivée à Hit<sup>270</sup> ainsi que du fait que tous [les résidents de cette localité] se sont soumis à notre autorité. Vous nous avez demandé de vous accorder des renforts issus de nos soldats victorieux (*'asakirna al-mansura*) pour mettre aux arrêts l'opresseur<sup>271</sup>. Nous avons pris connaissance des méfaits commis [par ledit malfaiteur] que vous nous avez énumérés. Nous sommes heureux de votre fidélité envers nous, ainsi que de votre droiture. Nous espérons que par notre propre action les croyants seront épargnés des méfaits causés par ce rebelle. De votre côté, faites l'effort de procéder au blocus des routes de la région tout en y interdisant les allées et venues (*al-chared wa al-wared*). Pour notre part, par la grâce de Dieu, d'ici trente à quarante jours, au moment où le climat s'adoucirait et que l'herbe repousserait pour le pâturage, recontactez-nous et faites votre demande pour le nombre que vous désirez de soldats cavaliers (*'asakir khayyalah*). Soyez sans crainte et sans inquiétudes, car vous verrez de notre part ce qui vous satisfera<sup>272</sup>.

Cet exemple illustre un certain niveau de coopération dans le cadre d'un effort conjoint, même si sa concrétisation pratique reste à être confirmée. Tout de même, la volonté de coopération et de distribution de rôles entre les autorités égyptiennes et leur allié tribal mérite d'être soulignée. Dans le cas qui nous concerne, la coopération fait vraisemblablement partie de la dialectique du rapport entre les deux parties. Si cet exemple correspond au rapport entre

<sup>270</sup> Nos recherches ne nous ont pas permis d'identifier cet endroit.

<sup>271</sup> Dans le sens de malfaiteur ou hors-la-loi. L'identité de cet opposant aux Égyptiens n'est pas révélée dans le présent document qui semble faire suite à une communication envoyée par le cheikh al-Jad'an aux autorités égyptiennes.

<sup>272</sup> DWQ, WC, 0006-009934, daté du 26 Rabi' al-Akhir 1248 / 22 septembre 1832.

l'État et un allié déjà acquis au niveau tribal, qu'en est-il de la volonté de compromis et d'établissement de liens avec des groupes ou des individus plus ou moins réfractaires à l'autorité égyptienne ?

Pour tenter de répondre à cette question, nous avons examiné un numéro du *Jurnal Diwan Mahrusat Dimachq al-Cham* portant sur le cas du dénommé Hamidi al-Khurachan<sup>273</sup>. Cet individu y est décrit comme un brigand rebelle issu des Bédouins de Bani Sakhr, qualifiés à leur tour de criminels (*achqiya'*). Dans ce document, il est mentionné que suite à une première requête de pardon, les autorités n'avaient pas cru bon d'acquiescer ou même de répondre à al-Khurachan. Après le passage d'une période indéterminée de temps, ce rebelle demanda à nouveau d'être gracié par les autorités de l'occupation égyptienne et pouvoir réintégrer leur service. Khurachan écrivit alors à un sous-officier, *Mütesellim Bek*, dans l'espoir que celui-ci allait intercéder en son nom auprès du *hükümdar*, Mohammed Sharif Pacha. Il affirma sa volonté de « revenir dans le droit chemin de l'obéissance » en promettant de payer les montants en souffrance qu'il devait aux autorités (*miri*)<sup>274</sup>.

Si les autorités délibérèrent du cas de Hamidi al-Khurachan en présence de Sharif Pacha et de Yuhanna Bahri, *Mütesellim Bek* prétendit dans sa réponse qu'il n'osa pas présenter sa demande au *hükümdar*. Aussi, il mentionna à Hamidi qu'il n'était pas en mesure de se porter garant de lui, vu l'ampleur de ses transgressions antérieures et du fait que par le passé il n'avait pas tenu sa parole ni respecté ses engagements. Tout de même, le vrai message que *Mütesellim Bek* voulait faire passer transparait à travers le passage suivant :

Puisqu'il demanda le pardon, et étant donné qu'il est dans les mœurs de cet État bénit (*al-dawlah al-sa'idah*) de pardonner les transgressions et d'être doté d'une grande magnanimité, *Mütesellim Bek* fut dans l'obligation de lui répondre afin de le guider vers la voie menant au salut. Toutefois, il n'est pas possible [pour al-Khurachan] de payer le montant exigé en argent comptant. Plutôt, il est dans l'obligation de fournir des chameaux pour s'acquitter de ses dus [...]

<sup>273</sup> Le *Jurnal* correspond à un rapport de gestion administrative périodique où Yuhanna Bahri faisait l'inventaire des principaux événements et décisions en lien avec l'assemblée consultative de Damas. Il peut aussi porter sur des informations provenant d'autres assemblées consultatives subordonnées à celle de Damas. La langue de sa rédaction est l'arabe. Pour des informations d'ordre général concernant les usages propres aux documents intitulés *Jurnal*, consulter Jean Deny, *op.cit.*, p. 144, 150-153.

<sup>274</sup> DWQ, WC, 0006-009955, 16 Rajab 1248 / 8 décembre 1832. Le document est un numéro du *Jurnal* tenu par Bahri.

À partir du moment que les chameaux seront livrés à l'intention de *Mütesellim Bek*, ce dernier interviendra au nom d'al-Khurachan auprès de Sharif Bek [Mohammed Sharif Pacha]. Les chameaux seront perçus au prix qui sera déterminé par les experts. Le montant déterminé sera ainsi soustrait de ce qu'il doit au trésor égyptien (*al-khazinah al-'amirah*). De cette façon [*Mütesellim Bek*], demandera qu'il soit pardonné et que son nom soit inscrit parmi les serviteurs justes et véridiques envers cet État triomphant (*al-dawlah al-Mudhaffarah*)<sup>275</sup>.

Par l'entremise de *Mütesellim Bek*, les autorités égyptiennes firent miroiter la possibilité d'acquiescer à la requête d'al-Khurachan. *Mütesellim Bek* conclut justement sa missive en suggérant à Hamidi de se conformer aux conseils qu'il lui prodigua, car ils correspondaient à la meilleure voie pour son bien-être et l'obtention de ce qu'il souhaitait. Clairement, ce qui fut présenté comme de simples suggestions sans aucune promesse concrète était déjà un marché conclu, avec la connaissance et l'approbation de Sharif Pacha. Ceci dénote une disposition égyptienne à récupérer les éléments ayant été problématiques par le passé. D'un autre côté, ce document nous accorde un aperçu de la grande importance attachée par les autorités à la dissimulation de leur disposition à faire des compromis derrière une aura d'inaccessibilité, mais aussi de magnanimité. Malheureusement, faute d'informations supplémentaires, il nous est impossible de déterminer la réaction d'al-Khurachan, ni de savoir s'il prit au sérieux les menaces ou encore les incitations qui lui étaient adressées.

Il est quand même digne de mention que l'événement relaté dans ce document survînt à deux mois d'intervalle de celui impliquant le cheikh Muhammad al-Jad'an des Bédouins de 'Aqil. Sans prétendre à une généralisation sur la base d'un nombre aussi restreint de cas, cela peut suggérer quand même qu'en cette période initiale de l'occupation, les Égyptiens étaient désireux de maintenir de bons rapports avec les Bédouins et même de récupérer ceux qui par le passé avaient agi à l'encontre de leurs intérêts.

En somme, la coopération et le compromis semblent faire partie de la dialectique des rapports engagés avec les tribus, notamment lors du début de l'occupation du territoire syro-palestinien. Quand même, les autorités étaient désireuses de dissimuler leur volonté de faire

<sup>275</sup> *Ibid.* Il est à noter que ce passage provient du *jurnal* tenu par Yuhanna Bahri qui y fait le résumé de ce qui fut décidé, et des consignes que devait communiquer *Mütesellim Bek* au rebelle désireux de se faire pardonner.



des compromis avec les éléments tribaux problématiques, probablement afin d'éviter toute apparence de faiblesse.

Dans cette dernière section du chapitre, nous avons identifié qu'en ayant recours à divers moyens, les Égyptiens instrumentalisaient les tribus dans le cadre de leur conflit avec les autorités ottomanes. Plutôt que d'avoir une attitude systématiquement hostile envers les tribus, l'attitude égyptienne était conditionnée par le côté envers lequel les tribus accordaient leur allégeance.

Dans leur approche envers les tribus, mais aussi envers d'autres sections de la population, les Égyptiens attachaient une grande importance aux politiques de la projection d'une image caractérisée par sa dualité. D'un côté, ils se présentaient comme une force à craindre alors que de l'autre ils faisaient miroiter les bénéfices de la coopération et de la soumission à leur pouvoir. Il est donc important de se garder de confondre la rhétorique égyptienne avec les actions concrètes posées par le régime de l'occupation. Dans les cas où la contrainte fut de mise, la violence par la force brute n'était pas l'unique outil à la disposition des Égyptiens afin d'obtenir la collaboration des groupes tribaux récalcitrants. Des moyens tels que la confiscation du bétail pouvaient avoir un effet aussi dévastateur et contraignant que le recours à la violence. Cette dernière était tout de même déployée dans certaines conditions à l'encontre de groupes considérés comme étant farouchement opposés aux Égyptiens. De fait, des circonstances particulières telles que les révoltes contre les politiques ou la présence égyptienne pouvaient favoriser le déploiement de la force par les Égyptiens afin d'intimider, de freiner et de contenir les groupes tribaux subversifs. La collaboration avec les Ottomans correspondait également à une circonstance qui, aux yeux des Égyptiens, méritait une plus grande sévérité. Par ailleurs, l'attitude égyptienne envers les tribus problématiques semble durcir vers la fin de l'occupation du territoire syro-palestinien.

### 3.4 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons noté les tendances rencontrées dans l'historiographie à mettre l'emphasis sur la part des tribus bédouines dans les problèmes sécuritaires ayant affligé le

territoire syrien au détriment de l'apport de ces mêmes groupes en tant qu'alliés de l'autorité d'occupation. Cela a conduit donc à une sous-représentation de la complexité des rôles joués par les tribus bédouines, couplée à une lecture insuffisante considérant, à tort, que les Égyptiens pacifièrent le territoire syro-palestinien principalement en dominant les tribus par un recours excessif et systématique à la force.

Nous avons donc essayé de sérieusement remettre en question la représentation des tribus comme intrinsèquement violente. Aussi, nous avons cherché à réévaluer les rôles joués par les tribus syro-palestiniennes ainsi que les liens qui les unirent aux autorités de l'occupation égyptienne dans le cadre d'enjeux de nature principalement sécuritaires.

Afin de souligner le fait que les Bédouins agissaient en tant qu'alliés et non seulement comme une source de déstabilisation, nous avons porté notre attention sur les rôles qu'ils jouaient comme des alliés sécuritaires de l'autorité de l'occupation. Nous avons exploré certains des rôles qu'ils remplissaient à titre de contingent d'appui aux forces armées égyptiennes régulières. Les Bédouins exécutaient ainsi des tâches variées dont la protection d'agents administratifs chargés de la collecte de taxes, le harcèlement des forces ennemies ottomanes ainsi que la maîtrise de groupes tribaux hostiles aux Égyptiens. De plus, certains groupes tribaux étaient engagés par les autorités afin d'assurer la protection de convois de transport.

Nous avons également déterminé que des éléments tribaux agissaient en tant qu'espions. Les autorités de l'occupation égyptienne recrutaient à ce titre des individus parmi les clans tribaux du territoire ennemi afin de garder l'œil sur les mouvements et les préparatifs de l'armée ottomane ainsi que les intentions de ses dirigeants. Pourtant, l'espionnage visait également les Égyptiens. En effet, des éléments tribaux hostiles l'avaient pratiqué soit pour se protéger des représailles égyptiennes ou au profit des Ottomans.

Par ailleurs, nous avons cherché à remettre en question l'insistance induite de nombreux auteurs à ne voir les tribus bédouines que par le prisme réducteur de la violence. Cette lecture ne fait que pérenniser l'association entre les Bédouins et la violence tout en ignorant les contextes particuliers où se produisaient les actes violents et les raisons derrière l'adoption de

comportements belliqueux. Nous avons donc cherché à explorer les contextes spécifiques aux instances de recours à la violence par les Bédouins que nous avons notées dans nos documents. Cela a permis de remarquer que certaines agressions perpétrées par les Bédouins s'inscrivaient dans le contexte général de l'opposition par différents acteurs locaux aux mesures engagées par les Égyptiens qui heurtaient des pratiques établies. Dans ce cadre, le désarmement correspondait à une des politiques les plus vivement contestées autant par les Bédouins que par d'autres groupes de populations syro-palestiniennes.

Souvent associées aux groupes tribaux, les activités de pillage et de raids étaient fréquemment avancées comme une preuve de la nature violente des tribus. Or, durant l'épisode de l'occupation égyptienne, loin d'être une particularité tribale, ce genre d'activités était pratiqué par d'autres groupes de la population, mais aussi par les autorités mêmes de l'occupation.

C'est dans la seconde partie de ce chapitre que les rapports entre les tribus bédouines et les autorités égyptiennes ont été principalement traités. Dans ce cadre, nous avons noté diverses stratégies déployées par les Égyptiens afin de mobiliser les tribus et contenir leurs tendances opposées aux intérêts égyptiens.

Dans ce sens, nous avons remarqué qu'en plus d'instrumentaliser le danger potentiel posé par les tribus, les Égyptiens ainsi que les Ottomans, mobilisaient activement les tribus dans leurs confrontations visant le contrôle et la suprématie régionale. Cette instrumentalisation touchait différents groupes tribaux qu'ils soient bédouins ou kurdes. Elle s'appliquait également à différents stades de l'épisode de l'occupation. Nous avons conclu que les Égyptiens adoptaient une attitude pragmatique envers les tribus qui dépendait principalement du côté envers lequel ces groupes accordaient leur allégeance. Aussi, cette instrumentalisation montre qu'il est faux de soutenir que les attaques bédouines suivaient invariablement une motivation intrinsèque. Plutôt, dans certaines circonstances relatives au contexte de l'occupation du territoire syrien, les agressions bédouines pouvaient découler de l'action incitative de forces concurrentes ottomanes et égyptiennes.

Une autre facette de la stratégie égyptienne est celle de la projection d'une image caractérisée par sa dualité. D'un côté, les Égyptiens voulaient se faire craindre en faisant miroiter leurs capacités de recours à la force. De l'autre, ils cherchaient à exhiber les bénéfices de la collaboration et du rangement sous leur fêrule. Or, certains auteurs, dont Latifa Salem, prirent au pied de la lettre la rhétorique égyptienne, sans prendre en compte la possibilité qu'il s'agissait par moment d'une politique de l'image destinée autant à influencer les alliés potentiels que les adversaires. Par ailleurs, il ne semble pas que cette stratégie visait uniquement les groupes tribaux, car elle avait été également employée envers d'autres groupes de la population syro-palestinienne.

La stratégie égyptienne incorporait également le recours à la répression et à la force brute. Tout de même, il est important de mentionner que ce recours, plutôt que d'être fortuit ou encore automatique, pouvait être conditionné par des facteurs et des contextes spécifiques. De plus, la violence brute n'était pas l'unique moyen pour intimider et contraindre les tribus comme cela est illustré par la pratique de confiscation du bétail. Sans impliquer nécessairement le recours à la force violente proprement dite, cette pratique avait quand même un impact dévastateur sur les groupes touchés.

Toutefois, certaines circonstances particulières voyaient des recours plus systématiques à la violence de la part des Égyptiens. Ainsi, l'attitude égyptienne observée dans le contexte de révoltes pouvait être différente de celle adoptée en réaction à des actes considérés comme de simples méfaits à vocation criminelle. Dans ce genre de contexte, les Égyptiens semblaient particulièrement disposés à agir violemment à l'encontre des Bédouins qu'ils accusaient de fomenter la rébellion ou encore de collaborer avec des rebelles. Cela s'appliquait également aux instances de collaboration tribale avec les Ottomans.

Aussi, il nous semble que la fin de l'occupation coïncidait avec une période de durcissement de l'attitude égyptienne envers les groupes tribaux qui s'opposaient à leur présence ou qui agissaient à l'encontre de leurs intérêts. Paradoxalement, il est possible que la période initiale de l'occupation ait correspondu à une période où les autorités égyptiennes étaient désireuses d'établir de bons rapports avec des alliés tribaux potentiels, tout autant qu'avec des éléments réfractaires ou problématiques, mais potentiellement récupérables. Conséquemment, le fait



que les autorités égyptiennes ne semblaient pas fermées à la possibilité de récupérer des éléments tribaux qui par le passé avait agi à l'encontre de leurs intérêts souligne la présence d'une volonté égyptienne de compromis. Tout de même, dans ce genre de circonstances, les Égyptiens attachaient une grande importance à la dissimulation de cette volonté. Ils préféraient projeter une image imprégnée à la fois de magnanimité et d'inaccessibilité. Par contre, faute d'informations supplémentaires, nous ne sommes pas en mesure de déterminer si cette projection était prise au sérieux par ceux auxquels elle s'adressa.

En somme, nous avons cherché à nous départir des positions qui ne voient les tribus que sous l'angle de la menace pour la sécurité. Plutôt, nous avons soutenu que le rapport unissant l'État égyptien aux tribus, dans le cadre d'enjeux sécuritaires, n'était pas principalement problématique, mais que celui-ci pouvait également être basé sur la coopération et le compromis. Nous rejetons par là les thèses qui voient dans ce rapport une tendance unidirectionnelle où l'État égyptien imposait sa volonté, alors que les tribus s'y pliaient.

## CHAPITRE IV

### LA CARAVANE DU PÈLERINAGE : TERRAIN DE RENCONTRES, D'INTERACTIONS ET DE CONFRONTATIONS

#### 4.1 Introduction

Cinquième pilier de l'islam, l'organisation et la conduite sécuritaire du Pèlerinage revêtaient une importance majeure pour la légitimité et le prestige de l'État ottoman défendant sa position de souverain suprême de l'islam sunnite. De-là, l'échec de la caravane du Pèlerinage à se rendre ou retourner de façon sécuritaire constituait un grave problème politique pouvant délégitimer le Sultan<sup>276</sup>. Les pèlerins affluaient par le biais de deux caravanes principales en partance des deux provinces arabes les plus influentes de l'époque, à savoir l'Égypte et Damas. La caravane syrienne était accompagnée de hauts officiers de l'autorité centrale ottomane ainsi que de membres de la maisonnée du Sultan ce qui lui conférait un haut niveau d'importance et de prestige<sup>277</sup>.

La logistique associée à l'organisation de la caravane, dont l'escorte militaire et le transport de fournitures, vivres et provisions faisait en sorte que celle-ci ne correspondait pas à une caravane ordinaire. Il s'agissait plutôt d'une entreprise bien organisée comparable à une armée en mouvement<sup>278</sup>. Aussi, la structure socioéconomique de la caravane s'assimilait à une grande foire ambulante accompagnée d'un contingent considérable de marchands cherchant à répondre aux besoins des pèlerins et à commercer dans les localités visitées par la caravane. D'ailleurs, la Mecque, destination ultime de la caravane, était depuis les périodes préislamiques, et au-delà, une plaque tournante du commerce régional et international<sup>279</sup>.

---

<sup>276</sup> Ma'mun Aslan Bani Yunus, *Qafilat al-Hadj al-Chami fi Charqiy al-Urdun fi al-'Ahd al-Uthmani : 1516-1918*, Amman, Dar al-Kindi, 1994, p. 7 ; Suraiya Faroqhi, *Pilgrims and Sultans, The Hajj Under the Ottomans (1517-1683)*, London, Tauris, 1994, p. 07-09, 22, 73, 181 ; Laurens-Hassan Soussi, *op.cit.*, p. 117 ; Karl K. Barbir, *op.cit.*, p. 46.

<sup>277</sup> Karl K. Barbir, *op.cit.*, p. 108, 126-133.

<sup>278</sup> Suraiya Faroqhi, *op.cit.*, p. 35 ; Karl K. Barbir, *op.cit.*, p. 151-152.

<sup>279</sup> Donna R. Divine, *op.cit.*, p. 33 ; Karl K. Barbir, *op.cit.*, p. 164.

La sécurisation de la caravane du Pèlerinage dépendait essentiellement d'un financement adéquat de cette entreprise ainsi que du paiement des subventions dues aux Bédouins récipiendaires résidant le long de la route du Pèlerinage. Même partiel, le non-paiement pouvait provoquer des rétributions plus ou moins graves de la part de ces Bédouins<sup>280</sup>.

La conduite de la caravane syrienne du Pèlerinage lors de la période de l'occupation égyptienne est un sujet très marginal dans l'historiographie concernée. Elle figure à l'occasion en marge d'études portant sur la caravane syrienne sous le règne des Ottomans, l'occupation égyptienne ou encore sur la province de Damas. Les sujets couverts portent essentiellement sur des généralités, dont l'interruption de la caravane au début de la présence égyptienne ainsi que l'effort égyptien de sécuriser la route et d'y effectuer des travaux de réparation. Aussi, certains auteurs s'attardent à la tentative initiale de l'administration égyptienne de restreindre les paiements aux Bédouins récipiendaires le long de la route du Pèlerinage<sup>281</sup>. Peu d'attention est donc accordée aux processus mettant en rapport les autorités égyptiennes et les tribus dans ce cadre spécifique, ou encore aux dynamiques de la relation entre ces deux parties lorsque la conduite de la caravane avait repris son cours.

Dans ce chapitre, nous commencerons par explorer les zones grises des rapports entre les Ottomans et les Égyptiens dans le cadre de la conduite des caravanes du Pèlerinage. Considérant que la rupture entre le régime de Mehmed Ali et celui de l'État ottoman n'était pas complète, nous chercherons à déterminer si, dans le cadre du Pèlerinage, la collaboration entre eux visait simplement la préservation de certaines apparences ou si elle avait un aspect pratique<sup>282</sup>. Plus spécifiquement, étant donné que la gestion de la caravane impliquait impérativement des transactions monétaires avec les tribus sur la route du Pèlerinage, nous chercherons à déterminer si les Ottomans devaient assumer une part financière des paiements destinés aux tribus ou sinon, si ce financement incombait uniquement aux Égyptiens.

<sup>280</sup> Suraiya Faruqi, *op.cit.*, p. 8-9, 54, 90-91 ; Ma'mun Aslan Bani Yunus, *op.cit.*, p. 66.

<sup>281</sup> Khaled Safi, *op.cit.*, p. 157 ; Laurens-Hassan Soussi, *op.cit.*, p. 141-142, 170 ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 219, 245-246.

<sup>282</sup> Rappelons que, du moins théoriquement, les Égyptiens demeuraient sous la souveraineté ottomane. Aussi, la nomination de Mehmed Ali et son fils Ibrahim Pacha au commandement du Pèlerinage ainsi qu'aux provinces et aux territoires sous leur contrôle effectif était renouvelée annuellement par les autorités ottomanes d'Istanbul.

Ensuite, nous essaierons de déterminer si les Égyptiens suivaient les mêmes politiques de légitimation dérivée de la conduite et de la protection du Pèlerinage que celles adoptées auparavant par les autorités ottomanes.

Le dernier point que nous allons aborder dans le cadre de la première section visera à déterminer si les tribus posaient le même dilemme sécuritaire vis-à-vis des Égyptiens qu'envers les autorités ottomanes. En retour, cette dernière question servira de bon point de départ pour notre prochaine section où il sera question des paiements accordés aux tribus et le processus de négociation qu'ils impliquaient. Plus précisément, nous chercherons à déterminer si les politiques égyptiennes envers les Bédouins et les relations qu'ils tissaient avec ces derniers se caractérisaient par la capacité égyptienne de dominer les tribus et d'imposer sa volonté politique ou bien dans le cas contraire, si les tribus arrivaient quand même à préserver une marge de manœuvre face aux visées hégémoniques de l'autorité d'occupation égyptienne.

#### 4.2 Conduite de la caravane : les Égyptiens en rupture ou en continuité avec les pratiques ottomanes ?

Historiquement, les grands changements affectant la gouvernance des provinces syro-palestiniennes ou le contrôle des villes saintes d'Arabie avaient un impact direct sur la conduite de la caravane de Pèlerinage à partir de Damas. Ainsi, suite à la conquête ottomane des provinces arabes, la conduite des caravanes du Pèlerinage fut interrompue pour une durée de deux ans. Également, le début du 19<sup>e</sup> siècle avait connu la perte de contrôle de la Mecque et de Médine aux mains des Wahhabites causant une interruption des caravanes provenant du Caire et de Damas. L'invasion égyptienne ne dérogea pas à la règle. Elle avait donc pour conséquence une interruption de la caravane du Pèlerinage pour les deux premières années de l'occupation<sup>283</sup>.

<sup>283</sup> Concernant l'interruption des caravanes du Pèlerinage suite à la conquête ottomane des territoires arabes en 1517, voir Abdul Karim Rafeq, *Buhuth fi al-Tarikh al-Iqtisadi wa al-Ijtima'i li-Bilad al-Cham fi al 'Asr al-Hadith*, Université de Damas, 1985, p. 195. Pour de plus amples renseignements concernant la rébellion des Wahhabites et les campagnes égyptiennes visant à les neutraliser, consulter René Tresse, *Le pèlerinage syrien aux villes saintes de l'Islam*, Paris, Imprimerie Chaumette, 1937, p. 48 ; Sulayman Abu Izz al-Din, *op.cit.*, p. 68-69 ; Laurens-Hassan Soussi, *op.cit.*, p. 137. Pour l'interruption enregistrée suite à l'invasion égyptienne voir Ma'mun Aslan Bani Yunus, *op.cit.*, p. 53 ; Khaled Safi, *op.cit.*, p. 157, René Tresse, *op.cit.*, p. 49. Aussi, la Mecque et Médine sont les deux principales villes saintes islamiques. Elles abritent les deux sanctuaires (*al-haramayn*)



Le rituel du Pèlerinage de 1832 eut lieu durant le mois de mai. Durant cette période, les forces égyptiennes s'apprêtaient à mettre la main sur Acre, alors qu'une partie de leur armée poursuivait son avancée vers Damas<sup>284</sup>. Nos recherches montrent qu'au mois de mai 1832, une missive provenant d'un officier des lieux saints (*wakil al-haramayn*) informa Mehmed Ali de l'arrivée de la caravane égyptienne et de ses pèlerins qui avaient réussi à accomplir leur rite du Pèlerinage de façon sécuritaire. Par contre, l'officier souligna le fait que la caravane syrienne (*al-mahmal al-chami*)<sup>285</sup> ne put parvenir pour cette année<sup>286</sup>. Cette version des faits est corroborée par le témoignage d'un chroniqueur contemporain qui soutint que la caravane en partance de Damas fut interrompue durant la première année de l'occupation<sup>287</sup>.

En ce qui concerne la seconde année de la présence égyptienne, Khaled Safi estime que la caravane fut dissoute à cause du petit nombre de pèlerins, dû à l'état de guerre. Sa version est confirmée par une lettre provenant de Sharif Pacha qui soutint que l'interruption de la caravane fut dictée par l'abstention des pèlerins (*inqita' al hujja*) et la volonté égyptienne de réaliser des économies sur les dépenses<sup>288</sup>.

Un premier signe officiel de la reprise du Pèlerinage, à partir de Damas, sous commandement égyptien nous parvient grâce à un document datant du 21 mai 1833. Il s'agit d'une lettre de Mehmed Ali Pacha à son agent dans la capitale ottomane (*kapi kethuda*). Dans celle-ci, le pacha égyptien souligna l'arrivée d'ordres du Sultan (*al-firmanat al-chahaniyah*) concernant sa désignation aux gouvernes de diverses provinces et régions administratives. Aussi, il y mentionne sa nomination officielle au commandement du Pèlerinage et de sa caravane

---

qui correspondent respectivement à la Mosquée sacrée de la Mecque (*al-Masjid al-Harâm*) et celle du prophète à Médine (*al-Masjid al-Nabawi*).

<sup>284</sup> Muhammed H. Kutluoglu, *op.cit.*, p. 73-74 ; Khaled Safi, *op.cit.*, p. 56-59, 214.

<sup>285</sup> La caravane syrienne en partance de Damas est désignée de différentes façons. Certains lui réfèrent comme *qafilat al-hadj al-Chami*, alors que d'autres la nomment *al-mahmal al-chami* ou encore *al-mahmal al-charif*. Pourtant, *al-mahmal* proprement dit correspondait à un palanquin, ou litière, porté à dos de chameau. Symbole de la présence du Sultan, le cortège du *mahmal* doit être distingué de celui de la Bourse royale (*sûrre*) que nous définirons ultérieurement. Il était décoré et envoyé vers les lieux saints par un régent musulman afin de démontrer son autorité. Ce *mahmal* symbolisait à la fois la souveraineté et la légitimité de ce régent. Syed Tanvir Wasti, « The Ottoman Ceremony of the royal Purse », *Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 41, n° 2, mars 2005, p. 194, 199 note n° 13 ; Suraiya Faruqi, *op.cit.*, p. 38, 59. Pour de plus amples renseignements, consulter l'article de Arthur E. Robinson, « The Mahmal of the Moslem Pilgrimage », *Journal of the Royal Asiatic Society of Great Britain and Ireland*, Cambridge University Press, n° 1, January 1931, p. 117-127.

<sup>286</sup> Asad J. Rustum, *al-Mahfudhat*, 1940-1952, vol. 01, doc. 905, 13 Dhul Hija 1247/ 14 mai 1832, p. 297.

<sup>287</sup> Auteur inconnu, *Mudhakarat tarikhhiyyah*, s.d., p. 47.

<sup>288</sup> Khaled Safi, *op.cit.*, p. 157 ; Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 2567, 5 Ramadan 1248/ 26 janvier 1833, p. 239.

d'appui (*cerde*)<sup>289</sup>. Or, cela soulève justement la question de l'étendue des rapports entre Égyptiens et Ottomans dans le cadre de la conduite du Pèlerinage.

#### 4.2.1 Les Égyptiens et les Ottomans dans le cadre du Pèlerinage : une collaboration pratique ou une simple question d'apparences ?

René Tresse est un des premiers auteurs occidentaux à s'être penché spécifiquement sur l'étude de la caravane syrienne. Il n'y décèle qu'une simple trace d'un lien maintenu entre le Sultan ottoman et le Pèlerinage durant la période de l'occupation égyptienne. Cette trace correspondait à l'envoi d'un représentant du Sultan vers Damas afin de livrer les cadeaux du Calife, vraisemblablement adressés aux lieux saints. D'ailleurs, Tresse considère que le fait d'avoir écarté le Sultan ottoman du Pèlerinage joua un rôle dans sa volonté de redresser la situation en cherchant à déloger les Égyptiens de la Syrie<sup>290</sup>. Pour sa part, Laurens Soussi s'appuie sur des documents égyptiens publiés pour affirmer que les Égyptiens payaient les Bédouins et envoyaient l'argent équivalent à *al-sürre*<sup>291</sup>, normalement payé du trésor du sultan, pour la population récipiendaire du Hedjaz. De son côté, Salem estime que c'étaient les Égyptiens qui assumaient les dépenses annuelles, évaluées à 4000 bourses, de la conduite de la caravane du Pèlerinage<sup>292</sup>. Quand même, ces deux auteurs ne mentionnent pas si les autorités ottomanes assumaient ou non une part des dépenses en envoyant l'argent coutumier d'*al-sürre*.

Faroghi offre une bonne appréciation de la nature de l'argent destiné aux Bédouins et de sa provenance. Elle détermine que cet argent provenait à la fois du trésor provincial égyptien et syrien. Les responsables des caravanes égyptienne et syrienne couvraient ainsi les paiements aux tribus localisées sur la route de leurs caravanes respectives. De son côté, Tanvir Wasti

<sup>289</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 2998, 1 Muharram 1249 / 21 Mai 1833, p. 323. Karl K. Barbir note qu'*al-cerde* correspondait à une escorte spéciale accompagnant et assurant la sécurité de la caravane du Pèlerinage lors de la dernière phase de son voyage de retour. En effet, c'était particulièrement durant cette phase dangereuse que la caravane était susceptible d'être attaquée (Karl K. Barbir, *op.cit.*, p. 167-177).

<sup>290</sup> René Tresse, *op.cit.*, p. 49-50.

<sup>291</sup> Outre les caravanes majeures telles que la caravane égyptienne ou syrienne, la caravane de la Bourse royale (*sürre*) prenait naissance à Istanbul en direction de Damas. À partir de là, elle se joignait à la caravane syrienne (*qafilat al-hadj al-chami*). La tradition de l'envoi de la *sürre* vers la Mecque et Médine avait commencé durant le règne abbasside. Assemblée à partir du trésor personnel du Sultan et des revenus de diverses fondations pieuses, cette bourse était constituée de l'argent et des vivres destinés aux pauvres, aux ulémas et autres dignitaires du Hedjaz. (Syed Tanvir Wasti, *loc.cit.*, p. 193 ; Karl K. Barbir, *op.cit.*, p. 126-133 ; M. A. Bani Yunus, *op.cit.*, p. 64.)

<sup>292</sup> Laurens-Hassan Soussi, *op.cit.*, p. 140-142, Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 245-246.

mentionne que des sommes destinées aux Bédouins incombait aussi aux autorités centrales ottomanes. Ces sommes représentaient une portion substantielle d'*al-sürre*. Elles étaient remises aux autorités de la Mecque qui les redistribuaient aux chefs de tribus récipiendaires affectés à la protection de la caravane des attaques ou du harcèlement potentiels par les Bédouins locaux. Les données combinées de Faroqhi et de Wasti nous montrent que les autorités provinciales autant que centrales assumaient des paiements aux Bédouins, mais que chaque autorité se chargeait de la couverture des régions qui lui étaient spécifiques<sup>293</sup>.

Mais qu'en est-il de la période de l'occupation égyptienne ? Dans la collection de Rustum, nous avons retracé une communication issue du grand vizir (*Sadr Azam*) Ra'uf Pacha destinée à Mehmed Ali Pacha lui demandant de collecter et de payer les montants nécessaires au département d'*al-sürre* et du Pèlerinage dans les provinces sous sa juridiction<sup>294</sup>. À dire vrai, il n'est pas clair si cette lettre était une formalité ou si les Ottomans continuaient à envoyer *al-sürre* et cherchaient à enjoindre les Égyptiens à financer leur part avec les montants dus à partir des provinces sous leur autorité.

Une autre communication permet une ébauche de réponse tout en soulignant une autre forme de collaboration. Ici, Sharif Pacha écrit à Sami Bek, le secrétaire principal de Mehmed Ali, afin de l'informer de l'arrivée du chef des responsables de l'eau (*al-saqi*) à partir d'Istanbul. Aussi, Sharif Pacha demanda à Mehmed Ali s'il devait ou non envoyer, comme à l'accoutumée, les vêtements, les cadeaux et les paiements au Hedjaz et aux chefs de tribus sur la route du pèlerinage<sup>295</sup>. Ce qui est intéressant dans cette communication est le fait qu'elle montre l'existence d'un certain niveau de collaboration entre les Ottomans et les Égyptiens dans l'effort de la conduite comme cela est montré par l'envoi du responsable de la provision d'eau à partir de la capitale impériale. Pourtant, la question de Sharif Pacha nous conduit à prendre note du fait qu'il est plus vraisemblable que la prise en charge des responsabilités matérielles du financement de la caravane et des paiements le long de la route demeurait de l'apanage des Égyptiens seuls.

<sup>293</sup> Suraiya Faroqhi, *op.cit.*, p. 55-58 ; Syed Tanvir Wasti, *loc.cit.*, p. 197.

<sup>294</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 3298, 10 Rajab 1249/ 23 novembre 1833, p. 373.

<sup>295</sup> *Ibid.*, vol. 02, doc. 3355, 11 au 14 Ramadan 1249/ 22 au 25 janvier 1834, p. 382.

La volonté de démontrer un certain respect des anciennes coutumes transparait d'un document datant de la première année de conduite d'une caravane syrienne sous l'occupation égyptienne. Ici, le *hükümdar* Sharif Pacha fit le suivi d'une requête précédente visant à s'enquérir auprès de Mehmed Ali de la position à adopter relativement aux coutumes en vigueur antérieurement à la présence égyptienne. La première coutume concernait l'envoi périodique par le commandant du Pèlerinage de missives au Sultan ottoman afin de l'informer du déroulement du Pèlerinage et de l'état des pèlerins. La seconde concernait l'octroi par le commandant du Pèlerinage d'habits au Chérif<sup>296</sup> de la Mecque et au cheikh du sanctuaire (*al-haram*) abritant *al-Ka'ba*. Sharif Pacha affirma donc qu'il avait reçu les missives où Mehmed Ali Pacha ordonna la continuation de l'observance de ces coutumes dans le but de se conformer aux traditions respectées (*al-taqalid al-mar'iyah*). Le *hükümdar* informa donc le pacha égyptien qu'il fit envoyer ses ordres à l'officier égyptien chargé de commander cette première caravane syrienne du Pèlerinage en 1834<sup>297</sup>.

À deux mois du début des rites du Pèlerinage de cette même année, Sharif Pacha fit parvenir une autre communication à Mehmed Ali où il mentionna qu'au retour des pèlerins de l'Hedjaz, la caravane s'arrêtait habituellement à Muzayrib pour une durée de neuf jours<sup>298</sup>. Si de prime abord ce genre de communication semble anodin, il dénote toutefois que les Égyptiens accordaient une certaine importance à s'informer des traditions passées propres au Pèlerinage syrien. En effet, en ce qui concerne les coutumes associées à cette activité, les Égyptiens semblent avoir tenu à garder les apparences de l'allégeance au Sultan. C'est d'ailleurs dans cette perspective que l'envoi de cadeaux à Istanbul suite au retour des pèlerins de 1835, doit être compris<sup>299</sup>.

Par contre, nous avons pris connaissance d'un document permettant de rendre compte de la disposition des Égyptiens à rompre avec les traditions antérieures. Ici, Mehmed Ali Pacha invoqua la pénurie de postiers pour ordonner aux responsables du Pèlerinage de n'envoyer

<sup>296</sup> C'est le titre détenu par le régent local de la Mecque. Ce titre dérive de la revendication d'une descendance du prophète Muhammad (Suraiya Faroghi, *op.cit.*, p. 7).

<sup>297</sup> DWQ, WC, 0006-005327, 22 Chawwal 1249 / 4 mars 1834.

<sup>298</sup> DWQ, WC, 0006-005318, 16 Chawwal 1249 / 26 février 1834.

<sup>299</sup> DWQ, WC, 0006-006436, 21 Muharram 1251 / 19 mai 1835.



qu'un seul messenger vers Istanbul, plutôt que les deux qui, à l'accoutumée, devaient partir de chacune des trois étapes de l'arrêt de la caravane<sup>300</sup>.

Étant donné qu'une pénurie de postiers sévit en Égypte même ; également, vu qu'il n'est pas obligatoire de respecter les anciennes coutumes, il est possible de se contenter d'envoyer chacune des lettres des trois étapes avec un seul postier. De plus, sachant que les départements officiels (*al-dawa'ir al-rasmiyyah*) à Istanbul ont aboli de telles dépenses, le fait d'envoyer la lettre avec un seul messenger correspond à une mesure susceptible d'être accueillie avec approbation<sup>301</sup>.

Les Égyptiens ne cherchaient pas à s'écarter des coutumes en vigueur sous leurs prédécesseurs lorsque celles-ci ne nuisaient pas à leur domination ou n'occasionnaient pas de coûts indus. Il n'en demeure pas moins qu'une disposition à rompre avec les habitudes, lorsque celles-ci constituaient un fardeau, était présente. Mehmed Ali n'était pas disposé à se conformer aveuglément ; plutôt, il chercha à affirmer ses orientations là où cela lui était rentable et possible. Vraisemblablement, le fait que son autorité assumait à elle seule le financement de la caravane lui avait gardé cette marge de manœuvre. Tout de même, le pacha égyptien ne manqua pas de mentionner que la volonté de rationaliser les dépenses était également partagée par les autorités ottomanes. Cela montre que les Égyptiens continuaient à se référer aux modalités en cours à Istanbul pour justifier leurs propres agissements.

#### 4.2.2 Le Pèlerinage et les politiques de légitimation ; la neutralisation du danger tribal comme condition nécessaire

Très tôt dans le 19<sup>e</sup> siècle, les Égyptiens de Mehmed Ali avaient assumé *de facto* le rôle de protecteurs effectifs des deux sanctuaires (*al-haramayn*). Cet état des choses remontait aux campagnes lancées par les Égyptiens à partir de 1811 contre le mouvement wahhabite, en réponse aux demandes répétées des Ottomans. Opposée à ces derniers, cette mouvance politico-religieuse tribale avait réussi à prendre le contrôle des villes saintes et bloquer les caravanes du Pèlerinage provenant de la Syrie et de l'Égypte. En neutralisant le danger

<sup>300</sup> Dans le document, ces trois étapes sont spécifiées. Il s'agit de M'an, Madinat Salih et Médine.

<sup>301</sup> DWQ, WC, 0006-005352, 14 Dhul Qi'da 1249 / 25 mars 1834.

wahhabite et en permettant aux caravanes de reprendre leur route habituelle, ces réussites avaient pour effet de rehausser le prestige du pacha égyptien à travers toute la région<sup>302</sup>.

Un document fort intéressant nous offre, entre autres, un aperçu rare de la façon avec laquelle les Égyptiens présentèrent leur volonté d'annexion des provinces syriennes. Malheureusement, la provenance du document et son destinataire ne sont pas spécifiés, alors qu'une partie du document original semble avoir été déchirée. Il appartient à l'unité d'archive intitulée *Bahr Barra* et comporte une description de la route reliant Damas à Dar'yiah, la place forte de Sa'ud qui était le chef du mouvement rebelle des Wahhabites. Sans spécifier la caravane dont il est question, on insista sur la nécessité d'amorcer sans délai les préparatifs égyptiens afin d'assurer le départ et le retour des pèlerins. Toutefois, le contexte général du document nous permet de déduire qu'il s'agit vraisemblablement de la caravane égyptienne. Des données sont également offertes en ce qui concerne des fonctions occupées par les Bédouins. Nous apprenons ainsi que les Égyptiens estimaient que le recours aux services des Bédouins pour le maintien de la sécurité était de nature « permanente ». Entre autres, les services de ces derniers étaient retenus afin d'assurer la protection de hauts dignitaires voyageant à travers le territoire tribal. Aussi, ce document permet de rendre compte que le vice-roi égyptien avait justifié le désir d'obtenir la régence des provinces syriennes par sa volonté de sécuriser la route du Pèlerinage vers les deux sanctuaires (*al-haramayn*), et l'abolition du danger posé par Sa'ud<sup>303</sup>.

En somme, il semble que ce document soit antérieur à la conquête syrienne. Il permet de souligner le fait que la protection des pèlerins et de la route du pèlerinage faisaient partie de la rhétorique égyptienne justifiant la conquête de la Syrie. Aussi, il montre que les Égyptiens étaient conscients de l'importance du rôle joué par les Bédouins en ce qui concerne la sécurisation de la route du Pèlerinage et des hauts dignitaires qui firent le voyage.

Au-delà de la rhétorique de justification, le prestige découlant de leur rôle en tant que protecteurs des lieux saints et des caravanes de pèlerins avait porté les autorités égyptiennes à

<sup>302</sup> René Tresse, *op. cit.*, p. 48, Sulayman Abu Izz al-Din, *op. cit.*, p. 68-69, Laurens-Hassan Soussi, *op. cit.*, p. 137.

<sup>303</sup> DWQ, BB, 5011-002159, s.d. Il est digne de mention que la justification de la volonté d'annexion des provinces syriennes par le désir de sécuriser la route du Pèlerinage fut réitérée dans une autre communication datant du début de l'invasion alors que l'armée égyptienne, dirigée par Ibrahim Pacha, encerclait la ville d'Acre (Latifa M. Salem, *op. cit.*, p. 22).

se lancer dans des projets concrets de maintien de la route du Pèlerinage et de son réseau de forteresses<sup>304</sup>. C'est dans ce même ordre d'idées que nous considérons l'émission d'un *firman* de Mehmed Ali. Datant de la seconde moitié de septembre 1833, ce *firman* visait la préparation et l'équipement d'un ensemble de soldats affecté à la tâche de protection des pèlerins de *Barr al-Cham* contre les agressions bédouines potentielles. Vraisemblablement, cette initiative visait le pèlerinage de 1834 dont les préparatifs avaient été lancés avec plusieurs mois d'avance<sup>305</sup>. La concrétisation de cette instruction est indirectement confirmée grâce à une lettre envoyée par Sharif Pacha à l'intention de Sami Bek. Cette missive portait, entre autres, sur la préparation et la fourniture de provisions pour les besoins des cavaliers qui accompagnaient la caravane et qui avaient été chargés de sa sécurité<sup>306</sup>.

Ibrahim Pacha nous offre une indication supplémentaire de l'importance politique accordée à la sécurisation des routes vers les lieux saints. En effet, dans un autre document datant des premiers mois de l'invasion égyptienne, le *ser asker* plaida auprès de son père pour une campagne punitive à l'encontre des Bédouins de Gaza : « L'absence d'une campagne contre Gaza conduira à l'accusation que nous négligeons la sécurisation de la route du Pèlerinage »<sup>307</sup>. Ibrahim Pacha poursuivit en suggérant à Mehmed Ali de stationner des cavaliers (*sawari*) bédouins sous le commandement d'un certain Agha Khoja Ahmad afin d'intimider (*min qabil irhab*) les rebelles. La stratégie suggérée par Ibrahim Pacha comportait également des dispositions assurant un mélange d'intimidation et de cooptation. En effet, sous prétexte d'obtenir la restitution des objets prétendument volés par les rebelles bédouins, Ibrahim communiqua avec ces derniers. Il les menaça tout en gardant un ton conciliateur (*muhadidan wa nasihan*)<sup>308</sup>.

La conduite de la caravane semble avoir causé des charges financières supplémentaires aux Égyptiens comme le montre une lettre qu'Ibrahim Pacha envoya à son père à une semaine d'intervalle du dernier document cité. Dans cette nouvelle missive, Ibrahim informa son père des mesures qu'il avait prises à Damas en faveur des pèlerins musulmans. Pourtant, le *ser asker* se plaignit en affirmant que : « l'argent disponible dans les coffres de l'État (en Syrie)

<sup>304</sup> Laurens-Hassan Soussi, *op.cit.*, p. 140-142 ; Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 245-246.

<sup>305</sup> Amin Sami Pacha, *Taqwim al-Nil wa 'Asr Muhammad Ali Bacha*, le Caire, Dar al-Kutub al-Misriyah, 1928, vol. 02, p. 415.

<sup>306</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 3279, 01 Rajab 1249/14 novembre 1833, p. 370.

<sup>307</sup> DWQ, WC, 0006-000696, 18 Ramadan 1247 / 19 février 1832.

<sup>308</sup> *Ibid.*

n'est pas suffisant pour appuyer les caravanes du Pèlerinage comme c'est de coutume en Égypte »<sup>309</sup>. Or, il est important de tenir compte du fait que les Égyptiens n'étaient pas étrangers à la conduite d'une caravane de Pèlerinage, étant donné que l'autre grande caravane destinée aux lieux saints partait du Caire<sup>310</sup>. C'est probablement cette expertise qui permettait à Ibrahim Pacha de juger que la charge financière de la conduite de la caravane syrienne allait constituer une charge importante comparativement aux revenus syriens qui sont destinés à couvrir ses dépenses.

Les charges supplémentaires associées à la conduite de la caravane syrienne transparaissent à travers une autre missive provenant de Sharif Pacha. Ce dernier chercha à clarifier les ordres qu'il reçut de la part de Mehmed Ali concernant les paiements en argents et en biens matériels dus aux Bédouins sur la route du Pèlerinage. Dans cette missive, Sharif Pacha justifiait les mesures qu'il avait déjà entreprises avec le commandant du Pèlerinage sur la base d'un précédent :

Durant la révolte des Wahhabites, [...] les pèlerins n'avaient pas pu accomplir le rituel de Pèlerinage vers *al-Ka'ba* vénérable (*al-mucharrafah*) pour une durée de six ou sept ans. Après la suppression de leur rébellion, le défunt Sulayman Pacha, gouverneur du *Cham* et commandant de la caravane du Pèlerinage à l'époque, n'était pas parti avec les paiements dus aux Bédouins pour toutes les années précédentes. Il ne leur accorda que les *surr*<sup>311</sup> d'une seule année. De ce fait, nous avons cru bon que, dans un premier temps, le commandant du Pèlerinage ne doive offrir aux Bédouins de Harb<sup>312</sup>, résidant à *al-Jazirah*, que les *surr* d'une seule année. Dans l'éventualité que ces Bédouins se montreraient récalcitrants, alors (Selim Bek) leur accordera les paiements des deux années supplémentaires<sup>313</sup>.

<sup>309</sup> DWQ, WC, 0006-000711, 23 Ramadan 1247 / 25 février 1832.

<sup>310</sup> M. A. Bani Yunes, *op.cit.*, p. 28-37.

<sup>311</sup> Le terme *surr* est le pluriel de bourse (*sarrah* ou *sürre* en turc ottoman). Il doit être distingué de la Bourse royale (*sürre*) qui est une institution à part entière. La désignation *surr* correspond aux paiements dus aux clans récipiendaires localisés sur la route du Pèlerinage. Ces paiements en argent servaient à empêcher les attaques bédouines contre la caravane, mais aussi à payer pour différents services qu'ils rendaient aux pèlerins lors du voyage. Entre autres, parmi ces services il y'avait la provision de chameaux et de l'eau pour les besoins de la caravane et ses pèlerins. Ces montants étaient remis aux tribus fortes dont on craignait les attaques. Ces tribus étaient alors responsables de la protection de la caravane dans les territoires sous leur contrôle. M. A. Bani Yunus, *op.cit.*, p. 65-69. Il est intéressant de mentionner qu'au niveau de la transcription, Faroghi ne fait pas de distinction entre *sürre* et *surr*. Elle utilise le terme *sürre* autant pour les paiements destinés aux Bédouins de la route du Pèlerinage que pour les paiements destinés au Hedjaz et ses habitants. Toutefois, elle est consciente du fait que *surr* et *sürre* correspondaient à des montants distincts, comptabilisés à part par les Ottomans. Suraiya Faroghi, *op.cit.*, p. 54.

<sup>312</sup> Il s'agit des Bédouins de Bani Harb localisés au Hedjaz dans la péninsule arabique (*al-Jazirah*).

<sup>313</sup> DWQ, WC, 0006-005325, 19 Chawwal 1249/ 01 mars 1834.



En étant disposés à compenser les groupes tribaux occupant la route du Pèlerinage pour les deux années où la caravane n'eut pas lieu, les Égyptiens dévoilaient qu'ils étaient fortement désireux de satisfaire ces groupes ; leur objectif primordial étant de s'assurer d'une tenue réussie de la caravane. Or, la capacité des Égyptiens à ne pas se limiter aux pratiques passées trouve ici une nouvelle expression, car ils se montrèrent prêts à déroger au précédent établi par l'ancien gouverneur syrien.

Par ailleurs, ce qui précède démontre que la conduite de la caravane correspondait à un fardeau financier que les Égyptiens devaient assumer. Même si les Égyptiens étaient fortement désireux de restreindre leurs dépenses, ils étaient contraints de ne pas compromettre le succès et la sécurité de la conduite des caravanes sous leur responsabilité. Invoquée comme une des raisons de l'annexion des provinces syro-palestiniennes, la protection du Pèlerinage représentait donc un enjeu important de l'effort égyptien de légitimation. D'un autre côté, ce document nous montre qu'en l'absence de la conduite de la caravane du Pèlerinage, les Bédouins récipiendaires localisés sur sa route étaient privés de leurs paiements (*surr*). Par conséquent, ce genre de situations devait leur causer de graves problèmes économiques étant donné que la caravane correspondait à une de leurs sources de revenus principales<sup>314</sup>.

#### 4.2.3 Attitude et impact sécuritaire tribal : les Bédouins incorrigibles indépendamment du régent ?

Dans le cadre de la conduite des caravanes du Pèlerinage, du 16<sup>e</sup> à la première moitié du 18<sup>e</sup> siècle, les rapports entre les Ottomans et les tribus étaient marqués par la confrontation et le conflit. Cette période correspondait au début du règne ottoman sur les provinces arabes. La situation conflictuelle était essentiellement engendrée par le non-paiement de montants promis par l'État et de l'exclusion des tribus de la fourniture de services, dont l'approvisionnement et la protection des pèlerins<sup>315</sup>.

<sup>314</sup> Norman N. Lewis, *op.cit.*, p. 124.

<sup>315</sup> Laurens-Hassan Soussi, *op.cit.*, p. 119 ; Abdul Karim Rafeq, *Buhuth*, 1985, p. 197 ; Abdul-Karim Rafeq, *The Province of Damascus : 1723-1783*, Beirut, Khayats, 1966, p. 70-71.

Afin d'apporter une réponse à cette situation, les Ottomans avaient tenté de resserrer le contrôle sur le poste du commandement du Pèlerinage. Dès le début du 18<sup>e</sup> siècle, ils optèrent pour accorder cette position régulièrement au gouverneur de Damas qui allait désormais assumer conjointement sa fonction de gouvernance et celle du commandement de la caravane syrienne (*qafilat al-hadj al-Chami*)<sup>316</sup>. Cette mesure administrative était également appuyée par un ajustement de l'attitude de l'État ottoman vis-à-vis des tribus localisées le long de la route du Pèlerinage. Pour Karl K. Barbir, le catalyseur qui amena cet ajustement fut le Pèlerinage particulièrement mal géré de 1693. L'échec de ce dernier obligea l'État ottoman à s'entendre avec les Bédouins, mais d'une façon qui permettait d'éviter l'apparence d'avoir cédé à l'extorsion. À partir de cette date, les autorités ottomanes allaient recruter les Bédouins sur une base régulière dans un rôle de soutien dans le cadre de l'organisation de la caravane<sup>317</sup>.

Quoiqu'essentiels, les paiements aux tribus étaient d'une nature fluctuante. De plus, ces paiements étaient uniquement accordés aux tribus les plus militantes qui pouvaient poser des obstacles à la caravane du Pèlerinage<sup>318</sup>. Parmi les causes expliquant l'attitude belligérante de certaines tribus citons brièvement l'abstention de certains commandants de la caravane de payer le plein montant qui était promis à ces tribus. Aussi, le chargement en marchandise de la caravane du Pèlerinage, particulièrement lors de son voyage de retour, augmentait son attrait en tant que cible des tribus mécontentes. Les facteurs climatiques, tels que la sécheresse, sont également invoqués par certains auteurs pour expliquer les attaques<sup>319</sup>.

Si plusieurs raisons peuvent être invoquées pour expliquer l'insécurité associée au voyage de la caravane, nous retenons essentiellement le fait que cette dernière était particulièrement en danger lorsque les rapports entre les autorités responsables de la conduire et les Bédouins sur sa route étaient tendus. Concernant la période de l'occupation égyptienne de la Syrie-Palestine, la littérature n'offre que très peu de données en ce qui se rapporte à l'impact tribal sur la conduite de la caravane. Souvent, les auteurs se contentent d'émettre des positions générales, principalement en rapport avec l'idée que les Égyptiens avaient amené une plus

<sup>316</sup> Pour de plus amples informations sur le poste de commandement du Pèlerinage, de son évolution et de l'impact de cette dernière sur les relations tribales, voir : Abdul Karim Rafeq, *Buhuth*, 1985, p. 195-197 ; M. A. Bani Yunus, *op.cit.*, p. 46, 104.

<sup>317</sup> Karl K. Barbir, *op.cit.*, p. 46-47.

<sup>318</sup> Abdul Karim Rafeq, *Damascus*, 1966, p. 70-71.

<sup>319</sup> Karl K. Barbir, *op.cit.*, p. 174-177 ; M. A. Bani Yunus, *op.cit.*, p. 65-67 ; Abdul Karim Rafeq, *Buhuth*, 1985, p. 207.

grande sécurité et que les incidents provoqués par les Bédouins avaient diminué de façon substantielle. Cette ligne de raisonnement est particulièrement présente chez Salem qui l'exprime par rapport à la conduite égyptienne de la caravane. Pour justifier ce point spécifique, elle ne s'appuie pourtant que sur des documents issus de 1832, la première année de l'occupation<sup>320</sup>. Or, comme nous l'avons déjà montré, durant cette année la caravane syrienne n'eut même pas lieu.

Toujours avec cette période de l'occupation, quoique brèves, des données plus spécifiques nous sont livrées par Bani Yunus. Il souligne le fait que les tribus de 'Anazah et de Bani Sakhr se rebellèrent contre les Égyptiens à cause du refus initial de Mehmed Ali de payer les *surr* habituellement octroyées aux Bédouins sur la route du pèlerinage. L'auteur affirme qu'après la chute d'Acre, ces tribus révisèrent leur position et décidèrent de se soumettre aux Égyptiens. Conscient de la nécessité de s'allier des tribus pouvant répondre aux besoins égyptiens en chameaux, Ibrahim Pacha les amnistia. Ce pardon était donc accordé en contrepartie de leur engagement de transporter les provisions et les munitions de l'armée. Aussi, soulignons le fait qu'Ibrahim Pacha révisa la position concernant le refus initial et paya leurs dus aux tribus recrutées pour le service des caravanes<sup>321</sup>.

Tout de même, la position de Bani Yunus quant à la soumission de ces tribus mérite d'être nuancée. L'auteur place cette soumission après la chute d'Acre, à savoir vers la fin du mois de mai 1832. Pourtant, bien au-delà de cette date des cas d'agressions étaient attribués à des groupes tribaux faisant partie de l'alliance de 'Anazah. En effet, un document issu de la collection de Rustum et datant du 12 septembre 1832 indique sommairement que des attaques par des clans associés au groupement de 'Anazah avaient été commises à l'encontre de pèlerins en provenance de l'Iran<sup>322</sup>. Aussi, dans une autre communication, datant cette fois du 3 avril 1834, Mehmed Ali invoqua les agressions endémiques des Bédouins de 'Anazah et d'autres tribus afin de justifier sa demande aux autorités ottomanes concernant le maintien en poste de Miho Bek, l'homme des Égyptiens dans la province de Raqqa. Mehmed Ali cita le fait que ces tribus avaient l'habitude de s'attaquer aux marges d'Alep et de Damas avant de

<sup>320</sup> Latifa M. Salem, *op.cit.*, p. 245-246.

<sup>321</sup> M. A. Bani Yunus, *op.cit.*, p. 13-14 ; Laurens-Hassan Soussi, *op.cit.*, p. 141-142, 170.

<sup>322</sup> Asad J. Rustum, *op.cit.*, vol. 02, doc. 1790, 16 Rabi' al-Akhir 1247 / 12 septembre 1832, p. 105-106.

se retrancher sur les berges de l'Euphrate. Il se plaignit donc que l'évacuation de Miho Bek de la Raqqa allait conduire impérativement à l'aggravation de leurs attaques<sup>323</sup>.

De notre côté, nous avons cherché à déterminer si les tribus causaient aux Égyptiens le même genre de problèmes qu'avaient connus les autorités ottomanes sur la route du Pèlerinage. Pour éclairer ce point, nous nous sommes référés à un document datant de la seconde année de présence égyptienne, même s'il ne porte pas directement sur la caravane syrienne. En effet, celle-ci n'avait pas eu lieu en 1833, mais cette interruption n'affecta pas la caravane égyptienne qui s'était déroulée comme à l'accoutumée. Ainsi, une communication issue de l'officier responsable de cette dernière permet un aperçu de l'attitude bédouine envers la caravane et ses Pèlerins. Dans sa missive, cet officier déplora les transgressions commises par les Bédouins à l'encontre des pèlerins et de leur caravane, transgressions qu'il reprocha d'ailleurs au manque d'autorité des cheikhs incapables de maîtriser les membres de tribus censés être sous leur autorité. Aussi, il se plaignit de la multiplication de demandeurs de compensation et de droit de passage sur la route du Pèlerinage<sup>324</sup>.

L'importance de ce témoignage réside principalement dans le fait qu'il montre qu'en plus de multiples agressions subies par les pèlerins, les Égyptiens avaient eu des problèmes avec l'accroissement incessant de demandeurs de compensation parmi les Bédouins localisés sur la route du Pèlerinage. Par contre, l'affirmation de l'officier quant au manque d'autorité des cheikhs mérite d'être précisée, car elle semble refléter un manque de connaissance de la structure hiérarchique et de ses limites au sein des tribus bédouines. John L. Burckhardt offre une impression de la place occupée par un cheikh au sein d'une tribu. Il estime que ce dernier n'avait pas de pouvoir précis ou fixé. Ses décisions ou opinions ne pouvaient pas être imposées sur les autres membres de sa tribu. Il n'avait de ce fait que très peu d'autorité coercitive<sup>325</sup>.

Tout comme avec les Ottomans, les Bédouins semblent avoir causé des ennuis aux Égyptiens lors de la conduite des caravanes de pèlerinage. De ce fait, il est possible d'affirmer que la période de l'occupation s'inscrivait en continuité avec celle où les Ottomans étaient les

<sup>323</sup> *Ibid.*, vol. 02, doc. 3391, 23 Dhul Qi'da 1249 / 03 avril 1834, p. 389

<sup>324</sup> DWQ, BB, 5011-002321, 27 Muharram 1247 / 16 juin 1833.

<sup>325</sup> John Lewis Burckhardt, *op.cit.*, p. 162-163.



maîtres des provinces syriennes, du moins en ce qui concerne l'impact tribal sur la conduite de la caravane. Indépendamment de l'identité du régent étatique, nous avons noté une stabilité dans l'attitude adoptée par les tribus. Ainsi, le non-paiement ou même la menace de l'abstention de payer les *surr* dus aux tribus étaient invariablement opposés par la belligérance tribale.

En somme, dans cette première section du chapitre nous n'avons pas trouvé d'indication directe qui permet d'infirmer ou de confirmer le maintien de la provision de la *surre* à partir d'Istanbul pendant la durée de l'occupation égyptienne. Tout de même, à la lumière de ce que nous avons présenté, il est vraisemblable d'affirmer que le financement de la caravane et des paiements destinés aux Bédouins et aux lieux saints étaient exclusivement assumés par les Égyptiens. Aussi, les Égyptiens optaient pour une observance sélective des coutumes en vigueur sous leurs prédécesseurs qui fut essentiellement conditionnée par des considérations économiques.

Comme les Ottomans avant eux, les Égyptiens devaient composer et faire des compromis avec les tribus sur la route du pèlerinage. Afin de sauvegarder la légitimité de leur propre présence et le prestige du pacha en tant que protecteur effectif de la route du Pèlerinage et des deux sanctuaires, ils étaient prêts à assumer les charges financières associées avec la conduite de la caravane. Vraisemblablement, cette conduite servait un objectif politique qui justifiait les coûts matériels qui y étaient associés. Si la neutralisation du danger tribal sur la route du Pèlerinage semble avoir été une priorité de l'administration égyptienne, dans la prochaine section nous allons chercher à déterminer la manière dont se déclinaient les rapports de pouvoir entre les tribus et les autorités égyptiennes.

#### 4.3 Mouvement de pendule entre hostilité mutuelle et coopération incontournable

##### 4.3.1 Paiements aux tribus ; atteinte à la souveraineté ou compensations pour services rendus ?

Abdul-Karim Rafeq estime qu'un premier signe de faiblesse correspond à la première fois qu'un gouverneur ottoman de Damas (en 1521) avait payé des Bédouins rebelles afin de

sécuriser le passage de la caravane<sup>326</sup>. L'importance des montants dus aux Bédouins par les autorités égyptiennes peut être appréciée à travers l'un de nos documents d'archives où sont énumérées les bourses dues aux tribus récipiendaires localisées sur la route du Pèlerinage. À titre d'exemple, pour le Pèlerinage de 1834, les Égyptiens durent payer un montant de 240,272 piastres à un ensemble de clans appartenant au groupement de 'Anazah. Le document spécifie le nom de chacun des clans récipiendaires et le montant exact qui leur avait été octroyé. Par ailleurs, les bourses des clans de Wild Ali totalisaient 42,869 piastres alors que celles des clans de Bani Sakhr avaient été d'une valeur totale de 32,229 piastres. Quand même, ce sont les bourses dues aux notables et les habitants de la Mecque et de ses environs qui correspondaient aux montants les plus importants<sup>327</sup>.

Il est tout de même impératif de nuancer la valeur comparative de ces montants. En effet, Faroghi souligne qu'il est difficile de comparer les montants octroyés aux Bédouins d'une année à l'autre. Cette difficulté réside dans le fait que des variations existaient autant dans la valeur que dans le type de monnaies utilisées. De plus, même s'il existait une distinction entre les paiements couvrant les *surr* proprement dits et ceux qui avaient couvert la fourniture de chameaux, de biens et de services, les comptes détaillant ces montants représentaient souvent des montants globaux<sup>328</sup>. Quand même, le document précité nous permet de rendre compte de l'importance des montants en argent accompagnant la caravane. Aussi, cela montre à quel point elle représentait une source de revenus importante pour les groupes tribaux situés sur la route du Pèlerinage.

Essayons maintenant de nous pencher sur la question qui guide cette section à savoir si les montants payés correspondaient à une atteinte à la souveraineté de l'État comme Rafeq semble l'inférer. Nous allons donc chercher à déterminer si les services obtenus en contrepartie des paiements peuvent justifier, du moins en partie, de telles dépenses. Nous avons préalablement présenté un document soulignant le rôle de protection de dignitaires voyageant vers les lieux saints et la qualification du rôle sécuritaire joué par les tribus sur la

<sup>326</sup> Abdul-Karim Rafeq, *Damascus*, 1966, p. 53.

<sup>327</sup> DWQ, WC, 0006-005444, s.d. Le rang de classement de ce document suggère qu'il est probable qu'il était produit quelque part entre le mois de mars et le début du mois de mai 1834. Il est toutefois également possible que ce document ait appartenu à des années antérieures, mais que les Égyptiens s'en soient servis comme guide pour les montants qu'ils devaient aux tribus.

<sup>328</sup> Suraiya Faroghi, *op.cit.*, p. 55.

route du pèlerinage comme étant permanent<sup>329</sup>. Pourtant, le rôle des tribus dépassait le cadre sécuritaire strict. En effet, Faroqi affirme que les autorités ottomanes exigeaient des Bédouins la fourniture de biens et de services pour les besoins de la caravane. Elle poursuit en soutenant que les paiements aux Bédouins étaient particulièrement généreux afin de cimenter leur loyauté politique<sup>330</sup>.

Également, les Bédouins jouaient un rôle économique qui était possiblement indépendant des contrats offerts par l'autorité étatique. Ainsi, ils se chargeaient de livrer des chameaux et de s'occuper de transporter les provisions, non seulement pour les cavaliers accompagnant la caravane, mais aussi pour les pèlerins individuels désirant bénéficier de ces services entre les diverses étapes parcourues par la caravane. Aussi, les Bédouins se rendaient aux stations importantes d'arrêt où se tenaient des foires commerciales pour les besoins de la caravane du Pèlerinage. À ces endroits, les Bédouins offraient divers produits à la vente, dont des produits alimentaires et des vêtements<sup>331</sup>.

Cette dépendance envers les Bédouins pour la livraison de chameaux n'était pas dépourvue de son lot de problèmes plus ou moins sérieux. C'est d'ailleurs ce qui transparait d'une missive datant du mois de mars 1834 et provenant de Selim Bek, le commandant de la première caravane officielle conduite par les Égyptiens à partir de Damas. Dans cette lettre, le commandant du Pèlerinage (*émir al-hadj*) informa ses supérieurs que les clans de Gaza ainsi que ceux de Bani Sakhr avaient manqué à l'appel. Ces Bédouins avaient été initialement chargés de livrer des chameaux pour les besoins de la caravane aux environs de M'an, un point d'arrêt important de la caravane du Pèlerinage<sup>332</sup>.

Ce sont plutôt les Bédouins (*'urban*) de Bani 'Utayyah qui se présentèrent accompagnés de 135 chameaux qui furent distribués aux *muqawwimun*<sup>333</sup> [...] Ce nombre s'était avéré insuffisant pour répondre aux besoins de la caravane. De ce fait, les provisions et les munitions excédentaires furent retirées des pèlerins et des *muqawwimun* et abandonnées à l'étape précitée [M'an]. J'ai précédemment proposé à

<sup>329</sup> DWQ, BB, 5011-002159, s.d. Voir la sous-section 4.2.2.

<sup>330</sup> Suraiya Faroqi, *op.cit.*, p. 43, 56.

<sup>331</sup> Norman N. Lewis, *op.cit.*, p. 07 ; M. A. Bani Yunus, *op.cit.*, p. 69 ; Laurens-Hassan Soussi, *op.cit.*, p. 73, 77. Pour une description détaillée des marchés saisonniers prenant place aux stations les plus importantes, voir Laurens-Hassan Soussi, *op.cit.*, p. 76-78.

<sup>332</sup> DWQ, WC, 0006-005354, 16 Dhul-Qi'da 1249 / 27 mars 1834.

<sup>333</sup> Pluriel de *muqawwim* qui sont des entrepreneurs responsables de la distribution des chameaux.

Votre Altesse (*maqamikum al-'aly*) l'envoi [de ce qui fut abandonné] avec les cavaliers de la *cerde* qui se présenteront à notre accueil<sup>334</sup>.

Ce qui précède dénote donc l'importance du rôle bédouin dans la livraison d'un nombre adéquat de chameaux pour le transport du matériel essentiel pour la caravane, dont les provisions et l'eau. Or, une fourniture adéquate en chameaux semble avoir correspondu à un problème récurrent comme le souligne Suraiya Faroqhi. Cette auteure affirme qu'assurer la disponibilité de chameaux de qualité et en quantité appropriée était une des tâches les plus problématiques auxquelles devaient faire face les administrateurs de la caravane. D'ailleurs, afin de réduire leur dépendance envers les fournisseurs tribaux, les autorités ottomanes achetaient leurs propres chameaux. Aussi, elles cherchaient d'autres solutions comme l'établissement de fondations pieuses vouées à la provision de chameaux. Le succès de ces solutions s'était avéré toutefois limité, principalement à cause de la résistance farouche qu'y avaient opposée les *muqawwim*<sup>335</sup>. Si l'étude de Faroqhi porte sur la période comprise entre 1517 et 1683, le document que nous avons présenté montre qu'il est possible que les problèmes concernant la provision de chameaux aient continué bien au-delà de la période étudiée par cette auteure.

Un autre service procuré par les Bédouins engagés par les autorités concernait le ravitaillement du réseau de forteresses localisées le long de la route du Pèlerinage en vivres destinés aux besoins des pèlerins lors des escales. Avant de partir, les caravanes s'approvisionnaient auprès des forteresses pour la prochaine étape de leur voyage. Cette façon de faire avait permis à la caravane de transporter une quantité moindre de provisions et de répartir l'approvisionnement à travers les différentes forteresses le long de la route<sup>336</sup>.

Lors de l'occupation, il est fort probable que les Égyptiens continuaient à charger les Bédouins de l'approvisionnement du réseau de forteresses. Quoiqu'indirecte, une preuve nous est fournie par l'entremise d'un cahier énumérant les clans récipiendaires de vêtements, de montants d'argent et de cadeaux. Ce document nous offre aussi des renseignements

<sup>334</sup> *Ibid.*

<sup>335</sup> Suraiya Faroqhi, *op.cit.*, p. 48-49.

<sup>336</sup> Karl K. Barbir, *op.cit.*, p. 142-145; pour de plus amples renseignements sur le réseau de forteresses vouées au service et à la protection de la caravane et de la route du Pèlerinage voir Karl K. Barbir, *op.cit.*, p. 133-150 ; M. A. Bani Yunus, *op.cit.*, p. 81 ; Laurens-Hassan Soussi, *op.cit.*, p. 117-118. Pour les limites de ce réseau, voir : Suraiya Faroqhi, *op.cit.*, p. 43, 72.



pertinents sur les services attendus de la part de ces clans. Ainsi, chacun de ces clans était affecté à fournir des provisions et servir des forteresses spécifiques le long de la route du Pèlerinage<sup>337</sup>.

Ce dernier document pose toutefois un problème, car la date qui y figure correspond à l'année 1246 (1830-1831), dernière année où le territoire avait été hors de contrôle égyptien. Quand même, son rang de classement le place parmi les documents égyptiens produits entre les mois de mars et mai 1834. Or, dans cette section spécifique, se trouvent plusieurs documents portant sur l'organisation de la première caravane égyptienne du Pèlerinage<sup>338</sup>. Il est donc possible que les égyptiens aient eu recours à ce cahier pour les guider dans leur propre organisation de leur première caravane, notamment avec la liste des clans récipiendaires et les fonctions auxquelles ils étaient affectés en échange de leurs rétributions.

Finalement, il est vrai que les paiements accordés par les Égyptiens aux Bédouins servaient en grande partie à réduire le risque d'attaques contre les caravanes du Pèlerinage conduites à travers le territoire tribal. Quand même, les contrats de service accordés aux groupes tribaux et les paiements qu'ils recevaient augmentaient leur dépendance envers les Égyptiens. Conséquemment, cette dépendance servait à son tour comme rempart à une éventuelle remise en question de l'autorité égyptienne. Cela s'inscrit d'ailleurs en parfaite continuité avec les pratiques ottomanes dans le domaine.

#### 4.3.2 Le processus de négociation : la haute main bédouine ?

Dans le cadre de notre examen du processus de négociation entre les autorités égyptiennes et les groupes bédouins sur la route du Pèlerinage, nous chercherons à déterminer si ces derniers disposaient d'une marge de manœuvre suffisante pour imposer leurs demandes. Afin d'apprécier la manière dont transigeaient les Égyptiens avec les Bédouins, nous allons nous référer à un document qui traite d'un ensemble de recommandations adressées au commandant de la première caravane du Pèlerinage, conduite par les Égyptiens à partir de

<sup>337</sup> DWQ, WC, 0006-005445, 1246 / 1830-1831. Le document est toutefois classé parmi les documents Égyptiens de la période comprise entre mars 1834 et mai 1834.

<sup>338</sup> C'est d'ailleurs parmi ces documents que nous avons localisé le document 0006-005444 auquel nous nous sommes référés dans le cadre de la discussion portant sur les bourses octroyées par les Égyptiens à des clans localisés sur la route du Pèlerinage.

Damas<sup>339</sup>. Ce document porte d'ailleurs sur des questions en lien avec la missive de Sharif Pacha dont nous avons déjà discuté. Cette dernière visait la clarification des ordres de Mehmed Ali concernant les paiements dus aux Bédouins sur la route du Pèlerinage<sup>340</sup>. Dans le document qui nous intéresse à présent, Selim Bek, le commandant du Pèlerinage de 1834, avait été enjoint de négocier initialement dans l'objectif de concéder aux Bédouins seulement la bourse allouée pour un an. Les Égyptiens voulaient que leur officier concède les deux autres bourses uniquement s'il jugeait que les Bédouins auraient été intraitables dans leurs demandes.

Bien entendu, et conformément au commandement de Son Altesse, je propose initialement la bourse d'une seule année. S'ils hésitent à l'accepter, je leur accorde les bourses des deux autres années aussi. Donc, je leur accorde les bourses des trois ans ensemble ainsi que les cadeaux d'une seule année. Je suis censé leur affirmer que le don des deux années supplémentaires se fait de mon trésor personnel. Aussi, je dois le avertir que si Son Altesse, le Khédive suprême, venait à apprendre ce don supplémentaire, il chercherait alors à récupérer les montants versés en trop. Aussi, qu'il serait porté à les maltraiter en conséquence de ce versement excédentaire<sup>341</sup> !

Le paiement des bourses de trois années au complet était donc la position de négociation ultime autorisée par les Égyptiens. Cependant, il était hors de question que les Égyptiens rendent cette position connue des Bédouins. Le commandant du Pèlerinage avait donc pour ordre explicite de prétendre qu'il avance tout montant excédant la bourse d'une seule année de sa propre poche. De plus, on lui avait ordonné d'affirmer qu'il allait être fortement réprimandé si cela venait à être connu de ses supérieurs.

Manifestement, les Égyptiens désiraient conserver une aura de puissance et de sévérité, d'autant plus qu'ils semblaient croire que la menace de violence demeurait la meilleure méthode pour garder les Bédouins sur le droit chemin. Tout de même, si la menace de la manière forte semble correspondre à la pratique discursive privilégiée des Égyptiens, leurs actions pratiques trahissaient leur disposition à concéder dans l'objectif d'assurer la pacification de la route du Pèlerinage et d'obtenir la coopération des tribus dans cette

<sup>339</sup> DWQ, WC, 0006-005347, 12 Dhul Qi'da 1249 / 23 mars 1834. Pour un aperçu général sur le lancement du processus de négociation entre les Bédouins et le commandant du pèlerinage sous les Ottomans, voir Suraiya Faruqi, *op.cit.*, p. 65.

<sup>340</sup> Le document en question est le DWQ, WC, 0006-005325. Voir la section 4.2.2 du présent mémoire.

<sup>341</sup> DWQ, WC, 0006-005347, 12 Dhul Qi'da 1249 / 23 mars 1834.

entreprise. L'octroi de sommes d'argent satisfaisantes semble donc être le moyen déployé par les Égyptiens afin d'obtenir l'allégeance des Bédouins. Aussi, le degré auquel les Égyptiens étaient disposés à concéder dans l'octroi de bourses monétaires promises aux Bédouins en guise de compensation pour leur allégeance et les services qu'ils rendaient, nous permet d'affirmer que les Bédouins étaient particulièrement avantagés dans le processus de négociations.

Quand même, afin que les Bédouins puissent s'attendre à recevoir leurs allocations il fallait que les autorités soient à la fois désireuses et capables de payer. Dans ce sens, Faroqi affirme qu'en démontrant leur capacité de nuire, les Bédouins s'attendaient à accroître leurs allocations. Par contre, ils ne visaient pas le retrait du gouvernement central ottoman, chose qui aurait vraisemblablement nui à leurs propres intérêts. Cette idée est également présente chez Tresse qui soutient que dans le cadre du Pèlerinage, les Bédouins ne cherchaient pas à se soustraire à une dépendance qu'il estime nominale envers le pouvoir ottoman, soustraction qui leur aurait coutée leur source de subsistance<sup>342</sup>. Nous estimons que ceci s'appliquait également aux Bédouins transigeant avec les Égyptiens. De ce fait, il est vraisemblable de considérer qu'à leur tour les Bédouins dépendaient de la capacité égyptienne d'assurer à la fois la conduite de la caravane et l'acquittement de leurs paiements usuels.

De retour à la politique de l'image, concept développé dans le chapitre précédent ; notre dernier document offre une indication supplémentaire du point auquel les apparences étaient importantes pour les Égyptiens. Il est très probable que ces derniers ne voulaient pas que leur prédisposition à payer soit perçue par les Bédouins comme un signe de faiblesse pouvant être exploitée. Pour les autorités, cacher leur volonté de faire des compromis derrière ce qu'ils présentaient comme une initiative individuelle du responsable de la caravane était une façon de préserver le prestige et l'autorité de Mehmed Ali. Ainsi, toute faiblesse perçue était celle de l'officier, mais sans aucune conséquence sur le pouvoir ou l'image de celui-ci.

Confrontés à une résistance de plus en plus grande à leur présence en Syrie-Palestine ainsi qu'à des dépenses élevées pour satisfaire les Bédouins sur la route du Pèlerinage, les Égyptiens essayaient de trouver des alternatives afin de réaliser des économies sur les coûts

<sup>342</sup> Suraiya Faroqi, *op.cit.*, p. 182 ; René Tresse, *op.cit.*, p. 41.



de la conduite de la caravane. Une indication allant dans ce sens nous provient d'une missive émise par Ibrahim Pacha en septembre 1840 alors que l'occupation égyptienne s'approcha de sa fin :

Le coût habituel de l'envoi des pèlerins à partir de Damas est de 6000 bourses<sup>343</sup>. Étant donné que nos dépenses de l'année en cours sont très élevées, nous enverrons les Pèlerins par une route différente qu'à l'accoutumée. [Ainsi, ils passeront] par la voie de Gaza et de l'Aqaba égyptienne. Nous retiendrons les services de deux *muqawwim* seulement. Cela permettra de réduire nos dépenses à 1000 bourses seulement. Étant donné que lors du voyage de retour les pèlerins passeront par Médine, ils auront ainsi accompli leur obligation (*al-farida*) sans égard au chemin parcouru<sup>344</sup>.

Tout d'abord un mot sur la route empruntée pour le Pèlerinage<sup>345</sup>. Les routes traditionnelles permettaient aux pèlerins de visiter Médine sur leur trajet de l'aller. Bani Yunus décrit les deux principales routes potentiellement suivies par la caravane du Pèlerinage. La première, celle du sultan (*al-tariq al-sultani*), traversait le désert de la Transjordanie jusqu'à al-Aqaba (Eilat) sur les côtes de la mer Rouge. Cette voie était la moins longue, mais la plus dangereuse en termes d'attaques potentielles conduites par les Bédouins. La seconde route, celle du Pèlerinage syrien (*tariq al-hadj al-Chami*), commençait à Damas avant de passer par Muzayrib et ensuite continuer vers Médine. Si la plupart des commandants du Pèlerinage qui changeaient de route le faisaient par crainte des attaques bédouines, il semble qu'Ibrahim Pacha avait envisagé le changement pour des raisons économiques<sup>346</sup>.

Possiblement, la modification de la route empruntée par la caravane avait pour objectif l'évitement du territoire de tribus récipiendaires de bourses localisées en dehors du Hedjaz, notamment dans les régions situées sur la rive est du Jourdain. Le fait que ce changement d'itinéraire n'avait été considéré qu'en 1840, vers la fin de présence égyptienne, sous-entend que durant la presque totalité de la durée effective de l'occupation il n'y avait pas eu de changements notables sur la route empruntée. Indirectement, cela souligne le fardeau que les

<sup>343</sup> Une bourse équivalait à 500 piastres. Le coût de la caravane en partance de Damas correspond donc à trois millions de piastres.

<sup>344</sup> DWQ, WC, 0006-009438, 26 Rajab 1256 / 23 septembre 1840.

<sup>345</sup> Pour de plus amples détails sur les différentes routes potentiellement empruntées ainsi que les différents points d'arrêt et de ravitaillement voir : Suraiya Faroghi, *op.cit.*, p. 41-42, Abdul Karim Rafeq, *Buhuth*, 1985, p. 16-18, Laurens-Hassan Soussi, *op.cit.*, p. 18, 93-114. Pour sa part, Bani Yunus accorde une importance particulière à la description des routes traversant les régions situées en Transjordanie. Il s'agit d'ailleurs des principales localités qu'Ibrahim Pacha désirait éviter par son détour. M. A. Bani Yunus, *op.cit.*, p. 71-90.

<sup>346</sup> M. A. Bani Yunus, *op.cit.*, p. 72-76.



dépenses consenties aux Bédouins représentaient pour le trésor égyptien. Aussi, cela montre l'impossibilité de soumettre ces groupes par la force. Les options ouvertes aux Égyptiens correspondaient plutôt à la cooptation par le biais de la satisfaction des exigences tribales quant aux paiements dus et l'accord de contrats de service à la caravane. Une dernière option, quoiqu'envisagée tardivement, correspond à l'évitement par le contournement du territoire tribal. En revanche, cette option n'a été envisagée que vers la fin de l'occupation, chose qui nous empêche de savoir si elle correspondait à une option viable ou non.

Ce qui précède nous mène à considérer que les Bédouins disposaient d'un ascendant dans le processus de négociation lorsque les Égyptiens conduisaient les caravanes à travers leur territoire. Les groupes tribaux occupant la route du Pèlerinage semblent avoir été avantagés par le fait que les autorités étaient fortement désireuses d'assurer une conduite sécuritaire et réussie des caravanes du Pèlerinage, syrienne et égyptienne, conjointement sous leur responsabilité. Il n'en demeure pas moins qu'il ne faut pas surestimer l'avantage des Bédouins. En effet, ces derniers dépendaient de la capacité de l'autorité égyptienne d'assurer la conduite de la caravane afin qu'ils reçoivent leurs paiements habituels et qu'ils soient en mesure de bénéficier de l'activité économique qui s'y rattache. Ils avaient autant à gagner de la tenue de la caravane que les Égyptiens et probablement plus à perdre dans l'éventualité contraire. Les Bédouins avaient donc un intérêt direct dans la présence d'un État bien en place. Par conséquent, nous estimons que la collaboration entre les deux parties impliquées était dans leur meilleur intérêt.

#### 4.4 Conclusion

La caravane du Pèlerinage autorise de nombreux apports aux questions relatives à notre mémoire étant donné qu'il s'agit d'un terrain d'étude à la fois unique et exceptionnel. Point focal où convergeaient les axes majeurs de notre étude, cette entreprise de grande envergure impliquait à la fois des considérations administratives, sécuritaires et économiques. De ce fait, elle autorise un examen minutieux des différentes facettes des rapports qui y prennent place entre les groupes tribaux résidant le long de la route reliant Damas aux villes saintes et les délégués de l'autorité égyptienne. Pourtant, l'historiographie de l'occupation égyptienne

offre une couverture parcimonieuse de cette entreprise durant cette période. Dans la mesure où on y fait allusion, certains auteurs avaient tendance à y faire référence en la présentant sous l'angle d'un pouvoir égyptien conquérant qui imposait sa volonté tout en dominant les tribus sur la route du Pèlerinage. D'autres se contentaient de discuter de l'interruption initiale ou encore des tentatives égyptiennes préliminaires de priver certaines tribus de leurs paiements. Nous avons cherché à remettre en question ces représentations que nous jugeons inadéquates.

En premier lieu, nous avons cherché à déterminer si la politique égyptienne envers les tribus associées à la caravane s'inscrivait en continuité ou en rupture avec celle entamée par leurs prédécesseurs. Notre investigation portait donc sur les raisons pour lesquelles les Égyptiens avaient décidé de continuer avec certaines façons de faire tout en abandonnant d'autres. Nous avons ainsi établi que les Égyptiens n'avaient pas engagé de rupture systématique avec les pratiques ottomanes associées à la conduite de la caravane, mais qu'ils étaient disposés à rompre lorsque la rupture s'avérait économiquement nécessaire. Tant que cela ne leur occasionnait pas de coûts indus, les Égyptiens tenaient à préserver les apparences d'allégeance au Sultan.

Historiquement, la légitimité de l'action égyptienne et le prestige qui y est associé dérivait de leur capacité de neutraliser le danger posé par les tribus bédouines regroupées sous la bannière du wahhabisme. À postériori, une partie de la justification égyptienne de leur volonté d'annexer les provinces syriennes reposait sur l'argument sécuritaire de protection de la route du Pèlerinage. Pour ce faire, les Égyptiens se trouvaient dans une position où il fallait faire des compromis avec les Bédouins localisés sur la route du Pèlerinage en négociant le sauf-conduit pour les caravanes. Les Égyptiens poursuivaient donc une stratégie de cooptation par le biais de mesures incitatives matérielles à la collaboration. Les lourdes charges financières encourues par les Égyptiens leur permettaient en revanche d'appuyer leur argument politique en faveur de l'annexion de la Syrie. Ainsi, pour les Égyptiens, assurer une conduite sécuritaire était un gage permettant d'éviter l'accusation potentielle de négligence envers le Pèlerinage.

De ce fait, sans miner leur autorité, les paiements octroyés par les Égyptiens aux groupes tribaux visaient avant tout la neutralisation du risque qu'ils pouvaient constituer tout en assurant leur dépendance et par conséquent leur fidélisation aux autorités égyptiennes. Par contre, les Égyptiens attachaient une grande importance à la dissimulation du degré auquel ils étaient disposés à se rendre dans leur volonté de satisfaire les exigences tribales. Cette disposition à payer nous a d'ailleurs conduits à conclure que les Bédouins récipiendaires étaient vraisemblablement avantagés dans le processus de négociation lorsque les autorités se trouvaient contraintes de conduire la caravane du Pèlerinage à travers leurs territoires. Notre position est renforcée par le fait que les Égyptiens étaient disposés à se rendre plus loin que leurs prédécesseurs en étant prêts à compenser, du moins certains groupes tribaux, pour les paiements qu'ils n'avaient pas reçus durant l'interruption de la caravane lors des deux premières années de l'occupation.

Par contre, nous considérons qu'il est important d'éviter de surestimer l'ascendant dont disposaient les tribus face aux autorités égyptiennes. En effet, la caravane du Pèlerinage correspondait à une des sources de subsistance tribale les plus importantes. L'instabilité politique et militaire culminant par l'interruption de la caravane privait les Bédouins à la fois de leurs paiements et de l'activité économique associée au passage de la caravane par leur territoire. La présence d'un État fort, capable d'assurer une conduite de la caravane jumelée au respect de ses engagements envers les tribus bédouines, était donc dans l'intérêt de ces dernières. Quand même, et indépendamment de l'identité du régent, le non-respect des engagements envers les tribus conduisait invariablement à l'adoption d'une attitude hostile de la part des groupes qui s'estimaient lésés.

Une conduite réussie de la caravane correspondait donc à un enjeu partagé autant par les autorités égyptiennes que par les tribus bédouines localisées sur la route du Pèlerinage et dans les environs des lieux saints. Les deux parties étaient donc dépendantes l'une de l'autre et leur coopération, quoique non dépourvue de tensions, était inévitable et en même temps mutuellement utile et bénéfique.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

La période précédant l'arrivée des Égyptiens sur le territoire syro-palestinien est fréquemment dépeinte comme étant marquée par l'insécurité couplée à la dévastation du territoire. Les Bédouins sont souvent pointés du doigt comme étant les principaux responsables de cet état des choses. Dans ce contexte, les Égyptiens sont présentés comme ceux qui avaient amené la sécurité et la stabilité en Syrie-Palestine suite à leur occupation de cette région. Plus encore, les tenants de théories de rupture étanche entre périodes traditionnelle et moderne attribuent un rôle central aux Égyptiens de Mehmed Ali Pacha dans l'avènement de la modernité sur le territoire conquis. Ils considèrent que les Égyptiens avaient réussi à civiliser les hordes bédouines, essentiellement grâce à une politique de sédentarisation forcée et massive. Dans ce modèle, le Bédouin, archétype du paria, est posé en acteur passif et marginal subissant l'acte de civilisation qui lui est imposé de l'extérieur.

Dans notre mémoire, nous nous sommes attelés à l'étude de différents rapports engagés entre les Égyptiens et les tribus principalement bédouines de la Syrie Palestine durant la période de l'occupation. Afin de déterminer s'il est possible de considérer que les Bédouins ne représentaient pas simplement une menace aux intérêts de l'occupant égyptien, nous avons examiné différentes activités qu'ils jouaient à son profit. Également, nous avons accordé une attention particulière à la mise en pratique de la politique égyptienne vis-à-vis des groupes tribaux, tout en comparant celle-ci avec la conception d'une domination égyptienne entamée par la force vis-à-vis de ces groupes.

Notre recherche nous a permis de déceler quelques indicateurs qui semblent montrer la présence d'un certain niveau de continuité entre les règnes égyptien et ottoman sur les provinces syriennes, principalement en ce qui a trait aux politiques poursuivies à l'égard des Bédouins. Parmi ces indicateurs nous pouvons citer le maintien de certaines fonctions administratives destinées spécifiquement aux tribus. Ces fonctions visaient l'utilisation de



l'appareil administratif égyptien comme outil de cooptation et d'intégration du leadership tribal. Également, l'étude des politiques initiées par les Égyptiens dans le cadre de la conduite de la caravane du Pèlerinage nous a permis de constater qu'ils semblent avoir tenu à respecter les coutumes de leurs prédécesseurs. Tout de même, cette volonté n'excluait pas une disposition à rompre avec les pratiques ottomanes lorsque cette rupture était motivée par des considérations financières.

Un indicateur supplémentaire de la continuité est en lien avec le fait que les Égyptiens se trouvaient dans la même position que leurs prédécesseurs ottomans qui dérivait une part de leur légitimation dans la protection des caravanes de pèlerinage et des lieux saints. En effet, une partie de la justification de l'occupation égyptienne des provinces syriennes reposait sur l'allégation de la volonté de défendre la route du Pèlerinage. De ce fait, malgré les lourdes charges financières que cela représentait, les Égyptiens devaient faire des compromis avec les Bédouins localisés sur la route vers les lieux saints.

Dans le cadre de la détermination du niveau d'importance que revêtaient les activités tribales pour l'autorité égyptienne, nous nous sommes arrêtés aux politiques de sédentarisation initiées par celle-ci. L'activité agricole qu'allaient entreprendre les tribus visées par ces politiques servait les besoins stratégiques des Égyptiens désireux de sécuriser le territoire, d'accroître la surface cultivée et par conséquent leurs entrées fiscales.

Afin de rendre compte de l'importance et l'indispensabilité de l'activité d'élevage bédouine pour les autorités égyptiennes, nous avons souligné l'ampleur des besoins étatiques en matière de bêtes de somme et de viande de consommation ; besoins dont l'intensité causait d'ailleurs de fréquentes pénuries. Cette forte demande, dépassant l'offre disponible, correspondait donc à un indicateur potentiel de la présence d'opportunités lucratives associées à l'occupation égyptienne pour les tribus s'adonnant aux activités pastorales. Une fois combinés, l'élevage, le transport et la garantie de la sécurité correspondaient à une solution économique doublement avantageuse pour les autorités égyptiennes qui avaient réussi ainsi à satisfaire leurs besoins, du moins partiellement, tout en écartant le danger posé par ces mêmes tribus.

La sécurité correspond à un autre domaine où les tribus pouvaient jouer un rôle au profit de l'autorité. Les autorités retenaient les services de groupes tribaux alliés en tant qu'auxiliaires à l'armée régulière, ainsi que comme escortes des agents administratifs affectés à la tâche de collecte d'impôt. En plus d'offrir un contrepoids aux tribus ennemies, des membres tribaux agissaient aussi comme protecteurs de convois de transport égyptien. Les tâches sécuritaires remplies ne semblent pas avoir été uniquement attribuées par les autorités dans une optique d'apaisement, mais elles avaient vraisemblablement une valeur intrinsèque propre et avantageuse justifiant l'emploi des éléments tribaux ainsi affectés.

Concernant les problèmes sécuritaires causés par les tribus, notre recherche montre que les actions hostiles qu'elles posaient pouvaient être conditionnées par une multitude de variables plutôt que d'être invariablement la conséquence de motivations intrinsèques. Les actes de belligérance pouvaient ainsi s'inscrire dans le contexte plus large de l'opposition par différents acteurs locaux aux mesures égyptiennes, dont le désarmement, qui avaient heurté des pratiques établies en Syrie-Palestine. Aussi, dans certains cas, l'action tribale hostile pouvait être la résultante de l'instrumentalisation politique de certaines tribus dans le conflit opposant les Égyptiens aux Ottomans.

À travers tous les chapitres de notre mémoire, nous avons cherché à dégager des éléments qui nous permettent de déterminer la façon avec laquelle les liens qui unissaient les tribus aux autorités de l'occupation égyptienne se déclinaient. Nous avons ainsi voulu vérifier notre hypothèse concernant le fait que les interactions entre les Égyptiens et les Bédouins étaient plus complexes qu'une simple confrontation perpétuelle. Aussi, nous avons estimé que le fait de présenter la force comme étant le moyen principal de l'intervention égyptienne vis-à-vis des tribus correspondait à une lecture sélective des sources, ne prenant pas suffisamment en considération le contexte et les raisons spécifiques derrière l'action violente posée par les Égyptiens à l'encontre de certains groupes ou éléments tribaux.

L'étude des politiques administratives égyptiennes nous a montré que les Égyptiens octroyaient à l'élite tribale des fonctions au sein de leur appareil administratif afin de la dissuader et de la coopter. En agissant de la sorte, ils espéraient accroître la dépendance des membres de cette élite à leur administration. Étant conscients des limites matérielles du

recours à la violence vis-à-vis des groupes tribaux récalcitrants, les Égyptiens déployaient une politique « de la carotte et du bâton ». Si ces derniers combinaient la menace à l'incitation, nous avons tout de même conclu qu'ils privilégiaient le compromis et la cooptation par le recours aux incitations, plutôt que l'emploi de la force brute.

L'imposition de monopoles par les Égyptiens avait causé de la friction avec les locaux, dont les Bédouins. Sans en être l'unique cause, l'opposition locale fait partie des raisons qui avaient amené les Égyptiens à abandonner certains de ces monopoles. Malgré ces frictions, nous avons noté la présence de situations où c'était la dépendance des uns envers les autres qui conditionnait les rapports. Or, la dépendance tribale envers les autorités découlait par moment de politiques délibérées des autorités égyptiennes. Ainsi, dans le domaine agricole, nous avons identifié des stratégies égyptiennes dont l'objectif probable était le renforcement de la dépendance tribale par le biais de l'endettement. À leur tour, les Égyptiens dépendaient de l'expertise tribale, notamment dans le cadre de la prise en charge, le transport et la fourniture du bétail et des bêtes de somme. La dépendance mutuelle de ces deux parties semble avoir conduit les autorités et les Bédouins à modérer leur hostilité et envisager la collaboration comme alternative à la confrontation. Dans le domaine économique, sans être libres de friction, leurs relations pouvaient donc revêtir des aspects de complémentarité.

Pour remettre en question les positions affirmant que les Égyptiens avaient pacifié le territoire syro-palestinien principalement en dominant les tribus par la force, nous avons argué que ce recours n'était pas systématique, mais plutôt conditionné par des facteurs particuliers. Parmi ces derniers, nous avons souligné la collaboration avec les Ottomans ou encore la présence de contextes spécifiques tels que les mouvements de révolte plus larges. Aussi, nous avons identifié diverses stratégies de l'autorité de l'occupation visant à mobiliser et contenir les tribus du territoire syrien, sans nécessairement mettre en branle une action violente concrète. Parmi celles-ci se trouvait la stratégie de projection d'une image caractérisée par sa dualité, où d'un côté les Égyptiens cherchaient à se faire craindre en faisant montre de leur disposition à recourir à la force écrasante face à l'insubordination ; de l'autre, ils faisaient miroiter les bénéfices de la collaboration. D'ailleurs, le fait que les Égyptiens aient été désireux de récupérer des éléments tribaux réfractaires, surtout lors de la période initiale de l'occupation, nous a conduits à considérer la possibilité de la présence



d'une volonté égyptienne de compromis. Quand même, cette volonté était modérée par un désir égyptien de dissimulation, motivé possiblement par la crainte égyptienne que ladite volonté soit interprétée par les tribus visées comme étant une faiblesse.

Pour neutraliser le risque posé par les Bédouins envers la caravane du Pèlerinage, les Égyptiens avaient opté pour la cooptation desdits Bédouins par le biais de l'octroi d'incitations matérielles. Tout comme leurs prédécesseurs, les Égyptiens espéraient rendre ces tribus récipiendaires dépendantes et ainsi se garantir leur coopération. Même si le fait que les Égyptiens étaient bien disposés à satisfaire les demandes tribales semble avoir favorisé les Bédouins récipiendaires de bourses dans le processus de négociation, il faut quand même se garder de surestimer l'ascendant bédouin. Les tribus bédouines engagées au service de la caravane dépendaient de la conduite de celle-ci, car elle correspondait à une de leurs sources primordiales de subsistance. Combinés aux autres opportunités économiques occasionnées par la présence égyptienne sur le territoire même de la Syrie-Palestine, cette situation nous mène à conclure que la présence d'un État fort était donc dans l'intérêt des tribus qui lui sont alliées. En effet, les Bédouins étaient tributaires de la capacité de l'autorité organisatrice d'assurer à la fois la conduite de la caravane et le respect de ses engagements envers les tribus localisés sur la route du Pèlerinage. Autant les Bédouins que l'autorité égyptienne avaient un intérêt direct à veiller au bon déroulement de la caravane. Leur dépendance mutuelle les força dans ce que nous qualifions d'être une relation de coopération, même si celle-ci n'était pas dépourvue de son lot de tension.

En dernier, dans le cadre de politiques visant les tribus syro-palestiniennes, nous considérons que la période de l'occupation s'inscrit en continuité avec la période préalable. Pour coopter les groupes tribaux, les Égyptiens avaient poussé vers l'avant des tendances qui étaient toutefois amorcées avant leur présence sur le territoire syrien. Du côté tribal, l'implication économique des Bédouins avait une incidence importante sur la qualité des liens qui les unissaient aux autorités étatiques. Le fait que certains besoins de l'État étaient comblés par l'expertise tribale nous conduit à conclure que les groupes tribaux bédouins devaient considérer la forte présence égyptienne non seulement comme une menace, mais aussi comme une opportunité lucrative pouvant être exploitée à profit. Plutôt qu'une domination et un matage réussi par la force, nous estimons qu'un rapport de complémentarité utilitaire



décrit mieux le type de rapports engagés entre les autorités de l'occupation égyptienne et les différents groupes tribaux bédouins de la région. Les rapports de ces deux parties se caractérisaient donc par la recherche de compromis dans un contexte de dépendance et d'utilité mutuelle, mais aussi de méfiance réciproque, de conflits et de frictions.

## Annexe A

Document issu du corpus relatif à la campagne syrienne : DWQ, WC, 0006-005347

Transcription en arabe de la traduction d'un document original en turc ottoman. Cette traduction est faite par les responsables des Archives nationales de l'Égypte et est incluse avec le document original.

وثائق الشام [0006-005347]

12 ذي القعدة 1249

العنوان :

مكاتبة من أمير الحج سليم بك إلى عاصي خرسا بخصوص العطايا و الهدايا التي يأخذها الغُربان أثناء سفر الحُجاج المسلمين إلى الحجاز.

المضمون :

مولانا صاحب المرحمة ولي النعم بدون من .  
عَلِمْتُ مضمون الأمر العالي الصادر بخصوص الصُرَر و الهدايا المعتاد إعطاؤها لِغُربان الجزيرة أثناء سفر الحجاج المسلمين إلى الحجاز و عودتهم منها و بأن أعرَضَ عليهم أولاً صُرَّة سنة واحدة وإذا لم يقبلوها وَخَدها أعطيتهم صُرَر السنيتين الأخرين كَأَنِّي أعطيتها من جيبِي.

وإنني طبعاً طبعاً لأمر ولي النعم سأعطيهم صُرَّة سنة واحدة في أول الأمر فإذا ترددوا في قَبولها أعطيتهم صُرَر السنيتين الأخرين أيضاً أي أعطيتهم صُرَر السنين الثلاث معاً و هدايا سنة واحدة قَائِلاً لَهُمُ إِنِّي أعطيتكم صُرَر هاتين السنيتين من جيبِي ويجب أن تَعْلَمُوا أَنَّهُ إذا بَلَغَ ذلك مسمع مولانا الخديوي الأعظم يَسْتَرِدُّهَا مِنْكُمْ بِطَرِيقَةٍ أُخْرَى و يُعَامِلُكُمْ مَعَامِلَةً سَيِّئَةً.

وإنني سأبذلُ جهدي لجراحة الحُجاج الكرام اللذين عُوذَ إِلَيَّ أَمْرُهُمْ حتى يكونوا آمِنِينَ سَالِمِينَ مُتَمَتِّعِينَ بالراحة في سفرهم وعودتهم. كما أسهرُ (كلمة غير واضحة) في سبيل استجلاب الدعوات الخيرية لِمَوْلَانَا الجَنَابِ العالي و لِذَاتِكُمُ الرحمة سواء في الحَرَمين أو في أماكن أُخْرَى مباركة.

وإذا تفضلتم وعلمتم ذلك فالأمر فيه و في الأحوال كلها إلى حضرة من إليه الأمر و الإحسان.

Traduction du document DWQ, WC, 0006-005347

Titre du document :

Lettre en provenance du commandant du Pèlerinage, Selim Bek. Cette lettre est destinée à 'Assi Kharsa et porte sur l'octroi des dons et des cadeaux aux Bédouins lors du voyage conduisant les pèlerins musulmans à destination du Hedjaz.

Date du document :

12 *Dhul Ki'da* 1249H, correspondant au dimanche 23 mars 1834

Contenu :

Votre Altesse miséricordieuse et dispensatrice de bienfaisance,

J'ai pris connaissance du contenu du haut commandement concernant les bourses et les cadeaux habituellement dispensés aux Bédouins d'*al-Jazirah* lors des voyages des pèlerins musulmans vers le Hedjaz, et sur le chemin de retour. (J'ai compris) que je dois leur proposer initialement la bourse d'une seule année ! S'ils refusent cette seule bourse, je leur accorde alors les bourses des deux autres années tout en prétendant que ce don se fait de mon trésor personnel.

Bien entendu, et conformément au commandement de Son Altesse, je propose initialement la bourse d'une seule année. S'ils hésitent à l'accepter, je leur accorde les bourses des deux autres années aussi. Donc je leur accorde les bourses des trois ans ensemble ainsi que les cadeaux d'une seule année. Je suis censé leur affirmer que le don des deux années supplémentaires se fait de mon trésor personnel. Aussi, je dois les avertir que si Son Altesse le Khédive suprême venait à apprendre de ce don supplémentaire, il chercherait alors à

recupérer les montants versés en trop. Aussi, qu'il serait porté à les maltraiter par conséquent de ce versement excédentaire !

Également, je veillerai à protéger les honorables pèlerins qui m'ont été confiés afin qu'ils soient en sécurité lors des différentes étapes de leur voyage. Aussi, je veillerai pour que les pèlerins soient satisfaits et qu'ils adressent des prières de bienfaisance à partir des deux saintes mosquées et autres lieux bénits à l'égard de Son Altesse suprême et aussi à l'égard de votre miséricordieuse personne.

Veuillez donc prendre connaissance de ce qui précède. Dans toutes les circonstances, toutes les décisions reviennent à celui qui en a le commandement et la bénédiction.



## GLOSSAIRE

<i>Amiralay</i>	Équivalent d'un colonel ou chef de contingent de l'armée égyptienne.
<i>A'rab</i>	Bédouins.
<i>'Acha'ir</i>	Pluriel de <i>'achirah</i> ; clans tribaux.
Auxiliaires tribaux	Terme désignant des forces d'origine tribale, recrutées par l'autorité égyptienne afin d'agir à titre d'unité irrégulière ou force d'appui à l'armée égyptienne.
<i>Bahr Barra</i>	Unité archivistique assemblée durant l'ère du Roi Fuad, contenant des documents portant sur la politique étrangère égyptienne du 19 <sup>e</sup> siècle.
<i>Barr al-Cham</i>	Désignation d'époque du territoire syro-palestinien comprenant les territoires géographiques de la Syrie, du mont Liban, de la Palestine et de la Transjordanie.
<i>Bach mu'awin</i>	Secrétaire principal. Durant la période de l'occupation, Sami Bek était le secrétaire principal de Mehmed Ali Pacha.
<i>Cerde</i>	Caravane d'appui ou de protection se joignant aux caravanes du Pèlerinage à leur retour des villes saintes.
Chérif	Titre détenu par le régent local de la Mecque. Il dérive de la revendication d'une descendance du prophète Muhammad.
<i>Émir al-hadj</i>	Commandant du Pèlerinage.
<i>Fallahin</i>	Agriculteurs ou paysans.
<i>Firman</i>	Ordre émis par le Sultan ottoman.
<i>Al-firmanat al-chahaniyah</i>	Les ordres du Sultan.
<i>Ghilal</i>	Produits agricoles.
<i>Al-haram</i>	Sanctuaire.

<i>Al-haramayn</i>	Les deux sanctuaires. Il s'agit de la Mosquée sacrée de la Mecque ( <i>al-Masjid al-Harâm</i> ), ainsi que la Mosquée du prophète à Médine ( <i>al-Masjid al-Nabawi</i> ).
<i>Al-harâm</i>	Sacré ; entre autres, relatif à la mosquée de la Mecque.
<i>Hükümdar</i>	Gouverneur général civil. En Syrie-Palestine, ce poste était occupé par Mohammed Sharif Pacha, le gendre de Mehmed Ali Pacha.
<i>Al-Jazirah</i>	Péninsule arabe.
<i>Jizyah</i>	Paie d'un tribut.
<i>Al-jihadiyyah</i>	Désignation de l'armée égyptienne.
<i>Al-Ka'ba</i>	Construction de forme cubique se trouvant au centre du sanctuaire de la Mosquée sacrée de la Mecque, et autour de laquelle les pèlerins effectuent leurs sept tours, faisant partie du rituel du Pèlerinage.
<i>Kapı kethuda</i>	Agent à la capitale ottomane agissant comme représentant du vice-roi.
<i>Khawaja</i>	Titre honorifique ne correspondant pas à un rang officiel.
<i>Khuwwa</i>	Droit de passage ou argent de protection payable à un ou plusieurs groupes tribaux influents.
<i>Kishan</i>	Unité de l'armée égyptienne composée de soldats avec des infirmités physiques.
<i>Liwa</i>	Brigade. Peut aussi désigner le chef de la brigade ( <i>mir liwa</i> ).
<i>Al-mahmal</i>	Palanquin ou litière symbolisant la présence du Souverain.
<i>Majlis al-choura</i>	Assemblée consultative.
<i>Ma'mour</i>	Commissaire.
<i>Miri</i>	Relatif, tributaire ou appartenant au gouvernement.
<i>Mir liwa</i>	Chef de brigade.
<i>Mudir</i>	Sous les Égyptiens, ce poste correspondait à celui du gouverneur d'une région. C'est également l'équivalent du poste de <i>qa'immaqam</i> .
<i>Muqawwim</i>	Singulier de <i>muqawwimun</i> . Il s'agit d'entrepreneurs responsables de la

distribution de chameaux.

<i>Mütesellim</i>	Responsable d'une subdivision administrative au sein d'une province.
<i>Nadhir al-barid</i>	Directeur de la poste.
<i>Nadhir al-Madhbah</i>	Directeur de l'abattoir
<i>Nadhir al-mawachi</i>	Directeur du bétail.
<i>Qadi</i>	Juge
<i>Qilw</i>	Alcali. Substance indispensable dans le processus de fabrication du savon.
<i>Rais Iskan</i>	Chef du logement.
<i>Rais 'urban barr al-Cham</i>	Chef des Bédouins de la Syrie-Palestine.
<i>Sadr Azam</i>	Grand vizir.
<i>Sawari</i>	Unité de cavaliers.
<i>Ser asker</i>	Commandant en chef des forces armées. Poste occupé par Ibrahim Pacha, le fils de Mehmed Ali.
<i>Sekban</i>	Cavaliers.
<i>Surr</i>	Paiements dus aux clans récipiendaires localisés sur la route du Pèlerinage.
<i>Sürre</i>	Bourse royale constituée de l'argent et des vivres destinés aux pauvres. Elle était assemblée à partir du trésor personnel du Sultan et des revenus de diverses fondations pieuses.
<i>'Urban</i>	Bédouins.

## BIBLIOGRAPHIE

### Archives et leurs documents utilisés dans le mémoire

Les Archives Nationales du Caire : *Dar al-Watha'iq al-Qawmiyyah* (DWQ) :

- *Watha'iq al-Cham* (WC)
- *Bahr Bara* (BB)

1831

DWQ, WC, 0006-005445, 1830-1831.  
DWQ, WC, 0006-000520, 19 et 20 novembre 1831.  
DWQ, WC, 0006-000524, 22 novembre 1831.  
DWQ, WC, 0006-000542, 05 décembre 1831.  
DWQ, WC, 0006-000554, 11 décembre 1831.  
DWQ, WC, 0006-000563, 13 décembre 1831.

1832

DWQ, WC, 0006-000696, 19 février 1832.  
DWQ, WC, 0006-000711, 25 février 1832.  
DWQ, BB, 0006-001150, 15 juin 1832.  
DWQ, WC, 0006-001166, 18 juin 1832.  
DWQ, WC, 0006-001235, 29 juin 1832.  
DWQ, WC, 0006-001281, 4 juillet 1832.  
DWQ, WC, 0006-002081, 19 septembre 1832.  
DWQ, WC, 0006-009934, 22 septembre 1832.  
DWQ, WC, 0006-009955, 8 décembre 1832.  
DWQ, WC, 0006-009963, 12 décembre 1832.  
DWQ, WC, 0006-009965, 14 décembre 1832.  
DWQ, WC, 0006-009967, 14 décembre 1832.

1833

DWQ, WC, 0006-003393, 22 janvier 1833.  
DWQ, WC, 0006-003732, 07 février 1833.  
DWQ, WC, 0006-003866, 21 février 1833.  
DWQ, WC, 0006-003968, 11 mars 1833.  
DWQ, WC, 0006-004035, 26 mars 1833.  
DWQ, WC, 0006-004051, 29 mars 1833.



DWQ, WC, 0006-004061, 1 avril 1833.  
DWQ, WC, 0006-004095, 7 avril 1833.  
DWQ, BB, 5011-002321, 16 juin 1833.  
DWQ, BB, 5011-002348, 14 décembre 1833.

## 1834

DWQ, WC, 0006-005318, 26 février 1834.  
DWQ, WC, 0006-005325, 01 mars 1834.  
DWQ, WC, 0006-005327, 4 mars 1834.  
DWQ, WC, 0006-005347, 23 mars 1834.  
DWQ, WC, 0006-005352, 25 mars 1834.  
DWQ, WC, 0006-005354, 27 mars 1834.  
DWQ, WC, 0006-005677, 9 août 1834.  
DWQ, WC, 0006-005678, 9 août 1834.  
DWQ, WC, 0006-005731, 3 septembre 1834.  
DWQ, WC, 0006-005762, 11 septembre 1834.

## 1835

DWQ, WC, 0006-006436, 19 mai 1835.

## 1838

DWQ, WC, 0006-007943, 12 mai 1838.  
DWQ, WC, 0006-007991, 05 août 1838.  
DWQ, WC, 0006-008022, 31 août 1838.

## 1839

DWQ, WC, 0006-008210, 6 mai 1839.

## 1840

DWQ, WC, 0006-009223, 9 août 1840  
DWQ, WC, 0006-009438, 23 septembre 1840.  
DWQ, WC, 0006-009452, 13 novembre 1840.  
DWQ, WC, 0006-009454, 22 novembre 1840.  
DWQ, WC, 0006-009460, 04 décembre 1840.

## Non daté :

DWQ, BB, 5011-002159.  
DWQ, BB, 5011-002194.  
DWQ, WC, 0006-005444.

### Ouvrages d'archives publiés

RUSTUM, Asad, Jibrail, *al-Mahfudhat al-Malakiyah al-Misriyah : Bayan bi-Watha'iq al-Cham wa-ma Yusa'idu 'ala Fahmiha wa-Yuwaddihu Maqasid Muhammad 'Ali al-Kabir*, Beirut, American Press, 1940-1952, 5 vol.

-----, *Al-Usul al-'Arabiyah li Tarikh Suriya fi Ahd Muhammad Ali Bacha*, Beirut, al-Matba'a al-Amrikaniyah, 1930-1934, 5 vol. en 2.

SAMI, Amin Pacha, *Taqwim al-Nil wa 'Asr Muhammad Ali Bacha*, le Caire, Dar al-Kutub al-Misriyah, 1928, vol. 02.

### Littérature

ABU FAKHR, Fendi, *Intifadat al-Cham 'ala Mathalim Muhammad Ali Bacha, 1831-1840*, Damas, Dar al-tali'a al-Jadida, 2006, 2<sup>e</sup> éd, 192 p.

ABU IZZ al-Din, Sulayman, *Ibrahim Pacha fi Suriya*, présenté par Latifa M. Salem, Le Caire, Dar al-Churuq, 2009, 2<sup>e</sup> éd. (1<sup>re</sup> éd., 1929), 311 p.

AHARONI, Reuven, *The Pasha's Bedouin : Tribes and State in the Egypt of Mehmet Ali, 1805-1848*, New York, Routledge, 2007, 275 p.

AL-RAFI'I, Abd al-Rahman, *'Asr Muhammad Ali*, Le Caire, Dar al-Ma'arif, 1930, 595 p.

AL-SAYYID MARSOT, Afaf Lutfi, *Egypt in the Reign of Muhammad Ali*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, 300 p.

BANI YUNUS, Ma'mun Aslan, *Qafilat al-Hadj al-Chami fi Charqiy al-Urdun fi al-'Ahd al-Uthmani : 1516-1918*, Amman, Dar al-Kindi, 1994, 209 p.

BARBIR, Karl K., *Ottoman Rule in Damascus, 1708-1758*, New Jersey, Princeton University Press, 1980, 217 p.

COHEN, Amnon, *Palestine in the 18<sup>th</sup> Century : Patterns of government and Administration*, Jerusalem, Magnes Press - the Hebrew University, 1973, 344 p.

DENY, Jean, *Sommaire des archives turques du Caire*, le Caire, Imprimerie de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, 1930, 638 p.

- DI-CAPUA, Yoav, *Gatekeepers of the Arab Past : Historians and History Writing in Twentieth-Century Egypt*, Berkeley, University of California Press, 2009, 390 p.
- DIVINE, Donna R., *Politics and Society in Ottoman Palestine : The Arab Struggle for Survival and Power*, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1994, 277 p.
- DODWELL, Henry, *The Founder of Modern Egypt : a Study of Muhammad Ali*, Cambridge, Cambridge University Press, 1931, 276 p.
- DOUMANI, Beshara, *Rediscovering Palestine : Merchants and Peasants in Jabal Nablus, 1700-1900*, California, University of California Press, 1995, 340 p.
- DOUWES, Dick, *The Ottomans in Syria : a History of Justice and Oppression*, London, I.B. Tauris, 2000, 244 p.
- FAHMY, Khaled, *All the Pasha's Men : Mehmed Ali, his army and the making of modern Egypt*, Cairo, AUCP, 1997, 334 p.
- FAROQHI, Suraiya, *Pilgrims and Sultans, The Hajj Under the Ottomans (1517-1683)*, London, Tauris, 1994, 244 p.
- GHURBAL, Muhammad Chafiq, *The beginnings of the Egyptian question and the rise of Mehmed Ali : a study in the diplomacy of the Napoleonic era based on researches in the British and French archives*, London, Routledge, 1928, 318 p.
- GRAN, Peter, *Beyond Eurocentrism : a new view of Modern World History*, New York, Syracuse University Press, 1996, 440 p.
- GUEST, John, S. *The Euphrates Expedition*, London, Kegan Paul International, 1992, 182 p.
- JABBUR, Jibra'il Sulayman, *al-Badu wa al-Badiyah : Souwar min Hayat al-Badu fi Badiyat al-Cham*, Beirut, Dar al-'ilm lil-Malayin, 1988, 552 p.
- KRAMER, Gudrun, *A History of Palestine : From the Ottoman Conquest to the Founding of the State of Israel*, Princeton University Press, 2008, 357 p.
- KUTLUOĞLU, Muhammed, *The Egyptian Question (1831-1841) : The Expansionist Policy of Mehmed Ali Paşa in Syria and Asia Minor and the Reaction of the Sublime Porte*, Istanbul, Eren, 1998, 272 p.
- LEWIS, Norman N., *Nomads and Settlers in Syria and Jordan, 1800-1980*, New York, Cambridge University Press, 1987, 249 p.
- MA'OZ, Moshe, *Ottoman Reform in Syria and Palestine, 1840-1861*, London, Oxford University Press, 1968, 267 p.

- MURPHEY, Rhoads, *Ottoman Warfare, 1500-1700*, New Brunswick, N.J., Rutgers University Press, 1999, 278 p.
- PHILIPP, Thomas, *Acre : The Rise and Fall of a Palestinian City, 1730-1831*, New York, Columbia University Press, 2001, 299 p.
- PHILIPP, Thomas et Guido SCHWALD, '*Abd al-Rahman Al-Jabarti's History of Egypt : 'Aja'ib al-Athar fi al-Tarajem wa al-Akhbar*', Stuttgart, Franz Steiner, 1994, guide & 5 vol.
- RAFEQ, Abdul-Karim, *Buhuth fi al-Tarikh al-Iqtisadi wa al-Ijtima'i li-Bilad al-Cham fi al-'Asr al-Hadith*, Université de Damas, 1985, 287 p.
- , *The Province of Damascus : 1723-1783*, Beirut, Khayats, 1966, 370 p.
- RUSTUM, Asad Jibrail, *The Royal Archives of Egypt and the Origins of the Egyptian Expedition to Syria (1831-1841)*, Beirut, American Press, 1936, 116 p.
- SABRY, Muhammad, *L'Empire égyptien sous Mohamed Ali et la question d'Orient, 1811-1849*, Paris, P. Geuthner, 1930, 607 p.
- SAFI, Khaled, *The Egyptian Rule in Palestine 1831-1840 : a Critical Reassessment*, Berlin, Mensch & Buch Verlag, 2004, 363 p.
- SALEM, Latifa M., *al-Hukm al-Misri fi al-Cham, 1831-1841*, Le Caire, Madbuli, 1990, (1<sup>re</sup> éd. 1983), 332 p.
- SAUVAGET, Jean, *Alep, essai sur le développement d'une grande ville, des origines au milieu du XIXe siècle*, Paris, 1941, 2 vol.
- TRESSE, René, *Le pèlerinage syrien aux villes saintes de l'Islam*, Paris, Imprimerie Chaumette, 1937, 387 p.
- WEBER, Eugen, *Peasants into Frenchmen : The Modernization of Rural France, 1870-1914*, California, Stanford University Press, 1976, 615 p.

#### Chapitres d'ouvrages collectifs

- ASAD, Talal, « The Bedouin as a Military Force : Notes on Some Aspects of Power Relations Between Nomads and Sedentaries in Historical Perspective », dans *The Desert and the Sown : Nomads in a Wider Society*, sous la dir. de Cynthia Nelson, California, Berkley, 1974, p. 61-73.



BARAKAT, Ali, « Muhammad Ali wa Bina' al-Dawlah al-Hadithah », dans *Muhammad Ali wa 'Asruh*, sous la dir. de Muhammad Saber Arab, le Caire, Dar al-Kutub wa al-Watha'iq al-Qawmiyyah, 2006, p. 65-108.

FAHMY, Khaled, « al-Jaych ; Da'amat Machru' Muhammad Ali », dans *Muhammad Ali wa 'Asruh*, sous la dir. de Muhammad Saber Arab, le Caire, Dar al-Kutub wa al-Watha'iq al-Qawmiyyah, 2006, p. 109-149.

HOFMAN, Yitzhak, « The Administration of Syria and Palestine Under Egyptian Rule (1831-1840) », dans *Studies on Palestine During the Ottoman Period*, sous la dir. de Moshe Ma'oz, Jerusalem, Magnes Press. The Hebrew University, 1975, p. 311-333.

SHAMIR, Shimon, « Egyptian Rule (1832-1840) and the beginning of the modern Period in the History of Palestine », dans *Egypt and Palestine a Millennium of association 868-1948*, sous la dir. de Amnon Cohen et Gabriel Baer, Jerusalem, 1984, p. 214-231.

SHARON, Moshe, « The Political Role of the Bedouins in Palestine in the Sixteenth and Seventeenth Centuries », dans *Studies on Palestine During the Ottoman Period*, sous la dir. de Moshe Ma'oz, Jerusalem, Magnes Press. The Hebrew University, 1975, p. 11-30.

#### Articles de périodiques

AL-HUSSEINI, Myriam, Ababsa, « Mise en valeur agricole et contrôle politique de la vallée de l'Euphrate (1865-1946) », *Bulletin d'Études Orientales*, tomes LIII-LIV, 2001-2002, IFEAD, Damas, p. 459-488.

DERINGIL, Selim, « "They Live in a State of Nomadism and Savagery" : The Late Ottoman Empire and the Post-Colonial Debate », *Comparative Studies in Society and History*, Cambridge University Press, vol. 45, n° 2, avril 2003, p. 311-342.

GOLDSTONE, Jack A., « The Problem of the 'Early Modern' World », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, vol. 41, n° 3, 1998, p. 249-284.

HIYARI, Mustafa A., « the origins and development of the Amirate of the Arabs during the Seventh/Thirteenth and Eighth/Fourteenth Centuries », *Bulletin of the School of Oriental and African Studies*, University of London, vol. 38, n° 3, 1975, p. 509-524.

ROBINSON, Arthur E., « The Mahmal of the Moslem Pilgrimage », *Journal of the Royal Asiatic Society of Great Britain and Ireland*, Cambridge University Press, n° 1, janvier 1931, p. 117-127.

WASTI, Syed Tanvir, « The Ottoman Ceremony of the royal Purse », *Journal of Middle Eastern Studies*, vol.41, n° 2, mars 2005, p. 193-200.

WINTER, Stefan, « La révolte alaouite de 1834 contre l'occupation égyptienne : perceptions alaouites et lectures ottomanes », *Oriente Moderno*, n. 3, 1999, p. 61-71.

-----, « The Other *Nahdah* : The Bedirxans, the Millîs, and the Tribal Roots of Kurdish Nationalism in Syria », *Oriente Moderno*, vol. 86, 2006, p. 461-474.

-----, « The Province of Raqqa under Ottoman Rule, 1535-1800 : A Preliminary Study », *The Journal of Near Eastern Studies*, vol. 68, 2009, p. 253-267.

### Mémoires de maîtrise

SOUSSI, Laurens-Hassan, *Qafilat al-Hadj al-Chami wa Atharuha al-Iqtisadiyah wa al-Ijtima'iyah fi Bilad al-Cham, 1805 à 1909EC / 1220 à 1327H*, Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Damas, 2007. 240 p.

### Récits de voyage et sources d'auteurs contemporains

Auteur inconnu, *Mudhakarat tarikhiyyah 'an hamlat Ibrahim Pacha 'ala Suriya*, présenté par Ahmad Ghassan Sbano, Damas, s.d., 159 p.

BURCKHARDT, John Lewis, *Notes on the Bedouins and Wahabys : collected during his travels in the East*, London, Henry Colburn and Richard Bentley, 1830, 439 p.

L'inconnu Mikhayil al-Dimachqi, *Tarikh Hawadith al-Cham wa-Lubnan (1192-1257) (1782-1841)*, présenté par Ahmad Ghassan Sbano, Damas, 1982. 176 p.

PERRIER, Ferdinand, *La Syrie sous le gouvernement de Méhémet-Ali jusqu'en 1840*, Paris, 1842, 423 p.

VINGTRINIER, Aimé, *Soliman Pacha, Colonel Sève : Généralissime des armées égyptiennes*, Paris, Didot, 1886, 590 p.